# eMonde

Télévision-Radio Multimedia

CINQUANTE-DEUXIÈME ANNÉE - Nº 16097 - 7 F

**DIMANCHE 27 - LUNDI 28 OCTOBRE 1996** 

FONDATEUR: HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR: JEAN-MARIE COLOMBANI

Le maire demande une enquête

de Paris fait l'objet d'une nouvelle polémique. Dans un livre, une journaliste de Libération, Brigitte Vital-Durand, affirme qu'une partie de ce domaine est constitué de biens confisqués aux juifs pendant l'Occupation.

Les socialistes, par la voix de leur président de groupe, Bertrand Delanoë, demandent la création d'une commission chargée de déterminer l'origine des lots acquis à cette époque, tandis qu'Henri Malberg, président du groupe communiste du Conseil de Paris, demande l'interruption de la vente du domaine privé.

Le maire de Paris, Jean Tiberi, a indiqué, vendredi 25 octobre, qu'il avait demandé aux services de la ville de faire une étude historique sur l'origine de chaque bien du domaine privé mis en vente. « Je voudrais que l'on cesse de diaboli-

LE DOMAINE PRIVÉ de la Ville ser la Ville de Paris à des fins commerciales et politiques » a-t-il ajouté. Pour sa part, Jean-François Legaret, adjoint (RPR) an maire chargé du domaine, a déclaré qu'ancun des biens mis en vente « n'avait appartenu à des israé-

> Dans un entretien accordé au Monde, Marc Offvier Baruch, histoxien, auteur d'une thèse sur l'administration française de 1940 à 1944, analyse l'« aveuglement bu-reaucratique » des administrations parisiennes pendant l'Occupation.

A l'époque, « la préfecture a une priorité de rénovation urbaine, elle doit exproprier des personnes, ré-sume M. Baroch. Or ces personnes ont dû fuir leur domicile ou sont à Drancy en attente d'être déportées. L'expropriation n'en sera que plus

Live page 8

## Paris détiendrait des biens La communauté internationale tente juifs saisis sous l'Occupation d'éviter un bain de sang au Zaïre

Les réfugiés hutus fuient la progression des forces tutsies

LE GOUVERNEMENT zatrois a décrété l'état d'urgence dans les provinces du Nord et Sud-Kivu, soumises selon hii à une agression des armées du Rwanda et du Burundi (dominées par des Tutsis), qui soutiennent les rebelles banyamulenges. Ceux-ci - des Totsis s'approchaient, samedi 26 octobre, de la ville de Bukavu, dans l'est du Zaîre, tanciis qu'Uvira, phis au sud, scrait tombée et que le secteur de Goma, où se trouvent les principaux camps de réfugiés butus, serait menaci

Le secrétaire général de l'ONU préconise la nomination d'un médiateur, ainsi que la réunion d'une conférence internationale. L'Union européenne tente aussi une médiation par l'intermédiaire d'Aldo Ajello, son envoyé spécial dans la région des Grands Lacs.



## Le « pantouflage » des fonctionnaires est contesté devant

le Conseil d'Etat

LE DÉCRET du président de la République du 29 décembre 1994, nommant Jean-Pascal Beaufiet sous-gouverneur du Crédit foncier de France (OCF), fait l'objet d'un recours en annulation devant le Conseil d'Etat. Cette juridiction a été saisie par un ciministrateur judiciaire pour violation de la loi sur le « pantouflage ». Celle-ci interdit, en effet, pendant cinq ans à un fonctionnaire d'exercer des fonctions dans une entreorise ou'il a contrôlée. M. Beaufret a été

de service des affaires monétaires et financières à la direction du Trésor. Le Conseil d'Etat se réunita pro-

nommé au CCF alors qu'il était chef

### **■ Le PCF tamise** son passé

Le Parti communiste garde une lec-ture sélective de son histoire. p. 6

### ■ Un faux témoin au tribunal de La Have

Le procureur du Tribunal pénal international de La Haye révèle l'existence procès du Serbe de Bosnie Dusan Tadic. p. 4 et notre éditorial p. 12

#### ■ Feu l'Europe nucléaire!

Le Monde révèle les dessous d'un projet de coopération nucléaire entre l'Allemagne, l'Italie et la France, après la crise de Suez, en 1956.

### « Placements »

Un article sur les SCPI et nos chroniques sur les marchés boursiers et fip. 14, 15 et 16 nanciers.

### ■ 1997: un Tour cycliste en altitude

La version 1997 du Tour de France franchira vingt-sept cols et rendra hommage à Jacques Anquetil. p. 17

### ■ Un scooter silencieux

Peugeot commercialise désonnais un scooter électrique doté de trois p. 18

#### Daniel Vaillant au « Grand Jury »

Le député de Paris, numero deux du Parti socialiste, est l'invité du « Grand Jury RTL-Le Monde », dimanche 27 octobre, à partir de 18 h 30.





## Au Brésil, le « roi du soja » manque de blé

RIO DE JANEIRO

Le «roi du soia » a-t-il irrémédiablement perdu sa majesté sur les marchés financiers Internationaux ? Propriétaire, dans l'ouest du Brésil, de 240 000 hectares de terres sur lesquelles il a bâti son prestigieux renom, Olacyr de Moraes, sobrante-cinq ans, classé par le magazine américain fortune au nombre des 500 hommes les plus riches de la planète, se pouve en tout cas en cessation de palement. Constran, l'une des 33 filiales de son conglorer cette semaine une échéance de 13 miltions de dollars en commercial papers émis sur l'euromarché en octobre 1995. C'est la première fois depuis le rééchelonnement de sa dette extérieure que le Brésil se signale par une défaillance de nature à écorner un crédit international reconquis à grand peine.

« C'est une mauvaise surprise qui survient au mouvois moment », a confié au Monde le représentant d'une banque européenne installée à Sao Paulo. De fait, le gouvernement brésilien se serait bien passé de cette malencontreuse publicité au moment où il s'apprête à lever, aux Etats-Unis et en Europe, un emprunt de 750 millions de dollars en « bons de la République ».

Le groupe Itamarati, dont l'endettement

**Dumas** 

approche le milliard de dollars (pour un chiffre d'affaires de 1,2 milliard de dollars en 1995), bat ostensiblement de l'aile depuis l'application, en juillet 1994, du « plan Real ». Piller du programme de stabilisation économique en vigueur, le maintien de taux d'intérêt exorbitants (de 70 à 80 % pour une inflation de 12 % en rythme annuel, selon M. de Moraes) a vite entraîné une détérioration alarmante de la santé financière du groupe.

En négociations tendues avec ses créanciers brésiliens, M. de Moraes avait été banque d'affaires Itamarati banco de credito national, une banque privée basée à Sao Paulo. Aux abois, il a apparemment choisi d'adresser un signal de détresse au gouvernement. Mais, plutôt que d'essayer de se faire entendre sur la scène nationale, le « roi du soja » tente d'attirer l'attention des Brésiliens sur ses malheurs en émettant ses signaux d'alerte sur la scène internationale.

Car M. de Moraes s'y connaît dans l'art de se vendre. Ainsi, à l'occasion d'un dîner de gala donné l'an dernier à Brasilia en l'honneur de Lech Walesa, à l'époque président de Pologne, avait-il fait sensation en compagnie d'un top-model, recruté pour la circonstance dans une agence de mannequins. Récemment divorcé, le « roi du soja » avait pris l'ha-

bitude, avant de connaître les affres de la crise de liquidités, de s'afficher dans les boîtes de nuit de Sao Paulo aux côtés de jeunes beautés. Parallèlement aux mondanités découlant de cette vocation tardive de play-boy, il s'était lancé dans un projet audacieux, que d'aucuns qualifient de « pharaonique »: la construction d'une ligne de chemin de fer de 400 kilomètres, la Ferronorte, reliant l'Etat du Mato Grosso, où il possède une propriété de 200 000 hectares, au réseau ferroviaire de Sao Paulo.

Destinée à faciliter l'écoulement des coites de grains de l'Ouest brésilien, la mise en chantier de ce « couloir d'exportation » a déjà englouti 340 millions de dollars, dont la moitié provenant d'un prêt de la Banque nationale de développement économique et social (Bndes). Faute de crédits supplémentaires, les travaux sont suspendus, alors que pas un seul mêtre de rail n'a encore été posé. Le salut aurait dû venir des fonds de pension de plusieurs grandes sociétés publiques, que l'on disait disposées à investir dans la Ferronorte. Les tractations ayant tendance à s'enliser, M. de Moraes joue désormals son vatout pour tenter de sauver ce qu'il présente comme le « grand œuvre » de sa vie.

Jean-Jacques Sévilla

## TV: le guide des élections américaines

LE 5 NOVEMBRE, les Américains éliront leur président. Même si l'issue du duel entre Bob Dole et Bill Clinton ne fait guère de doute, l'actualité est déjà américaine. Notre cahier « Télévision-Radio-Multimédia » propose, sur quatre pages, un guide des élections américaines: les programmes de télévision, les émissions de radio et les principaux sites internet consacrés à la bataille électorale et à ses enjeux. Eclairage indispensable: Arte a programmé l'étonnant feuilleton Tanner for President. Dix épisodes, signés Robert Altman, où le cinéaste jette dans la vraie campagne de 1988, un faux candidat démocrate, pour le filmer

entre fiction et réalité. A lire encore, notre enquête sur les femmes et le multimédia et la chronique de Daniel Schneider-

Lire notre cahier « Telévision-Radio-Multimédia »

## L'éclipse des responsables, le temps des coupables

Un aventurier

du XX<sup>e</sup> siècle

Des portraits chaleureux ou

ironiques, des souvenirs

héroïques ou bouleversants...?

DANIEL VERMEL, LE MONDE

**PLON** 

de ces demières années, ou en cours ~ sang contaminé, « vache folle > et amiante - sont revenues sans cesse dans les interventions des oraneurs et du public, lors de la première journée du huitième forum Le Monde-Le Mans qui s'est ouvert vendredi 25 octobre au palais des congrès du Mans et doit se

Le Fil

et la Pelote

poursuivre jusqu'au 27 octobre. La versité du Maine, ne s'est pas déquestion posée cette fois-ci était : menti. Plus d'un millier de perquestion posée cette fois-ci était: « De quoi sommes-nous responsables? »; les débats étaient dirigés par Thomas Ferenczi, directeur-adjoint de la rédaction du

Le succès de cette rencontre annuelle, organisée depuis 1989 par Le Monde, la ville du Mans et l'unisonnes out assisté à cette première journée, consacrée aux aspects juridiques de la responsabilité. Un auditoire souvent très jeune, fort de classes entières de philosophie, vermes avec leur professeur.

Laurence Collet, maître de conférences à l'université du

Maine, a retracé l'histoire du droit de la responsabilité, depuis le code d'Hammurabi, qui, en 1780 avant Jésus-Christ, fixait pour la première fois sous une forme écrite des amendes et punitions précises pour différents types de délits, énumérant les lésions corporelles

et les peines correspondantes. Au cours des siècles, l'évolution du droit a consisté à éliminer progressivement la vengeance privée pour faire de l'Etat le seul justicier. Le contrat social, dans les sociétés modernes, implique que l'individu, devenu citoyen, renonce à la vengeance personnelle et confie à la collectivité le soin d'exercer la justice. Mais le délit reste une notion toute relative et changeante. L'avortement, qui était un délit réprimé par la loi, a cessé de l'être en France en 1975. A Kaboul, l'exercice par une femme d'une activité professionnelle est devenu d'un seul coup, avec l'arrivée au pouvoir

des talibans, un acte délictueux... François Ewald, directeur de re-cherche au CNRS et auteur d'une Histoire de l'Etat-Providence qui vient d'être rééditée en collection de poche, a parlé d'une « crise de la responsabilité » apparue à l'occa-sion des « affaires » du sang contaminé, de la « vache folle » et de

Dominique Dhombres

Lire la suite page 12

## La bataille de Châteauvallon



**GÉRARD PAQUET** 

A TOULON, le maire Front national place Gérard Paquet, enfant du pays, sous les feux d'une actualité plus politique que culturelle. Tous les moyens sont bons pour essayer de lui enlever la direction du Théâtre national de la danse et de l'image de Châteauvallon - procès, audit, rumeurs - avec l'appui indirect du préfet du Var, Jean-Charles Mar-

Lire page 20

international2	Abonnements	_1
France	Agenda	_1
Société	Météorologie	
Horizous10	Mots croisés	
Entremises	Culture	2
Placements/marchés 14	Galde culturel	7
Anjourd liei	Radio-Télévision_	



Ne

cer d

empi

lo-an un à garar il l'a

qu'il

brita

gard

chete

tuell

hư f.

qu'il la p

ban

on 1

13.0

13.5

14.

15.

18.

l'état d'urgence dans les provinces du

Nord et Sud-Kivu, dans l'est du Zaïre.

ment » tombée aux mains des re-

INTERNATIONAL

NÉRAL DE L'ONU, M. Boutros-Ghali, a préconisé, vendredi, la nomination d'un médiateur chargé d'obtenir un cessez-le-feu, ainsi que la réunion d'une conférence internationale. ● EN SUISSE, où le président zairois Mobutu Sese Seko est en traitement après l'opération d'un cancer de la prostate, on se refuse à donner des înformations sur son état de santé.

## Les rebelles banyamulenges progressent dans l'est du Zaïre

Alors que les dissidents tutsis zaīrois, qui seraient appuyés par le Rwanda et le Burundi, semblent maîtres d'une partie des provinces du Kivu, les réfugiés hutus continuent à fuir. A Bruxelles et à New York, la communauté internationale cherche à éviter l'embrasement de la région

(Union européenne) de notre correspondant Aldo Ajello, l'envoyé spécial de l'Union européenne (UE) dans la région des Grands Lacs, en Afrique, qui se trouvait cette semaine à Bruxelles pour consultation, est reparti, vendredi 25 octobre, chargé par les Quinze d'une mission de médiation élargie. Il ne s'agira plus uniquement pour lui d'intervenir auprès du Zaire et du Rwanda, ce dernier étant accusé par le premier d'armer et d'appuyer les rebelles tutsis banyamulenges qui conduisent, contre l'armée zaïroise, une offensive dans l'est du Zaire et menacent les camps de réfugiés où s'entassent 1 200 000 Hutus rwan-

La guerre s'étendant dangereusement et la crise prenant un caractère de plus en plus régional, Aldo Ajello devra entrer en contact avec l'ensemble des acteurs de la région, y compris avec les éléments banyamulenges, lesquels, par le succès de leurs armes, s'imposent désormais, quoi qu'en pensent les Zaīrois. comme des interlocuteurs incontournables.

L'« extrême inquiétude » trianifestée par les autorités de l'Union européenne est, à la fois, d'ordre humanitaire et politique : la vie des réfugiés hutus, qui avaient fui le Rwanda en juillet 1994 après le génocide de plus de 500 000 Tutsis,



par crainte des représailles du nouveau pouvoir tutsi en place à Kigali, est à l'évidence menacée. Par la famine, le manque de soins ou des

DÉSERTIONS ET PILLAGES

Par ailleurs, cette crise survenant alors que le pouvoir est pratiquement vacant à Kinshasa, le Zaîre se trouve dans une situation de particulière vulnérabilité, avec le risque d'une implosion du pays, susceptible, elle-même, de déciencher des réactions en chaîne et de déstabiliser l'ensemble de la région.

Sur le plan militaire, les Banyamulenges progressent. La ville d'Uvira est « pratiquement tombée », selon le Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR). Leurs premiers éléments s'approchaient, vendredi, de Bukavu, qui risque d'être encerclée. Le gouvernement zaîrois a décrété l'état d'urgence dans ses provinces du nord et du Sud-Kivu. De nom-

front et participent aux pillages. A Kigali, un porte-parole du parti banyamulenge Alliance démocratique du peuple a déclaré : « Mobutu doit s'en aller. » Il a indiqué que les rebelles veulent conquérir Bukavu et faire « la jonction » avec des forces dans le Nord-Kivu. Selon lui,

breux soldats zairois désertent le

les combattants ne sont pas seulement banyamulenges. Ils ont été rejoints par d'autres opposants zairois, regroupés en trois partis: le Parti de la révolution populaire (PRP), le Conseil national de la résistance pour la démocratie (CNRD) et le Mouvement révolutionnaire pour la libération du

Congo (MRLZ). A Bruxelles, on ne voit pas comment l'ethnie très minoritaire des Banyamulenges, jusqu'ici peu remuante, aurait pu acquérir, seule, la force de frappe qu'elle met en œuvre aujourd'hui, et l'on soupconne fort, en dépit de leurs dénégations, que les armées rwandaise et burundaise (toutes deux complètement dominées par les Tutsis) leur prêtent un très actif concours. Les Zaīrois, pour leur part, dénoncent l'entrée sur le territoire de 3 000 Rwandais.

ENACE DE FAMINE

A Bukavu, entre 300 000 et 500 000 réfugiés sont menacés. A ceux qui se trouvaient auparavant dans la zone, sont venues s'ajouter les populations qui peuplaient les camps de la région d'Uvira, plus au sud, et qui ont fui l'offensive des Banyamulenges. Selon les informations recueillies par « Echo », l'Office d'action humanitaire de l'Union européenne, le Programme alimentaire mondial et le HCR, qui opèrent sur place, n'ont plus en stock que trois à quatre jours de

Sujet d'inquiétude supplémentaire : des éléments tutsis se manifesteraient maintenant, en force, plus an nord, dans la région de Goma. On craint à Bruxelles que les forces tutsies ne prennent, ainsi, en tenzille la longue bande de terrain entre Goma et Bukavu où sont insresponsables du génocide de 1994, ont reconstitué leurs structures, se sont réarmées et révent de reconquête.

Les Tutsis (rwandais, burundais, banyamulenges), profitant de l'ac-tuelle faiblesse d'une armée zairoise très peu motivée, serait en train de mener, à leur manière redoutable, une opération de « net-

#### L'ONU propose l'envoi d'un médiateur

Réuni à huis clos, le Consell de sécurité des Nations unies a demandé, vendredi 25 octobre, à « toutes les parties » de cesser le feu et a « appuyé l'idée » de la nomination d'un médiateur de l'ONU qui serait chargé, notamment, de préparer une conférence régionale, en liaison avec l'Europe et l'Afrique. Le secrétaire général, Boutros Boutros-Ghali a parlé de « guerre régionale », à caractère ethnique, et dénoncé l'abondance d'armes, apparemment fournies par des « acteurs étrangers ».

La France soutient, depuis longtemps, l'idée d'une conférence internationale qui réunitait les pays de la région des Grands Lacs (Zaire, Rwanda, Burundi, Ouganda, Tanzanie, Kenya), avec la participation de pays occidentaux. Mais les Etats-Unis éxpetitent des réserves à propos d'une telle réunion « qui ne seruit pas bien préparée et serait convoquée de manière précipitée ».

tallés les principaux camps de réfu-giés, qu'elles ne soustraient ce territohe au contrôle du Zaîre et ne s'y livrent, alors, à une entreprise d'épuration ethnique sangiante. Depuis l'été 1994, le régime de Rigali dénonce l'existence de ce « Hutuland », où les anciennes forces armées rwandaises, celles qui sont

toyage ». Es chercheraient à éloigner les réfugiés de la frontière.

Comment venir en aide aux réfugiés, désorientés, souvent sur les routes, menacés ? Emma Bonino. le commissaire coropéen responsable d'« Echo », voudrait établir un pont aérien en direction de Bukavu et de Goma, afin d'acheminer nourriture et médicaments. M. Ajello, qui rencontrait, jendi soir à Bruxelles, Léon Kengo Wa Dondo, le premier ministre zaîrois, kui a demandé que l'armée zakoise essure le sécurité des deux aéroports. La décision de lancer un pout aérien pourrait être rapidement prise. On n'exclusit pas des contacts avec les rebelles banyamulenses pour obtenir, de leur part, les autorisations nécessaires afin de venir au secours des personnes déplacées dans les zones qu'ils contrôlent.

2.25

100 pt 1

 $\mathrm{G}_{\mathrm{G}_{\mathrm{G}}}$ 

Jag.

Sur le plan politique, M. Ajello s'efforcera de réunir le plus vite possible autour d'une table de nérendez-vous était prévu pour débat novembre, l'envoyé spécial de l'UE s'efforcera de l'avancer. Fandra-t-il associer le régime illégitime du Burundi aux tractations, alors que son armée est probablement impliquée de façon très directe sur le terrain? Et si la réponse est positive, selon quelles modalités? C'est une des questions délicates que devra trancher l'envoyé spécial européen.

Philippe Lemaître

## Informations contradictoires sur la santé du président Mobutu shasa se montralent plus prudentes. La pré-

BERNE de notre correspondant

Déjà empêtrées dans l'affaire de l'or nazi et des avoirs juifs déposés dans les banques helvétiques durant la seconde guerre mondiale, les autorités de Berne se seraient bien passées des critiques que leur vaut la présence en Suisse, depuis plus de deux mois, du président zairois Mobutu Sese Seko. Ces critiques ont été ravivées par l'annonce. jeudi 24 octobre, que le visa de M. Mobutu avait été prolongé, pour la quatrième fois, tement médical à Lausanne, où Il a été opéré d'un cancer de la prostate, le 22 août.

Ses médecins et le Centre hospitalier universitaire vaudois - où il suit un traitement ambulatoire - se refusant à fournir la moindre indication, des informations contradictoires circulent sur l'évolution de l'état de santé du président zaïrois, àgé de soizante-six ans. Toutefois, M. Mobutu quitte régulièrement le luxueux palace des bords du Léman où il s'est installé avec une

suscité des protestations non seulement chez les opposants zaïrois en exil. mais aussi chez les parlementaires suisses. Parmi les réactions les plus vives, celle d'un nouvel élu communiste au gouvernement du canton de Vaud qui, jugeant « indigne la présence de ce dictateur », a fait part de son intention de proposer à ses collègues de prendre publiquement position contre le séjour sur le sol cantonal du chef d'Etat zai-

Le protestataire avait jugé « indécent » les moyens mis en œuvre pour soigner le président zaîrois « quand on songe à l'extrême dénuement » de ses compatriotes. Il s'est aussi demandé pourquoi Berne acceptait de l'accueillir quelques semaines à peine après avoir invoqué les violations des droits de l'homme, à l'époque de la dictature au Chili, pour refuser un visa au général Pinochet.

De son côté, un député socialiste s'était indigné qu'un « visa humanitaire ait été accordé à un personnage responsable de multiples violations des droits de l'homme dans son

« Les Africains considèrent la nou-velle Afrique du Sud comme un pa-tuation irrégulière constituent une

La patrie de Nelson Mandela produit,

à elle seule, quatre fois plus de richesses

pays ». Lors de l'arrivée du président Mobutu, le ministère helvétique des affaires étrangères avait tenu à faire savoir que le visa lui avait été attribué sur la « base d'attestations médicales ». Les mêmes raisons « exclusivement médicales » ont été avancées à chaque prolongation de son autorisation de séjour en Suisse. En tout cas, le temps semble révolu où le maréchal Mobutu pouvait venir à sa guise se reposer dans la résidence qu'il s'est fait construire sur les hau-

compte-gouttes qu'il a obtenu un visa, et ses hôtes ont maintenant tendance à le trouver encombrant. Le président zaîrois ne peut pas avoir d'activités politiques en Suisse, a indiqué un porte-parole du ministère des affaires étrangères à Berne. S'Il s'était tenu jusqu'alors à une certaine discrétion, M. Mobutu vient de sortir de sa réserve en faisant publier, mardi 22 octobre, une déclaration demandant à son gouvernement d'« assurer l'intégrité du territoire ». soutenant ainsi la position de l'armée zaïroise, alors que les autorités civiles de Kinsence à Lausanne du président zairois a également contribué à relancer le début sur l'argent placé en Suisse par certains hommes d'Etat profitant du secret bancaire. Selon la presse helvétique, la fortune de M. Mobutu dans les banques suisses s'élèverait à plusieurs milliards de dollars. Les journaux locaux croient savoir, en

outre, que les autorités de Berne auraient profité du séjour du président zairois pour tenter de régier l'affaire des dettes, d'un suisses (environ 10 millions de francs), contractées depuis 1990 par le personnel et les missions diplomatiques du Zaire en Suisse et aux Nations unies à Genève.

A Berne, un porte-parole du ministère des affaires étrangères a confirmé que la « résolution de ce problème est en bonne voie ». A en croire les journaux de Lausanne, la note d'hôtel du président zaïrois et de son entourage se situerait déjà entre 1 million et 2 millions de francs suisses.

Jean-Claude Buhrer

## Le gouvernement sud-africain tente de contrôler l'immigration clandestine

Pour fuir la pauvreté, quatre millions d'étrangers vivent dans le pays le plus riche d'Afrique

**JOHANNESBURG** 

de notre correspondant L'Afrique du Sud procède, jusqu'au 31 octobre, au premier recensement post-apartheid de sa population. Au même moment. une partie des immigrés clandestins sont invités à se faire connaître pour bénéficier d'une régularisation de leur situation. Sur un total d'environ 42 millions d'habitants. le pays compte, selon différentes estimations, 4 millions d'étrangers en situation illégale, soit environ 10 % de la population, un des taux les plus élevés au monde.

Depuis l'abolition du régime de ségrégation raciale, l'Afrique du Sud est en plein développement et s'est ouverte à l'extérieur. Elle attire des ressortissants de tout le continent africain fuyant la pauvreté et l'instabilité de leurs pays. La patrie de Nelson Mandela constitue un géant économique à l'échelle de l'Afrique et de la zone australe qui comprend des nations, comme le Mozambique ou le Malawi, parmi les plus pauvres de la planète. A elle seule, elle produit quatre fois plus de richesses que les onze autres Etats de la région. Les habitants de ces Etats, à

radis où ils sont les bienvenus. Mais ils se trompent. Notre pays ne peut pas prendre en charge toute la misère du continent », affirme Piet Colyn, directeur général du ministère de l'intérieur, responsable des

commencer par les Mozambicains.

représentent la très grande majori-

té des immigrés clandestins en

Afrique du Sud. Mais de plus en

plus les Zaīrois, les Nigérians, les

Ghanéens tentent leur chance.

que les onze autres Etats

de la zone australe du continent

questions d'immigration. La présence de quelque 4 millions de clandestins constitue un lourd fardeau au moment où la croissance sans précédent de ces dernières années connaît un raientissement. Cette croissance n'a, de toute façon, pas suffi à résorber le

main-d'œuvre prisée dans les fermes et les chantiers de construction, d'autant plus qu'ils acceptent de travailler pour des salaires bien plus bas que les Sud-Africains. Ils entrent également en concurrence avec ces demiers pour l'accès aux infrastructures en matière de logement, santé et éducation, encore largement insuffisantes pour satisfaire les besoins de la population locale dans les

chômage, qui touche plus de 40 % de la population active noire. La

présence des clandestins ne fait

qu'exacerber la course à l'emploi.

Souvent sans qualification, mais

peu enclins à se syndiquer et fa-

La présence des immigrés clan-

destins est de plus en plus jugée indésirable par les Sud-Africains. « Il y a un sentiment croissant d'hostilité à l'égard des étrangers, une véritable xénophobie. Les gens ne sont tout simplement pas prêts à partager le peu qui est disponible », explique Anthony Minaar, coauteur d'une étude sur l'immigration clandestine et membre du centre de recherche de la police.

Des habitants du township d'Alexandra, au nord-est de Johannesburg, ont récemment manifesté devant l'agence locale des affaires intérieures pour s'opposer à la régularisation des clandestins. C'est dans ce même quartier que, en 1995, des groupes de jeunes avaient attaqué et brûlé plusieurs maisons d'étrangers. «Le danger, c'est que les étrangers deviennent une cible, que les gens se défoulent sur eux de leur frustration », s'inquiète M. Minaar.

Conscient de ces tensions, le gouvernement de Nelson Mandela s'emploie officiellement à intensifier la lutte contre l'immigration clandestine. En 1995, 150 000 étrangers en situation irrégulière ont été reconduits aux frontières, contre environ 90 000 les deux années précédentes. Les autorités ont également alourdi les amendes infligées aux employeurs embauchant des clandestins. Mais l'Etat sudafricain n'a pas les moyens d'une. politique répressive. La police et la justice sud-africaines ont déjà bien du mai à faire face à une criminalité en pleine augmentation. Les prisons sont pleines et les tribunaux. engorges.

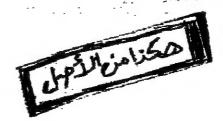
Le gouvernement manque également de moyens pour contrôler les frontières. Grand comme deux fois la France, le territoire sud-africain est bordé par plusieurs centaines de kilomètres de frontières constituées par des déserts ou des montagnes. De plus, deux Etats sont enclavés en son sein, le Lesotho et «Ce n'est pas seulement une

question de moyens, c'est aussi un problème de volonté politique », af-firme Mike Hough, professeur à l'université de Pretoria. L'Afrique du Sad ne peut se permettre de renvoyer massivement les illéganz sous peine d'aggraver ses relations avec les pays de la région, déjà très tendues sur le plan économique. Ces pays l'accusent de vouloir imposer son hégémonie sur l'Afrique

australe et, contrairement à son discours officiel, de ne pas contribuer au développement de la région du fait de sa politique commerciale agressive et protec-

Les Etats voisins rappellent, par ailleurs, l'Afrique du Sud à son devoir de solidarité ou de réparation. Beaucoup d'entre eux ont aidé l'ANC de Neison Mandela dans sa lutte contre l'apartheid. D'autres, comme le Mozambique, sortent ravagés d'une longue guerre civile que l'Afrique du Sud a alimentée au temps du régime de ségrégation raciale. Sous ces pressions et le plus discrètement possible, pour ne pas alerter l'opinion publique sud-africaine, le gouvernement a décidé de régulariser la situation des immigrés clandestins ressortissants des pays de la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC) vivant en Afrique du Sud depuis plus de cinq ans. Mais le gouvernement a pris soin de limiter l'accès à cette régularisation par des critères restrictifs. Jusqu'à présent, seuls 150 000 d'entreeux en ont bénéficié.

Frédéric Chambon



arabes ont accueilli les positions de

M. Chirac sur le règlement des

conflits avec l'Etat juif est d'une cer-

taine manière un handicap

D'abord parce qu'il est interprété, à

tort, comme la preuve de la partiali-

té de la France et de son « tro-

pisme » arabe; ensuite parce que

cet engouement pourrait être le

signe d'une lecture abusive, par les

Arabes eux-mêmes, au moins par

certains d'entre eux, du message du

président de la République; ils se

tromperaient s'ils croyaient y voir

un encouragement à plus d'intran-

Les tiraillements au sein de l'UE

compliquent encore la situation, et

pas seulement, comme l'a laissé en-

tendre M. Chirac ini-même, parce

que l'Europe n'a pas encore adopté

une politique étrangère et de sé-

curité commune. Le problème porte

sur le fond, tous les Européens

raisons diverses, de l'opportunité

d'exiger un rôle aux côtés des Etats-

M. Chirac a en tout cas pris date,

sans que son initiative entraîne de

rupture, ni même de brouille sé-

rieuse avec ses détracteurs, qu'il

s'agisse d'Israël, des Etats-Unis, ou

de certains Etats européens. Il a dit ce qu'il pensait être le droit pour ré-

gler les problèmes entre l'Etat juif et

ses voisins arabes, et énoncé ce que

sont à ses yeux les responsabilités et la capacité d'action des Euro-

Indifférent aux critiques israé-

llennes portant sur son « passé ira-

péens au Proche-Orient.

sigeance.

## M. Chirac n'exclut pas des « résultats positifs et concrets » de sa tournée au Proche-Orient

Son message risque d'être abusivement interprété par Israel et les pays arabes

M. Chirac a terminé par une escale de quel-ques heures au Caire, le vendredi 25 octobre, une tournée au Proche-Orient qui l'a conduit en s'ai mieux compris les éléments de la crise que connaît actuellement le paix », a-t-il déclaré.

N- 2-

de notre envoyée spéciale Pensez-vons avoir comblé ce déficit de confiance que vous avez . constaté an Proche-Orient? Réponse de Jacques Chirac, le vendredi 25 octobre, à Beyrouth, dernière etape de sa



 $\mathbb{R}[[]]$ 

the sales of the

45 THE 1

Siring .

Bras . They

.

\*\* ja

727.

tournée dans la région : « Un tant soit neu sans doute. (...) J'ai transmis un certain nombre d'informations,

de suggestions, d'une étape à l'autre. » Et d'ajouter . qu'il n'était « pas du tout exclu » que son voyage donne « des résultats positifs et concrets dans des délais relativement brefs ». Puis de se raviser: «Peut-être. Inch Allah. » Lorsqu'on pense que l'entourage du chef de l'Etat confiait, au début de la tomnée, qu'il n'y avait peut-être que des coups à prendre, le changement de ton, même prudent, est

En fait, le message du président de la République a les faiblesses de sa force. Il a le mérite de la clarté et d'une honnêteté politique qui, na-turellement, n'ont pas fait plaisir à tout le monde. Les «informations» et les « suggestions » que ses interlocuteurs ont chargé M. Chicac de transmettre prouvent que, malgré Lorsque le président de la Répu-

les critiques, les portes ne lui ont pas été totalement fermées; mais cela ne debouche pas necessairement sur l'objectif qu'il s'est luimême fixé : obtenir pour l'Europe le rôle politique de co-partenaire du

processus de paix. Le président de la République mise de toute évidence sur la politique des petits pas, qui permettrait, à moyen tenne, un coparrainage euro-américain. Mais le risque est grand que les premiers petits pas restent sans lendemain, ou alors, seulement à l'occasion, au cas par cas, lorsque la «bonne volonté» qu'il met à la disposition des intéressés pourra être ponctuellement

M. Chirac compte sur son opinia treté. Après tout, celle-ci avait été payante lors de la guerre entre le Hezbollah et Israel, en avnil, an Liban, puisque l'Etat juif et les Etats-Unis avaient fini par accepter la présence de la France au sein du Comité de surveillance du cessez-le-feu. Mais la ténacité française n'autait pas alors abouti si Paris n'avait pas précédé Washington sur le terrain. La France avait en aussi la bonne idée d'être la première à élaborer un ensemble de propositions pour un autêt des hostilités, qui servirent de base à la discussion.

Ce n'est pas le cas aujourd'hui.

blique offre la « bonne volonté » de la France et de l'Europe pour contribuer à débioquer les pourparlers de paix israélo-arabes, il ne l'assortit pas d'un contenu concret, L'idée italienne de désigner un envoyé spécial enropéen au Proche-Orient ne comble pas cette lacime; étant tenues dans l'ignorance de la négociation, l'UE et la France peuvent difficilement imaginer ce qui pourrait la relancer.

DEPENDANCE

Cette absence de contem donne des arguments à ceux qui, comme Israel ou les Etats-Unis, s'opposent, par principe, à un quelconque rôle politique européen. A moins que Damas s'emploie à convaincre les Arabes d'exiger un coparrainage européen du processus de paix, comme on l'affirme de source syrienne, et réussisse à l'imposer. Ce qui est peu probable étant donné la n'étant pas convaincus, pour des dépendance dans laquelle de nombreux Brais arabes se trouvent visà-vis des Etats-Unis, même si une telle relation les étouffe. Même pour les Arabes qui souhaitent une Europe plus active, la nature de ce rôle reste à définir. Pas plus que M. Chirac Ini-même, ils ne pensent que l'Europe doive entrer en

concurrence avec les Etais-Unis. L'enthousiasme avec lequel les Etats - et surtout les populations -

## Les talibans ont attaqué les troupes du général ouzbek Dostom

KABOUL. La milice des talibans a attaqué pour la première fois, vendredi 25 octobre, les forces du général ouzbek Abdul Rashid Dostom dans le nord-ouest de l'Afghanistan, où elle s'est emparée de la province de Badghis, selon un responsable du mouvement reli-gieux. Toujours selon la même source, les « étudiants en théologie » auraient également pénétré dans la province voistne de Faryab, plus au nord, où « d'intenses combats » ont fait rage toute la journée de vendredi pour le contrôle de la ville de Maimana. Ces combats out éclaté alors que les troupes du général Dostom, qui contrôlent plusieurs provinces du nord et du nord-ouest du pays, ont rejoint ces derniers jours celles du régime du président Burhanuddin Rabbani, renversé le 27 septembre, qui affrontent les combattants talibans sur un autre front, au nord de Kaboul. - (AFR)

## Le secrétaire d'Etat du Vatican en visite officielle à Cuba

LA HAVANE. Le secrétaire d'Etat du Vatican, Mgr Jean-Louis Tauran, a annoncé, vendredí 25 octobre, à son arrivée à La Havane pour une visite officielle de quatre jours, que son voyage « servira à examiner avec les autorités cubaines la manière d'améliorer les relations avec l'Eglise ». Le prélat a indiqué qu'il souhaite « encourager l'Eglise de Cuba à poursuivre son chemin », estimant qu'elle est « un élément très important dans le dialogue public national ». Après des moments de tension, notamment en raison de déclarations critiques de la Conférence épiscopale cubaine, en septembre 1993 et en mars 1996, il ne semble plus y avoir de trace d'irritation entre l'Eglise et le gouvernement castriste, dont « les relations sont plus proches de la normalité que de l'anormalité », estime-t-on de source officielle. – (AFP.)

## Le nouveau premier ministre norvégien souhaite une société « plus chaleureuse »

OSLO. Thorbjörn Jagiand, le nouveau premier ministre norvégien qui a succédé à M= Gro Harlem Bruntland, démissionnaire, a l'intention de renouer avec une politique plus fidèle aux valeurs de son parti (travailliste), après un recentrage du précédent gouvernement. Priorités seront données aux exclus de la prospérité pétrolière, aux personnes âgées, à l'éducation et à la formation. Un discours qui semble réjouir la puissante Confédération générale du travail (LO) dont M. Jagiand est très proche.

Pour parverir à cette « société plus chaleureuse et plus sûre » qu'il a appelée de ses vœux, vendredi 25 octobre, il n'est pas exclu que le nouveau premier ministre décide d'augmenter les dépenses de l'État dans le prochain budget (largement excédentaire). Pour tenter de gagner les élections législatives de septembre 1997, M. Jagland, quarante-cinq ans, s'est entouré d'une équipe rajeunle. Huit nouveaux visages font leur entrée au gouvernement, minoritaire, composé à 40 % de femmes. Deux personnalités émergent : Terje Rod Larsen, coordonateur de l'ONU pour les territoires palestiniens, qui sera chargé du Plan avec pour mission de préparer le pays au siècle prochain, et Anne Holt, juriste et auteur de romans policiers à succès,

## Des produits sanguins contaminés par le virus du sida en Chine

PÉKIN. Les autorités chinoises ont, pour la première fois, reconnu que certains produits sanguins utilisés par des établissements pu-blics étaient contaminés par le virus du sida et que des négligences avaient été constatées dans la gestion de ces produits, rapporte le New York Times dans son édition du samedi 26 octobre. En avril, le ministère de la santé publique avait, sans donner aucune explication, interdit aux établissements de soin d'utiliser un certain type de sérum produit dans une entreprise de l'armée, et d'en détruire les stocks, après que la presse à Hongkong et aux Etats-Unis eut affirmé que ces produits étaient contaminés par le virus HIV. Le ministère chinois des affaires étrangères vient de le confirmer, sans toutefois donner aucune indication sur le nombre de victimes éventuelles. Quatre mille trois cent cinq cas de sida sont officiellement recensés en Chine, mais les autorités sanitaires estiment que le nombre de cas pourrait s'élever jusqu'à cent mille, rapporte le New York Times.

## Le groupe des donateurs a décidé d'apporter à l'Ukraine 3 milliards de dollars pour 1997

PARIS. Réumi à Paris les 24 et 25 octobre sous l'égide de la Banque mondiale, un groupe représentant quinze pays donateurs et huit organisations internationales, a décidé d'apporter à l'Ukraine un soutien de 3 milliards de dollars (15 milliards de francs), pour 1997. Sur cette somme, 1,2 milliard avait déjà été promis. Le Fonds monétaire international (FMI) et la Banque mondiale se sont engagés à apporter au moins 1,4 milliard (dont une facilité à moyen terme du FMI). 400 millions de dollars au minimum resteut donc à trouver en Europe, aux Etats-Unis et au Japon pour consolider ce soutien aux réformes économiques radicales entreprises sous l'égide du président Léonid Koutchma, qui devraient comprendre en particulier une très importante réforme fiscale en 1997.

## L'armée russe est au bord de la crise financière

MOSCOU. Dans un discours prononcé le vendredi 25 octobre devant des anciens combattants, le général Igor Rodionov, ministre de la défense russe, a déclaré que l'armée était « à la veille de développements indésirables, voire incontrôlables ». « Si le budget 1997 n'est pas modifié, a-t-il ajouté, la Russie pourrait perdre ses forces armées en tant qu'organisation structurée et pilier de l'Etat, avec toutes les conséquences qu'on peut imaginer ». Selon le général Rodionov, le projet de budget ne couvre qu'un tiers des besoins minimaux de l'armée et rendra difficile la mise en œuvre de l'engagement pris par le président Eltsine de créer une armée professionnelle avant

## Le président du CRIF: « La méthode n'était pas la bonne »

INVITÉ personnel du président de la République lors de la visite de celui-ci en Israël, Henri Hajden-berg, président du Conseil représentatif des institutions juives de France (CRIF), pressent le malaise. Interrogé par Le Monde, à son retour à Paris, il a tenu à rassurer la communauté juive de France, « qui se M. Hajdenberg, qui, lors de divers entretiens à l'Elymontre généralement imprieure applès la tournée au sée, a été associé à la préparation du voyage de Proche-Orient du chef de l'Etat. « Je ne doute pas personnellement des intentions de Jacques Chirae; Proche Orient pour dire que la France a une politique mais la méthode n'épuit pas la bonne, a-t-li affirmé. On a décidé de faire de la diplomatie-speciacle pour montrer que la France est présente au Proche-Orient. C'est une diplomatie à risques, parce que, dès qu'un incident survient, cela prend tout de suite de grandes proportions. »:

Le président du CRIF considère que différents inci-dents, à commencer par la colère exprimée par M. Chirac face aux responsables israéliens de sa sécurité, out occulté « la relation chaleureuse » établie à cette occasion avec le premier ministre Benyamin Nétanyahon et avec le président Ezer Weizman. Il précise, à propos de la promenade mouvementée

dans Jérusalem, que le consul de France a fait modifier le parcours « au dernier moment » et regrette qu'il n'y ait eu, alors, aucun responsable politique israélien présent pour apaiser la tension.

Sur le fond du contentieux franco-israélien, M. Chirac, estime que ce dernier « n'est pas parti au prabe ». « En tout cas, on he m'a pas dit cela », precise-t-il. Mais le président du CRIF considère que la diplomatie française se trompe en imaginant que la France, en raison de ses sympathies arabes, puisse faire le pendant aux Etats-Unis, eux-mêmes favorables à Israël. « je ne vois pas pourquoi mon pays ne pourrait pas jouer un rôle de vrai conciliateur. Mais il n'y aura pas de place pour la France, dans le processus de paix, tant qu'elle n'aura pas la confiance des Is-raéliens. L'Europe, elle, serait sans doute mieux accep-tée comme médiateur », assure M. Hajdenberg.

kien », il en a profité pour mettre les points sur les i à propos de la situation humanitaire en Irak, qui ne souffre à ses yeux aucun atermolement ni ancime manceuvre politicienne. Il a aussi rappelé au régime de Saddam Hussein ou'il devait respecter toutes les résolutions de l'ONU - ce que Bagdad refuse - en meme temps qu'il a mairectemen critiqué les Btats-Unis, qui tiennent à l'égard de l'Irak un langage qui va an-delà des résolutions du Conseil de sécurité. M. Chirac aurait pu profiter du capital de sympathie dont il est désormais détenteur pour exhorter la Syrie et le Liban à un plus grand respect des libertés

publiques. De toute évidence, ses priorités sont ailleurs.

## La police japonaise serait infiltrée par la secte Aum

de notre correspondant L'affaire est troublante. Après l'armée, c'est la police qui serait infiltrée par la secte Aum Shinrikyo, responsable, le 20 mars 1995, de l'attentat au gaz sarin dans le métro de Tokyo qui sit douze morts et intoxiqua plusieurs milliers de personnes. Un policier en service actif, membre de la secte, serait le responsable de la tentative de meurtre, perpétrée dix jours après l'attaque dans le métro, contre le directeur général de la police, Takaji Kunimatsu (Le Monde du 26 octobre), qui réchappa de justesse à l'attentat.

La précision du tireur masqué indiquait qu'il s'agissait d'un expert. On pensa alors que cette action visait à perturber l'enquête sur l'attentat dans le métro, que

M. Kunimatsu avait directement prise en main. Le policier suspect, dont on sait seulement qu'il est âgé de trente et un ans, aurait prévenu, début mars, le gouron de la secte, Shoko Asahara, dont le procès est en cours, que la police pré-parait une perquisition dans les locaux d'Aum. La secte était alors soupconnée d'être responsable de l'enlèvement d'un employé d'un

cabinet de notaire. Cherchant une diversion, Asahara aurait ordonné l'attentat dans le métro. Le policier membre d'Aum fut même envoyé en renfort au poste de police proche de la station de métro de Tsukiji, une des cibles de l'attaque, d'où il put ainsi informer la secte sur l'évolution de l'enquête.

Préoccupante en soi, cette affaire l'est aussi par le mystère qui

l'entoure. La police savait, dès avril, qu'un agent en service actif appartenait à Aum après avoir découvert son nom sur une liste de fidèles. Il fut simplement déplacé. Or il n'était pas qu'un membre penni d'autres, puisqu'il apparte-nait au cénacle d'Asahara. Ce n'est qu'en juin que les enquêteurs commencerent à s'intére à cet étrange policier et qu'il fut retiré du service actif. Il aurait rapidement avoué être l'auteur de

l'attentat contre M. Kunimatsu. Rien n'a filtré de ses confessions parce qu'il n'y avait aucune preuve pour confirmer des aveux non exempts de contradictions et provenant d'un homme psychologiquement instable, dit-on à la police. Les explications officielles sont confuses. La police semble avoir été prise de court par les in-

formation's publiées jeudi à la suite d'une lettre anonyme parvenue à la mi-octobre aux principaux organes de presse révélant que le responsable de l'attentat contre M. Runimatsu était un policier membre de la secte qui aurait déjà avoué son crime. Vendredi, une nonvelle lettre anonyme parvenait au Yomiuri : elle émane, semble-t-il, d'un policier qui critique ses chefs pour la lenteur de l'enquête sur l'attentat contre M. Kunimatsu. Après l'assassinat en avril de Hideo Murai, un personnage-clé de la secte, par un petit voyou, mais dont le commanditaire n'a jamais été identifié, l'enquête sur l'attentat contre M. Kunimatsu crée un malaise, à

Philippe Pons

Mouna Naïm

## La Corée du Sud deviendra le 29e membre de l'OCDE

CANDIDATE depuis plusieurs années, la Corée du Sud a finale-ment été officiellement invitée, vendredi 25 octobre, à devenir le 29 membre de l'OCDE (Organisation de coopération et de développement économiques), le « club » des pays industrialisés. L'OCDE, créée en 1960 par les vingt pays les plus développés du monde, n'avait pratiquement pas clargi son « ac-tionnariat » jusqu'aux années 90, lorsque le Mexique tout d'abord, puis la République tchèque, la Hongrie et la Pologne en étaient devenus membres. Malgré le poids croissant de l'Asie dans l'économie mondiale, ce continent était seulement représenté par le Japon de-

tique à rejoindre l'OCDE. Selon le secrétaire général de l'organisa-tion, Donald Johnston, l'adhésion était tout naturelle, puisque «ce pays pauvre et ravagé par la guerre du début des années 50 est à présent une grande nation industrielle et commerciale ».

Plusieurs obstacles avaient retardé l'admission de Séoul, dont le produit intérieur a été multiplié par douze depuis 1963, sous l'effet de politiques monétaires et budgétaires très rationnelles, mais aussi d'une priorité donnée à l'exportation, ainsi qu'à l'éducation ou à la réduction de la pauvreté nurale. Ce

puis 1964. La Corée du Sud est « miracle coréen » est régulière-donc le premier « dragon » asia-ment critiqué, pour avoir autorisé ment critiqué, pour avoir autorisé une législation du travail et une protection sociale insuffisantes. Certains Etats, dont la France, reprochent par ailleurs à la péninsule son protectionnisme, en particulier dans le secteur des services finan-

> En introduction d'une étude sur le modèle coréen, publiée en avril 1995 sous l'égide de l'OCDE, un expert, Chung Lee, écrivait qu'un « tel interventionnisme des pouvoirs publics peut renforcer l'efficience économique dans un pays en transi-tion ». Vendredi, le ministre coréen des affaires étrangères, Gong Ro-myung, a eu beau rappeler que

la modestie est considérée dans son pays comme une très grande vertu, les responsables coréens ont largement vanté l'exemple donné par leur pays au reste du monde en développement.

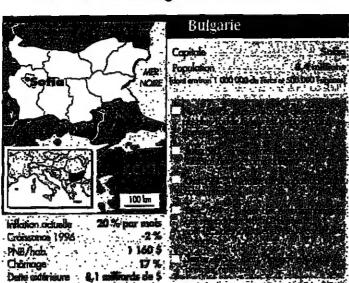
commencer parmi les policiers.

De passage à Paris en pleine « affaire » Thomson, les responsables coréens savaient qu'ils seraient aussi interrogés sur le rôle du repreneur potentiel, Daewoo. M. Gong s'est simplement déclaré « stupéfait par l'attitude de la Prance ». Considérant qu'il s'agissait d'une « affaire intérieure françoise », il a refusé d'en dire davan-

Françoise Lazare



A Sofia, le chauffage est devenu un luxe



#### SOFIA de notre envoyé spécial

Perdu au milieu de « la cité de l'amitié ». J'un de ces quartiers de béton qui cernent le centre de Sofia, Sava scrute le ciel d'un regard morose. Par-delà les immeubles, le sommet du mont Vitocha, qui domine la capitale bulgare, disparaît dans les brumes. «L'hiver sera dur », lance-t-il. L'hiver n'est iamais très clément dans cette partie des Balkans. Mais, cette année. quelles que soient les conditions climatiques, il sera le plus rigoureux de ceux qu'ont connus les Bulgares depuis longtemps.

Comme des milliers de ses compatriotes, Sava a en effet résilié, il y a quelques jours, son abonnement à la compagnie de chauffage urbain. Sa maigre retraite d'universitaire étant laminée par l'inflation et son épargne engloutie dans une des faillites bancaires de 1996 le chauffage est devenu un hixe. Pas de colère, pourtant. «Le désespoir a mené les gens à l'apathie », explique une jeune étudiante. Une poignée de personnes seulement ont ainsi répondu, à la mi-octobre, à l'appel des syndicats leur demandant de brûler symboliquement leurs factures d'électricité et de chauffage devant le Parlement et d'exiger la démission du gouvernement socialiste de Jean Videnov.

### PREMIER TOUR LE 27 OCTOBRE

A quelques jours de l'anniversaire de la fin du règne de trentecinq ans du communiste Todor Jivkov, chassé du pouvoir en novembre 1989, personne ne se rappelle avoir vécu une année plus noire. Le lev (la monnaie nationale) a été dévalué de 250 % en un an et, en quelques mois, le système bancaire s'est effondré: sur quarante-sept banques, seize sont soft en instance de faillite, soit placées sous la tutelle de la Banque nationale, lorsqu'elles n'ont pas délà fermé leurs portes, engloutissant un tiers de l'épargne du pays. Les réserves de change plafonnent à 500 millions de dollars. Enfin. le Fonds monétaire international et la Banque mondiale, irrités par la lenteur des réformes, bloquent depuis plusieurs semaines 270 millions de dollars (1,35 milliard de francs) de prêts, contraignant le pouvoir à brader quelques entreprises publiques pour payer sa facture énergétique. «La Bulgarie va bientôt se trouver en cessation de paiement », dit l'un des rares financiers étrangers installés dans ce

Le temps semble loin où le président et ancien dissident Jeliou Jelev espérait, en 1992, voir son pays rejoindre rapidement le niveau de développement économique de la Hongrie ou de la Pologne. Aujourd'hui, rien ne tourne plus rond. Les investisseurs étrangers évitent le pays, le PIB devrait chuter d'au moins 2% cette année et, depuis plus d'un semestre, les prix augmentent de 20 % par mois. Grand producteur agricole, la Bulgarie en est réduite à demander une aide d'urgence à l'Union européenne pour faire face à une pénurie de blé provoquée par une réforme interrompue au milieu du gué et par les malversations d'exportateurs proches du pouvoir. Même les prévisions démographiques sont

« alarmantes ». Selon un rapport de l'Institut national des statistiques, la Bulgarie ne devrait plus compter en 2 020 que 7,1 millions d'habitants, contre 8,4 millions aujourd'hui.

Cette catastrophe économique fait actuellement le jeu de l'opposition « anticommuniste ». Au terme d'une campagne électorale dépassionnée, son candidat, Peter Stoianov - un avocat de quaranteouatre ans - a ainsi de fortes chances de succéder au président Telev, son frère ennemi au sein de l'Union des forces démocratiques (UFD), battu lors de primaires au printemps. Crédité de 48 % des intentions de vote quelques jours avant le scrutin, le prétendant unique d'une opposition habituellement déchirée pourrait même sortir victorieux dès le premier tour, dimanche 27 octobre.

Face à lui, Yvan Marazov cherche à limiter les dégâts. Historien spécialiste de l'Antiquité et actuel ministre de la culture, le candidat très peu charismatique du Parti socialiste (PSB, ex-communiste) part avec de très lourds handicaps. Sans beaucoup de conviction, il reiette sur l'éphémère gouvernement UFD de 1992 la responsabilité de l'actuelle déroute économique.

« Les "rouges" ont tué dans l'œuf un secteur privé qui n'assure que 40 % du PIB », réplique Todor To-bakov, avocat d'affaires. Surtout, il leur reproche d'avoir fait le lit de la « mafia » - anciens membres de la police secrète ou de la nomenklatura, simples escrocs, ou les trois à la fois, qui paradent au volant de leurs grosses berlines aux vitres fumées, alors que le SMIC ne dépasse pas 30 dollars, soit moins de 60 litres d'essence. « Leurs avoirs en dollars atteignent le montant de la dette du pays », affirme un ban-

« Les milliardaires "à crédit" qui se sont enrichis grâce à des « pyramides » bancaires utilisent le pouvoir politique et construisent impunément un Etat parallèle », s'alarme un proche du président Jelev. Illustration tragique de cette dérive, l'ancien premier ministre et homme d'affaires Andrei Loukanov est tombé, il y a quelques semaines, sous les balles d'un tueur, alors qu'il s'appretait, affirme la rumeur, à sortir des dossiers compromettants pour le pouvoir.

Elu. M. Stoianov laverait l'affront des défaites constantes subies par l'opposition en 1994 et aux municipales de l'année dernière, Mais pourra-t-il redresser la situation? «La Constitution n'accorde pratiquement aucun pouvoir au chef de l'Etat », rappelle M™ Kartcheva, conseillère présidentielle. Hormis son influence morale, le président ne peut notamment pas peser sur la conduite du gouvernement et du Parlement, toujours fermement tenus par les socialistes. En cas de victoire dimanche. l'opposition rêve donc d'élections législatives anticipées. Elle n'a pourtant pas les moyens légaux de les provoquer. « Si les communistes ne partent pas tout seuls, nous les chasserons », s'enflamme Antony, un militant de l'UFD. Mais le Bulgare de la rue a des préoccupations plus terre à terre. Pour lui, il s'agit avant tout de passer l'hiver.

Christophe Chatelot

## Le procureur du Tribunal pour l'ex-Yougoslavie révèle l'existence d'un faux témoignage

Une enquête a été lancée par le TPI pour déterminer l'origine de cette déposition à charge

quête a été ouverte par le Tribunal pour déter-miner l'origine de ce faux témoignage. (Lire aus-si notre éditorial page 12.) Le bureau du procureur du Tribunal pénal inter-national (TPI) a annoncé, vendredi 25 octobre, fausse déposition, après avoir été, selon ses dires, manipulé par la police bosniaque. Une enque le principal témoin à charge dans le procès

LA HAYE

de notre correspondant Après l'annonce de l'existence d'un faux témoignage dans le pre-mier procès de l'histoire du Tribunal pénal international (TPI), le procureur, Louise Arbour, a indiqué, vendredi 25 octobre, qu'elle lançait une enquête sur les récents développements dans le procès Tadic, ainsi que sur les relations de son bureau avec le gouvernement bosniaque. Cette décision a conclu la journée la plus riche en rebondissements du procès de Dusko Tadic.

Cet ex-cafetier bosno-serbe est le premier inculpé à passer en juge-ment devant la juridiction internationale. Tadic est accusé de crimes contre l'humanité pour tortures, sévices sexuels et pour le meutre de treize personnes, notamment dans les camps de prisonniers à Omarska et Traopolie. Ce sont justement les événements de Traopolie qui ont fait l'effet d'un véritable coup de

L'été demier, l'accusation présentait sous huis clos l'un des témoiages les plus accabiants contre Dusko Tadic. Le dénommé « L » affirmait que l'accusé, qu'il identifiait comme le commandant du camp, avait exécuté deux vieillards musulmans et qu'il hi avait ordonné d'en abattre huit autres. « L », qui aurait

été gardien à Tmopolje, avait ajouté que Tadic l'avait obligé à égorger d'autres détenus et à violer une vingtaine de prisonnières musul-

CONFRONTATION

Ces derniers jours, la défense, menée par l'avocat néerlandais Michail dimiroff, avait présenté des témoins mettant en doute les déclarations de « L ». Vendredi matin, Mr Wladimiroff affirmait que « L.» avait reconnu avoir menti aux juges. Plus tard, Grant Nieman, substitut du procureur, demandait à la cour de « ne pas tenir compte de la totalité

du témoignage ». Une confrontation est à l'origine de ce coup de théâtre. entre le père et le frère de « L » et ce demier. « L », de son vrai nom Dragan Opacic, a alors raconté une histoire surprenante : capturé par les forces bosniaques gouvernemen-tales, alors qu'il servait dans l'armée bosno-serbe, il aurait été contraint par « la police bosniaque » à déposer contre Tadic, « sous peine d'être exé-cuté ». Opacic aurait été « entroîné »

des cassettes vidéo. Ce développement pour le moins inattendu pose un grand nombre de questions. La défense a-t-elle raison.

à déposer, notamment en visionnant

#### Sarajevo n'a « aucun intérêt » à manipuler un témoin

Le gouvernement bosniaque n'a « queun intérêt » à manipuler un témoin, a affirmé, vendredi 25 octobre, l'ambassadeur de Bosnie-Herzégovine aux Nations unies, Muhamed Sachbey. Dans un entretien avec la télévision néerlandaise, l'ambassadeur a expliqué: « Conclure que c'est dans l'intérêt du gouvernement boss fausser le procès de Dusan Tadic « revient à ignorer à quel point il est important d'assurer que le Tribunal et le gouvernement bosniaque conservent leur crédibilité » et que « justice soit rendue aux victimes ».

M. Sacirbey a précisé qu'il avait été contacté dans la journée par le bureau du procureur du Tribunal pénal international (TPI), afin d'étudier « de quelle façon la coopération » entre le TPI et Sarajevo « pouvoit être optimisée en vue de faire la lumière sur les accusation portées par le faux témoin, Dragan Opacic, qui affirme que sa déposition a été fabriquée de toutes pièces par la police bosniaque

korsqu'elle affirme - c'est le coeur de sa stratégie - qu'il y a erreur sur la personne? Même s'il est impossible de faire abstraction des autres témolenages qui restent valables, il est certain que l'équipe de Mª Wladiniroff a réussi à embarrasser l'accusa-

Mais l'affaire dépasse le seul cas de Tadic : les enquêteurs ont-ils bêcié leur travail ou ont-ils été trompés par Sarajevo qui a pris contact avec le TPI pour hi proposer le térnolgnage de « L », déjà condamné pour crimes de guerre en Bosnie? Si oni dans quel but? Le risque qu'une telle machination soit démontée n'est-il pas suffisamment grand pour que Sarajevo se soit abstenu d'y recourir? Dans ce cas, « à qui profise le crime ? ». Le témoin a-t-il subi des pressions depuis son retour en ex-

« Quoi qu'il en soit, cela pose la question des conditions de travail des enquêteurs qui disposent de peu de moyens, et sont dépendants de beaucoup d'instances et d'organisations », se justifie-t-on dans l'entourage du procureur. Louise Arbour affirme, de son côté, que cette affaire « prouve que le Tribunal fonctionne bien. La réelation du faux témoignage ne sape pas son travail, il le renfarce ».

Alain Franco

## Le gouvernement polonais en pleine déconfiture fiscale à la Diète

de notre correspondant Un premier ministre blême de colère qui s'adresse aux députés pour leur dire que ce qu'ils viennent de faire - baisser les impôts est « une honte » : la Diète polonaise a vécu, ieudi 24 octobre, une de ces journées qui font le charme de la vie politique locale, et où, sous les regards amusés d'une opposition d'ordinaire impuissante, les partenaires conflictuels de l'actuelle majorité se déchirent en public. Avec, cette fois, un résultat inattendu: une baisse soudaine, et considérable, du barème d'imposition des revenus les plus faibles qui a englouti en quelques minutes – le temps d'un vote, salué par un éclat de rire quasi général - l'équivalent du budget, malade, de l'éducation na-

L'affaire du barème de l'impôt est un boulet que la majorité parlementaire traînait. jusque-là sans trop en souffrir, depuis 1993. Après avoir emporté les élections, la coalition constituée par les postcommunistes et les paysans avait décidé d'une hausse exceptionnelle des impôts pour un an, hausse bien entendu régulièrement reconduite depuis, et qui rend la fiscalité polonaise directe particulièrement lourde (21 % du revenu dès la première tranche, qui correspond à des salaires extrêmement modestes, 33 % et 45 %

Jusqu'à ces tout derniers jours, le gouvernement affirmait qu'en raison des charges pesant sur le budget il était tout à fait impossible de baisser ces impôts, alors même que le ministre des finances, Grzegorz Kolodko, expliquait que l'on pouvait et même que l'on devait le faire... La cause semblait cependant entendue, lorsque soudain, à la veille du débat sur le budget, le premier ministre Cimoszewicz, sans avoir même pris la peine de prévenir les responsables du Parti paysan, sortait de son chapeau un nouveau barème (à 20 %, 31 % et 43 %), et expliquait en substance que, tous calculs faits, ce qui paraissait impossible vingt-quatre heures plus tôt était finalement possible.

**BOÎTE DE PANDORE** 

En réalité, il semble que le ministre des finances avait réussi à convaincre in extremis le premier ministre, et aussi le président Kwasniewski, qu'à moins d'un an du renouvellement du Parlement le maintien d'impôts aussi élevés pourrait coûter très cher aux postcommunistes. Mais M. Cimoszewicz ne se doutait pas qu'en agissant ainsi par surprise, en faisant soudain valoir qu'il était finalement possible de réduire les impôts, et surtout en traitant, à nouveau, de manière cavalière sinon méprisante ses alliés paysans, il ouvrait une boîte de Pandore. Les paysans, emmenés par l'ancien premier

ponse du berger à la bergère, en apportant leurs volx à une proposition encore plus radicale de réduction des impôts (selon un barème de quatre tranches, à 17 %, 20 %, 33 % et 45 %).

Cette proposition, avancée par un petit parti d'opposition de gauche, l'Union du travall, n'aurait, en d'autres circonstances, pas eu la moindre chance d'être retenue. Mais elle reçut non seulement le soutien des « paysans », désireux de donner une leçon aux postcommunistes et de se faire blen voir de leurs électeurs ; mais aussi celui des libéraux de l'Union de la liberté, pourtant conscients des risques d'inflation induits par cette baisse brutale des revenus de l'Etat, mauvais tour aux postcommunistes.

Le sel de l'affaire est qu'aussi bien les paysans que les libéraux envisageaient surtout " ieur vote comme un geste politique, sans 6. supposer qu'il aboutirait, sur ce point précis, à un renversement de majorité... D'où la surprise et l'éclat de rire qui saluèrent le ré- :: sultat du vote.Reste, après s'être bien amu- 🔔 sé, à trouver une solution pour panser, une nouvelle fois, les blessures au sein de la coalition, calmer la fureur du premier mi- 80 nistre... et bouder le budget.

Jan Krauze

## « Vache folle » : de nouveaux cas suspects de la maladie de Creutzfeldt-Jakob ont été recensés en Grande-Bretagne

QUATRE cas suspects de la nou-velle forme de maladie de Creutzfeldt-jakob (MCJ) viennent d'être recensés par les spécialistes britanniques chargés de la survelllance médicale et épidémiologique de cette maladie. Selon d'autres sources britanniques, le nombre de ces nouveaux cas suspects serait d'ores et déjà plus élevé.

Jusqu'à présent, seuls quatorze cas de la nouvelle forme de MCJ ont été officiellement diagnostiqués en Grande-Bretagne, parmi lesquels deux personnes sont encore vivantes. Les deux derniers cas concernaient une jeune fille de



seize ans et un homme de cinquante et un ans, un âge que l'on tenait jusqu'à présent pour trop élevé pour être concerné par cette nouvelle maladie neurodégénéra-

tive mortelle. Les spécialistes britanniques laissent entendre depuis quelques semaines que des nouveaux cas suspects étaient en cours d'analyse et de vérification. L'un de ces spécialistes - le docteur James Ironside (unité de la surveillance nationale britannique de la MCJ, Western General Hospital, Edimbourg) - vient de confirmer qu'une partie de ces cas se sont révélés positifs. « C'est un petit nombre, a déclaré le docteur fronside, cité par The Observer dans son édition datée du vendredi 25 octobre, il s'agit de moins de cina cas, mais il est difficile de faire une estimation concernant les cas à

«L'année prochaine ou les deux années à venir pourraient, de ce point de vue, être critiques, a ajouté e docteur Ironshire. Si la maladie se caractérise par une longue période d'incubation, on pourrait voir apparaître des milliers de nouveaux cas. » Le docteur Ironshire n'est pas le seul parmi les spécialistes britanniques à formuler des

hypothèses aussi catastrophiques, ce qui, outre-Manche, n'était jusqu'à présent que le fait de scientifiques plus ou moins en rupture avec leurs institutions.

ÉTIDÉMIE HUMAINE

La multiplication des arguments expérimentaux en faveur de la transmission à l'espèce humaine de l'agent responsable de l'encéphalopathie spongiforme bovine (ESB), ou maladie de la « vache folle », et la découverte des errements des pouvoirs publics britanniques dans la gestion de cette crise sanitaire font qu'un nombre croissant de scientifiques de renom d'outre-Manche ne craignent plus de parler d'une possible épidémie humaine de la nouvelle forme de MCJ.

C'est notamment le cas du professeur John Collinge, qui vient de publier, dans le dernier numéro de l'hebdomadaire scientifique britannique Nature, des résultats de biologie moléculaire plaidant fortement en faveur de la transmission à l'espèce humaine de l'agent infectieux bovin (Le Monde du Le gouvernement français de-25 octobre).

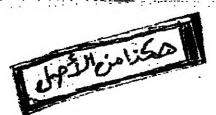
britanniques ne souhaitent nulle- du troupeau concerné.

ment faire preuve dans ce domaine de la plus grande transparence. Une controverse se développe ainsi au sein de la communauté scientifique britannique où, schématiquement, deux conceptions s'opposent. Il y a d'une part ceux qui estiment que toutes les données sur les nouveaux cas de MCJ doivent être resdues publiques, et il y a d'autre part ceux qui font valoir que ces données doivent, avant d'être publiées, faire l'objet des plus extrêmes vérifications.

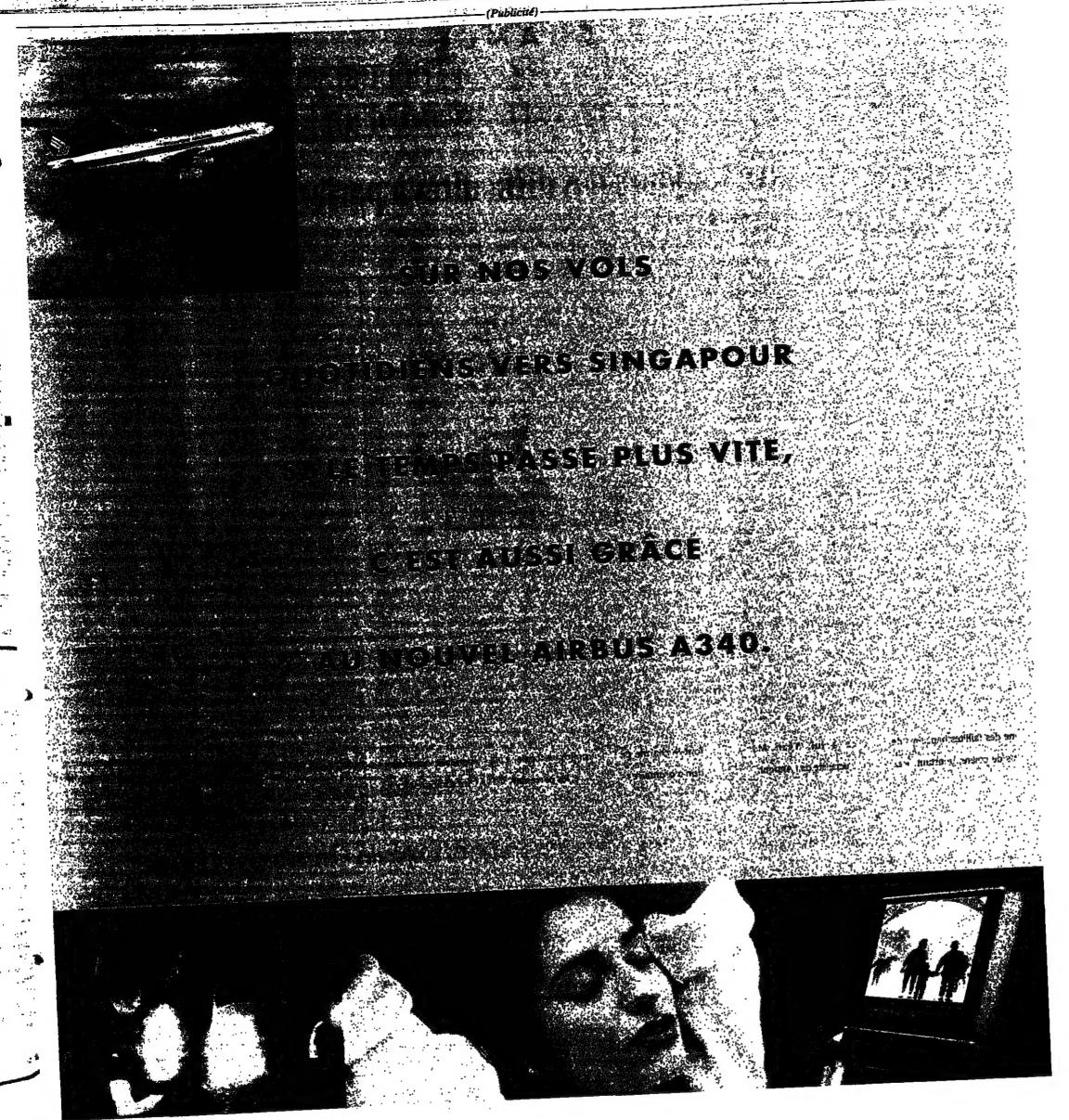
Il faut ici tenir compte de la longue période de latence de la maladie humaine, de la complexité des procédés diagnostiques de vérification et de l'impact politicoéconomique de ces données. Depuis quelques mois, les scientifiques spécialisés, tout comme les autorités sanitaires, apparaissent dans ce domaine comme tétanisés par les nouvelles responsabilités qui sont les leurs.

Jean-Yves Nau

vrait confirmer, dimanche 27 octo-Selon plusieurs observateurs bre, un nouveau cas de «vache spécialisés, les autorités sanitaires folle » dans le Finistère et l'abattage



LE MONDE / DIMANCHE 27 - LUNDI 28 OCTOBRE 1996 / 5



Le temps passe plus vite à bord du nouvel Airbus 'CELESTAR' de Singapore Airlines. Sans doute parce qu'il s'agit du plus rapide et du plus confortable des Airbus jamais construits. Alors détendez-vous dans un fauteuil spacieux et découvrez KrisWorld. C'est, pour vous distraire, le plus sophistiqué et passionnant des systèmes multimédia. Certes, voler dans le plus moderne des Airbus du monde n'arrive pas tous les jours. A moins d'être sur Singapore Airlines, bien sûr.





AIRBUS A340

régime communiste et l'occupation

soviétique met en lumière les diffi-

## Le PCF éprouve toujours des difficultés à parler de son histoire

Alors que le PS a choisi de renoncer à « demander des comptes » aux communistes sur l'attitude de leur parti vis-à-vis du stalinisme, l'anniversaire de l'insurrection de 1956 à Budapest montre que la Place du Colonel-Fabien tarde à engager la réflexion sur le passé

JE ME SOUVIENT TRÈS BIEN:

EN 1956, L'HUMANITE ETAIT

UN GRAND JOURNAL COMME CA.

dans une période de « mutation », le parti communiste continue à entretenir des relations difficiles avec son histoire. En dépit des occasions offertes par l'ouverture des archives à l'Est et les commémorations, comme celle du quarantième anniversaire de l'insurrection de Budapest, le 23 octobre 1956, il peine à jeter un regard pleinement critique

En dehors de queiques déclarations vagues ou quelques présences symboliques, comme celle de Lise London, la veuve d'Arthur London (le protagoniste de L'Aveu, victime des purges staliniennes en Tchécoslovaquie au début des années 1950) à la cérémonie organisée en l'honneur des Brigades internationales vendredi 25 octobre, le PCF semble considérer qu'il est « à jour » sur la pétiode stalinienne et post-stalinienne, pourtant fort longue, de son histoire.

Aussi bien le PCF est-il assez peu sollicité par ses partenaires. Alors que s'amorce depuis quelques mois un rapprochement avec le Parti socialiste en vue des élections législatives de 1998, le PS semble en effet avoir décidé de ne pas réveiller ce front-là. Rue de Solférino, on explique sans ambages qu'une sorte de pacte tacite s'est scellé entre les deux formations : le PCF renonce à faire « l'inventaire » des années Mitterrand; en retour, les socialistes ne demandent plus de comptes à la place du Colonel-Fabien sur le stalinisme. Il y a peu, lors d'un forum du PCF à Bercy, Lionei Jospin, attaqué sur les années Mitterrand, renvoyait chacun à son « bilan historique », prévenant qu'il déteste « recevoir et donner des leçons » (Le Monde du

La semaine écoulée montre comment le PCF entend tourner les pages de son album d'histoire. La geste des brigadistes engagés au côté des républicains espagnols est célébrée de concert avec la France gaulliste. Les vingt-sept otages fusillés à Chateaubriant, le 22 octobre 1941, sont à l'honneur de L'Humanité du jour, durant toute l'année 1996, on commémore le Front populaire. Mais Budapest, auquel le quotidien communiste, le 24 octobre, promettait de consacrer le lendemain un dossier - non publié à ce jour - demeure un sujet

NOUVEAUTÉS DÉRANGEANTES A la différence du PCI, le PCF n'a jamais reconnu dans l'insurrection hongroise du 23 octobre 1956 une révolution antitotalitaire, ni condamné l'intervention des troupes soviétiques, comme il le fera pour la Tchécoslovaquie, en 1968. Même si Robert Hue va jusqu'à admettre qu'« il y avait dans la propre pratique du PCF les éléments d'un stalinisme à la française », le Parti communiste, qui avoue qu'il

une tranche de micro-bistoire.

Robert Hue, le Moyen Age et la micro-histoire

Si le secrétaire national du PCF aime Phistoire, il n'ambitionne

pas, cependant, de devenir un « contemporanéiste ». Après une mo-

nographie de sa ville de Montigny-lès-Cormeilles, dans le Val-

d'Olse, Robert Hue travaille aujourd'hui à une biographie de l'abbé

Suger. Toutes les occasions sont aussi bonnes pour se pencher sur

Convié, samedi 26 octobre, par les communistes de Dordogne à

inaugurer un « espace Aragon » à Périgueux, M. Hue devait se livrer à un exercice d'histoire littéraire, saiuant la figure d'Arnaud Daniel, « gentilhomme de Ribérac, chef-lieu de canton de chez vous », trouba-

dour du XIII siècle et inventeur de l'« art fermé ». « Ainsi était née la

poésie de la Résistance », a expliqué Robert Hue, en saluant les

goullistes, socialistes, républicains » amis de la liberté. On est loin

de Budapest, de Prague et, même, de la place du Colonel-Fabien.

C'EST BEAUCOUP PLUS TARD Qu'il est passe au format QUE VOUS CONNAUSEZ AUPURDIANI.

> n'a « pas rompu assez tôt avec le stalinisme », se montre réticent à éclairer son attitude de l'époque avec les enseignements des documents et archives qui affluent de-

puis 1991 et à en tirer quelques enseignements.

Sur l'attitude des PC occidentaux face à l'insurrection hongroise et sur leurs liens avec l'Union soviétique et ses satellites, certains historiens apportent quelques nouveautés dérangeantes. L'italien Federigo Argentieri explique, dans La révolution calomniée, qui sera publié le 4 novembre par le journal ex-communiste L'Unita, qu'« il n'y a pas eu avant la répression de l'insurrection de consultation directe entre Krouchtchev et Thorez, tout simplement parce que le premier savait qu'il était sûr de son accord, et qu'il jugeait donc que c'était inutile ». L'historien se dit aussi « certain que le PCF ne s'est opposé aucurement a l'execution d'Imre Nagy: Maurice Thorez trouvait même son

homologue hongrois Janos Kadar

communistes consultés sur la « trahison » d'Imre Nagy, exécuté en 1958, la seule opposition connue est venue du Polonais Go-

On sait aujourd'hui que c'est dès 1953 que les dirigeams du PCF sont informés qu'un processus de déstalinisation est en cours à Moscou. Plus celle-ci s'impose, plus la direction française s'obstine à n'y voir qu'une parenthèse : le numéro 3 du parti, Auguste Lecceur est exclu en 1955, pour avoir osé critiquer Staline devant le comité central. Thorez fait encore acclamer Staline, quelques semaines après avoir pris connaissance du rapport

LIENS RINANCIERS

Deux publications très attendues apporteront peut-être quelques taines d'un tel conservatisme, pudiquement baptisé « retard ». Beaucoup des dirigeants en poste dans les années 50 out été sélectionnés dès l'époque du Komintem, aux beaux jours de la période stalinienne. Un homme a joué un rôle occulte dans ces promotions: Il s'agit du tchèque Evzen Fried, dit « le camarade Clément ». Stéphane Courtois et Annie Kriegei (jusqu'à sa mort, en 1995) ont travaillé à la biographie de ce « révo-lutionnaire professionnel », qui devrait paraître au Seuil, en janvier.

Autre tabou dont les archives des ex-pays du « camp de la paix » ont commencé à livrer les secrets au début des années 90 Je rôle de . l'argent et les liens financiers qu'entretenzient les partis communistes occidentaux avec l'Est. Dans Les Aveux des archives, Prague Paris Prague 1948-1969, qui sera publié le

"trop mou". » De tous les chefs 6 novembre au Seuil, Karel Bartosek, un historien tchèque exilé en Prance, devrait mettre en évidence le rôle de « base-arrière » des PC français et italien qu'a joué Pragne tout an long de la guerre froide et au-delà. On attend les révélations de cet ouvrage sur Arthur London, Maurice Thorez, Jacques Duclos, André Marty, Waldeck Rochet ou Raymond Aubrac.

« Il serait évidemment temps pour le PCF de reconnaître Budapest comme une révolution antitotalitaire, observe Serge Wolikow, historien proche du PCF, même si cela doit paraître comme un enjeu dépassé. Si la question ne fait plus vraiment problème dans la vie sociale. elle reste un enjeu culturel et intellectuel. Ce serait cohérent avec la philosophie du temps et du moment. » La période d'ouverture ac-tuelle du PCF est propice à ce genre de révisions, alors que le trentième anniversaire de l'insurrection hongroise, en 1986, coincidait avec une phase de repli, où « les travaux des historiens communistes n'avaient aucun écho sur la direction du parti ».

M. Hue reste-t-il prisonnier de la culture communiste interne? Est-li gêné par cette situation inédite qui voit un secrétaire national succèder à un secrétaire générai toujours actif? Juge-t-il qu'il a peu de profit à tirer d'une telle autocritique? Après tout, l'ébranlement de 1956, même s'il a marqué une rupture entre le PCF et l'intelligentsia, ne s'était pas traduit par un taux de perte de militants très supérieur à celui des autres années. Sur les années Marchais, soulignent les historiens, un nouvéau... « retard » est à craindre.

Ar. Ch. et N. W.

er etge (

---

ं विकास स्त्री

100 TO 6/4 4 1 5

Ar 17(単) 🎒

a array Singi

mining.

- N. W. 188

## « Pour le PCF, le communisme c'est Gracchus Babeuf et non Lénine »

PROFESSEUR à Paris-X Nanterre, Marc Lazar, auteur de Maisons rouges, les partis communistes français et italien de la Libération à nos jours (Aubier, 1992) et, avec Stéphane Courtois, d'une Histoire du Parti communiste français (PUF. 1995), donne un cours sur l'historiographie du communisme à l'Institut d'études politiques de Paris.

« Comment expliquez-vous le silence du Parti communiste sur la répression de l'insurrection hongroise du 23 octobre 1956?

 Depuis le début des années 80, le Parti communiste invoque l'argument du « retard historique » accumulé « depuis 1956 », mais il n'en dit pas plus. Le PCF s'est finalement décidé à parler du rapport Khrouchtchev, mais continue à occulter Budapest. Ce silence tient aussi pour une bonne part à l'état de l'historiographie communiste : il y a des historiens qui travaillent sur les pays étrangers en général. d'autres sur l'histoire du parti français, comme Serge Wolikow et Roger Martelli, mais il n'existe guère au PCF d'historiens spécialistes de l'URSS et des pays de l'Est, comme en Italie. Cela n'a pas aidé le PCF à réviser sa position sur la Hongrie. Notons toutefois qu'en 1986 encore, le Parti communIste italien refusait toujours de reconnaître le cadémocratique et antitotalitaire de la révolution hongroise. Cette reconnaissance n'a en

ra

CC

Fr.

CO

Fr

(Stock, 1995), Robert Hue ne tentet-il pas quelques « avancées » ?

- Ah bon? Et où cela? La reconnaissance officielle du stalinisme date de 1975; dans le docupréparatoire au vingt-neuvième Congrès, qui se réunit dans deux mois, j'ai vu aussi au'on utilise les termes de « terreur », de « totalitarisme », mais on ne les définit pas. En réalité, Robert Hue reprend les thèses d'un certain nombre d'historiens du PCF, que

l'on peut résumer ainsi : le communisme est un phénomène fondamentalement français, et la période soviétique un élément extérieur. Dans son livre, Roger Martelli écrit par exemple : « Le communisme français, c'est de la fibre ouvrière lestée d'un zeste de réalisme sovié-

~ L'histoire de l'URSS ne serait ainsi qu'une parenthèse...

- Pour les communistes français, le communisme, c'est Cabet et Gracchus Babeuf, pas Lénine ni Kadar. Ce qui explique pourquoi il n'est pas question de changer de nom, comme le proposent certains. On veut montrer que le communisme n'est pas une « contre-société », mais fait bel et bien partie de la société française.

 Vous pensez donc que le Parti communiste français continue à entretenir un rapport plus stratégique que scientifique à sa propre

- Puisque l'on se veut toujours communiste, on essaie de faire vivre une mémoire, qui impose des limites au travail historique. A cet égard, le cas de la Hongrie est emblématique. Jusqu'au milieu des années 60, le Parti communiste était le seul parti français à produire une version officielle de son histoire, sous la forme d'un manuel dont le contenu imprègne encore la culture des dirigeants actuels. Jusqu'en 1964, cette version officielle était calquée sur le modèle soviétique. A partir des années 70, une partie des historiens communistes se met à travailler dans une atmosphère de liberté réelle, quoique relative. Aujourd'hui, je ne suis pas sûr que les militants, ni même certains dirigeants communistes, connaissent bien leur histoire. Il n'en reste pas moins que la reconnaissance de certains faits demeure douloureuse. >

> Propos recueillis par Ariane Chemin

## Les jeunes célèbrent l'épopée des « brigadistes » en Espagne

tembre, à la Fête de L'Huma. Pour Robert Hue, comme pour beaucoup de communistes, il est l'ombre familiale qui veille sur une mémoire communiste et française qui ne dolt pas s'éteindre.

Deux cents ieunes communistes partiront. dans quelques jours, sur les pas des quelque dix mille volontaires français engagés, en 1936, aux côtés des républicains espagnois. Avec Henri Rol-Tanguy et quatre cents vétérans, ils descendront à leur tour les rambias de Barcelone. « Nous sommes leurs héritiers, comme nous sommes les héritiers des fusillés de Châteaubriant », dit Sylvie Vassalo, secrétaire de la Jeunesse communiste, dans L'Humanité du

A Montreuil, à Champigny-sur-Marne, à Gentilly, les communistes fêtent le soixantième anniversaire des Brigades internationales. Tapas, tortillas, films (Mourir à Madrid, de Frédéric Rossif), conférences ou « expos », l'an-

C'EST LE BEAU-PÈRE du secrétaire natio- | cienne ceinture rouge a allumé les bougles du | sart, quatre-vingt-un ans, secrétaire général et nal. Il s'appelle Jean Solar, et sa photo ornait le souvenir. C'est de là que partirent les camions | l'un des plus Jeunes membres de l'Amicale des rouvners jusqu'a la iare d'Austenitz. Si les vo lontaires furent aussi anarchistes, catholiques, voire socialistes (tendance Marceau Pivert), ils étaient en majorité militants ou proches du parti.

Chacun y va de son hommage, Jean-Pierre Brard, maire de Montreuii, vient de donner le nom d'esplanade Guernica à une place au cœur de sa ville. Tremblay-en-France, une municipalité communiste de la Seine-Saint-Denis, a choisi pour cette occasion de baptiser l'une de ses écoles « André-Malraux ». A l'occasion du transfert des cendres de l'écrivain au Panthéon, le 20 novembre, les députés communistes François Asensi et Jean-Claude Lefort, tous deux fils de brigadistes, entendront annoncer par Jacques Chirac l'octroi du titre d'ancien combattant aux volontaires français en Espagne républicaine (Le Monde du 26 octo-

Vendredi 25 octobre, à Vitry, on a aussi levé son verre à la bonne nouvelle. Selon Roger Os-

*r*oiontaires francais en Esc (AVER), la mesure concerne à peine la moitié des membres des quelque quatre-vingt-dix vétérans actuellement en vie. « Cela vient un peu tard, dit-il, parce que nos veuves, nos orphelins, nos mutilés ont vécu des situations difficiles. Mais, symboliquement, c'est très important. Le Parlement espagnol avait chaisi de nous accorder la nationalité, en 1938. La décision de Chirac, c'est une réparation morale de la nonintervention prônée à l'époque. »

Secrétaire général des Amis des combattants de l'Espagne républicaine, le communiste Pierre Rebière, également président des Familles de fusillés de la Résistance, se réjouit, lui aussi, de ce geste. « C'est une position politique qui s'inscrit dans la continuité du discours du Vel d'Hiv', estime t-il. Elle tranche, il faut bien le dire, avec celle du précédent président. » Gaullistes, communistes : tous fils de brigadistes.

## M. Chevènement à la recherche d'une « alternative républicaine et progressiste » Parti communiste abandonne sa

C'EST SOUS LE SIGNE de « l'après-Gardanne » que le Mouvement des citoyens a réuni, les 25, 26 et 27 octobre, à Saint-Nazaire, en Loire-Atlantique, son premier congrès national ordinaire depuis sa fondation en décembre 1993. Alors que, lors de la campagne présidentielle de 1995, Jean-Pierre Chevènement avait immédiatement fait part de son « préjugé favorable » en faveur de Lionel Jospin, l'ancien ministre de la défense célèbre aujourd'hui avec force « l'alternative républicaine et progressiste » qui s'est créée, selon lui, autour du candidat communiste de la circonscripion des Bouches-du-Rhône, Roger Mei, qu'il était allé soutenir en compagnie de Robert Hue. A ses yeux, la défaite de Bernard Kouchner annonce celle d'« un certain establishment maastrichtien ».

Moins de deux ans avant des élections législatives où la gauche aura besoin de toutes ses forces face à la droite, le MDC, qui a pris

ses distances avec les « républicains de l'autre rive », juge qu'il a une chance à saisir. Malgré sa faible représentation parlementaire - quatre députés, un sénateur-, il commence à exister. Ses responsables continuent leur « longue marche », programmée lors du congrès de Belfort, en octobre 1994, afin de faire oublier l'échec des européennes de 1994 (2,54 %). Ils dénombrent aujourd'hui trois mille huit cents adhérents, contre deux mille quatre cents fin 1995, et observent qu'ils sont deux fois plus nombreux que la Convention des institutions républicaines, avec laquelle François Mitterrand avait... pris le contrôle du PS en 1971.

A Saint-Nazaire, le MDC devait rappeler son opposition à la manière dont s'engage la construction européenne et dénoncer les négociations du pacte de stabilité, « simple fusion franc-mark, contrairement aux promesses tenues devant les Français ». Au moment où le

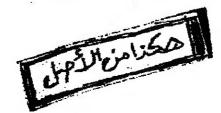
pétition sur le passage à la monnaie unique - transformée en un « Appel de personnalités contre Maastricht » et en rencontres sur l'Europe -, les partisans de Jean-Pierre Chevènement entendent se faire les champions du « non » de gauche à Maastricht. « Il est encore temps de choisir la France que nous voulons. Avec le MDC, exigeons un référendum!», dit la nouvelle campagne d'affichage,

INVESTITURES

Reste le plus difficile : le débat sur les investitures. Favorable à des candidatures uniques de la gauche dans quarante-neuf circonscriptions menacées par le Pront national, le secrétaire général du Mouvement, Michel Suchod, devait présenter à Saint-Nazaire un «processus électoral d'envergure », avec une liste de quelque cent quatre-vingt-dix candidats. Les « citoyens » rééditede « pôle de radicalité » à la 🎒 gauche du PS, lancée par les refondateurs communistes, ne convient pas exactement au député de Belfort, l'idée de faire pression sur les socialistes afin de « les aider à trancher le nœud gordien de la monneie unique » lui paraît salu-

La huitième circonscription de Loire-Atlantique constituera, à cet égard, un job test : officiellement, le PS et le Parti radical-socialiste font mine de « bouder » le congrès (qui accueille en revanche Jean-Claude Gayssot, membre du bureau national du PCF), histoire de ne pas passer trop vite sur la « provocation » de Gardanne ; officiellement, le rocardien Claude Evin est candidat à l'investiture pour les élections législatives ; officieusement, on n'exclut pas, rue de Solférino, de « réserver » la circonscription à Joël Batteux, maire (MDC) de Saint-Nazaire\_

At. Ch.



## Le rapport sur la gestion des Hauts-de-Seine est « débattu » sans être lu au conseil général

Charles Pasqua oppose aux magistrats financiers des arguments juridiques

Le conseil général des Hauts-de-Seine a « débat-tu », vendredi 25 octobre, du rapport de la chambre régionale des comptes mettant en cause plusieurs aspects de la gestion du département, mais Charles Pasqua, président (RPR) du conseil du rapport. Il s'est borné à répondre aux observa-tions des magistrats financiers par la lecture d'une argumentation juridique détaillée.

gionale des comptes sur la gestion du département des Hauts-de-Seine a été rendu public vendredi 25 octobre. Enfin presque. Car Charles Pasqua, président du conseil général, s'est montré très soucieux de ne pas infliger à l'assistance la lecture de ce document d'une vingraine de pages, dont certains passages, pourtant, n'ont rien de soporifique (Le Monde des 19 et 26 octobre).

Toute la matinée, Pascal Buchet (PS) avait émaillé ses interventions d'allusions alléchantes à ce rapport. Ce n'est qu'une fois épuisé l'ordre du jour, vers 16 heures, que le document a été « débatin », à défant d'être lu Jean-Claude Caron, porte-parole du groupe RPR, a voulu si bien faire pour démontrer que la chambre régionale n'avait pas formulé de « griefs, mais de simples observa-

tions », qu'il s'est attiré les remontrances de M. Pasqua. « Ne rentres pos dans le détail, je me réserve de le faire », l'a interrompu le président. Refroidi par cet avertissement, le

groupe UDF a respecté la consigne. M. Buchet, en revanche, a mis à profit son temps de parole pour commenter, longues citations à l'appui, « les petits arrangements et les grandes manazuvres » de la majorité RPR-UDF des Hauts-de-Seine, qu'il a décelés dans le document. « Vous olles lire tout le rapport, monsieur Buchet?», l'a interrompo Charles Pasqua. « Etant donné que vous ne l'avez pas hu... », a répondu son opposant, dont la vols était souvent couverte par les exclamations de la jeune garde RPR du conseil général.

« l'arrête pas de réclamer de l'argent et tu dis que c'est illégal d'en gaté, avait certes été vigoureuse sur gagner l'Tes pas près d'avoir des sub-le thème de la « privatisation » des

ventions l », a lancé à sou intention Isabelle Balkany (RPR). M. Pasqua u calmé ses amis jusqu'à l'évocation par M. Ruchet, à propos du chauf-fage des collèges, d'une « Corseconnection ». « Il y a des limites à tout. Il ne faut pas confondre la libre expression et l'injure », s'est alors fâché M. Pasqua, en tentant d'empêcher son contradicteur de poser la question da un lien entre Tecni [l'entreprise chargée du chauffage des collèges] et le financement du RPR ».

Les élus de droite se sont indignés, Les communistes ont fait la sourde oreille. En quittant la salle des délibé-rations, à l'issue des longues explications juridiques lues par M. Pasqua en réponse au rapport, ils out même poussé un « ouf! » de soulagement. Leur représentante, Catherine Mar-

actions du conseil général. Elle s'était bien gardée, cependant, de soulever Thypothèse d'un quelconque financement politique du RPR au travers des marchés du département : d'abord parce que la société Tecni travaille aussi pour la municipalité communiste de Nanterre; ensuite parce que siège au conseil général des Hauts-de-Seine Pietre Sotura, éla de Colombes, mis en examen, en même temps que Georges Marchais et Robert Hue, en tant que trésorier du Parti communiste, dans l'affaire des bureaux d'études proches du

M. Buchet, maire de Fontenayaux-Roses, était bien isolé dans sa volonté de mettre en relief certaines observations de la chambre résio-

Pascale Sauvage

## Le Front national en campagne contre le « mondialisme »

LA JOURNÉE du 26 octobre s'annonçait chargée lors des congrès départementaux, sur l'actualisation du pour le Front national, qui réunissait son conseil national. Figuraient au programme l'« organisation de la ri-poste à la campagne contre le FN», « la préparation des échéances électorales » et celle du congrès national, prévu du 29 au 31 mars 1997 à Strasbourg.

Les cadres lepénistes devaient donner les dernières consignes pour l'organisation des congrès départementaux chargés d'élire des délégués qui siégeront au congrès national auprès des délégués de droit que sont les membres du bureau politique et du comité central, les responsables régionairs, les secrétaires départementaux, les parlementaires et anciens parlementaires, les conseillers régionaux et généraux, les secrétaires régionaux et les secrétaires départementaux FNJ.

Sur la ceutaine de précongrès prévus d'ici la fin fé-vrier, certains ont déjà été organisés, ce qui démontre le caractère formel de ces précongrès et de la réunion du conseil national. Contrairement à ce qui est dit dans les consignes internes, ancun débat ne devrait avoir lieu,

programme du Front national, celle-ci n'ayant pas en-

core fait l'objet d'un texte. Le délégué général, Bruno Mégret, devait profiter de la réunion du conseil national pour annoncer le lancement d'une campagne sur le thème « Non au mondialisme! FN justice sociale » s'appuyant sur des affiches dont les slogans associent le « mondialisme » avec le chômage, la hausse des impôts, le déficit de la Sécurité sociale et la baisse des salaires. Une affiche montrera des immigrés qui entrent, des emplois qui partent, sous le slogan : « Non au mondialisme ! »

Parallèlement, Samnel Maréchal, qui n'est pas parvenu à imposer au niveau national le thème de « l'exclusion des Français », a décidé de l'utiliser pour une campagne menée avec le Pront national de la jeunesse (FNJ), dont il a la responsabilité. Les affiches prévues affirment: « Je suis français. Avec Le Pen, j'ai du travail. »

Christiane Chombeau

## La Sécurité sociale pourrait être excédentaire en 1999

DANS LE RAPPORT adressé au Paulement pour le débat sur le projet de loi de financement de la Sécurité sociale, qui débutera le 29 octobre à l'Assemblée nationale, le gouvernement indique que le déficit du régime général (salatiés) sera de 12,3 milliards de francs en 1998, mais les pouvoirs publics tablent sur un excédent de 7,9 milliards en 1999. Ce retour progressif à l'équilibre suppose une forte croissance des recettes (4 % en 1998, 4,2 % en 1999) et une maîtrise de la progression des dépenses (2,5% sur chacune des deux années). Le gouvernement table sur « l'amélioration du marché de travail », une croissance de la masse salariale de 4,3 % et de 2,5 % pour le PIB (en volume). Côté dépenses, l'effort le plus rigoureux serait demandé à la branche maladie, dont les dépenses ne devront pas progresser de plus de 1,8 % en 1997 et autant en 1998 (3,9 % pour la vicillesse et 2,4 % pour la famille).

## Les énarques ne peuvent bénéficier de promotions prioritaires

LE CONSEIL D'ÉTAT a annulé les tableaux d'avancement du corps des conseillers de chambres régionales des comptes pour l'année 1991, vendredi 25 octobre. Ces tableaux avaient été établis par le conseil supérieur des chambres régionales des comptes, instance qui gère la carrière des magistrats, alors présidée par Pierre Arpaillange. Sa délibération est « entachée d'une erreur de droit », car elle a pris en compte « un critère autre que celui tiré du mérite et de la valeur professionnelle des magistrats concernés ». Le conseil supérieur avait promu les anciens élèves de l'ENA, prioritairement aux conseillers non énarques recrutés par la voie de concours exceptionnels en 1983, 1986 et 1990, dans le but d'animer les chambres régionales des comptes, créées ex nihilo en 1982 par les lois de

#### DÉPÊCHES

■ OUTRE-MER : les députés ont adopté, vendredi 25 octobre, le projet de budget des DOM-TOM pour 1997, qui s'élève à 4,8 milliards de francs, soit une progression de 0,1 % par rapport à 1996. Jean-Jacques de Peretti (RPR), ministre délégué aux DOM-TOM, a assuré que ce budget préserve une « vision ambitieuse », « malgré la contrainte de l'effort de redressement de nos finances ». L'opposition socialiste et communiste a vo-

■ PREMIER MINISTRE: PAssemblée nationale a adopté, vendredi 25 octobre, les crédits des services du premier ministre pour 1997, où figurent notamment les crédits de l'action humanitaire d'urgence, du Conseil économique et social et du Commissariat au Plan, ainsi que les tonds spéciaux, le budget des rapatriés et le budget annexe des journaux officiels. Les députés ont réduit de 2 millions de francs supplémentaires les crédits du secrétariat général de la défense nationale, déjà en baisse de 30 % dans le projet de budget.

■ HÔPTTAUX : 700 000 agents titulaires de la fonction publique bospitalière ont voté aux élections des commissions administratives paritaires, jeudi 24 octobre. Les résultats seront comus à la mi-novembre. La CFDT occupe actuellement la première place devant la CGT et FO. ■ SYNDICATS: la CGT et la CFDT se sont rencontrées, jeuni 24 octobre, a-t-on appris le 25. Selon la CFDT, cette réunion «s'inscrit dans le cadre des rencontres proposées le 18 octobre par Nicole Notat ». L'UNSA a pour sa part annoncé, le 23, qu'elle accueille « javorablement » les demandes de rencontre de la CFDT et de la CGT.

## Les éleveurs du Massif central se méfient de la FNSEA

de notre correspondant Quelques jours après les manifestations d'éleveurs du Massif central qui ont eu lieu vendredi 25 octobre, la réunion prévue le 30 octobre à Limoges est attendue avec intérêt. Elle doit rassembler, sur une base régionale, les organisations agricoles majoritaires, mais aussi les syndicats minoritaires, les groupements de producteurs, les entreprises. Les elus nationaux et locaux sont invités à cette réunion destinée à prolonger l'opération « Massif Les éleveurs du « bassin allai-

tant » cherchent à s'organiser pour l'avenir. Ils sont tous d'accord: après les quelque cinquante barrages de routes, voies ferrées et pistes d'aéroport, il faut prévoir de nouvelles actions. « On ne peut compter que sur nous-mêmes », entendait-on parmi les manifestants, qui exprimaient souvent un sentiment de défiance vis-à-vis de la FNSEA et de ses instance dirigeantes, « Ce sont les céréaliers qui y font la loi ; ils sont prêts à nous laisser tranquillement crever >, disait un ieune éleveur limousin, sur le barrage qui bloquait, au pord de Limoges, l'échangeur de la Croi-

sière.

Le « bassin allaitant » va du Morvan au Rouergue et vit du « couple » hovin-viande. Les vaches donnent peu de lait pour la consommation humaine; elles en ont juste assez pour nourir leurs veaux. Les éleveurs vivent la crise de la « vache folie » comme une injustice. « Nos animaux ne sont pas carnivores, résume un manifestant, or, c'est nous qui dérouillons le plus. Dans les régions laitières, qui consomment les farines, la viande est un sous-produit. Nous, nous n'avons que la viande pour vivre. Cent mille exploitations sont concernées. » Sur les barrages, un même sentiment revenait: l'unité paysanne. Comme si cette journée spectaculaire était un coup de semonce tiré vers la FNSEA autant que vers les pouvoirs publics.

Le directeur général de la gendarmerie est réservé sur le futur service national DEVANT les députés de la d'obtenir la qualité d'agent de po-commission de la défense, le dicommission de la défense, le directeur général de la gendarmerie, Bernard Prévost, a fait part, le

24 octobre, de ses «interrogations » sur la rénovation du service national. Il s'est élevé contre la « logique » d'un volontariat qui ne correspond pas, selon lui, aux be-soins ni aux intérêts de la gendarmerie nationale. En 1996, la gendarmerie utilise les compétences de 12 000 gen-

darmes auxiliaires, c'est-à-dire des recrues effectuant un service obligatoire dans le cadre du système actuel. En 2002, ces conscrits devraient être remplacés par 16 000 volontaires, candidats après le rendez-vous citoyen de cinq jours au cours duquel on décèlera les aptitudes des jeunes gens. Le directeur de la gendarmerie a

exprimé ses « craintes » que le régime prévu des rémunérations versées à ces volontaires - on parle de 2 000 francs par mois, nourris, logés et blanchis - ne soit pas assez attractif en regard des contraintes de la fonction. Il s'agit d'une indemnité égale pour tous les volontaires, qu'ils le soient dans le cadre d'un service de défense et de sécurité, auquel la gendarmerie participe, ou d'un service dans des administrations ou des associations civiles.

«La gendarmerie nationale, a expliqué M. Prévost, avait initialement souhaité un service d'une durée minimale de deux ans, qui inclurait une formation de trois mois Georges Chatain pour permettre aux volontaires

munération envisagée était évaluée à 4 000 ou 5 000 francs par mois.» Faisant allusion au projet de loi sur le service national qui organise un volontariat d'une durée de neuf à vingt-quatre mois fractionnable en plusieurs périodes (Le Monde du 4 octobre) au gré du volontaire, M. Prévost a ajouté: « C'est une autre logique qui semble aujourd'hui avoit été retenue. Il serait proposé aux volontaires des emplois de courte durée, voire intermittents. Cette hypothèse risque de ne pas correspondre aux contraintes propres de la gendar-merie. La solution alternative envisagée aujourd'hui serait l'emploi

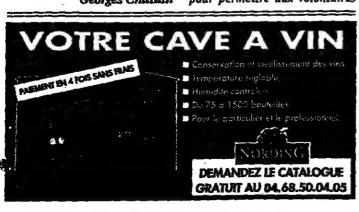
d'engagés de courte durée. » **EFFECTIFS D'ENCADREMENT** 

Le directeur de la gendarmerie s'est, d'autre part, interrogé sur les « contraintes » que le fonctionnement des centres du rendez-vous citoyen risque de faire peser sur l'arme. L'encadrement de ces centres - trois fonctionneront dès 1997, à titre expérimental, et il devrait y en avoir douze au total sera en partie fourni par les armées, dont la gendarmerie. Cellesci contribueraient à hauteur d'un tiers des effectifs d'encadrement, le reste étant des vacataires des administrations civiles.

M. Prévost fait allusion à la menace - qui se fait jour - de voir ces administrations ne pas pouvoir fournir l'encadrement exigé. Si c'était le cas, les armées seraient invitées à prendre de plus amples responsabilités. La gendarmerie devrait notamment détacher un millier de cadres (officiers et sousofficiers) pour le rendez-vous citoyen, an lieu des deux cent quarante prévus à l'origine. Si le ministère de la défense devait prendre à sa charge la totalité de la réforme du service, le coût du rendez-vous citoyen pour les armées serait de 2,6 milliards de francs. La direction actuelle du service national revient à 1 milliard de francs par an.

Jacques Isnard





confisqués aux juifs pendant l'Oc-cupation. • LE MAIRE DE PARIS, Jean demandé aux services de la municipalité de faire une étude historique sur l'origine des biens du domaine privé mis en vente. • MARC OLIVIER

BARUCH, historien, analyse « l'aveuglement bureaucratique » des administrations parisiennes de l'époque: « La préfecture a une priorité de ré-novation urbaine, elle doit expro-

prier des personnes, résume-t-il. Or, ces personnes ont dû fuir leur domidie ou sont à Drancy en attente d'être déportées. L'expropriation n'en sera que plus aisée. »

## L'histoire du domaine privé de la Ville de Paris suscite une polémique

Dans un livre, Brigitte Vital-Durand affirme qu'une partie des logements est constituée de biens confisqués aux juifs sous l'Occupation. Le maire de Paris, Jean Tiberi, estime que l'on veut « diaboliser » la ville, alors que l'opposition demande un débat et une commission d'enquête

« JE VOUDRAIS que l'on cesse de dans l'« llot 16 », situé entre les diaboliser la Ville de Paris à des fins commerciales et politiques. » C'est ainsi que Jean Tiberi, maire (RPR) de la capitale, a réagi, vendredi 25 octobre, aux nouvelles révélations sur l'existence, à l'intérieur du domaine privé de la ville, de biens confisqués aux juifs pendant l'Occupation. M. Tiberi devra sans doute s'expliquer à nouveau sur ce sujet lors de la séance du conseil de Paris, lundi 28 octobre. Les élus de l'opposition comptent bien l'interpeller sur cette question, qui touche à l'attitude des autorités parisiennes sous le régime de Vi-

Ce débat est relancé par la parution du livre Domaine privé, de Brigitte Vital-Durand, journaliste à Libération, qui apporte des précisions sur un phénomène qui était, pour partie, connu. Il s'aest de la manière dont, sous le couvert des lois anti-juives et sous le prétexte d'une rénovation de certains quartiers déclarés insalubres, les autorités de Vichy, et particulièrement la préfecture de la Seine, se sont appropriées, par saisies et expropriations, des appartements appartenant à des personnes déportées ou qui avaient fui pour se protéger des persécutions.

propriés contre une soi-disant indemnisation, les logements de ceux qui ne sont pas revenus des camps de la mort et dont les enfants étaient eux-aussi morts ou trop jeunes pour engager des démarches, sont restés propriété des autorités parisiennes. Certains de ces biens ont été confiés à des sociétés d'économie mixte, comme la Société anonyme de gestion immobilière (SAGI) ou la Régie immobilière de la Ville de Paris (RIVP). Les autres ont été transférés au domaine privé, dont la Ville de Paris a

églises Saint-Paul et Saint-Gervais

dans le Marais (4º arrondissement).

A la fin de la guerre, des survivants

ont pu parfois récupérer leurs

biens. Mais les parcelles d'im-

#### la gestion directe depuis 1975. REQUÊTE DE L'OPPOSITION

Pour l'opposition municipale, la parution de ce livre est l'occasion de critiquer une nouvelle fois la gestion du domaine privé par M. Tiberi et par Jacques Chirac. lorsqu'il était maire de la capitale. « Il faut interrompre la vente du domaine privé, dont nous disons depuis vingt ans que certaines propriétés sont le reliquat du patrimoine de Cela a notamment été le cas ceux qui ne sont pas revenus des

camps de concentration », réclame Henri Malberg. Le président du groupe communiste au conseil de Paris souhaite que cette question soit débattue, en précisant qu'« il

Les socialistes réitéreront, handi,

des personnalités représentatives de la communauté juive parisienne. Sa mission serait de déterminer l'oriquis à cette époque, ainsi que les conditions historiques dans lesquelles ils y sont entrés ».

Rejetant le reproche de faire de la demande faite par Bertrand De- la politique politicienne, Bertrand

#### 318 immeubles

Selon la commission présidée par Noël Chahid-Noural, conseiller d'Etat, le domaine prîvé de la Ville de Paris comporte 318 immenbles représentant 2 249 locaux, « dont 1 389 appartements d'une valeur totale se situant dans une fourchette de 1,2 milliard à 1,5 milliard de francs et dont le revenu annuel est de 66 millions de francs ». Ces biens, dont beaucoup sont situés dans le centre de la capitale, sont le résultat de legs de personnes privées mais surtout d'achats effectués par la VIIIe dans la perspective d'opérations d'urbanisme qui n'ont

A la suite des travaux de cette commission, Jean Tiberi, le maire de Paris, avait décidé de mettre aux enchères une partie du domaine privé au fur et à mesure de la libération des logements. Une autre partie sera transférée au logement social.

lanoë, sénateur et président du Delanoë ajoute : « Il n'est pas dans groupe socialiste, dans une lettre adressée, jeudi 24 octobre à M. Tiberi. M. Delanoë réclame « la création d'une commission extra-municipale à laquelle seraient associés des élus de chaque groupe siégeant au faire est un des éléments du combat conseil municipal, des historiens et pour les valeurs. » Il demande au

mon but de mettre en cause les acdoivent la vérité sur le passé. Le fait de bien se comporter sur cette afmaire de Paris de suivre l'exemple donné par Jacques Chirac, président de la République qui, en juillet 1995, « a recannu la responsabilité de l'état français dans les persécutions dont furent victimes les luifs en Prance sous le régime de Vi-

La parution de cet ouvrage relance ainsi une question sur laquelle certains conseillers de Paris s'étaient émus à plusieurs reprises. Ainsi, Georges Sarre, député et président du groupe Mouvement des citoyens (MDC) était intervenu, lors du conseil du 25 septembre, pour demander à la ville « de faire le point sur (...) les appartements achetés pendant la guerre à des administrateurs provisoires de biens juijs et incorporés dans le domaine privé. Certains locaux habités par des familles juives déportées ou ayant fui Paris ont pu ne pas être réoccupés par leurs occupants légi-times ou leurs ayants droit à la Libération, et il se dit que certains de ces biens tombés en déshérence seraient aussi incorporés au domaine privé, notamment dans l'"flot 16" ». Déjà, au cours de Pété 1995, à la suite de déclarations de Serge Klarsfeld, avocat et historien, M. Sarre avait interrogé par lettre M. Tiberi.

des biens acquis de cette manière », a assuré M. Tiberi, vendredi 25 octobre. Après avoir affirmé que « la Ville de Paris, compagnon de la Libération, n'a certainement pas à rougir de son comportement pendont la guerre », le maire a précisé qu'« il serait immoral que la Ville de Paris puisse procéder à la vente d'un immeuble qui aurait été intégré dans son patrimoine de cette manière ». Il a indiqué qu'il avait demandé sux services de la ville que « chaque bien de ce domaine mis en vente soit l'objet d'une étude historique sur son

#### . LE MON-DIT CONTINUE »

De son côté, Jean-François Legaret (RPR), adjoint au maire chargé du domaine et des concessions, a soutent que, parmi les immeubles mis en vente depuis juin, « il n'y en avait aucun ayant appartenu à des israélites et les nouvelles listes de ventes envisagées n'en comportent pas non plus ». Ce que conteste l'auteur de Domaine privé. « En septembre, explique Brigitte Vital-Durand, des délibérations autorisant la vente de biens ont été votées. Pour certains, aucun précision sur l'histoire de leur propriété n'était donnée. Le non-dit continue. »

Françoise Chirot

## Sous l'Occupation, un parc édifié pour partie grâce à un « pogrom administratif »

du Marais proclamée, dans les années 30, zone de rénovation. Son périmètre, sous



Seine, de l'Hôtel de Ville à Saint-Antoine, englobant les petits arrêt.» quartiers Saint-Paul et dans l'entre-deuxguerres, la partie popu-

laire du « Pletzl », le vieux quartier juif de Paris. En 1940, vingt-cinq mille personnes vivent dans ces ruelles. A la Libération, l'îlot ne compte plus que cinq mille habitants. Les rafles, les déportations, les expulsions massives laissent une zone exsangue. Des centaines d'immeubles ont été détruits, des familles ont été expropriées, chassées, d'autres

Le domaine privé de la Ville de Paris compte aujourd'hui cent cinquante immeubles dans le périmètre de l'ilot 16, explique Brigitte Vital-Durand, l'auteur de Domaine privé. Un parc pour partie constitué durant l'Occupation par l'expropriation ou la saisie de biens juifs et une spoliation mise en œuvre entre 1941 et 1944. Ainsi, l'adminis-

ne sont pas revenues des camps.

DOMAINE PRIVÉ est, en premier lieu, tration de la préfecture de la Seine a-t-elle l'histoire de l'îlot 16, cette partie du quartier mis à profit les lois antijuives de Vichy et la collaboration pour mener une opération d'urbanisme enlisée depuis des années. « Au l'Occupation, sera quelque peu agrandi. De cœur du domaine privé, et greffé sur le génola rue de Rivoli à la cide, fut programmé et consommé un pogrom administratif, écrit Brigitte Vital-Durand. La rénovation et l'aryanisation s'épaulèrent sans

> Dès 1938, un certain Darquier de Peile-Saint-Gervais, c'est, poix, futur commissaire général aux questions juives de Vichy, cite à la tribune du Conseil de Paris, dont il est l'élu, l'ilot 16 pour mieux dénoncer « la youpinisation définitive de la France ». Tout se conjugue : la fuite en avant collaborationniste aide l'administration parisienne à conduire son projet urbain. En 1941, la préfecture estime que le chantier n'avance pas assez vite. Vichy promulgue de nouveaux textes, en septembre 1941, facilitant les déclarations d'insalubrité, accélérant les procédures d'expropriation, organisant une indemnisation

Dans le même temps, « l'aryanisation » permet de mettre sous administration des biens juifs. Ces demiers doivent abandonner leurs postes dans les sociétés d'aménagement et de construction associées à la Ville. La boucle est bouclée en septembre 1942, lorsque Charles Magny, préfet de la Seine,

interroge le commissariat général aux questions juives sur le relogement « des juifs dans les immeubles édifiés au titre du programme municipal ». La réponse tombe : pas de juifs dans les immeubles de la Ville.

Les sociétés de la Ville, dont la SAGI et la RIVP, s'empressent d'exécuter la mesure. \*Des instructions ont été immédiatement données et nous avons pris toutes nos dispositions pour qu'aucune dérogation ne soit apportée, même en faveur des juifs expropriés en vue d'opérations édilitaires », écrit, le 15 octobre 1942, le directeur de la RIVE En 1944, quelques semaines avant le débarquement, Guy Périer de Féral, numéro deux de la préfecture, affiche sa satisfaction dans L'Architecture française: 403 immembles ont été saisis, qui abritaient 10 480 personnes, « en majorité israélites ». Le vieux « Pletzl » n'est

PRIX « FORT AVANTAGEUX »

C'est sur ces parcelles que va se poursuivre, après la guerre, la rénovation. Le grand projet de cité administrative de Vichy est abandonné, mais préfecture et Ville continueront des opérations ponctuelles. La Cité internationale des arts, fondation de la VIIIe, sera ouverte en 1965, 18, rue de l'Hôtelde-Ville. L'hôtel de Beauvais, 68, rue François-Miron, est en 1996 en cours de restaura-

tion. Le Conseil d'Etat y installera bientôt une partie de ses services. Propriété de la famille Simon-Lévy, il avait été mis en novembre 1941 sous administration provisoire. Un an plus tard, après plusieurs interven-tions de Darquier de Pellepoix, l'hôtel est « vendu » à la Ville pour la somme dérisoire de 1 300 000 francs, prix « fort avantageux », selon la préfecture. D'autres biens de la famille tombent dans l'escarcelle de la Ville et sont aujourd'hui dans son domaine privé.

Combien d'immeubles, de logements, outils été ainsi récupérés par la Ville de Paris? L'auteur de Domaine privé n'avance pas de chiffre global. Son enquête est, pour partie, inaboutie. Opacité des archives, manque de temps, Brigitte Vital-Durand reconnaît n'avoir pas exploré toutes les zones d'ombre de cette histoire. Les lacunes sont là, comme les imprécisions sur la façon dont certaines familles n'ont pas pu récupérer leurs biens ou en renégocier l'indemnisation dans l'après-guerre. Au moins, cet ouvrage permet-il de lever un tabou sur le domaine privé et sur ses secrets enfouis depuis des décennies à l'Hôtel de Ville.

François Bonnet

\* Domaine privé, de Brigitte Vital-Durand, éditions First, 274 pages, 119 francs.

### Le pillage des biens juifs

 Suisse. La publication des archives britanniques sur l'or volé aux juis par les nazis a jeté la suspicion sur un grand nombre de banques suisses. Le rapport du Foreign Office estime à environ 200 millions de dollars de l'époque (6 milliards de dollars aujourd'hui) la valeur de l'or muzi déposé en Suisse. Les autorités helvétiques ont décidé. le 16 septembre, de lever le secret

 Autriche. Queique 8 800 objets d'art pillés par les nazis seront proposés aux enchères par Christie's, les 29 et 30 octobre à Vienne. La vente devrait rapporter environ 18 millions de francs. essentiellement au profit de la Rédération des communantés juives d'Autriche. L'existence de ces collections, entassées dans l'ancienne chartreuse de Manerbach, près de Vienne, avait été révélée en 1984 par la revue américalne ARThews. En 1969, les autorités autrichiennes avaient publié un premier inventaire de la collection Mauerbach puis acquis un certain nombre d'œuvres non réclamées.

## Marc Olivier Baruch, historien

## « On peut parler d'aveuglement bureaucratique des administrations parisiennes »

HISTORIEN, Marc Olivier Baruch, trente-neuf ans, a soutenu. en mars 1996 à l'Institut d'études politiques de Paris, sous la direction de Jean-Pierre Azéma, sa thèse intitulée: Servir l'Etat français. L'administration en France de 1940 à 1944. Il s'apprête à publier aux éditions La Découverte un ouvrage, Le Régime de Vichy.

« Le livre de Brigitte Vital-Durand apporte-t-il, selon vous, un éclairage nouveau sur l'administration parisienne de 1940 à 1944. jusque-là surtout connue à travers les rafles menées par sa po-- Le point le plus noir de l'his-

toire de l'administration sous Vichy demeure la participation des forces de police parisienne aux rafles de juifs, notamment celle du Vel'd'Hiv'. Il est vrai que l'on s'est moins intéressé à des questions plus administratives, qui concernent des entités telles que la préfecture de Paris, alors que l'horreur peut s'y croiser au détour d'une procédure. Ce livre est intéressant sur ce point, même s'il est écrit à l'emporte-pièce, avec des

CO

approximations et des erreurs, et s'il malmène souvent la rigueur historique. Il permet de mettre en humière un comportement administratif sous POccupation.

- Par quel cheminement en est-on arrivé à ces comportements?

- Ils sont dans la logique de la collaboration d'Etat voulue par Vichy. A partir du moment où un armistice est signé, l'administration du vaincu doit collaborer avec l'occupant. Simplement, à partir de cette obligation juridique minimale, Vichy avait besoin pour mener sa politique de « révolution nationale » d'aller plus loin dans les bonnes relations avec Poccupant. Amorcée avec l'entrevue de Montoire du 24 octobre 1940, allait ainsi se développer la politique de collaboration d'Etat. Lorsque la déportation des juifs deviendra la priorité allemande, à partir du début 1942, cela conduit aux rafles en zone occupée pais en zone sud. Cette politique évitait aux Aliemands de mobiliser des forces importantes pour le maintien de l'ordre et les rafies. La police fran-

-Les faits relatés dans Do- reconstruction? maine privé procèdent-lls de la même logique?

 Il ne s'agit pas vraiment dans ce cas de collaboration. A l'inverse de ce qui s'est passé pour le Vieux-Port de Marseille, au début de l'année 1943, ce ne sont pas les Allemands qui ont demandé que l'on mène ces opérations à Paris. Cela s'est fait dans le cadre d'une politique menée par Vichy.

» Quand le régime parlait de « reconstruction nationale », ce n'était pas qu'une métaphore. Il y avait cette idée que la France souffrait de retards aggravés par les destructions de la guerre. On crée d'ailleurs, en février 1941, une délégation générale à l'équipement national. Vichy a aussi profité de l'effacement du Parlement. Il suffisait que le conseil des ministres discute d'un texte et que Pétain le signe pour que ce texte prenne force de loi. On constate une sorte de frénésie réglementaire et législative sous Vichy, notamment jusqu'au printemps 1942.

- Peut-on dire que la préfecture de Paris s'appuie sur la col-

- Dans les opérations d'urbanisme menées par la préfecture de Paris, il va y avoir une conjonction, pour tirer profit des circonstances, aussi tragiques soient-elles. Le fait que les juifs étaient pourchassés et déportés n'était vu que sous son angle favorable à la poursuite des opérations d'urbanisme. On peut parler d'aveuglement bureaucratique des administrations parisiennes. La préfecture a une priorité de rénovation urbaine. Elle doit exproprier des personnes. Or ces personnes ont dil fuir leur domicile on sont à Drancy en attente d'être déportées. L'expropriation n'en sera que plus aisée.

» Le livre montre que, à l'automne 1942, le préfet de Paris demande au commissariat général aux questions juives, antisémite par vocation, s'il faut reloger les familles juives expropriées. Nouvel exemple d'aveuglement : poser ce geure de question à un tel organisme revient à savoir d'avance que l'on recevra une réponse né-

» La conduite d'un projet techlaboration pour mener à bien la nique l'emporte sur tont le reste.

Une sorte de partage des tâches implicite permet de s'abstraire du contexte dramatique. On retrouve cette absence de scrupule, par exemple, dans la manière dont les juifs out été exclus de la fonction publique. L'administration républicaine a traité ce dossier comme un autre. C'était assez compliqué à mettre en place, mais elle a mis un point d'honneur à le traiter de la manière la plus froide qui soit.

» Parfois, ce zèle peut avoir des conséquences inverses. En juillet 1940, une loi a autorisé la dénaturalisation de toutes les personnes naturalisées depuis 1927. Fin 1941, le ministère de l'intérieur s'inquiétait parce que les administrations parisiennes appliquaient ce texte avec une grande lenteur. Dans ce cas-là, la conception très pointilleuse du travail administratif bénéficiait de fait aux personnes

Existe-t-il une spécificité parisienne qui puisse expliquer ces

– Peut-être l'administration y était-elle plus solide, plus structurée, plus lourde aussi. Ce poids hiérarchique accentuerait ce fonc-

tionnement bureaucratique. Surtout, à Paris, la principale particularité réside dans la séparation des affaires de police et des ques-tions administratives entre deux préfets distincts. Mais la vraie responsabilité reste de toute évidence celle de Vichy. - Comment expliquer que l'on

découvre encore aujourd'hui des faits importants sur Phistotre de Vichy?

- Je pense simplement que la matière à explorer est encore immense. Même à l'occasion d'affaires essentiellement administratives, dont les archives sont d'un accès assez simple, on découvre, comme c'est le cas ici, l'infinence de la politique vichyssoise. Les archives de la préfecture de police, en revanche, sont beaucoup plus difficiles à consulter. Elles sont entourées d'une tradition de fermeture, qui semble toutefois s'assouplir. Mais il y a encore beaucoup de choses à apprendre sur l'administration nationale et locale pendant cette période, »

1

Propos recueillis par Jérôme Fenoglio

de Minista

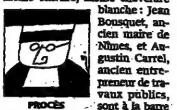
stë peines con

i lasse du siec

## Ultime étape du marathon judiciaire de Jean Bousquet

Pour son troisième procès, l'ancien maire de Nîmes comparaissait pour de fausses factures concernant la médiathèque de la ville

de notre correspondant De dos, leurs silhouettes se



ancien entrepreneur de travanx publics, sont à la barre du tribunal correctionnel de Nîmes. Pour Jean Bousquet, député (UDF) radical, l'audience du vendredi 25 octobre marque la fin d'un marathon judiciaire de plusieurs jours. Au cours de ses deux précédents procès - le gardiennage de sa propriété payé par la ville et les deux employés de maison rétribués par la société Cacharel -, le parquet

a requis à son encoutre des peines

de prison ferme (Le Monde des 24 et 26 octobre). Pour ce troisième procès, Jean Bousquet est prévenu pour compilcité d'abus de bien social. Le scandale est né en 1994, des déclarations d'un ancien entrepreneur de travaux publics, Augustin Carrel. Issu, comme Jean Bousquet, du quartier populaire de la Placette, à Nîmes, Augustin Carrel est un « repenti ». En septembre 1993, « Tintin », comme on l'appelle au pied des arènes, ne supporte pas d'être écarté par la mairie de la gestion d'un parking nimois. Sa société est en liquidation, il est poursulvi pour faillite frauduleuse et il vient de perdre l'un de ses fils dans un ac-

cident de la route. Saisissant la justice et la presse, Augustin Carrel affirme avoir émis en 1988 des fausses factures pour le chantier de la Médiathèque du Car-ré d'art. Ces faix correspondraient à une somme de 900 000 francs versée, à la demande du mane, au club de football nimois dans le cadre d'un partenariat publicitaire

A l'audience, l'interrogatoire mené par le président, Jean-Dominique Panzani, confirme en grande partie ses avenz. Le club Nîmes-Olympique possède deux chèques signés par Angustin Carrel, mais il

est incapable de prouver la mondre contrepartie : aucun panneau publicitaire au nom de l'entreprise Carrel n'a jamais été retrouvé. « C'est du sponsoring, c'est de l'immatériel, plaide le trésorier du club. On aide les entreprises à faire du relationnel. » Augustin Carrel éclate de rire: « Celo fait cinquante ans que je fois du relationnel. sur le Gard. Je n'ai pas besoin du foot. Non, monsieur le président, les factures étaient bidon, c'est clair comme de l'eau de roche. » Quant aux travaux effectués dans les fondations du Carré d'art, ils sont tout aussi troublants : selon deux expertises, ces travain payés à l'entreprise Carrel 950 000 francs avaient déjà été effectués au titre du mar-

 GROSSE MAGOURLLE » Jean Bousquet ne s'explique pas comment ses services administra-

tifs out pu payer deux fois les mêmes travaux. La seule intervention qu'il reconnaît dans ce dossier est une lettre adressée à l'architecte Norman Foster dans laquelle il réclame le paiement d'Augustin Carrel. Pour ce geste, l'ancien maire de Nîmes sait qu'il n'a aucune inquiétude judiclaire à avoir : cette partie du dossier est couverte par la pres-

Déclarant en préambule de son réquisitoire «ne pas vouloir la peau de Jean Bousquet », le substitut du procureur de la République, Brigitte Sibué, évoque une « grosse magouille ». « Vous n'avez à juger que son écume, affirme-t-elle en s'adressant au tribonal, même si ce procès aura eu le mérite de porter sur la place publique des faits extrêmement rares. > Elle requiert une peine de 309,000 francs d'amende contre Augustin Carrel et de 800 000 francs contre Jean Bousquet. L'avocat de l'ancien maire de Nimes plaide la relaxe, estimant que l'abus de bien social n'est pas constitué au regard d'une récente tion.

Le jugement, dans cette affaire comme dans les deux précédentes, sera rendu le 6 décembre.

Richard Benguigui

## Lourdes peines contre les auteurs du « casse du siècle » à Toulon

DRAGUIGNAN

5.4 13.0

> de notre envoyé spécial La cour d'assises du Var a infigé, vendredi 25 octobre, de l'encontre de Marc Armando, lourdes peines aux auteurs et aux complices de l'attaque de la Banque de France de Toulon commise le 16 décembre 1992. Outre la taille du butin -

146 millions de francs -, qui semble être le plus important jamais dérobé en Prance et dont la majeure partie - 140 millions de francs - n'a pas été retrouvée, l'affaire présentait une caractéristique particulière. Il s'agissait de l'un des rares hold-up commis par une équipe composée à la fois de malfaiteurs et de personnes ayant vécu jusqu'alors dans la plus parfaite honnêteté. Cet élément paraît avoir joué un rôle décisif dans l'élévation de l'échelle des peines : l'expérience semble montrer que les jurys réagissent avec sévérité face à des accusés auxquels ils peuvent s'identifier.

Hélène Renaux, secrétaire comptable à la Banque de France, a été condamnée à quatorze aus de réchision criminelle pour avoir donné des renseignements à des relations de son compagnon, Jean-Claude Lopiccolo, qui a été condamné à la même peine.

SANCTIONS EXEMPLAIRES Par amour pour cet ancien ouvrier des Chantiers navals de La Ciotat devenu gérant de vidéoclub, Hélène Renaux aurait trahi son employeur. Le couple n'avait pas le moindre passé judiciaire, et lean-Claude Lopiccolo semble surtout avoir joué le rôle de courrole de transmission entre sa compagne et l'un de ses amis,

malfaiteur notoire. La cour d'assises a prononcé une peine de dixhuit ans de réclusion criminelle à considéré comme le chef de l'équipe, même si les débats ont fait apparatue qu'un personnage pouvant mieux correspondre au profil du « cerveau » faisait partie de la dizaine de personnes qui n'ont pas pu être arrêtées. Dominique Bernardini, qui niait formellement avoir participé à l'agression, a été condamné à la

Enfin, six autres accusés se sont vu infliger des peines allant d'un an de prison avec sursis à douze ans de réclusion criminelle. Un seul, Jean Chiari, a été acquitté, bien que l'avocat général ait requis seize à dix-huit aus de réchision criminelle contre lui.

Pendant plus de deux jours, la défense a mené un combat parfols furieux pour tenter d'effacer l'impression laissée par un réquisitoire sévère au terme duquel Pavocat général avait demandé des peines de vingt ans de réclusion criminelle, habituellement réservées aux auteurs de crimes de sang. L'accusation souhaitait obtenir des peines exemplaires afin de décourager toute action future envers les comptoirs de la Banque de France. C'est l'option qui a été retenue par le jury. même si la défense a longuement répété que ce n'était pas le rôle de la cour d'assises, qui doit, en théorie, juger chacun selon sa personnalité en application du principe de l'individualisation de

Maurice Peyrot

## François Bayrou revalorise la fonction de directeur d'école primaire

Le ministre a honoré certaines revendications des directeurs, en grève administrative depuis un an

Les directeurs et directrices d'école primaire, en nistre de l'éducation nationale, François Bayrou, et à revaloriser leur fonction. Le Syndicat des

grève administrative depuis septembre 1995, a en effet annoncé, jeudi 24 octobre, cinq me-ont partiellement obtenu gain de couse. Le mi- sures, destinées à alléger leur charge de travail dis que le Souipp consulte sa base.

AUSSI DISCRÈTE que persistante, la grève administrative des directnices et directeurs d'école primaire est-elle sur le point de prendre fin? Engagée en septembre 1995 pour contraindre le ministère à améliorer la situation de personnels qui doivent faire face à des activités toujours plus nom-breuses tout en continuant à assurer la classe, cette grève a été assez largement suivie. Elle a surtout gêné l'administration, qui a pu ren-contrer des difficultés dans la pré-paration de la carte scolaire, par exemple, en raison du refus de faire remonter les statistiques, les résultats des enquêtes, les comptes rendus. En revanche, ce mouvement est passé maperçu auprès du grand public car les tâches liées à la vie quotidienne des enfants ont été normalement assurées.

Dans le « relevé de décisions » envoyé, jeudi 24 octobre, aux syndicats, le ministre de l'éducation nationale répond à des revendications précises mais aussi à un malaise dont les symptômes sont avérés: l'an demier, 3 000 postes de directeur sont restés vacants faute de

candidats. François Bayrou, qui reconnaît que la fonction de direction « est devenue plus lourde et plus contraignante » et qu'elle « doit être davantage recommue que par le passé », annonce cinq mesures: tous les directeurs d'école à six classes bénéficieront d'une décharge d'un jour par semaine au plus tard à la rentrée 1997 ; la formation passe de quatre à cinq semaines ; huit points de bonification indiciaire sont attribués: l'« indemnité de sulétions spéciales » est portée de 3 378 à 5 202 francs par an pour les direc-teurs d'école à dix classes et plus ; enfin, des guides de « sécurité et de responsabilité » seront diffusés pour aider les directeurs à mieux assumer leurs nouvelles fonctions. B s'agit d'« une première étape », conclut M. Bayrou.

A l'heure actuelle, dans les 55 500 écoles, 61 % des directeurs ne bénéficient d'aucune décharge; 30 % ont une décharge d'une journée par semaine et 9 % sont déchargés deux jours par semaine ou totalement (à partir de 14 classes). La libération d'une journée hebdomadaire pour

prévue depuis 1992 pour les direc-teurs d'école à six classes, mais cette circulaire ne devait prendre complètement effet qu'à la rentrée

A l'annonce de ces mesures, le renchérit Jean-Michel Boullier, se-Syndicat des enseignants (FEN), très actif dans le mouvement, a décidé de suspendre la grève. Son secrétaire général, Hervé Baro, estime que les « évolutions positives survenues ces derniers jours » le justifient, « surtout dans le contexte budgétaire actuel », ajoute-t-il en privé, tout en appelant « à la plus grande vigilance pour intervenir et agir à nouveau si la seconde phase de négociations n'aboutissait pas d'ici à la fin de l'actuelle année scolaire ». M. Bayrou s'est en effet engagé à étendre les décharges de service et à examiner la situation indemnitaire des directeurs d'école à moins de dix classes.

« À MOYENS CONSTANTS »

En revanche, le Snuipp (FSU) considère qu'il lui faut « consulter la profession » avant de « se prononcer sur l'action », comme le SE en mars et septembre. « Ces mesures sont

liseront l'aide et le soutien, l'ouverture de classes et les remplacements », affirme François Bardot. « Rien n'est acté dans le budget 97 », crétaire général du SGEN-CFDT. Tout en assurant qu'il « prend des contacts > avec les autres syndicats pour étudier « les réactions communes», le Snuipp annonce « d'ones et délà une journée nationale direction d'école et fonctionnement le 20 novembre ». C'est précisément cette journée que le SE a choisie pour exponner « les attentes de la profession ».

A l'approche des élections professionnelles de décembre, ces escarmouches ne sont que la partie visible de la bataille que se livrent le SE et le Souipp. Le dossier de la direction d'école sert de test aux deux syndicats rivaux, qui étaient réunis dans la FEN avant la scission de 1992. Et François Bayrou n'est certainement pas le dernier à tirer avantage de cet affrontement syn-

Béatrice Gurrey

## SICAV ET FCP SOCIETE GENERAL

### BIEN LES CONNAÎTRE POUR MIEUX ORIENTER VOS CHOIX.

Situation au 30.09.96			ORIENTATION	UQUIDATIVES (SIL FRE)	PERFORMANCES EN S CORPORE AND FRANCES SUF I ON	
				THE SPACE		1
Amount .	SCAV	D/C	instruments montiforms	402,97 (1)	+ 3,56	NS
CTUMO OF TABLE	'SICAV'	D/C	Instruments modificans	37 266,34 [1]	+ 3,92	NS
CHIVALOR	SCAV .	D/C	logicaments monétoires	54 355,98 (1)	+ 4,36	NS
DOSEN CASE DOLLAR (7)	SCAV	C	ingruments monétaires libellés en cioller	13 236,18	+ 5,06	NS
Finestick	** * <b>*</b>		Most de distribution	14.5.00°		
MBKI 1	SICAV	D	Jamier, ovil. juillet, octobre	1 067.27	+ 9,42	•
MERCE 2	SICAV	D	Février, mai, août, novembre	1 054.58	+ 9.22	•
ADENCE 3	SICAV	D	Mors, juin, septembre, décembre	1 042.58	+ 9.35	
Annole				1	<del></del>	
ochunci	FCP	D	Juin	1 630,39	+11,24	+ 52,65
cinacus	SCAV	Ď	Odoba	315.45	+ 8,63	+ 45,63
ictoris	SICAV	D/C	Obligation françoises	8 599,95 m	+ 9,89	+ 43,84
ETERÓRIS ·	SICAV	c	Obligations françaises et internationales	6 545,43	+ 12,27	+ 49,25
THIS ERCTION FRANCE	SICAV	D	Actions et obligations françoises (PEA)	574,20	+17,86	+ 33,76
OGUTER	SCAV	С	Actions internationales	1 776,16	+11,72	+ 36,70
OGENTANCE TEMPO	RCP	D	Actions Imagaints (PEA)	145,66	+ 25,01	
	A Place Service		THE PROPERTY OF THE PARTY OF TH			3022 344
EN ENVESTISSANT SUE LES M	ARCHÉS DE TA SICAV	D/C	NE PERCENSIONES  Tricomoie dynomique Chicomos (mornins)	5 531,73 111	+ 7,25	NS + 58.50
EN INVESTISSANT SUE LES M Defolor Defolor	ARCHÉS DE TA SICAV SICAV	D/C D/C	Triscorerie dynamique Obligations françaises	5 531 73 m 5 861,00 m	+ 7,25 + 15,61	NS
EN INVESTISSANT SUE LES M DEFECUR DEPARTMEN. BRANCE	ARCHÉS DE TA SICAV	D/C	Triscorerie dynamique	5 531,73 111	+ 7,25	NS + 58,50
BN INVESTISSANT SUR LES M DEPARTIES BRANCE MOVESTISSANT SUR LES M * Par zones géographique & MONES OFFORTMITS	SICAV SICAV SICAV SICAV SICAV SICAV SICAV SICAV	D/C D/C D/C D/C D/C	Triscrerie dynamique Obligations fronçoises Obligations fronçoises Obligations internationales Sociétés internationales en "altrafian spiciale"	5 531 73 m 5 861 70 m 12 981 44 m 1 415 29	+ 7,25 + 15,61 + 13,31 + 12,90 + 27,37	NS + 58,50 + 46,76
EN INVESTISSANT SUR LES MODERAGE  DEPARTIE  EMANG:  EMANUSTISSANT SUR LES M  POR ZONES GROGROPHIQUE  MOUSE OFFORTMINES  MOUSE OFFORTMINES	SICAV SICAV SICAV SICAV FOP ARCHES ACTIO SICAV SICAV SICAV SICAV SICAV SICAV	D/C	Triscorerie dynamique Obligations françaises Obligations françaises Obligations internationales Sociétés internationales en "aituation spiraigle" Europe	5 531 73 m 5 861 00 m 12 981 44 m 1 475 29	+ 7,25 +15,61 +13,31 +12,90 +27,37 +16,73	+ 46,76 + 36,43
EN INVESTISSANT SUR LES M OBÉRGOR OBÉRGIASI EMANUS EN INVESTISSANT SUR LES M " POT ZONES GROGROPHIQUE O MUNICIPATION OBÉRGIA DESIGNA DESIGNA DESIGNA DESIGNA DESIGNA DESIGNA DESIGNA DESIGNA DESIGNA	SICAV	D/C	Triscorerie dynamique Obligations françaises Obligations françaises Obligations internationales Sociétés internationales en "situation spéciale" Europe Amérique du Nord	5 531 73 m 5 861 00 m 12 981 44 m 1 415 29 124 68 m 1 277 04 1 399 24	+ 7,25 +15,61 +13,31 +12,90 +27,37 +16,73 +22,32	NS + 58,50 + 46,76 + 36,43 + 60,32
EN INVESTISSANT SUR LES M OSPREMEN SEMANC: MACHINET (T) EN INVESTISSANT SUR LES M " POT ZONES GROGROPHIQUE G MORRE GYOKTERTIS DESIGNA	SICAV	D/C	Triscorerie dynamique Obligations françaises Obligations françaises Obligations internationales Sociétés internationales en "situation spéciale" Surape Amérique du Nord Zone Pacilique	5 531 73 III 5 861 00 III 12 981 44 III 1 415 29 124 68 III 1 277 04 1 399 24 1 057 07	+ 7,25 +15,61 +13,31 +12,90 +27,37 +16,73 +22,32 +14,24	+ 58,50 + 46,76 + 36,43
EN INVESTISSANT SUR LES M OBPREDIX DEPARTO EMANUE (1) EN ENVESTISSANT SUR LES M * POR ZONNES GROGROPHIQUE E NOMES GROGROPHIQUE E NOMES GROGROPHICE DEGUNSAL DEGUNSAL DEGUNSAL DEGUNSAL DEGUNSAL DEGUNSAL DEGUNSAL DEGUNSAL DEGUNSAL	ARCHÉS DE TA SICAV SICAV SICAV SICAV SICAV SICAV SICAV SICAV SICAV	D/C D/C D/C D/C D D D D D D C C C	Triscosorie dynamique Obligations françaises Obligations françaises Obligations internationales Sociétés internationales en "situation spéciale" Europe Amérique du Nord Zone Pacilique Marchés "émergenis"	5 531 73 III 5 861 00 III 12 981 44 III 1 415 29 124 48 III 1 277 04 1 399 24 1 057 07 1 220 35	+ 7,25 +15,61 +13,31 +12,90 +27,37 +16,73 +22,32 +14,24 +10,55	NS + 58,50 ° + 46,76 ° + 36,43 + 60,32 + 33,48 °
EN INVESTISSANT SUR LES M DEPENDR DEPENDE ENLANCE EN INVESTISSANT SUR LES M * POR ZONNES GROGROPHIQUE E MORRES OPPORTMITÉS DESIGNATION DES	ARCHÉS DE TA SICAV SICAV SICAV SICAV SICAV SICAV SICAV SICAV SICAV SICAV SICAV	D/C D/C D/C D/C D/C D/C D D D D D D D D	Triscourie dynamique Chilippions françaises Chilippions internationales Chilippions internationales Societés internationales en "aitration spéciale" Europe Amérique du Nord Zone Paolique Marchés "lenergenis" France (PEA)	5 531 73 III 5 861 00 III 12 981 A4 III 1 415 29 124 68 III 1 277 04 1 399 24 1 057 07 1 220 35 1 471,98 III	+ 7,25 + 15,61 + 13,31 + 12,90 + 27,37 + 16,73 + 22,32 + 14,24 + 10,55 + 20,12	NS + 58,50 * + 46,76 * + 36,43 + 60,32 + 33,48 * + 44,81
EN INVESTISSANT SUR LES M OGHERIDE GENERALE HENDERG (I) EN INVESTISSANT SUR LES M POR ZONER GROGROPHIQUE G MORRE OFFORTHINES DESINGRE DE DESINGRE DESINGRE DESINGRE DESINGRE DESINGRE DESINGRE DESINGRE DESINGRE DESINGRE DESINGRE DESINGRE DESINGRE DESINGRE DESINGRE D	ARCHÉS DE TA SICAV SICAV SICAV SICAV SICAV SICAV SICAV SICAV SICAV	D/C D/C D/C D/C D D D D D D C C C	Triscosorie dynamique Obligations françaises Obligations françaises Obligations internationales Sociétés internationales en "situation spéciale" Europe Amérique du Nord Zone Pacilique Marchés "émergenis"	5 531 73 III 5 861,00 III 12 981,44 III 1 415,29 124,68 III 1 277,04 1 399,24 1 057,07 1 220,35 1 471,98 III	+ 7,25 +15,61 +13,31 +12,90 +27,37 +16,73 +22,32 +14,24 +10,55	NS + 58,50 ° + 46,76 ° + 36,43 + 60,32 + 33,48 °
EN INVESTISSANT SUR LES MORPHICE  ORDERENDO  EN INVESTISSANT SUR LES M  EN INVESTISSANT SUR LES M  POR ZONNE GROGROPHIQUE  MORRE OPPORTANTES  ORDERENDO  GRANGE  FRANCE OPPORTANTES  POR SACHOURS GLOCÍVITÓ  POR SACHOURS GLOC	ARCHÉS DE TA SICAV SICAV SICAV SICAV SICAV SICAV SICAV SICAV SICAV SICAV SICAV SICAV SICAV SICAV SICAV SICAV SICAV SICAV SICAV	D/C	Triscorerie dynamique Obligations fronçaises Obligations fronçaises Obligations fronçaises Obligations internationales Sociétés internationales en "aitxofian spiciale" Europe Amerique du Nord Zone Pacolique Marchés "émergenis" Fronçaises "émergenis" Fronçaises en "aitxofian spéciale" (FEA)	5 531 73 III 5 861 00 III 12 981 A4 III 1 415 29 124 68 III 1 277 04 1 399 24 1 057 07 1 220 35 1 471,98 III	+ 7,25 + 15,61 + 13,31 + 12,90 + 27,37 + 16,73 + 22,32 + 14,24 + 10,55 + 20,12	NS + 58,50 ° + 46,76 ° + 36,43 + 60,32 + 33,48 ° + 44,81
EN INVESTISSANT SUR LES M OSPIRATION OSPIRATION OSPIRATION SUR LES M POR ZOURS GROGROPHIQUE OF MAYESTISSANT SUR LES M POR ZOURS GROGROPHIQUE OF MARIE OFFORTIMITÉS DOSPIRATION OSPIRATION O	ARCHÉS DE TA SICAV SICAV SICAV SICAV SICAV SICAV SICAV SICAV SICAV SICAV SICAV SICAV SICAV SICAV SICAV SICAV SICAV SICAV SICAV	D/C	Triscorerie dynamique Obligations fronçoises Obligations fronçoises Obligations internationales Sociétés internationales en "altroflon spiciale" Europe Amérique du Nord Zone Pacilique Marchés "émergenis" Fronce (PEA) Sociétés fronçoises en "altroflon spéciale" (FEA)	5 531 73 m 5 861 00 m 12 981 44 m 1 415 29 124,68 m 1 277,04 1 399,24 1 057 07 1 220,35 1 471,98 m 1 637,17 m	+ 7,25 + 15,61 + 13,31 + 12,90 + 27,37 + 16,73 + 22,32 + 14,24 + 10,55 + 20,12 + 20,98	NS + 58,50 ° + 46,76 ° + 36,43 + 60,32 + 33,48 ° + 44,81 + 55,67 + 22,32
EN INVESTISSANT SUR LES MOSÈNIUR DEPARTIES SEMANC: HINDVENIST (1) EN INVESTISSANT SUR LES M POU ZONES GROGROPHIQUE G MUNICI OPPORTMITÉS DEFINA DEFINACI G FLANC OPPORTMITÉS POR SECIENTS d'OCTIVITÉ ORVECTIONS EN POR SECIENTS d'OCTIVITÉ ORVECTIONS ORVECTIONS EN AUGUS EN AUGUS EN AUGUS ORVECTIONS ORVECTIONS	ARCHÉS DE TA SICAV SICAV SICAV SICAV SICAV SICAV SICAV SICAV SICAV SICAV SICAV SICAV SICAV SICAV SICAV SICAV SICAV SICAV	D/C	Triscorerie dynamique Obligations fronçaises Obligations fronçaises Obligations internationales Sociétés internationales en "situation spéciale" Europe Amérique du Nord Zone Paolitque Marchés "emergenis" Fronce (PEA) Sociétés fronçaises en "situation spéciale" (PEA) Intrabilier et obligations conventibles Voleurs or et relatoux précieux	5 531 73 III 5 861,00 III 12 981,44 III 1 415,29 1 277,04 1 399,24 1 037,07 1 220,35 1 471,98 III 1 637,17 III	+ 7,25 + 15,61 + 13,31 + 12,90 + 27,37 + 16,73 + 22,32 + 14,24 + 10,55 + 20,12 + 20,98 + 11,31	NS + 58,50 + 46,76 + 36,43 + 60,32 + 33,48 + 44,81 + 55,67
EN INVESTISSANT SUR LES MODERALDR DEPARTIES EMANG: EMANG: EN ANVESTISSANT SUR LES M POR ZONES GROGROPHIQUE EN ANVESTISSANT SUR LES M POR SOCIETATION EN ANVESTISSANT SUR L	SICAV	D/C	Triscorerie dynamique Obligations fronçaises Obligations fronçaises Obligations internationales Sociétés internationales en "situation spéciale" Europe Amérique du Nord Zone Paolitique Marchés "emergenis" Fronce (PEA) Sociétés fronçaises en "situation spéciale" (PEA) Internations et abligations conventibles Valeurs or et métaux précieux Valeurs or et métaux précieux	5 531 73 III 5 861 00 III 12 981 44 III 1 475 29 1 277,04 1 399 24 1 057 07 1 220 35 1 471,98 III 1 657,17 III 84,88 1 509 80	+ 7,25 +15,61 +13,31 +12,90 +27,37 +16,73 +22,32 +14,24 +10,55 +20,12 +20,98 +11,31 +23,28	NS + 58,50 ° + 46,76 ° + 36,43 + 60,32 + 33,48 ° + 44,81 + 55,67 + 22,32 + 143,19
EN INVESTISSANT SUR LES M  CONTREMENS  SEMBRE  EN AVESTISSANT SUR LES M  EN AVESTISSANT SUR LES M  POS ZONES glographique  CONTREMENS  CON	ARCHÉS DE TA SICAV SICAV SICAV SICAV SICAV SICAV SICAV SICAV SICAV SICAV SICAV SICAV SICAV SICAV SICAV SICAV SICAV SICAV	D/C	Triscorerie dynamique Obligations fronçaises Obligations fronçaises Obligations internationales Sociétés internationales en "situation spéciale" Europe Amérique du Nord Zone Paolitque Marchés "emergenis" Fronce (PEA) Sociétés fronçaises en "situation spéciale" (PEA) Intrabilier et obligations conventibles Voleurs or et relatoux précieux	5 531 73 m 5 861 00 m 12 981 44 m 1 475 29 124,68 m 1 277,04 1 399,24 1 057,07 1 220,25 1 471,98 m 1 637,17 m 84,88 1 509,80 3 384,53	+ 7,25 + 15,61 + 13,31 + 12,90 + 27,37 + 16,73 + 22,32 + 14,24 + 10,55 + 20,12 + 20,98 + 11,31 + 23,28 + 25,00	NS + 58,50   • + 46,76   • + 36,43   • + 60,32   • + 33,48   • • + 44,81   • + 55,67   • + 22,32   • + 143,19   • + 185,34

\* OPCVM até depuis moies de 5 ses - NS : Période une signification par respont à l'objectif de gest on resonnies en US delles - Cl FCP à missination hébitematière : mateur benidation et terforments.

Pour miest connaître nos SICAV et FCP: 

Pour déterminer l'orientation de motre partefemille, n'hisitez pas à contacter nas con



Conjuguons nos talentS.

**ENDANT** quelques minutes, la place de la Concorde est masiment déserte. Toutes sirènes hurlantes, Roman Herzog se dirige vers nale. Parqués derrière un cordon de sécurité, les automobilistes attendent patiemment que le cortège présidentiel passe. Dans l'indifférence générale. Ce jeudi 17 octobre, les Parisiens sont plus préoccupés par les conséquences de la grève de la fonction publique que par la visite d'un préignorent pour la plupart l'identité. Roman Herzog est pourtant le premier président de l'Allemagne réunifiée à se rendre en France en voyage officiel, la dernière visite d'un chef d'Etat de l'Allemagne fédérale ayant eu lieu en 1984, avec son prédécesseur, Richard von

Au-delà du protocole, c'est l'Allemagne dans toute sa complexité que le président a voulu présenter à



la France. En se faisant accompagner de huit anciens opposants au régime communiste de la RDA et en se rendant au consistoire central israélite de France, Roman Herzog a placé sa visite sous le signe de la mémoire. Mémoire du passé lointain et du passé proche, celui de l'Allemagne du IIIe Reich et celui de

l'ex-RDA. Pratiquement inconnu des Français, Roman Herzog jouit d'une assez grande popularité auprès des Allemands depuis ce 23 mai 1994 où il a été élu président par l'Assemblée fédérale. Au contraire de ses prédécesseurs, il appartient, à soixante-deux ans, à la génération d'après-guerre qui a « profité de la grace de la naissance tardive », selon l'expression allemande. La carrière intellectuelle et politique de ce Bavarois en ont fait une figure respectée de ses concitoyens. Professeur de droit public, « découvert » par Helmut Kohl, il a participé au gouvernement chrétien-démocrate du Land du Bade-Wurtemberg de 1978 à 1983, où il s'est fait connaître en tant que ministre de l'intérieur pour sa grande fermeté contre les manifestants pacifistes. Partisan d'un Etat respecté, contrebalancé par le pouvoir des juges, il devient pré-sident du puissant Tribunal constitutionnel de Karlsruhe en 1987, et acquiert une autorité morale désor-

Aujourd'hui détenteur d'un pouvoir plus bonorifique que politique – le président fédéral n'a pas plus de prérogatives qu'un président français de la IV<sup>e</sup> République –, Roman Herzog conçoit sa fonction comme « une agence d'intégration de l'Etat ». Disciple de Montesquieu, auquel il a rendu hommage en se rendant sur son lieu de naissance, le château de la Brède, à proximité de Bordeaux, il se veut le garant des li-

ch

SO

au

l'apôtre d'une Allemagne réunifiée mands. La construction d'un monuet démocratique, construite sur les cendres de deux Etats totalitaires, Pun nazi. Pautre communiste.

En se rendant au consistoire israélite de France, le président a voulu encore une fois rappeler « la relation honnête et ouverte que l'Allemagne entretient avec son passé, notamment avec la face sombre de celui-ci ». Pour Jean Rahn, président du consistoire, la visite du chef de l'Etat allemand a été ressentie comme un «signe fort» envers la communauté juive, qui considère Roman Herzog comme un « témoin exemplaire de la Teshouvah », la « repentance ». Tout en affirmant que les juifs n'oublieront jamais que « les Allemands, peuple de Goethe, Schiller et Beethoven, se sont dotés de dirigeants aussi infames », Jean Kahn a tenu à rendre hommage au nouveau président : « Je me souviens de ce jour glacé où vous étiez à mes côtés à Auschwitz-Birkenau. » C'était lors du cinquantenaire de la libération du camp, le 27 janvier 1995. Depuis, cette date a été instaurée ioumée nationale du souvenir de la Shoah en Allemagne, sur l'insistance de Roman Herzog.

Pour celui-ci cependant, l'Allemagne doit encore et toujours approfondir le souvenir du génocide, notamment par le biais de l'éducation. Au-delà de la commémoration officielle du 27 janvier, il souhaite que les Allemands « adoptent un nouveau langage. Sans minimiser l'aboutissement pervers du régime, il faut créer une sensibilité aux débuts du IIIS, e Reich, pour se demander comment on a pu en arriver à Auschwitz, affirme le président. Pour que cela ne reste pas un simple fait historique, mais devienne aussi une lecon pour les jeunes générations ».

Dans le même sens, Roman Herzog plaide pour que la mémoire soit

ment commémoratif de la Shoah à Berlin est actuellement gelée, le projet architectural ayant été refusé, ce qui a relancé la polémique sur la possibilité d'« esthétiser » l'Holocauste. Le président préfère toutefois une approche plus pragma-tique, moins grandiose et plus quotidienne. Il suggère d'apposer queique 50 000 plaques commémoratives disséminées dans toute l'Allemagne comme autant de rappels incessants de la persécution des juifs par les nazis.

La bonne volonté du peuple allemand représenté par son président ne lève cependant pas toutes les hy-

comme un boomerang ». Quarantecinq ans après l'effondrement du régime nazi, l'Allemagne réunifiée a été confrontée à un autre totalitarisme, celui de la RDA. Au moment où le temps iouait en faveur d'une prise de conscience des crimes nazis, le pays s'est retrouvé devant un nouveau défi : guérir les plaies des victimes du régime communiste. A la différence près qu'après la réunification, ce n'était plus la commu-nauté internationale qui réclamait des comptes anx Aliemands, mais bien des Allemands qui demandaient justice à d'autres Allemands. Ce travail de clarification a été en grande partie accompli, avec parfois

Roman Herzog: « Faire justice implique un travail de deuil et de mémoire sur les injustices passées (...) très difficile dans un Etat de droit. Tous les méfaits d'un régime totalitaire ne sont pas punissables au regard du droit pénal d'une démocratie »

pothèques pour ses interlocuteurs juifs. Visiblement ému quand il s'adresse au président, Henri Bulawko, rescapé d'Auschwitz, constate qu'« il y a encore beaucoup de lacunes pour que le peuple juif ait des rapports sereins avec les Allemands ». Gravement, le président renvoie l'argumentation: « l'aimerais avoir des rapports sereins avec vous, mais nous, Allemands, ne pouvons l'exiger en premier, C'est à vous, peuple juif, de nous y inviter. » Auparavant, Henri Bulawko avait rappelé que certains criminels nazis n'avaient pas été poursuivis et souligné que « quand un peuple ne peut assumer son passé, celui-ci revient

une méticulosité dévastatrice. Reste que pour les anciens opposants au régime est-allemand, qui ont été à l'avant-garde du mouvement en

1989, de gros efforts restent à faire. Comme signe du changement provoqué par la chate du mur de Berlin, le président Herzog avait invité buit d'entre eux à l'accompagner en France. Lors d'un forum sur les droits de l'homme, organisé à la Grande Arche de la Défense, le débat interallemand a ressurgi. Roman Herzog a rappelé le progrès constitué par la disparition du bloc soviétique, « ce dernier corps êtranger à la démocratie en Europe». Pour autant et selon les défenseurs

des droits de l'homme de l'ex-RDA, la proclamation de la démocratie dans les nouveaux Länder n'a pas toujours assouvi la soif de justice des victimes du régime commu-

«On voulait la justice, on a eu l'Etat de droit », rappelle, comme un leitmotiv, Bärbel Bohley. L'ancienne artiste peintre, emprisonnée en 1983 pour avoir protesté contre une nouvelle loi militaire prévoyant la mobilisation des femmes, avait fondé le groupe d'opposition Neues Forum en septembre 1989. Pour Bärbel Bohley, les Allemands de l'Est ont vécu « une pression plus subtile et occulte » que sous le III Reich, car « le mensonge empoisonnait la vie publique. Les responsables et les criminels portaient le même habit que nous, lisaient de la poésie comme nous, allaient au théâtre. Nous connaissions à la fois les victimes et les coupables. Or les coupables continuent de vivre ».

FITE quête de la vérité et de la justice absolues s'oppose à la nécessité de réconciliation. Friedrich Schorlemmer, pasteur de l'Eglise évangélique et cofondateur, en août 1989, du mouvement Renouveau démocratique, estime qu'« il faut renoncer à savourer la victoire sur l'adversaire de jadis. Celui qui est déjà à terre ne mérite pas d'être frappé mais a, au contraire, besoin de soutien pour reconquérir sa dignité ». Ses positions ne font pas l'unanimité en Allemagne, surtout parmi les anciens dissidents. Pour beaucoup, le pardon préconisé par le pasteur s'apparente à une opération de « blanchiment » des anciens coupables. Friedrich Schodemmer s'en défend : « Certes, le risque est réel que les gens « sans scrupules » abusent de notre magnanimité. Mais ce risque est justifié au regard des anciens zélotes du

socialisme abusés par le régime. » La controverse sur l'attitude à adopter vis-à-vis des anciens responsables a été relancée depuis l'ouverture en 1992 des archives de la Stasi. Aujourd'hui, chaque citoyen de l'ex-RDA peut avoir librement accès à son dossier, consciencieusement gardé dans les bâtiments de l'ex-police politique à Berlin. Pour le directeur des archives, le pasteur Joachim Gauck, ancien opposant au régime communiste, c'est un véritable progrès car « même pour ceux qui n'obtiendront jamais justice, le fait d'accéder à la vérité est déjà un élément de consolation ». Des procès ont également eu lieu qui ont abouti à la condamnation d'anciens ministres ou hauts dignitaires à des peines maximales soldats est-allemands ayant obéi aux ordres de tirer sur des « fugitifs de la République » qui tentaient de passer à l'Ouest out aussi été jugés. Le président allemand souligne cependant les limites de ce processus dans un système démocratique. « Faire justice implique un travail de passées, estime-t-il. Mais ce travail est très difficile dans un Etat de droit. Tous les méfaits d'un régime totalitaire ne sont pas punissables au regard du droit pénal d'une démocratie. » Roman Herzog appuie son analyse sur la découverte, dans les archives de la Stasi, de lambeaux de v<del>čiemeni</del>s ayant appartenii à des citoyens de la RDA et soigneusement mis en bocaux. Etiquetés, ils étaient gardés pour d'évenuelles pourl'odeur des fibres permettant de les retrouver à l'aide de chiens. « Devant tant d'horreus, l'Etat de droit est réalité? Aucun juriste démocrate n'avait prévu une telle perversité. »

ES anciens opposants dé-« petites mains » de l'ancienne bureaucratie passent largement au travers des filets de la justice. Konrad Weiss; animateur de l'ancien groupe d'opposition Démocratie plus ardue », estime t-it. « Ceux qui avaient le plus d'aiouts dans l'ancien système les ont gardés. Le nouveau système exige une certaine adaptabilité, ce qui a favorisé les anciens du

expérience de jeunesse, quand il a tenté d'exhumer les restes d'une chambre à gaz à Anschwitz dans les années 60. « Au-deld du sentiment de culpabilité, cela a été le déciencheur d'une responsabilité politique». Konrad Weiss reste convaincu que l'Allemagne réunifiée n'a pas tout entrepris pour 🧲 gommer les injustices héritées du passé. Ainsi des montants des retraites des ex-Allemands de l'Est qui, calculés sur les anciennes fonctions, reproduiraient au quotidien les inégalités d'autrefois. «Le problème c'est que l'esprit des lois démocratiques, censées rétablir la justice, n'a pas toujours de conséquences protiques », affirme-t-il.

Les anciens défenseurs des droits de l'homme ne minimisent pas « l'avancée considérable » que représente la réunification. Certains avaient un temps rêvé d'« une troisième voie » entre socialisme et capitalisme, mais ils s'accordent à dire que la situation d'aujourd'hui représente finalement « le moindre mai » pour les citoyens de l'ex-

S'ils sont un peu désillusionnés par l'écart existant entre leurs aspi-rations démocratiques et la réalité de l'Etat de droit, ils s'estiment cecendant les « mieux lotis » de tous les ressortissants des anciens pays satellites de l'URSS. Ceux qui s'étaient lancés dans la vie politique de l'Allemagne réunifiée ont tous abandonné ou perdu leur mandat. Roman Herzog semble le regretter. Ne les a-t-il pas présentés à Paris comme « ce que l'Allemagne a produit de mieux depuis longtemps »?

> et Cécile Prieur Dessin : Pierre Lohner

★ Ellen Kaufmann et Cécile Prieur faisaient partie du groupe franco-allemand de six jeunes journalistes qui ont suivi la visite d'Etat en Prance de Roman Herzog, à l'initiative de l'Office franco-ailemand de la jeunesse. Leurs articles sont publiés dans Je Frankfurter Allgemeine Zeitung &

noncent cette forme d'impuissance. Selon eux, les 🛕 tenant, milite pour la réhabili-

Ce cinéaste reste marqué par son

Property of

Ellen Kaufmann

# Automne 1956, vers l'Europe nucléaire

Echaudée par la crise de Suez, la France envisagea très sérieusement, il y a quarante ans, de se doter avec l'Allemagne et l'Italie d'une « arme nouvelle ». Le retour de Charles de Gaulle au pouvoir mit fin à une coopération dont « Le Monde » révèle les dessous

sodes les plus se-crets de l'histoire de la IV République: A la fin des années 50, la Prance franchit un pas décisif vers la fabrication de l'arme nucléaire, mais elle ne le fait pas seule. Elle a associé à ses efforts la République fédérale allemande et l'Italie. Les trois pays envisagent sérieusement de financer en commun l'usine de séparation isotopique de Pierrelatte. Le retour du général de Gaulle au pouvoir mettra fin à ce «triangle d'armement» sur lequel les protagonistes sont restés toujours très discrets. Le Monde verse quelques nouvelles pièces au dos-

110

 $(x,y) \in \mathbb{R}^n$ 

200

Tout n'a pas commencé en 1956, mais à l'automne de cette année une impulsion décisive est donnée à « une sorte de CED atomique » [Ndh: Communauté européenne de défense, rejetée par les députés trançais en 1954]. La crise de Suez, qui se soide par une humiliation de la France et de la Grande-Bretagne, et l'écrasement de la révolution hongroise, qui cimente la division de l'Europe en deux blocs, ont raison des dernières hésitations du gouvernement Guy Mollet. Le 6 novembre 1956 est une jour-

née dramatique. La veille, les parachutistes français et britanniques ont sauté sur le canai de Suez, provoquant une réaction menacante des Soviétiques et des pressions convergentes des Américains. Coincidence. Adenauer est en visite officielle à Paris où il assiste à un conseil des ministres ininterrompu. « Guy Mollet quitinit constamment la pièce pour téléphoner à Eden, se souvient Maurice Paure, alors secrétaire d'Etat aux affaires étrangères. Le premier ministre britannique commençait à céder à Washington. » Adenauer conseille discrètement, à Mollet de ne pas insister, bien qu'il ait approuve l'intervention thancoisraelo-britannique contre Nasser. Mais il tire les conclusions politiques de l'attitude des deux Grands. « Guy Mollet était d'accord avec moi, écrit-il dans ses Mémoires. L'Europe perdra toute influence dans le monde si elle ne s'unit

Du côté français, la crise de Suez accélère la décision de se doter d'un armement nucléaire. Les moyens de ia France restent d'autant plus modestes que la guerre d'Algérie pompe une partie des ressources.

Le chanceller de la RFA Konrad Adenauer (deuxième à aroue) recoit à Bonn, le 21 janvier 1958, Franz-Josef Strauss, Jacques Chaban-Delmas (à gauche) et Emilio Taviani (à droite), ministres de la défense allemand, français et italien. Cette réunion visait à préparer l'accord du mois d'avril de la même année sur le financement en commun de l'usine de Pierrelatte.

Le ministre de la défense du gou- des représailles massives vers la ri- doit fabriquer ses propres armes vernement Mollet, Maurice Bourgès-Maunoury, qui a lancé la coopération nucléaire avec Israel, invite son collègue allemand, Franz-Josef Strauss, à visiter les installations du Sahara. Le 17 janvier 1957, \* les deux ministres signent l'accord de Colomb-Béchar » pour lancer « une étroite coopération dans le domaine des conceptions militaires et des armements et, à cette fin, coordonner les ressources et les moyens scientifiques, techniques et industriels ». Le texte restera secret jusqu'à ce que l'historien Georges-Henri Soutou le cite longuement dans un article de la revue Matériaux pour l'histoire de notre temps, en 1993. Il y est question du développement « d'armes nouvelles », mais il s'agissait alors

des fusées pouvant transporter des

charges nucléaires, pas des têtes nu-

cléatres elles-mêmes.

Strauss est un partisan convaincu de la dissuasion nucléaire. Comme Adenauer, il veut faire respecter l'égalité des droits de la RFA dans l'Alliance atlantique. L'année 1957 renforce la détermination des Allemands et des Français, auxquels sont étroitement associés les Italiens. Avec le lancement du Spoutnik, les Soviétiques font la preuve de leur capacité à atteindre le territoire des Etats-Unis. Pour les Européens, cela change la donne stratégique. Les Américains mettront-ils en jeu leur propre existence en cas de menace nucléaire contre l'Eu-.rope ? L'évolution de leur doctrine

poste graduée ne risque-t-elle pas de transformer l'Allemagne en champ de bataille nucléaire? Les plans de réduction des forces américaines stationnées sur le Vieux Continent ne pourraient-ils pas aboutir à un « découplage » entre les deux rives de l'Atlantique?

Le 15 novembre 1957, une réunion restreinte et confidentielle a lieu à Paris autour de Félix Gaillard, président du conseil. Sont présents Jacques Chaban-Delmas, ministre de la défense, Christian Pineau, ministre des affaires étrangères, et son secrétaire d'Etat, Maurice Faure. Il s'agit de tirer les leçons du lancement du Spoutnik. Washington a réagi en renforcant les liens avec les Britanniques et en proposant vaguement une coopération nucléaire à l'UEO (Union de l'Europe occidentale). Le gouvernement français est agacé par les livraisons d'armes que les Anglo-Saxons ont commencées en Tunisie et dont on craint qu'elles aboutissent dans les maquis algériens. La conclusion s'impose : la France ne peut pas être tributaire pour sa défense des Etats-Unis ; elle

L'ANNÉE OÙ LE MONDE DEVINT BIPOLAIRE

Il y a quarante ans, un tournant dans l'histoire de l'après-guerre

nucléaires, mais elle doit rechercher l'aide de l'Allemagne. Le ministre italien de la défense, Emilio Taviani, est attendu le lendemain à Paris. Quant aux Allemands, ils seront informés par Maurice Faure, qui se rend le 16 novembre à Bonn. Maurice Faure développe l'analyse de Paris, pour conclure, selon Adenauer: « Une défense de PEurope sans participation suffisante des Etats-Unis est certes impensable, mais l'Europe doit accroître ses propres efforts. » « l'assure Foure que le gouvernement-fédéral partage ce souci », ajoute le chancelier.

Parle-t-on alors de la « bombe » ? La question reste controversée. Chaban et Strauss se revoient à Paris le 20 novembre. La discussion est plus précise. L'Allemand est d'accord pour participer aux travaux français en vue de fabriquer l'arme nucléaire, mais, dit-il, « sons modification formelle des accords de Paris [qui interdisent à la RFA de produire des armes ABC sur son territoire], sans bruit, de façon tout à fait secrète et légale ». Le 25 novembre, Taviani se joint à ses deux collègues pour signer un protocole portant sur les avions, les missiles et « les applications militaires de l'énergie nucléaire ». Le texte d'origine pariait « d'explosifs nucléaires »; Strauss a fait changer la formulation pour être couvert au cas où le document deviendrait public. Dans une note envoyée à l'UEO et à l'OTAN, les trois ministres in-

diquent leur intention de « développer une arme balistique sol-sol, susceptible de porter une tête thermo-nucléaire, d'une portée d'environ 2 800 km (...), qui puisse être adaptée pour un emploi par les forces

Les trois pays avaient « l'intention de développer un missile susceptible de porter une tête thermonucléaire d'une portée d'environ 2 800 km »

Chahan. Strauss et Taviani se retrouvent à Bonn fin janvier 1958, avec Adenauer, qui a dit à son ministre: «Allex-y, mais si ça tourne mai, je ne suis au courant de rien. » Le 8 avril, un nouveau protocole est signé à propos de l'usine de Pierrelatte, dont le coût est évalué à 140 millions de dollars. La production d'uranium encichi sera financée par la France (45 %), l'Allemagne (45 %) et l'Italie (10 %). Les trois ministres se donnent rendez-vous sur le site de Pierrelatte. Comme l'écrit le biographe d'Adenauer, Hans-Pe-

[les Européens] n'avaient paru aussi déterminés à fabriquer en commun des armes nucléaires et des missiles ».

La visite n'aura jamais lieu. Entretemps, de Gaulle est revenu au pouvoir ; le premier conseil de défense tenu sous sa présidence « met en sommeil » l'accord du 8 avril. Strauss est furieux, qui annule l'achat de Mirage-III et commande des F-104 américains.

La coopération aurait-elle pu aboutir à une Europe nucléaire? Les arrière-pensées des différents protagonistes incitent au scepticisme. Les uns sont décidés à assurer l'indépendance de l'Europe, d'autres ne voient dans cette coopération qu'un moyen de pression sur les Etats-Unis pour qu'ils partagent leur technologie nucléaire; d'autres encore empruntent aux deux tendances précédentes, en considérant la voie européenne comme un ultime recours en cas de mauvaise volonté américaine. Au moment où l'européanisation de l'OTAN et la « dissuasion concertée » sont redevenues des sujets de débat, il n'est pas inutile de s'en

Daniel Vernet

\* Précédents articles : « La Poiogne relève la tête » (Le Monde du 6-7 octobre); « Budapest insurgée » (Le Monde du 13-14 octobre); « La crise de Suez » (Le Monde du 20-21 octobre).

## **Emilio Taviani:** « De Gaulle avait rassuré les Italiens »

INISTRE italien de la défense dans les années 1 50. Emilio Taviani est ajourd'hui, à quatre-vingt-quatre ans, sénateur à vie. Il se rappelle les entretiens au coin du feu avec ses coilègues Jacques Chaban-Delmas et Franz-Jo-

« De Gaulle a décidé d'avoir une Industrie nucléaire française. A sa place, je ne l'aurais pas fait car la France a des dimensions trop petites pour avoir une force de dissuasion indépendante par rapport aux grandes puissances. Il faut cependant admettre que si la France n'avait pas sa force de dissuasion, elle ne pourrait pas se permettre de se démarquer de la politique américaine, comme vient de le faire encore Jacques Chirac au Proche-

» Nous avions des entretiens au com du feu, à trois, sans conseillers. Nous partions en français. Les Anglais n'étaient pas là, parce que nous représentions, en quelque sorte, les trois pays de base de la Communauté européenne du charbon et de l'acier. Il y avait encore l'espoir de refaire la CED [Ndlr : Communauté européenne de défense, rejetée par les députés français en 1954] à six. Si cette coopération nucléaire avait débouché, elle aurait dû s'inscrire dans la politique atlantique.

» Pour les Français, les Allemands et les Italiens, le problème se posait d'une concertation pour la fabrication des armements et donc de l'accès éventuel aux missiles et à l'énergie nucléaire dans le cadre de la

Communauté européenne. » Le lundi de Paques [Ndir : le 8 avril 1958], nous avons réalisé un accord, mais il ne s'agissait encore ni d'un traité, ni d'un texte préalable à un traité. Les choses auraient pu être menées à bon port si le pouvoir n'avait pas changé en France. Quaroni [Ndlr: ambassadeur d'Italie en Prance] était allé voir de Gaulle à Colombey-les-deux-Églises pour être sûr qu'il serait favorable à la « bombe atomique européenne » et non à la bombe française. De Gaulle avait rassuré Quaroni.

» Dans ces entretiens, nous parlions aussi de politique générale. Je me souviens d'une phrase de Strauss à Chaban-Delmas : les Américains lui avaient dit que les Français étaient fous s'ils pensaient pouvoir faire une bombe A tous seuls. »



### Chronologie

• 6 novembre 1956 : visite officielle d'Adenauer à Paris. • 17 janvier 1957 : accord franco-allemand à Colomb-Bechar. ■ 15 novembre 1957 : rémion

interministérielle à Paris pour la coopération tripartite en matière nucléaire. ● 16 povembre 1957 : visite d'Emilio Taviani à Paris. Voyage de Maurice Faute à Bonn où il

rencoutre Adenauer. 26 novembre 1957 : entretient Chaban-Strauss. ● 25 novembre 1957 : protocole tripartite reprenant l'accord de Colomb-Béchar et l'étendant aux

 21 janvier 1958 : discussion d'un accord entre les trois ministres oc la défense à Bonn. ● 8 avrii 1958 : protocole sur l'usure de séparation isotopique de Pictrelaire. ● 17 juin 1958 : de Gaulle met fin

à l'accord tripartite. ♣ • 13 février 1960 : explosion de la première bombe A française à Reggane (Aigérie).

## Jacques Chaban-Delmas: « Paris devait garder les mains libres »

ACQUES CHABAN-DELMAS cer ce qui, à l'époque, apparaissait était le représentant gaulliste dans le gouvernement de Félix Gaillard. Ministre de la défense, il a négocié en 1957 et 1958 les accords qui devaient servir de base à la coopération nucléaire entre la France, la RFA et l'Italie. Longtemps, il est resté extrêmement discret sur cet épisode. Quarante ans plus tard, il a accepté de lever pour Le Monde un premier coin du voile.

«L'idée était de réaliser un accord sur les armements pour éviter des dépenses faisant double emploi. Nous étions parvenus assez près d'un texte en bonne et due forme. Il faut bien comprendre que cet accord ne pouvait pas limiter la liberté de la France de disposer de la bombe A. Car il avait été admis que, par nature, cette arme de dis-suasion était purement nationale.

» Le financement commun avait été envisagé en pointillé, mais nos partenaires n'étaient pas très attirés par la perspective de cofinancomme un gouffre sans fond. Et de mon côté j'étais freiné par le souci de conserver les mains libres. Ce genre de négociations étaient biaisées dès l'abord. Je m'y suis lancé parce que l'étais inquiet des crédits astronomiques qui étaient nécessaires et, tout en étant contre la CED (Ndir: Communauté européenne de défense, rejetée par l'Assemblée nationale en 1954], j'avais le sentiment qu'il faudrait trouver des solutions européennes, parallèlement ou face à la pression américaine.

» L'armement aurait permis à l'Europe de se faire entendre et de participer aux décisions touchant à la défense. Ce n'était pas de l'antiaméricanisme, mais du pro-européisme. Sans qu'il m'ait jamais fait le moindre reproche, de Gaulle ne voulait en aucun cas laisser la France dériver dans une direction où elle aurait cessé d'avoir les

## Maurice Faure: « Le gouvernement français voulait un accord européen »

C ECRÉTAIRE d'Etat aux af- analyse de la situation internatiofaires étrangères dans les gouvernements Mollet, Bourgès-Maunoury et Gaillard, Maurice faure était chargé des négociations européennes. C'est lui qui, le 16 novembre 1957, est envoyé à Bonn pour expliquer aux Allemands la position française.

« C'était un samedi. Je m'en

souviens parce que le lendemain j'avais une élection dans mon canton de Salviac. Quand nous étions réunis le vendredi à Paris avec Gaillard, Pineau et Chaban, je ne savais pas qu'on m'enverrait en Allemagne. J'avais de bonnes relations avec Adenauer depuis le règlement de l'affaire sarroise. J'étais passé prendre Couve de Murville I ambassadeur de France en RFA I, puis von Brentano ( ministre allemand des affaires étrangères ] et nous sommes allés chez Adenauer, à Rhondorf. l'étais chargé de transmettre le message, après avoir fait une nale: fabrication en commun d'armements. Le gouvernement français y attachait de l'importance, surtout Gaillard. Mais il n'était pas question de nucléaire. Peut-être les Allemands y ont fait quelques allusions; en tout cas, je n'étais pas chargé de soulever le suiet. Après, le n'en ai plus entendu parier. D'ailleurs, je n'étais pas au courant des questions nucléaires militaires, bien que j'aie négocié l'Euratome. J'ai aussi négocié les traités de Rome. Le gouvernement français voulait un accord européen, quel qu'il soit, pour effacer l'échec de la CED.

Les Allemands savaient que nous avions entrepris des recherches sur la bombe A. Ils n'y étaient pas hostiles, même s'il y avait peut-être chez eux une certaine jalousie. Mais ils ne voulaient pas participer indirectement à l'effort militaire MARILIANIO : André Laurens

ient : Gérard Counteis, vice-orés Conseil de surveillance : Alain Mint, pri Le Monde est édité par la SA Le Monde

de la société : cent ans à compiler du 10 décemb S 000 F. Actionnaires : Société civile « Les rédac Hubert Beuve-Néry, Société anonyme des lecte Monde investisseurs, Le Monde Presse, l'éna Pr SIÈCE SOCIAL: 21 his, RUE CLAUDE-BERNARD - 75342 PARIS CEDEX (6 TRL: 81-42-17-20-00, TEM-02018-07: 01-42-17-20-27 Tiber: 206 806 F

## L'éclipse des responsables, le temps des coupables

Suite de la première page

Il y a atteinte à la dignité humaine lorsque le décideur, quel qu'il soft, estime que le simple citoyen ne doit pas être mis au courant des dangers qu'il court lors d'une transfusion de sang, d'une absorption d'aliments, ou de l'exposition à un matériau dangereux.

Très souvent, des décisions doivent être prises rapidement, à un moment où les spécialistes sont dans l'incertitude, mais il importe alors que ces doutes soient rendus publics. François Ewald a proposé que les détenteurs d'autorité fassent appel à la notion de « consentement éclairé », comme c'est le cas - théoriquement - lorsqu'un acte médical est proposé à un malade averti préalablement des risques auxqueis il s'expose.

Depuis la fin du XIX siècle, avec le développement des assurances, et des lois comme celle de 1898 en France sur les accidents du travail. est apparu le concept de « responsabilité sans faute ». L'accent est mis, dès lors, sur la victime, sur les indemnisations qu'elle est en droit de demander, et non plus sur la « faute » qui est à l'origine de l'ac-

Les patrons sont tenus de cotiser à une mutuelle chargée de payer, le cas échéant, des dédommagements au travailleur blessé ou handicapé. La recherche du « coupable », jugée impossible ou en tout cas hasardeuse, est abandonnée. Le droit civil, qui insiste sur la réparation, progresse aux dépens du droit pénal, fondé sur la sanction.

### INVERSION DE TENDAMOS

Cette tendance se renverse actuellement, comme le montre le tollé suscité dans l'opinion par les propos de Georgina Dufoix se déclarant en novembre 1991, dans une formule empruntée au docteur Garretta, « responsable mais pas coupable » dans l'affaire on sang contaminé. « On assiste à un retour de la faute, et quasiment à une exigence d'explation. Les victimes ne demandent plus seulement aujourd'hui qu'on leur donne réparation, mais qu'on punisse les coupables », explique Denis Salas, magistrat. C'est pour cette raison qu'a été créée la Cour de justice de la République, devant laquelle n'importe quel citoyen peut porter plainte contre un membre du gouvernement. Un ancien chef de gouvernement, Laurent Fabius, et deux ex-ministres, Georgina Dufoix et Edmond Hervé, sont actuellement poursuivis devant cette nouvelle juridiction pour « complicité d'empoisonnement ».

19

37

éc

ch

de

Fr.

SO

au

ett

Alors que le mouvement général, depuis la fin du XIX siècle. était l'abandon de la notion de faute, au profit de celle de risque, et le passage d'une responsabilité individuelle à une responsabilité collective, de conserveavec le développement du concept de solidarité - qui faisait porter à l'ensemble de la société le poids financier de la réparation du tort subi -, la faute pénale revient en force. Cette « criminalisation de la responsabilité » est préoccupante, selon Denis Salas, parce qu'elle risque de faire oublier un des buts essentiels de la justice, qui est l'apaisement.

Certains dommages sont irréparables. Les mots pronoucés devant le tribunal ne sont pas en mesure de compenser l'émotion ressentie par les victimes ou leurs familles,

pas plus que l'argent ne répare le dommage matériel ou physique. La justice ne peut se substituer au nécessaire travail de deuil ni à cet « oubli actif » dont parle le philosophe Paul Ricceur et qui porte « non sur les événements dont la trace doit être protégée, mais sur la dette dont la charge paralyse la mé-

Alain-Gérard Slama, chroniqueur au Figoro et au Point, a insisté sur le danger que fait courir à la démocratie cette « régression » qui consiste à chercher des « boucs émissaires ». Le climat qui a entouré le procès et la condamnation d'Alain Carignon, ancien maire de Grenoble, lui paraît significatif de cet état d'esprit. L'ancien ministre de la communication, Alain Carignon s'est certes rendu coupable d'entichissement personnel, mais il a aussi été lourdement sanctionné pour des pratiques qui étaient courantes lorsqu'il s'y livrait. Les hommes politiques se transformaient, dans les années 80, en collecteurs de fonds pour des campagnes personnelles de plus en plus coûteuses. Il y a queique injustice, selon Alain-Gérard Slama, à diaboliser ainsi quelqu'un qui n'a pas compris assez vite que les règles du jeu avaient soudainement changé.

**UNE DOUBLE IDÉOLOGIE** 

Qui doit être tenu pour responsable des dommages subis par l'environnement? Gilles Cottereau, professeur à l'université du Maine, a fait état du malaise des juristes dans ce domaine. La loi de 1995 a, pour la première fois, défini un cadre pour les poursuites. Mais il reste encore très difficlie d'établit sans contestation, devant un tribunal, des responsabilités directes. Le droit international prévoit en particulier des dommages relativement précis lorsque des personnes sont touchées, mais pas lorsque seule la nature est en

L'homme moderne est pris « dans une double idéologie de la responsabilité généralisée, a expliqué le philosophe Jean-Luc Nancy, professeur à l'université de Strasbourg. D'un côté, la responsabilité d'instances collectives toujours plus larges, organisations, Etats, marchés, réseaux, systèmes; et, de l'autre côté, la responsabilité toujours plus à vif de l'individu auquel il est enjoint de prendre en charge sa vie, son travail, son loisir et son environnement ».

Il y a donc une «responsabilité démesurée » qui risque de faire perdre tout sens au mot hil-même. lorsque le simple citoyen se sent responsable « des effets possibles de la sonde qui voyage hors du système solaire, de la Constitution fragile de la Bosnie-Herzégovine, des problèmes juridiques posés por înternet, de la transformation des objets de culte africains en curiosités d'art, de l'expansion du sida et du retour du scorbut ». Le philosophe doit cependant admettre cette « responsabilité démesurée », car « le monde est cette responsabilité, et il n'est rien d'autre ».

Un membre de l'assistance s'est insurgé contre la teneur générale des interventions, estimant qu'on oubliait l'essentiel : l'existence du système capitaliste qui met le pro-

fit avant la responsabilité. Alain-Gérard Slama kni a rétorqué que le capitalisme, dans sa recherche du profit, n'était pas nécessairement criminel. Un chef d'entreprise honnête, désireux de faire des bénéfices, ne sera pas pour autant automatiquement prêt à mettre en danger ses employés ou ses clients... Les applaudissements de la salle ont été nourris. Un échange de ce genre mesure l'évolution des esprits. Il y a vingt ans, le dénouclateur de l'« irresponsabilité » capitaliste n'aurait sûrement pas été aussi

Dominique Dhombres

Le Monde

EME si elle ne remet pas en cause la crédibilité du Tribunal pénal international de La Haye, la révélation par son procureur de l'existence d'un faux témoir dans le premier procès de son histoire tombe fort mal. Tout d'abord, parce que cette affaire intervient alors que la juridiction internationale a toujours les plus grandes difficuités à obtenir la collaboration de ceux qui furent les belligérants en ex-Yongoslavie. Alors que la liste des accusés dépasse la taine, une dizaine de perso lement sont en attente d'être jugées à La Haye, mais ancun des principaux responsables du génocide ne figure parmi elles.

L'évolution de la situation sur le terrain et la fragile paix qui s'installe dans la région relègueut, en outre, de plus en plus an second plan les efforts déployés par les magistrats pour rendre justice. L'affaire du faux témoignage risque donc de compromettre le difficile travail des enquêteurs, et d'attiser les critiques à l'égard de cette institution qui était pourtant lentement parvenue à

Par ailleurs, va s'ouvrir dans quelques jours en Tanzanie le premier procès de 'autre Tribunal pénal international, qui doit

Justice internationale en péril?

juger les responsables du génocide commis en 1994 au Rwanda. On ne pourra que sou-ligner à cette occasion les difficultés, beau-coup plus considérables encore que pour Pex-Yougoslavie, antiquelles se heurte la fus-tice internationale à propos du Rwanda, l'insuffisance criante de ses moyens, et l'absence d'effet dissuasif de cette instance dans la région.

L'entrée en activité du Yelbunal de La Haye avait donné, il y a quelques mois, une forte impulsion aux réflexions sur le projet de création, par les Nations unles, d'une cour pénale internationale permanente et omnicompétente. Ces discussions paraissent à nouveau s'enliser, et le réve de l'avènement

d'une justice des nations sanctionnant les crimes contre l'humanité semble une nouvelle fois renvoyé dans les limbes. La France en est en partie responsable, qui, après avoir été dans le groupe des pays les plus volontaristes sur ce projet, propose désormais, sous la pression du ministère de la défense, un amendement qui prive de seus l'ensemble de l'exercice. Paris estime en effet que les Etats concernés (ceux où ont en lieu les crimes jugés, ainsi que ceux dont les victimes de ces crimes, mais aussi leurs anteurs présumés, sont ressortissants) doivent donner leur accord pour que soit établie la compétence de la future cour.

Paris veut se garder à l'avenir la possibilité de récuser une juridiction internationale au cas où l'envie viendrait à queiqu'un de poursuivre, par exemple, un général français, chef d'une mission de « casques bleus », pour complicité de génocide dans un drame mparable à celui que connut en juillet 1995 l'enclave de Srebrenica. Si le TPI avait fonctionné selon le plan français, Slobodan Milosevic on Pranjo Tudjman anrait pu interdire toute mise en cause d'un Serbe ou d'un Croate par le Tribunal de La Haye. Antant renoncer tout de suite au projet, s'il devait être grevé d'une aussi lourde hypothèque.

#### AU COURRIER DU « MONDE »

LE DESSAISISSEMENT

DU TUGE CONNEROTTE L'éditorial du Monde daté 16 octobre laisse pantois l'honnête citoyen belge que je crois être. Est-ce parce qu'elle est la «juridiction suprême du pays» que la Cour de cassation ne peut jamais se tromper? D'essence divine, sans doute, la corruption Di l'erreur ne peuvent l'atteindre... En dessaisissant le juge Connerotte, la cour n'a pas dit le droit. Elle a dit la loi, et il est bien entendu que la loi n'est pas au service des citoyens et que ce sont eux qui doivent la servir. Elle a dit la loi, rien que la loi, et il est bien entendu qu'on ne peut lui demander d'aller au-delà de la lettre de la loi. L'esprit des lois ne la concerne pas, pas plus d'ailleurs que le souci de faire respecter toutes les lois par tous les citoyens, les puissants comme les humbles.

C'est sur un prétexte misérable qu'on a dessaisi le juge. S'il n'y a pas eu corruption - mais la Belgique est en train de pourtir sur pied -, on a tout fait pour en persuader un maximum de gens.

J'aime Le Monde, mais la lecture de votre éditorial ajoute à mon dégoût. L'avocat de Dutroux voulait la peau du juge Connerotte et il l'a eue : appiaudissements. Admirons le courage et l'admirable indépendance de la Cour de cassation, garante de l'Etat de droit. C'est à pieurer : de rire? de honte? d'écœurement? Le droit, notamment cehi des victimes, est bafoué tous les jours sans qu'on lève le petit doigt.

Fureur, oui, lynchage, non: c'est le respect du droit, le respect de l'homme que nous voulons. La vérité. Psychodrame ? Si l'on veut. Mais c'est un mot facile. Derrière, il y a la souffrance des proches, et de tout un peuple qui n'en peut plus de l'horreur, du mensonge, du salmigondis juridique.

Justice expéditive? Non, justice équitable simplement: Dutroux a le droit d'être défendu mais pas n'importe comment. Et il n'est pas question de réclamer la mort pour lui, ce châtiment qui constitue le comble de l'imbécillité, mais nous avons le droit de réclamer qu'on le laisse en prison, qu'on ne rende pas la liberté, une fois de plus, à un psychopathe aussi dangereux.

Jean-Louis Laurent. Viton (Belgique)

Pai fait un rêve Trois cent mille hier à Bruxelles...

un million il y a quelque trente ans dans les rues de Washington... l'ai fait un têve, pour reprendre la formule-phare de Martin Luther King. l'ai rêvé que, demain, ils pour-

raient être vingt mille, treate mille peut-être à marcher, avec la même gravité, la même dignité, la même détermination, dans les rues d'Ajaccio ou de Bastia... Pour clamer leur attachement pour la Prance, sans pour autant renier le fait culturel corse, pour dire sans peur et sans reproche leur dégoût de la pseudo-loi du silence, leur écocurement devant les tractations, compromissions et autres magouilles, leur condamnation sans appel de toute violence. J'al fait un

Jean Laguerre, Toulouse Une suggestion A M. Toubon

Puisque le garde des sceaux, M. Jacques Toubon, paraît și embarrassé de rédiger sa loi contre le racisme, pourquoi ne pas lui suggérer de reprendre à son compte le bel article 38 du projet constitutionnel voté par l'Assemblée le 19 avril 1946?: « Nul ne saurait être placé dans une situation d'infériorité économique, sociale ou politique contraire à sa dignité et permettant son exploitation en raison de son sexe, de son âge, de sa couleur, de sa nationalité, de sa religion, de ses opinions, de ses origines ethniques ou autres. Toute propagande contraire oux dispositions cldessus sera punie par la loi. »

Il trouvera difficilement plus simple ; et plus clair.

Martin Coppel, Paris

« Ce sont les ordres... » Jeudi 17 octobre, dans l'après-midi, place Saint-Augustin. La mani-

festation pour le service public se disperse. Nous nous dirigeons vers la Madeleine. Un cordon de CRS barre l'avenue. Nous sommes fermement priés d'enlever les badges sible, exprimée par le mot inautocollants apposés sur nos vêtements et qui font état de notre appartenance syndicale. Nous actif, plus dynamique, et, en même n'avions jamais connu cela, nous temps, plus inquiétant : l'incompréprotestons. Un élu municipal se hensibilisme. Ce serait la clé des ceint de son écharpe et demande des explications. Un fonctionnaire de police insiste : « Ce sont les pouvoir Au lieu, comme on le croit ordres. » impossible d'en savoir plus. Quelle loi autorise-t-elle donc sances de l'Intelligence rationnelle, de donner de tels ordres, la Constitution ne garantirait-elle plus le droit d'expression on le droit syndical? Dans quel régime policier vi-VOIDS-mous?

> Pierre Girard, Otsay (Essonne)

ELECTIONS EN AUTRICHE La formule de Daniel Vernet (Le Monde du 18 octobre) « îl ne lui suffit pas d'avoir pris sur sa liste européenne un juif, Peter Sichrovsky, pour échapper au reproche d'antisémitisme » (à propos de Jörg Halder et livre de philosophie de la bibliodes élections européennes en Au-, thèque du lycée de Pau le donne triche) ne me paraît pas adaptée (...) Faut-il rappeler que Peter Sichrovsky est le fils de juifs autrichiens émigrés en 1938 aux Etats-Unis, qu'il a dit souffrir de l'antisémitisme persistant en Autriche, qu'il est l'auteur d'un livre Naître coupable, naître victime, paru en 1987? Dans sa préface. Gilles Perranit le compare à Günter Wallraff, journaliste, qui a révélé bien des situations scandaleuses en Alliemagne, et des bruits semblent courir sur sa « conver- réécrit certaines pensées, c'est une sion », certains ne voulant y voir qu'un déguisement à la Wallraff jus- compréhensibilité de Dieu et du tement, afin de débusquer l'ememi de l'intérieur.

que les deux premiers d'un engage-

C'est justement cela qui rend sa place de second sur la liste de Jörg Pintuition des poètes, et ils conti-Haider particulièrement improbable à première vue. Mais c'est cette place aussi qui ôte toute crédibilité à lois étranges de l'incompréhensibil'argument de la «toupe» infilitée lisme, jusqu'au tremedal final qu'ils chez Jörg Haider pour mieux pou- nons préparent, yeux bandés, voir le démonter ensuite.(...)

Catherine Fabre, Paris L'INCOMPRÉHENSIBILISME

EN POLITIQUE La lecture du Monde fait apparaître une recrudescence du mot «incompréhensible », dans des domaines fort variés. Un bref sondage dans les miméros passés révèle que Philippe Dagen, traitant de l'histotien d'art Hubert Damisch, soustitre un important alinéa: «L'incompréhensible » (3 mai 1995) »; que N. Zand réécit le time d'Axiotsov, Une saga mascovite, en «Mémoires d'un siècle incompréhensible » (26 mai 1995) ». Enfin, le correspondant du Monde à Bonn signale qu'Helmut Kohl juge «incompréhersibe \* l'arrêt du mbunal berm sant les crocifit des salles de classe en Bavière (13-14 août 1995). Sautons allègrement les mois, et anivons, les jambes coupées, à l'article récent de Pascale Robert-Diard (5 octobre 1996) qui commence par cet aphotisme : « Une incomprehension peut être une information », et révèle ensuite : « il s'est passé queique chose d'incomménentible le mercredi 2 octobre à l'Assemblée nutionaie »

De la catégorie de l'incompréhen-

compréhensibilité, on arrive à un mot de la même famille, mais plus comportements des hommes politiques, surtout lorsqu'ils exercent le naivement, d'être régis par les puisils sont mus par les bourrasques de ieurs affects et, pour reprendre la métaphore des «jambes coupées» de Pascale Robert-Diard, ils finissent par être à la fois aveugles et paralytiques. Or, qui nous permet d'avancer l'hypothèse qu'il pourrait y avoir une « politique incompréhensiblliste > ? C'est un jeune poète-philosophe né il y a tout juste cent cinquante ans et mort à l'âge de vingt-quatre ans, Isidore Ducasse, alias le comte de Lautréaumont. Une mention manuscrite sur un pour « philosophe incompréhensibiliste ». Ducasse vit, avec ses condisciples, la fin du Second Empire, et percoit les craquements d'un régime qui court à sa perte. Il est troublant qu'un personnage des Chants de Maldoror soit nommé Tremdall, légère déformation de l'espagnol tremedal, sol instable, marécageux, ou bien agité de séismes.

De saint Jean Chrysostome à Blaise Pascal, dont Isidore Ducasse vieille question que celle de l'inmonde qu'il a créé, et où les hommes se débattent sans y rien Il est vrai que son livre publié en comprendre. En 1996, nous ne 1993, Unheilbar deutsch (Incurable- sommes pas si loin du poète, et ment allemends), dressait un tableau notre monde, comme le sien, est particulièrement noir de l'extrême sous le signe de l'instabilité et du droite en Allemagne (...) Ce livre est mouvant; le citoyen peut s'écrier, certainement plus significatif encore tel un personnage des Chants de Maldorar: «Ma poitrine s'agite, rement radicalement opposé à l'ex- tentissante comme l'écroulement d'un empire en décadence. »

Les hommes politiques n'ont pas nueront à se montrer à nous et à agir imperturbablement selon les jambes coupées.

Jean-Pierre Lassalle. Toulouse

En relisant « LE MONDE » DU 17 OCTOBRE 1961

Un anniversaire est toujours l'occasion de se livrer à un exercice intéressant d'« histoire parallèle ». Revenons ainsi trente-cinq ans en arrière et relisons Le Monde du 19 octobre 1961, parrant la répression des manifestations d'Algériens protestant contre le couvre-feu qui leur était imposé, manifestations qui causèrent (Le Monde du 17 octobre 1996) de «deux à trois cents morts » algérieus. Outre qu'en fait de victimes on n'y évoque que les « deux morts et soixante-quatre blessés » algériens que le préfet de police de l'époque avait recomnus, y ajoutant « treize blesses chez les policiers » ainsi qu'« un mort métropolitain », c'est toute la description de ce drame dont la relecture est instructive. Certes, le journai évoque l'extrême violence des affrontements et raconte que les forces de l'ordre – les « gardiens de la paix »! - ont frappé sans distinction les femmes, les enfants et même les blessés à tenre. Mais il raconte seulement que les manifestants, provocateurs, se sont heurtés à des agents qui ont tiré « des coups de sommation en l'air », avant de charcape ». Il ne mentionne pay non pius, les fusiliades, ni les dizaines d'Algériens dont il est avéré aujourd'hui qu'ils ont été précipités

dans la Seine. Un tel traitement de l'information, même dans un pays livré à une guerre sans pitié, ne peut être qu'inquiétant dans une République de la Cinquième, la nôtre, – qui se veut démocratique. On peut également expliquer certaines annésies de l'histoire que l'on déplore aujourd'hui par des lacunes de l'infor-

> Nicolas Hénin, Paris

DES TROTTOURS POUR LES PIÉTONS...

Le piéton « piétonnant » est-il

un emmerdeur? Dans Le Monde du 11 octobre, l'article d'Adrien Favreau, « Nantes, mailiot jaune du vélo dans la ville », informe les lecteurs de l'expansion de l'utilisation du vélo dans les villes. C'est bien. Je ne suis pas contre l'engouement pour ce moyen de transport, s'il roule sur la rue - et non sur le trottoir, où sont déjà bien installées nos bien-aimées bagnoles...

Petit vieux bien propre de quatre-vingt-deux ans, tentant de rester en bon état d'entretien par la gym matinale et la marche donc pléton piétonnant -, je déplore que le stationnement licite et illicite de nos bien-aimées bagnoles se fasse sur les trottoirs, quelle que soit la largeur de ceuxci - et la taille, le volume des bagnoles - dans toutes les villes et villages de France et de Navarre. Alors, si les vélos s'y installent aussi !... Se déplacer à pied en ville, c'est fini! Il faut descendre sur la rue et y marcher, au risque permanent d'être accroché, heurté ou renversé, quel que soit le sens du déplacement du bonhomme... Plus de passage sur les trottoirs. (...)

Où doivent passer les petits vieux qui essaient de durer grâce à la marche quotidienne?

Gaston Tournadre, Ronquerolles (Val-d'Oise)

0.02

1.5

or or to

4 1 7 12

1 1 2 5

1.41

NAME AND

lenouveau s

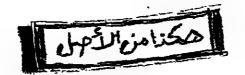
at la part bel +1 1045.9

atelse demang davenir de Im (Table 25 ) 人籍 (第二年 8

The street Sec

 $\frac{\partial w}{\partial x} = \frac{1}{2} \left( \frac{1}{2$ 2507 PM

医甲酰甲烯 ille on a deletate



FINANCES Le ministre de des banques françaises, pas assez l'économie, Jean Arthuis, a déploré, le 25 octobre à Nantes, lors du congrès de la Fédération nationale du Crédit agricole, l'insuffisance de rentabilité

The second The state of the s

Section of the sectio

Section of the section of

The second secon

11 day . 15 mg

Starting by Marie 1997

A SHALL MANAGEMENT

on age Marie

Probably

200 - 12 Car

1.75 2 « engagées dans une politique de ré-duction des coûts ». • L'ADAPTATION du secteur bancaire a « été trop long-temps différée », estime M. Arthuis.

sur le sujet. L'Etat actionnaire joue un rôle important dans cette évolution à travers le processus de privatisation de plusieurs établissements. Il réfié-

thit à l'harmonisation des conditions nistre souhaite qu'elles « agissent de concurrence et à la suppression de certains privilèges. • QUANT AUX CAISSES D'ÉPARGNE, dont la modification du statut est à l'étude, le mi-

dans la darté comptable et financière et interviennent dans le domaine bancaire et financier en intégrant davantage la contrainte de rentabilité ».

## Le gouvernement cherche à façonner un nouveau paysage bancaire

Jean Arthuis, ministre de l'économie, reconnaît que l'adaptation du secteur a été « trop longtemps différée ». Jusqu'à présent, les réflexions sur l'harmonisation des conditions de la concurrence ou l'évolution de la réglementation sociale (décret de 1937) n'ont pas débouché

«LES BANQUES qui compteront consiste à ne pas leur laisser le demain sort celles qui sont rentables aujourd'hui ». En prononcant cette simple phrase dans son discours de clôture du Congrès de la Fédération nationale du Crédit agricole. le 25 octobre à Nantes, Jean Arthuis, le ministre de l'économie, a résumé toute la problématique du secteur bancaire français et la situation délicate dans laquelle se trouve le gouvernement.

Les banques qui sont rentables anjourd'hui sont celles qui font partie du secteur mutualiste. La première d'entre elles est le Crédit agricole, dont les fonds propres ont passé, le 30 juin dernier, le cap des 100 milliards de francs, et qui devrait dégager cette année un résultat supérieur aux 6,5 milliards de francs enregistrés en 1995. Celles qui le seront demain seront, peut-être, de nouvelles venues, La Poste. Tout l'exercice politique

champ entièrement libre pour permettre aux banques commerciales

La recomposition du secteur en est encore à ses balbutiements, trois opérations de cession

Ces demières ont cependant largement contribué à leur propre malheur. «Les conditions dans lesquelles la plupart des banques ont fait face à la crise n'ont pas toujours

été optimales »; a benoîtement souligné M. Arthuis, et « une réflexion de fond s'impose sur le contrôle interne des banques ». De plus, « elles ne se sont pas suffisamment engagées dans une politique de réduction des coûts.».

Cette insuffisance de rentabilité est d'autant plus préoccupante, estime le ministre, que « les années qui viennent se traduiront par des besoins d'investissements très élevés pour faire face aux défis technologiques, au passage à l'euro et pour résister à la concurrence internationale de plus en plus intense ». M. Arthuis rejoint sur ce plan le souci affiché par les dirigeants du Crédit agricole pour lesquels l'euro serà « explorateur des restructurations », posant de façon encore plus crue qu'actuellement la question de la taille critique des banques françaises et de leurs moyeus financiers pour s'adapter

L'adaptation du secteur bancaire vèle difficile : la privatisation du « a été trop longtemps différée ». Le gouvernement prend doublement sa part à cette nécessaire évolution, a rappelé M. Arthuis. D'une part, en tant qu'actionnaire à travers le processus de privatisation engagé pour plusieurs établissements qu'il détient, directement ou indirectement. D'autre part, comme garant d'une concurrence loyale, en s'attaquant aux privilèges et aux statuts singuliers. « La concurrence internationale s'accommode mai d'un excès de cloisonnement dans les différents systèmes, et la concurrence nationale peut s'en trouver affectée. Il faut donc soupeser attentivement les conséquences du maintien de particularités fortes dans le système financier français ».

Cette réflexion, le gouvernement la mène depuis maintenant plus d'un an. Le gouverneur de la banque de France, Jean-Claude Trichet, a publiquement posé les données du problème, en présentant, en juillet, le rapport annuel 1995 de la Commission bancaire (Le Monde du 10 juillet). Le sénateur Philippe Marini (RPR, Oise) s'est, depuis, fait le chantre d'une réforme du système bancaire. Le 5 novembre, un autre sénateur, Alain Lambert (UC, Orne) présentera les conclusions de son rapport sur « la situation et les perspectives

du système bancaire en France ». Dans les faits, on constate pourtant peu d'avancées. La recomposition du paysage français en est encore à ses balbutiements, mal-gré trois operations de cession: agricole et celle, vendredi 25 octobre, de la petite banque Laydernier, filiale du Crédit lyonnais au Crédit du nord du groupe Paribas. réussis » de banalisation. En La poursuite du mouvement se ré-

groupe bancaire CIC fait l'objet d'une levée de boucliers tant du personnel politique que de ses salariés. Sans parler du sort toujours en suspens du Crédit foncier de

le gouvernement continue de s'interroger sur le décret de 1937 qui régit l'organisation du travail des banques AFB « et qui n'est à l'évidence plus adapté ».

Enfin, en réponse à la demande

vra abandonner son privilège sur le dépôt des notaires. Ce qu'il parait prêt à faire.

Les dirigeants du Crédit agricole auront au moins eu la satisfaction d'entendre M. Arthuis affirmer que « le statut actuel des banques mutualistes est bon, même s'il appelle un effort d'imagination pour organiser une forme de responsabilité devant les sociétaires », dont la mission de contrôle devrait, selon lui, être comparable à celle des actionnaires des sociétés commerciales. du Crédit agricole de banaliser les Le ministre en a profité pour préci-

#### Grève très suivie au CIC, pas au Crédit lyonnais

Les salariés du CIC et, dans une moindre mesure, ceux du GAN ont massivement suivi l'appel à la grève lancé par l'intersyndicale pour protester contre la privatisation du CIC. Selon la direction, plus de 80 % des salariés du CIC ont cessé le travail, le vendredi 25 octobre. Selon les syndicats, qui « savourent cette mobilisation historique », pius de 10 000 salariés du CIC (sur près de 22 000), venus de la France entière, et 3 000 du GAN (sur 9 000) ont manifesté dans les rues de Paris (7 500 manifestants en tout selon la police).

En revanche, l'appel à la grève lancé par les syndicats du Crédit lyonnais, pour s'opposer aux 5 000 suppressions d'emplois annoncées, a été peu suivi. La direction évalue à 8,5 % la participation à cette journée d'action, soft deux fois moins que lors de la première journée de grève organisée le 12 septembre. Si le taux de grévistes a trôlé les 40 % dans les centres administratifs, structures les plus menacées par le plan social, moins de 5% des salariés du réseau commercial ont rejoint le mouvement.

livrets d'épargne défiscalisés, M. Arthuis a estimé que d'éventuels assouplissements ne pourraient être que progressifs « afin de laisser le temps aux adaptations nécessaires ». Les 22 milliards de france collectés en quatre mois par 🖰 le Livret Jeune distribué par cinquanto établissements bancaires, et les 130 000 prêts à taux zéro réalisés depuis un an par l'ensemble des banques sont des « exemples

ser sa position sur le statut des caisses d'épargne, objet de polémique et dont la modification est à l'étude : « Mon souci est que les caisses d'épargne agissent dans la clarté comptable et financière et ' qu'elles interviennent dans le domaine bancaire et financier en inté-"grant davantage la contrainte de

> Babette Stern à Nantes

## Alcatel CIT va supprimer 17 % de ses effectifs

PRINCIPALE filiale française du fabricant d'équipements de télécommunication Alcatel Télécom, Alcatel CIT envisage de supprimer 1 636 emplois sur les deux années qui viennent pour ramener ses effectifs à 7 735 personnes fin 1998. Ces chiffres ont été communiques, vendredi 25 octobre, aux représentants syndicaux dans la perspective d'un comité central d'entreprise qui se tiendra le 5 novembre. Alcatel CIT fabrique et commercialise des équipements pour les réseaux pubiles de télécommunication.

Interrogée, la direction a justifié ces suppressions d'emplois en expliquent qu'Alcatel CTF devrait clore l'amilé 1996 vice de résidént d'exploitation négatif de 500 inillions de tratics. Elle a inclique qu'il i agit d'e une remise d'invelu flécessaire, compte tenu des basses de prix et du renouvellement des compétences pour faire face aux nouvelles demandes de services qui nous sont

Alcatel Télécom a délà annoncé 3 000 suppressions d'emplois sur 17 000 en Allemagne, 1 200 sur 8 000 en

Alcatel se démarque de Matra

quel les intérêts français ournient été solidement représentés. »

Italie et 1900 sur 6700 en Espagne. Chez Alcatel CIT, ces nouvelles coupes dans les effectifs - le dernier plan social en 1995 a porté sur environ 600 emplois - sont, pour une large part, imputées à la baisse attendue du volume d'affaires avec France Télécom. L'exploitant téléphonique, qui est le principal client d'Alcatei CTI, devrait réduire de près de 50 % ses achats en 1997 et 1998 par rapport aux 5,6 milliards de francs de la période 1995-1996.

Ce sont surtout les salariés des centres industriels (690 suppressions d'emplois sur 1790), ainsi que les équipes d'installation (447 emplois supprimés sur 1988) qui serost vousies Dissiente unité de production lubsistera à En (Scitte-Maritime): Les Tienes de tion subsisters à Br (Scine-Maritime). Les lignes de celle de la BPCE au Crédit natio-préduction des sités (Politics (Coiret) et de Landord's Hal; celle d'indissité à au Crédit (Côtes-d'Armor) fermerout respectivement fin 1997 et fin 1998. « Ce pian passera mai, prévient un syndicaliste, on risque d'aller vers un conflit. »

Philippe Le Coesa

## Le nouveau schéma d'organisation d'Auchan fait la part belle aux cadres des Docks de France

son OPA de 19 milliards de francs sociétés le schéma d'organisation sur les Docks de France, Auchan a bouclé la réorganisation du nou- 28 octobre, les 51 500 salariés du veau groupe de 118 milliards de groupe seront informés des noufrancs de chiffre d'affaires issu de la fusion des deux chaînes de grandes surfaces. Francis Cordechan, a présenté, le 24 octobre, aux cultures des deux entreprises, re-

MOINS DE TROIS MOIS après directeurs de magasins des deux prenant tout à la fois une organisaretenu pour la France. Dès lundi velles structures par counter indi-

viduel. Le groupe présidé par Gérard lette, le directeur général d'Au- Mulliez a habilement mêlé les

tion par métiers, l'un des points forts d'Auchan, et une structure régionale correspondant à la diversité des enseignes de l'ancien groupe Docks de France. Et comme pour comper court aux éventuels soupcons d'hégémonie d'Auchan, les cadres du groupe racheté se taillent la part du lion parmi les nouveaux postes de direction à DOULVOIL.

Trois grandes divisions sont créées. Une direction générale « supermarchés et magasins de proximité », regroupant les enseignes Atac et Eco Service, sera confiée à Jean-Brice Hernu, ancien directeur général de Docks de France Ouest (DFO). Une direction générale « hypermarchés » sera assurée par Guy Granier, également issu de Docks de France. Elle coiffera les « petits » hypermarchés, pour la plupart sous l'enseigne Mammouth. Enfin, une division « grands hypermarchés » est créée. Réunissant les 52 magasins Auchan et une trentaine d'hypermarchés Mammouth, elle sera découpée en sept entités géographiques dirigées par autant de directeurs régionaux. Une réflexion est engagée sur une redistribution des enseignes en fonction des emplacements, mais, pour l'heure, le directeur général d'Auchan a tenu à rassurer les cadres de Docks de France sur la pérennité des magasins Mam-

Le groupe réfléchit également au rapprochement des deux centrales d'achats. Pietre Gosselin, ex-directeur général de Paridoc, la centrale de Docks de France, est chargé d'une mission de coordination des deux sites. La coordination de la logistique sera, elle, confiée à Jean-Claude Alloyeau, ancien directeur général de Docks de France Centre.

Pascal Galinier

#### LE NUMERO I EN FRANCE DES PARCS D'AFFAIRES

LOCATIFS

e Conseil d'Administration s'est réuni le 22 octobre 1996 sous la présidence de Monsieur Gilles LAPORTE, pour examiner les résultats et l'activité du premier semestre.

Résultat au 30 juin 1996

Les comptes consolidés au 30 juin 1996, reflètent la nouvelle dimension acquise par SILIC à la suite des récentes opérations de croissance externe.

(Chiffres en MF à périmètres non comparables)	1= sem. 1996	1 <sup>er</sup> sem. 1995	Rappel année 1995
Chiffre d'Affaires dont • loyers • honoraires	278,4 211,9 15,6	177,2 146,0	430,9 337,0
Résultat courant avant LS.	121,8	89,2	208,9
Résultat net	78,3	55,2	129 <i>,7</i>
Cash-flow après I.S.	133,4	88,3	206,9

première fois de l'intégration de la Société SOCOMIE, prises par la Société, en 1995. chargée de la commercialisation et de la gestion du patrimoine, dans le périmètre de consolidation.

Activité locative à fin septembre 1996

activité locative soutenne, stabiliser le taux d'occupa- d'actions (4.324.239 contre 3.500.778). tion de son patrimoine à environ 80 %.

Les nouvelles locations réalisées à fin septembre représentent près de 100,000 m², contre 110.000 m² environ pour la totalité de l'année précédente sur le même périmètre reconstitué. La progression de l'activité locative d'une année sur l'autre, devrait être comprise entre 15 % et 20 %.

Les excellents résultats commerciaux enregistrés sur les bâtiments ayant fait l'objet de restructurations louzdes à RUNGIS et PARIS NORD confortent SILIC dans sa politique de modernisation de son patrimoine. Ces investissements seront comme par le passé intégralement autofinances.

Les chiffres consolidés tiennent compte pour la Ces évolutions justifient les options stratégiques

Prévisions 1996

Les estimations de résultats pour l'exercice en cours confirment la capacité de SILIC à servir un dividende En dépit de la poursuite d'un important mouvement unitaire équivalent à celui de 1995. Cette distribution de rotation des locataires, SILIC a pu grâce à une s'appliquerait à un nombre sensiblement accru

CARTE D'IDENTITÉ

Patrimoine locatif: 970 000 m². Sites: 20 dont 15 en région parisienne. Entreprises locataires: 1 000. Capitaux propres: 2,6 milliards. Immobilisations nettes: 2,8 milliards. Endettement net à long et moyen terme : 0. Cotation : Bourse de Paris, marché au comptant. Capitalisation au 21/10 : 3,04 milliards. Les communiqués sont publiés sur le 3615 COB.



de l'intersyndicale sous le mot d'ordre « Non au bradage I », protestant contre la vente au coréen Daewoo pour I franc symbolique. DÉPÈCHES

MICI-CORONA: des saladés de l'usine de pelotures Corona à Valenciennes (Nord), filiale du britannique ICI, ont retenu, toute la journée du 25 octobre, le président du groupe pour la France et plusieurs collaborateurs, pour protester contre le transfert de production de l'usine. L'intervention de la police dans la soirée a permis leur libération.

sur l'avenir de Thomson Multimédia

CANDIDIAT MALKEUREUE à la reprise de Thomson, Alcatel Aisthom a contesté, vendredi 25 octobre, la « similitude des offres » avec Matra pour la

partie multimédia. Le groupe présidé par Serge Tchuruk ne comptait pas cé-

der cette activité, mais y « être à égolité » avec un partenaire asiatique. « Ce

nouvel ensemble devait constituer la base d'un projet industriei mandial dans le-

Le roème jour, le personnel de l'usine Thomson d'Angers a débrayé à l'appel

■ GARE D'AUSTERLITZ : les salariés de l'Onion des services publics (USP, groupe Générale des eaux) chargés du nettoyage de la gare d'Austerlitz à Paris, en grève depuis le 23 septembre pour le paiement d'heures supplémentaires, ont reconduit leur mouvement le 25 octobre. Cette décision intervient alors que la direction de l'USP a engagé onze procédures de licenciement, à la suite d'incidents survenus le 4 octobre. Une dizaine de grévistes avaient, selon

la direction, « soccogé » le siège de l'entreprise à Eaubonne (Val-d'Oise). ■ TWA: le président de la compagnie aérienne américaine, Jeffrey Erickson, a démissionné le 24 octobre. Cette annonce a été faite quelques heures après la publication d'une perte de 14,3 millions de dollars au troisième trimestre. Depuis l'explosion en vol, le 17 juillet, d'un appareil de la TWA au large de New York, pour des raisons inconnues, la position de la compagnie est fra-

RRITISH PETROLEUM : le Parlement européen à dénoncé, le 24 octobre, les violations des droits de l'homme commises par la société pétrolière en Colombie. Il demande au chef de l'Etat colombien de publier intégralement un rapport de la commission des droits de l'homme sur ces agissements.

bon nombre d'entre elles des rendements squelettiques et de fortes dépréciations sur certaines valeurs de parts. • LA DIFFICULTÉ pour re-

l'immobilier. Elles accusent pour vendre les parts et l'absence d'un marché secondaire efficace ont fini au cours des dernières années de discréditer ce placement. • TOUTES LES SCPI ne sont pourtant pas dans

une situation difficile, et la mise en place progressive d'un marché se-condaire plus efficace est une garantie pour l'avenir. Les SCPI qui investissent dans l'habitation

résistent plutôt mieux. • CETTE FORME DE PLACEMENT présente enfin un avantage de taille : les SCPI sont fiscalement transparentes. La société n'est pas imposable.

## Les SCPI vouées au logement redeviennent rentables

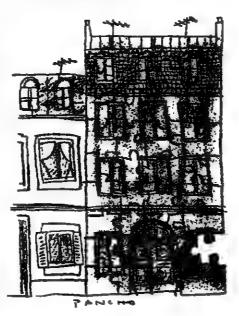
Cet investissement immobilier a aujourd'hui une très mauvaise réputation après avoir été victime de la crise et de la difficulté, pour un épargnant de revendre ses parts. Conséquences : les prix de vente sont faibles et les rendements redeviennent attrayants

LES SOCIÉTÉS CIVILES de placement immobilier (SCPI) ont mauvaise presse. Ce mode de placement collectif est pourtant ingénieux dans son principe : il permet à des investisseurs disposant de sommes même modestes (à partir de 50 000 francs) d'acquérir des parts de sociétés qui achèteront des immeubles à louer. Les associés se trouvent ainsi déchargés de tout souci de gestion immobilière. mais, en revanche, s'en remettent à un gestionnaire qui choisit les immeubles, sélectionne les locataires et prélève des commissions à la souscription, sur les revenus distribués et à la vente. Les assoclés ont théoriquement un droit de regard lors des assemblées générales et par le biais du conseil de surveillance élu, mais, en pratique, ce contrôle est difficile à exercer.

Les SCPI présentent un autre avantage de taille : elles sont dites fiscalement transparentes. Cela signifie que la société n'est pas imposable, mais les associés le sont, à hauteur de leur part du capital. C'est pourquoi, à partir de 1987, la plupart des grandes banques ont créé une solvantaine de SCPI Méhaignerie, ouvrant à leurs épargnants le bénéfice de cet avantage

On trouve, aujourd'hui, sur le marché, des SCPI de différentes générations. Les plus récentes sont encore ouvertes, on peut en acheter des parts et bénéficier d'avantages fiscaux conséquents. Les plus anciennes atteignent l'âge de rai-

L'avantage fiscal Méhaignerie



son, sept ans, ce qui n'est pas sans inconvénient. Les mouvements de vente de parts d'associés de la première heure font baisser encore plus vite les prix. « Faute de communication, nous avons vu arriver ensemble 8 % à 9 % d'associés désirant vendre leurs parts, explique Alain Violette, chef de produit Géné Habitat de la Société générale. Nous avons été contraints, conformément à la loi, de provoquer une assemblée générale au cours de laquelle les associés se sont majoritairement prononcés pour la baisse

du prix des parts plutôt que pour la vente d'immeubles. »

Le choix d'une SCPI est donc délicat. La valeur des parts est liée à l'évolution du marché de l'immobilier d'habitation, pas encore complètement sorti de la crise. Deux symptômes persistent: les prix des transactions continuent de baisser et les loyers sont sur une pente légèrement descendante, pour cause de moindre solvabilité des locataires. Cependant. les professionnels de l'immobilier notent une stabilisation globale des prix, maigré quelques îlots de baisse persistante, et la demande de logements à louer est forte, à condition de rester dans une fourchette allant de 50 francs le mètre carré mensuel en province à 65 francs en proche banlieue, et de 75 francs à 85 francs à Paris.

Avant d'opter pour l'achat de parts d'une SCPI, il faut examiner à la loupe son patrimoine, son prix d'achat ou d'expertise, les loyers et le taux d'occupation. L'investisseur averti retracera l'historique de la valeur du prix des parts, des recettes locatives et des revenus servis. Il ne se contentera pas d'un rendement exprimé en pourcea-

toujours celui qu'il palera. Il s'inquiétera aussi des provisions constituées pour grosses répara-tions et de la réserve dite de report à nouveau, dont la bonne norme est aux alentours de 3 % des recettes locatives. Derniers détails d'importance : connaître précisément les commissions prélevées par la société de gestion sur les sommes collectées, les revenus locatifs (10 % maximum) et les

entes de parts (5 % maximum). L'investisseur en immobilier d'habitation a le choix entre deux stratégies : soit il achète des parts à prix décoté, sur le marché secondaire, sans l'avantage fiscal puisqu'il a été consommé, soit il souscrit des parts de première main, mais il lui faut faire vite, avant janvier ou février prochains, car le dispositif Méhaignerie expire au 31 décembre 1997, date à laquelle les immeubles doivent être achevés. Beaucoup de gestionnaires de SCPI ont surpayé les immeubles achetés entre 1988 et 1991, absorbant largement l'avantage fiscal et, circonstance aggravante, ont même revalorisé le prix de parts d'un patrimoine qui, dans le même temps, se dépréciait. Les SCPI de la deuxième génération, entre 1990 et 1992, sont, pour cette raison, les plus mai en point.

UN CHOIX DELICAT

Aujourd'hui, le prix de la part devrait refléter la dévalorisation de ce patrimoine, qui atteint, à Paris, entre 30 % et 40 % entre 1991 et 1996. Mais cela n'est pas encore le cas des prix officiels des parts de toutes les SCPI. Là où le réajustement n'est pas accompli, il vaut mieux se tourner vers le marché dit « gris », à des prix inférieurs. La Commission des opérations de Bourse (COB), prenant acte du développement des transactions de gré à gré a d'ailleurs enjoint aux dans leurs publications, le prix

moven pratiqué. Les SCPI de la troisième et der-

tage du prix de la part qui n'est pas retournement de marché de 1991, à des prix plus sages, mais elles ne servent pas des rendements mirobolants: 5 % au plus, non compté l'avantage fiscal qui n'y ajoute qu'à peine 1 %. Aujourd'hui, une quinzaine de SCPI sont « ouvertes » et cherchent des associés, les plus actives étant celles des grandes banques de dépôt. Citons Géné Habitat 5 de la Société générale, Unidomo 9 du Crédit agricole, Domirente 1 du groupe Pelloux, Natio Habitat 3 de la BNP, Immo Poste du réseau La Poste, Elysées Résidence 4 du CCF, Pierre Ecureuil Habitat de la Caisse d'épargne et Cofipierre 4 des Mutuelles du Mans (une des rares SCPI à offrir une garantie de rachat des parts).

> GESTION FAMILIALE Les SCPi Quilès, Super Quilès ou Super Méhaignerie offrent un avantage fiscal majoré : il est possible de déduire 15 % du montant de l'investissement, dans la limite de 400 000 francs pour une personne célibataire et 800 000 francs pour un couple marié, soit 60 000 francs et 120 000 francs de déduction fiscale maximale, fractionnable sur quatre ans. Un cadeau, en contrepartie duquel le propriétaire doit respecter deux engagements: il doit louer à des

locataires dont les revenus sont inférieurs à un barème, avec un loyer réglementé (en Ile-de-France, 800 francs par mètre carré et par an soit 67,40 francs le metre carré mensuel, et ailleurs 567 francs annuel soit 48 francs mensuel). Etant donnée la baisse générale des prix et des loyers, ces contraintes n'ont rien de rédhibitoire, au contraire. Les logements neufs proposés à ce tarif trouveront toujours preneurs.

S'il cherche un rendement locatif brut de 6 %, soit un net de 4,2 %, l'investisseur devra simplement veiller à ne pas payer le mêtre car-ré plus de 13 483 francs, en région parisienne. Il existe cinq SCPI Super Quilès-Méhaignerie sur la place, de taille plutôt réduite, à la gestion quasi familiale. « Notre SCPI, avec une capitalisation de 80 millions de francs, compte 450 associés », explique François La-cheze, gérant d'Acti Habitat (Caisse des dépôts). Acheter aujourd'hul des parts de SCPI d'habitation, à pris décoté,

demande du flair et un audit impartial du profil immobilier et financier de la société de gestion à laquelle on confie, sans grand pouvoir de contrôle, ses économies.

JPERFORMANC

SSICAV DIVERS

4.00

Term to

JEE WELL COMMEN

# FONDS DE PENSION : la proposition de loi de PUDF sur l'épargneretraite sera discutée le 21 novembre par l'Assemblée nationale, juste après l'examen du budget. Il s'agit de créer « un complément de retraite pour tous les Français », alors que l'espérance de vie angmente d'un trimestre par an, souligne le député Jean-Pierre Thomas (UDF-PR, Vosges), partisan d'un système « à trois marches » : le régime de base de la Sécurité sociale, les retraites complémentaires et les fonds d'épargne-retraite, « supplément de retraite par capitalisation ». M. Thomas est favorable à une exonération fiscale, plafonnée, à l'entrée, et souhaite que les fonds recueillis n'aillent pas en majorité dans les obligations d'État.

SONDAGE : la majorité des Français estiment que la baisse des impôts, annoncée par le gouvernement, n'aura pas d'effet positif sur leurs revenus, selon un sondage réalisé pour la Caisse d'épargne et le quotidien Les Echos. La peur de l'aléa (surtout le chômage) est actuellement la gestionnaires de communiquer, première motivation d'épargne, les plans d'épargne-logement restant plébiscités (26 % des intentions de placements), alors que les actions de sociétés privatisés n'ont plus le vent en poupe (4 % des intentions contre 13 % en 1993). Après plusieurs années de méfiance, voire de sinistrose, nière génération ont l'avantage de l'immobiller intéresse à nouveau les Français : 37 % considèrent que le la jeunesse. Leurs gestionnaires moment est favorable pour acheter un logement, alors qu'ils n'étalent ont acheté des immeubles après le que 29 % 11 y a un an.

L'avantage fiscal Méhaignerie fait partie des aides fiscales successives à l'investissement locatif. Il a été créé en 1986 et permet à un Investisseur de déduire de son impôt sur le revenu 10% de l'achat d'un immeuble neuf dans la limite de 300 000 francs pour un cétibataire et de 600 000 francs pour un couple marié. La réduction d'impôt est étalée sur deux ans, dont la moitié du plafond la première année (15 000 ou 30 000 francs) et le solde la seconde. Le logement doit être loué non meublé, à titre de résidence principale, et pour une période minimale de six ans. Les sociétaires sont donc contraints de conserver leurs parts environ sept ans, car il faut compter avec les délais de livraison de l'immeuble et de sa mise en location. Rappelons que les SCPI sont dites fiscalement transparentes: la société n'est pas imposable, mais les associés le sont, à hauteur de leur part

## Les acheteurs font toujours les prix

Les statistiques concernant le marché immobilier et le chômage ont queique chose en commun : elles sont scrutées par des experts qui chercheut désespérément à



Ainsi, la Chambre des notaires de Paris, qui dresse périodiquement un état de santé de l'immobilier parisien, ne manque pas de souligner que le volume des ventes enregistrées entre le deuxlème

trimestre 1995 et le deuxjème trimestre 1996 a progressé de 27 % pour les logements anciens. Sans occulter pour autant que le chiffre d'affaires correspondant à l'ensemble de ces transactions (+ 8 %) reste à la traine au simple motif que les prix ne cessent de baisser. Selon l'indice mis au point par le notariat en collaboration avec PINSEE, il ressort que le prix moyen au

mètre carré relevé à Paris à la mi-96 se situait à 15 680 francs contre 17 254 en 1995, soit une nouvelle baisse de 9,12 % sur un an. Tous les arrondissements parisiens ne sont pas affectés de la même façon. C'est dans le 6 et le 16 que sont enregistrés les reculs les plus spectaculaires, avec des baisses de 19 % et de 12,3 %. Longtemps considéré comme une des zones de villégiature par

excellence, le 16 à un prix moyen au mêtre carré qui n'est plus que de 20 349 francs, solt meilleur marché que le 8º (20 437 francs) ou encore le 4º (20 531 francs). Toujours au chaptire des plus fortes baisses, suivent le 7º et le 19º avec des prix au mêtre carré se situant respectivement autour de 22 679 francs (-12 %) et de 11 624 francs

A l'inverse, c'est dans le 2º arrondissement que la balsse sur un an a été le plus modérée (-4,6 %) ainsi que dans le 5° (-6 %), le 17° (-5,2 %) et le 11° (-6,2 %). Moins complètes que par le passé, les

statistiques fournies par la Chambre des notaires de permettent pas de voir comment les différents types de biens (studios, deux-pièces, etc.) ont résisté à la crise. Il semble néanmoins que tous les logements solent peu ou prou concernés, le prix des appartements de standing ayant même reculé plus vite que la moyenne.

Toute la question maintenant consiste naturellement à savoir si l'augmentation du nombre de transactions qui s'est fait jour à la mi-96 sera durable ou pas. Impossible de prévoir l'avenir mais, à court terme, une chose est plausible : la disparition, à la fin de Pannée, de plusieurs dispositions fiscales destinées à relancer le marché immobilier aura pour effet de précipiter certaines intentions d'achat. Mais rien ne permet pour autant de conciure que cet « effet olume » aura pour conséquence de tirer ies prix à la hansse.

Arnaud de Fréminville



ve

Fr.

co

Fr.

## Epargner à bon compte dans l'entreprise

Le plan d'épargne-entreprise (PEE) est un système d'épargne facultatif qui permet aux salariés de se constituer une épargne en valeurs mobilières avec l'aide de leur entreprise. Principal avantage : dès lors que



les valeurs acquises sont conservées pendant cinq ans an minimum, les revenus et pius-values, tout comme la contribution de l'entreprise, sont

exonérés d'impôt sur le

RSCALITÉ Dans la pratique, le PEE est alimenté à Pinitiative du salarié, qui peut effectuer des versements libres ou réguliers. An cours d'une année, ces versements ne doivent pas excéder plus du quart de sa rémonération annuelle

De son côté, l'entreprise contribuera à cet effort d'épargne en versant ce que l'on appelle un abondement. Cette contribution est limitée au triple des versements effectués par le salarié, avec un plafond de 15 000 francs par an. A noter que la CSG et la CRDS sont prélevées lors du versement de Pabondement sur le PEE.

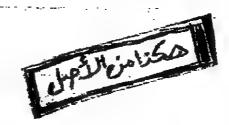
L'épargne (versement du salarié et abondement) est généralement investie en actions de sicay ou parts de fonds communs de placement. Par la suite, les sommes qui auront fructifié au minimum cinq ans pourront être récupérées en franchise d'impôt sur revenu (mais les plus-values et/ou les revenus seront soumis à la CRDS), l'épargnant pouvant effectuer, à sa convenance, un retrait total ou partiel. Remarque : il reste possible de débloquer son épargne avant cinq ans sans subir de

pénalité fiscale. Les cas ouvrant droit à ce régime d'exception sont les suivants : cessation du contrat de travail, naissance d'un troisième enfant, mariage, divorce (à condition de conserver la garde d'un enfant), acquisition de la résidence principale, création d'une entreprise par le bénéficiaire ou son conjoint, situation de surendettement...

Si l'un de ces événements venait à se produire, l'épargne acquise sur le PEE ne serait pas débioquée automatiquement. Il appartient en effet au salarié de contacter l'organisme gestionnaire des fonds et de lui fournir les pièces nécessaires en précisant s'il souhaite effectuer un déblocage total on partiel des sommes devenues

Laurent Edelmann

13



#### **REVUE DES ACTIONS**

2045 Bongrain

25-10-96 ACF-Ass-GenLFrance 150,70 799,50

Diff. Plastic-Ontol (Ly 143,20

100

120 1 150

100 to 6 15 5

10 - 10 Mg

20.00

NATED SPANCE WE BUT

SOGEVAR GROUPAMA PATRIMODIE

CICAMONDE FRANCE JAPAQUANT SICAY

ALSACE MOSPILLE HAVESTISSEMENT

VIVAX (D) ETORE PATRIMONNE EQUILIBRE C ETORE PATRIMONNE EQUILIBRE D

is pariba Rothschi

ROTHSCHI GESTOR GESTOR

VICTORE WALEURS

CLP.E.C.
PREPAR CROSSANCE

ORSAY STRATECIES

NATED PATERMOUNE

LAFFITTE EXPANSION PARIENS CROISSANCE

ELAN CONCENTO

LE VENT D'EUPHORIE qui avait souffié hait jours plus tôt sur l'ensemble des places est tombé cette semaine sans que les boursiers y voient, dans son résultat courant pour le second semestre. Les l'immédiat, un véritable retournement de ten-analystes ont réagi – et peut-être «surréa-

dance. La Bourse de Paris n'a pas échappé à ce mouvement de consolidation généralisée, les valeurs termi-nant la semaine en repli de 1.04 % à 2162.43 points. Seion les opérateurs; seul un impoblissement à la baisse du niveau des 2 100 points pour-

rait être interprété comme tendance. Au cours de cette semaine plutôt calme, en l'absence de statistiques importantes en provenance des Etats-Unis, quelques titres ent retenn l'attention. C'est le cas notamment de Lagardère et de Thomson-CSF, qui ont continué d'être très entourés. Au cours de la seule séance de lundi, les échanges sur ces deux titres ont pratiquement représenté 10 % àu total des transactions du jour. Lagardère termine la semaine sur un repli marginal de 0,12 % à 166 francs et Thomson-CSF finit sur

une hausse de 1,39 % à 160 francs. Des écarts de cours bien insignifiants si on les compare au recul-qu'a connu le Club Méditeuranée. En cinq séances, le titre du Club a perdu 16,64 % pour terminer la période à 328,60 francs. La totalité de cette baisse s'est effectuée au cours de la

Casino Guich:

Castorama DI (LI)

ELECTROCITÉ ET ÉLECTRONIQUE

CS Signator(CSEE) Intertechnique 1 Labinal

465,10

134,10

151,80

SER Sids Rossigno

Credit Local For

Credit Lyonnais C Credit National

## Paris consolide ses gains

l'armonce par le Chib, mardi soir, de la stabilité de analystes out réagi - et peut-être «suréagi » - très rapidement. S'ensuivirent de nombreuses recommandations de ventes qui ne firent pas les affaires du titre. Après plusieurs tentatives de cotation infructueuses mercredi à l'ouverture, les vendeurs ne trouvant pas de contrepartie, le titre est revenu à la cotation quelques neures plus tard. Mais, en clôture, le mai était fait : l'action avait peron 17,34% à 329 francs et les échanges avalent porté sur 864 500 titres, soit 6,36 % du capital. Depuis le début de l'amée, elle affiche dé-

sormais un recui de 16 %. La sanction de la Bourse - dont plusieurs analystes convictment anjourd'hui qu'elle était exagérée - est toujours redoutée par les dingeants d'entreprise. Les boursiers décement souvent blâmes et satisfecit avec la même promptitude. Dans le cas du Club, leur réaction ne s'est pas fait attendre car ils étaient restés attachés à l'objectif de 400 millions de francs de bénéfices à la fin de l'exercice 1996-1997, annoncé par le président-directeur général du Club, Serge Trigano, lors du forum « Valeurs françaises » du CCF. Les dirigeants de la rue Vivienne out, à l'évidence, péché par excès d'optimisme, les conditions économiques et gestion des relations publiques. prayant pas été au rendez-vous. Ils admettent aujourd'hui que des ajustements au niveau du mar-

itue Imperiale(Ly)

Cerus Europ.Reur CGIP

Eurafrance Gaz et Eaux

est impensable de changer le concept du Club o sa stratégie. Des romeus - formellement démen ties - out même fait état d'un possible rempia ment d'Henri de Bodinat, directeur général de Club. Ce dernier indiquait, au contraire, jeudi l'AFP qu'il avait été changé de metire en œuver une nouvelle stratégie de prix, « plus ciblés », vi sant à augmenter le chiffre d'affaires du group l'an prochain.

Notors encore pour cette fin de semaine l'au nonce de la prochaîne entrée en Bourse sur l compartiment du second marché du groupe Jean Claude Darmon, numéro un de la convinunication sportive. Selon la société de communication finat cière Europe Finance et Industrie, 15 % du capit de la société créée par M. Darmon en 1968 devra être proposé aux investisseurs. Détenue à 943 ° par M. Darmon, le groupe du même nom a réalis au cours de l'exercice 1996 des fin juin un chiffi d'affaires de 652 millions de francs et un bénéfic net part du groupe de 43,4 milions de francs. Le société, qui emploie soixante-sept personnes enerce quaire métiers au profit des clubs et des fé



		4 2 2 2 2
Anglo American 4	320	- 1.19
De Beers #	155	5: -606
Driefontein #	62,80	
Gencor Limited #	17,95	
Harmony Gold #	41,50	-1.19
Randfontein &	26,50	-12.54
Saint-Heiena #	31,70	0.85
Western Deep #	160	~2.63
		-2,6
	_=_	19.96 32.00
PETROLE		September 1
PETRULE	40 -4	
	25-10-96	DHT.
BY Aquitaine	419,30	A7.4835
£950	528	2. 2. 2. Co
Geophysique	366	- 2.25···
Total	407,70	The state of the s
SP France	137	972
Grap-Elf CPet.	375	-140
		W
COMMINICAL COMM		5 a 1 y == 1 y .
SICOMI ON EX-SICOM		7400
	25-10-96	DHY,
Bail Investis.	776	-0.25
interball	224	- 40AR
Klepierre	661	( = B/5.)
Locindus	725	6 139
	72 00	- W. 71
Selectibanque	73,90	** <b>4571</b>
Selectibanque Unibail	73,90 510	¥671c ≈1.78
Selectibanque Unitrail Genefim	510	467k
Selectibanque Unibail		1
Selectibanque Unibail Genefim	510	1
Selectibanque Unitrail Genefim	104	767h
Selectibanque Unibail Genefim Immoball	104	2.75 2.75 2.85 2.85 5
Selectibanque Unibail Genefim Immoball TRANSPORTS, LOISIR	510 104 5, SERVICE 25-10-96	2000 2000 2000 2000 2000 2000 2000 200
Selectibanque Unibail Genefim Immoball TEAASPORTS, LOISIR Accor	510 104 5, SERVICE 25-10-96 632	28.76 28.76 2.86 2.86 DML
Selectibanque Unibail Genefim Insmoball TRANSPORTS, LOISIR ACCOR BIS	510 104 5, SERVICE 25-10-96 632 530	2.35 2.35 2.35 2.35 5 Diff.
Selectibanque Unitiali Genefim Immobali TEAAKSPORTS, LOSSIR Accor BIS Canal +	510 104 5, SERVICE 25-10-96 632 530 1254	235 235 235 235 0ML
Selectibanque Unibail Genefim Immoball TEAASPORTS, LOISIR Accor BIS Canal + Cap Gemini	510 104 5, SERVICE 25-10-96 632 530 1254 253	2382 2382 2383 5 DML 222 2383 2483 2483 2483
Selectibanque Unibail Genefins Inamoball TRAASPORTS, LOISIR ACCOR BIS Canal + Cap Gemini CEP Communication	510 104 5, SERVICE 25-10-96 632 530 1254 253 350	2.76 2.36 2.36 5 DMC 2.24 2.25 2.26 2.26 2.27
Selectibanque Unibail Genefim Immoball TEAMSPORTS, LOISIR Accor SIS Canal + Cap Gemini	510 104 5, SERVICE 25-10-96 632 530 1254 253	5.71 2.72 2.86 2.87 5.81 2.22 2.23 2.23 2.23 2.23 2.23 2.23 2.2
Selectibanque Unibail Genefins Inamoball TRAASPORTS, LOISIR ACCOR BIS Canal + Cap Gemini CEP Communication	510 104 5, SERVICE 25-10-96 632 530 1254 253 350	5.71 2.73 2.86 2.87 5.81 2.23 2.23 2.23 2.23 2.23 2.23 2.23 2.2
Selectibanque Unibail Genefim Immoball TEAMSPORTS, LOISIR Accor BIS Canal + Cap Germini CEP Communication Club Mediterrance Eaux (Gle des)	510 104 5, SERVICE 25-10-46 632 530 1254 253 350 331,50	2.36 0.00 0.00 0.00 0.00 0.00 0.00 0.00 0
Selectibanque Unithali Genefim Immobali TEAASPORTS, LOISIR Accor BIS Canal + Cap Gemini CEP Communication CEP Communication CLIb Mediterranee Eaux (Gir des) Euro Disney	510 104 5, SERVICE 25-10-16 632 530 1254 253 350 331,50 622 10,20	5 / 1 / 2 / 2 / 2 / 2 / 2 / 2 / 2 / 2 / 2
Selectibanque Unibail Genefim Immoball TEAMSPORTS, LOISIR Accor BIS Canal + Cap Gemini CEP Communication Chib Mediterranee Eaux (Cle des) Euro Disney Filipacchi Medias	510 104 5, 5ERVICE 25-10-96 632 530 1254 253 350 331,50 622 10,20 1100	571- 279- 2360- 5 DRC 220- 338- 246- 320- 758- 1586- 1586- 1586- 337- 348-
Selectibanque Unibail Genefirm Irramoball TEAASPORTS, LOISIR Accor SIS Canal + Cap Gemini CEP Communication Club Mediterranee Eaux (Cle des) Euro Disney Filipacchi Medias Havas	510 104 5, SERVICE 25-10-96 632 530 1254 253 350 522 10,20 1100 332,80	5.71 2.75 2.35 5 DML 2.25 2.65 7.78 1.585 4.44 3.37 4.45 4.45 4.45 4.45 4.45 4.45 4.45 4.4
Selectibanque Unibail Genefim Immoball TEAASPORTS, LOISIR Accor BIS Canal + Cap Gemini CEP Communication Chib Mediterranee Eaux (Gie des) Euro Disney Euro Disney Euro Disney Lyonnaise Eaux Lyonnaise Eaux	510 104 5, SERVICE 25-10-86 632 530 1254 350 331,50 622 10,20 1100 458,90	087. 236. 236. 246. 246. 256. 256. 256. 256. 256. 256. 256. 25
Selectibanque Unibail Genefirm Insmoball TEAMSPORTS, LOISIR Accor SIS Canal + Cap Gemini CEP Communication Chib Mediterranee Eaux (Gle des) Euro Disney Fillpacchi Medias Havas	510 104 5, SERVICE 25-10-96 632 530 1254 253 350 522 10,20 1100 332,80	5 / 1 / 2 / 2 / 2 / 2 / 2 / 2 / 2 / 2 / 2
Selectibanque Unibail Genefim Immoball TEAASPORTS, LOISIR Accor BIS Canal + Cap Gemini CEP Communication Chib Mediterranee Eaux (Gie des) Euro Disney Euro Disney Euro Disney Lyonnaise Eaux Lyonnaise Eaux	510 104 5, SERVICE 25-10-86 632 530 1254 350 331,50 622 10,20 1100 458,90	5 / 1 / 2 / 2 / 2 / 2 / 2 / 2 / 2 / 2 / 2
Selectibanque Unithal Genefim Inamoball TEAASPORTS, LOISIR Accor BIS Canal + Cap Gernini CEP Communication CEP Communication CLIb Mediterranee Eaux (Gie des) Euro Disney Filipacchi Medias Havas Lyonnaise Eaux Publicis S.L.T.A	510 104 5, SERVICE 5, SERVICE 25-10-36 632 530 1254 253 350 331,50 622 10,20 1100 332,80 458,90 423 1040	574 -236 -236 -236 -236 -236 -236 -236 -236
Selectibanque Unithal Genefim Immoball TEAMSPORTS, LOISIR Accor BIS Canal + Cap Gemini CEP Communication Club Mediterranee Eaux (Ge des) Euro Disney Filipacchi Medias Havas Lyonnaise Eaux Publich SLLT.A Sligos	510 104 5, SERVICE 25-10-96 632 530 1254 253 350 331,50 622 10,20 1100 332,80 458,90 428,90 1040 550	57- -279- -286- -286- -279- -286- -286- -286- -377- -088- -286- -2
Selectibanque Unibail Genefirm Irramoball TEAMSPORTS, LOISIR Accor BIS Canal + Cap Gemini CEP Communication Chib Mediterranee Eaux (Gle des) Euro Disney Filipanchi Medias Havas Lyonnaise Eaux Publicis S.LT.A. Sfigos Sodesho	510 104 5, 5£RWCC 25-10-46 632 530 1254 253 350 331,50 622 10,20 1100 332,80 423 1040 253 350,80 423 1040 253 254 255 254 255 255 255 255 255	57-1
Selectibanque Unibail Genefim Irramoball Irramoball ITRANSPORTS, LOISIR Accor BIS Canal + Cap Gemini CEP Communication Chib Mediterranee Eaux (Gle des) Euro Disney Filipacchi Medias Havas Lyonnaise Eaux Publicis S.I.T.A Sligos Sodezho Technip	510 104 5, SERVICE 25-10-96 632 530 1254 253 350 331,50 622 10,20 1100 332,80 423 1040 458,90 423 1040 459,30	57- -279- -286- -286- -279- -286- -286- -286- -377- -088- -286- -2
Selectibanque Unibail Genefim Immoball TRANSPORTS, LOISIR Accor BIS Canal + Cap Gemini CEP Communication Chib Mediterranee Eaux (Gle des) Euro Disney Fullpacchi Medias Havas Lyonnaise Eaux Publicis S.L.T.A Sligos Sodexho Technip Ecco	510 104 5, SERVICE 25-10-16 632 530 1284 253 350 331,50 622 10,20 1100 332,80 423 1040 550 2540 459,30 1225	57- 2.79 2.86 5 087- 2.21 3.89 2.89 2.89 2.89 2.89 2.89 2.89 2.89 2
Selectibanque Unithali Genefim Immobali TEAASPORTS, LOISIR Accor BIS Canal + Cap Gentini CEP Communication Chb Mediterranee Eaux (Gle des) Euro Disney Filipacchi Medias Hawas Lyonnaise Eaux Publicis S.1.T.A Sligos Sodesho Technip Ecco Scac Delmas(SVD)	510 104 5, SERVICE 25-10-16 632 530 1284 253 350 331,50 622 10,20 1100 332,80 423 1040 550 2540 459,30 1225 980	087. 2363 2363 2463 2463 2463 2564 2564 2564 2564 2564 2564 2564 2564
Selectibanque Unibail Genefim Immoball TRANSPORTS, LOISIR Accor BIS Canal + Cap Gemini CEP Communication Chib Mediterranee Eaux (Gle des) Euro Disney Fullpacchi Medias Havas Lyonnaise Eaux Publicis S.L.T.A Sligos Sodexho Technip Ecco	510 104 5, SERVICE 25-10-16 632 530 1284 253 350 331,50 622 10,20 1100 332,80 423 1040 550 2540 459,30 1225	57- 279- 2360 DRC 229- 389- 289- 389- 389- 389- 389- 389- 389- 389- 3
Selectibanque Unithali Genefim Immobali TEAASPORTS, LOISIR Accor BIS Canal + Cap Gentini CEP Communication Chb Mediterranee Eaux (Gle des) Euro Disney Filipacchi Medias Hawas Lyonnaise Eaux Publicis S.1.T.A Sligos Sodesho Technip Ecco Scac Delmas(SVD)	510 104 5, SERVICE 25-10-96 632 530 1254 253 350 331,50 622 10,20 1100 332,80 458,90 458,90 459,30 1255 459,30 1256 459,30 1256 320 320 320	236 236 236 236 237 238 238 238 238 238 238 238 238 238 238
Selectibanque Unithal Genefira Immoball TEAMSPORTS, LOISIR Accor SIS Canal + Cap Gemini CEP Communication Chib Mediterranee Eaux (Cle des) Euro Disney Filipacchi Medias Havas Lyonnaise Eaux Publicis S.1.T.A Sligos Sodezho Technip Ecco Scac Delmas(SVD) Dauphin OTA	510 104 5, SERVICE 25-10-16 632 530 1284 253 350 331,50 622 10,20 1100 332,80 423 1040 550 2540 459,30 1225 980	236 236 236 236 237 238 238 238 238 238 238 238 238 238 238
Selectibanque Unithal Genefira Immoball TEAMSPORTS, LOISIR Accor SIS Canal + Cap Gemini CEP Communication Chib Mediterranee Eaux (Cle des) Euro Disney Filipacchi Medias Havas Lyonnaise Eaux Publicis S.1.T.A Sligos Sodezho Technip Ecco Scac Delmas(SVD) Dauphin OTA	510 104 5, SERVICE 25-10-96 632 530 1254 253 350 331,50 622 10,20 1100 332,80 458,90 458,90 459,30 1255 459,30 1256 459,30 1256 320 320 320	574 -276 -286 -286 -286 -286 -286 -286 -286 -28
Selectibanque Unitial Genefim Immobal TEAARSPORTS, LOSSIR Accor BIS Canal + Cap Gemini CEP Communication Example Communication Example Communication File Communication CEP CO	510 104 5, SERVICE 25-10-16 632 530 1284 253 331,50 622 10,20 1100 332,80 423 1040 550 1284 459,30 1225 980 320 558	080 080 080 080 080 080 080 080 080 080
Selectibanque Unibail Genefim Immoball TEAMSPORTS, LOISIR Accor BIS Canal + Cap Gemini CEP Communication Chib Mediterranee Eaux (Che des) Euro Disney Filipacchi Medias Havas Lyonnaise Eaux Publicis S.1.T.A Sigos Sodezho Technip Ecco Scac Delmas(SVD) Dauphin OTA	510 104 5, SERVICE 25-10-96 632 530 1284 253 331,50 622 10,20 1100 332,80 423 1040 550 2540 459,30 1225 980 520 558	2.06 2.06 2.06 2.06 2.06 2.06 2.06 2.06
Selectibanque Unibail Genefim Immoball TEAASPORTS, LOISIR Accor BIS Canal + Cap Gemini CEP Communication Chib Mediterranee Esux (Gle des) Euro Disney Filipacchi Meditas Havas Lyonnaise Esux Publicis S.1.T.A Sligos Sodechio Technip Ecco Scac Delmas(SVD) Dauphin OTA TF]-1	510 104 5, SERVICE 25-10-16 632 530 1284 253 331,50 622 10,20 1100 332,80 423 1040 550 1284 459,30 1225 980 320 558	571- 279- 280- 280- 5 DM. 240- 370- 380- 380- 380- 380- 380- 380- 380- 38
Selectibanque Unibail Genefirm Inamoball TEAASPORTS, LOISIR Accor BIS Canal + Cap Gemini CEP Communication Chib Mediterranee Eaux (Cle des) Euro Disney Filipacchi Medias Havas Lyonnaise Eaux Publicis S.LT.A Singos Societho Technip Ecca Scac Deimas(SVD) Dauphin (OTA TE)-1	510 104 5, SERVICE 25-10-96 632 530 1284 253 331,50 622 10,20 1100 332,80 423 1040 550 2540 459,30 1225 980 520 558	571
Selectibanque Unibail Genefirm Inamoball TEAASPORTS, LOISIR Accor BIS Canal + Cap Gemini CEP Communication Chib Mediterranee Eaux (Cle des) Euro Disney Filipacchi Medias Havas Lyonnaise Eaux Publicis S.LT.A Singos Societho Technip Ecca Scac Deimas(SVD) Dauphin (OTA TE)-1	510 104 5, 5£RVVCC 25-10-46 632 530 1254 253 350 331,50 622 10,20 1100 332,80 423 1040 458,90 423 1049,30 1225 990 558 FREE OU IIN 25-16-76	574
Selectibanque Unithal Genefim Immoball TEAMSPORTS, LOISIR Accor BIS Canal + Cap Gemini CEP Communication Chb Mediterranee Eaux (Gle des) Euro Disney Filipacchi Medias Havas Lyonnaise Eaux Publicis SLT-A Sligos Sodesho Technip Ecco Scac Delmas(SVD) Dauphin OTA TF)-1	510 104 5, SERVICE 25-10-96 632 530 1254 253 350 331,50 622 10,20 1100 332,80 458,90 458,90 459,30 1225 980 320 558	57- 276 236 236 246 246 246 246 246 246 246 246 246 24

CNB Suez 97 TMO(S) \_\_\_\_\_\_ PI CNI TMO 1/82-97(S) 100,50

#### LES PERFORMANCES **DES SICAV DIVERSIFIEES** (Les premières et les définitéres de chaque categorie) le 18 octobre LIBELLE AS LES OF ORGANISME Rang DIVERSIFIÉES FRANCE Performance moyeane sur-1 an : 15,16 %, sur 5 ans : 34,64 % SOCIEPOST 1 PARENCE POSTE VALEURS DE FRANCE. NATIO EPARQUE RETRATTE 480,24 137,82 133,05 543,59 1059,01 7140,26 117,39 653,22 168,44 180,87 270,51 235,37 NORWICH . NORWICH SELECTION INTERSELECTION PLANCE SG BGP BGP ALLIAGE (D) -16 12 4 3 5 19 20 22 14 15 17 18 6 EST) REDERAL CROSSANCE (CR. COT BRET OBJECTIF PATRIMOINE CM EPARGRE LONG TRIME (C) CM EPARGRE LONG TRIME (D) MIDLAND OPTIONS POLS COT MUTU 225,30 44281,99 1608,89 1406,50 COT MUTU MIDLAND OUEST VALEURS (C) **G**6 COL MILLI COO 2103,17 1992,06 116,44 AVENIX ALIZES 位 AVENUE ALIZES (D) CDC TRES GTI FIN STATE ST 12540,76 1130,40 17259,05 GTI FRANCES 7 7 7 20 10 17 STATE STREET ALLOCATION FRANC avenir eparcne Inogestion (C) 1657,62 1657,62 11166,66 16211,35 14811,44 INOGESTION (D) ASSURBNOICE BCOFI FI DEMACHY BBL FRAN ACTI 2 (C) ACTI 2 (D) STARDEL HANCE 12121.62 PARTIAS TRESCRETSE 2 PLUS DIVERSIFIÉES INTERNATIONALES Performance moyenne sur 1 an : 15,86 %, sur 5 ans : 35,26 % COGEFI B PARIBA ATLAS B PARIBA COURCOUN SMC SMC 1641,98 1062,38 LE PORTETEURLE DIVERSIFIE PAÈAMERIQUE ATLAS MARCC 23-4 51 20 20 3 6 8 17 22 37 9 19 18 54 12 13 27 11 25 ATLAS MAREA. PARELINGUE FINARIAN. PLACEMENT NORD (D) PLACEMENT NORD (C) SAINT-NORDE WE & SANTE 1325,92 1325,92 1498,25 1108,54 1108,54 1531,39 1531,39 168,27 1755,50 1199,09 961,13 1450,98 1244,75 1244,75 1246,98 129,93 1308,98 147,37 121,27 121,27 1308,98 147,37 140,98 147,37 140,98 147,37 140,98 147,37 140,98 147,37 140,98 147,37 140,98 147,37 1 CF ROTHS EAGLE 57 EAGLE INNESTISSEMENT SAINT-HONORE INVESTISSEMENTS CONSERVATEUR SAINT-HONORE BIOSPHERE VA INVESTISSEMENT CF ROTHS YEA BANG TECHNO-GAN EPARCNE UNIE CAN CNCA ECLIREUIL VIA BANQ INDOSUEZ INDOSUEZ CL BNIP GESTION INDOSUEZ (C) GESTION INDOSUEZ (D) SO ENP 20 SG 72 SG

7

18.13.2828

297,35 746,14 62962,62 50080,12 960,56 941,20



SACIANCE CHORDOLOGICS (D)	MITTES	-	1.11	-		100,23
NATWEST CROSSANCE (C)	NATWEST	85	300	40	400	111,25
PARISHS OFFORTUNATES	B PARIBA	66	1	44	4-74	159,85
BACOT-ALLAIN INTERNATIONAL	BACOT	•	1111	58	12.65	4525,71
CARMIGNAC PATRIBIOINE	CARMIGNA	68	C. 12 100	16	n 45 20	\$763,89
CAPITAL-WALEURS	PALLIEL	68	THE REAL PROPERTY.		391-	461,59
PASTITUTIONS OPPORTUNITES	PARIBY.	70		42	33.15	219,52
NOVACTIONS	<b>BQ EUROF</b>	71	1		-	1160,82
CAPITAL-DRANTERMATIONAL	PALUEL	72	4000	99	17.28	1171,34
ATALANTE CIETTON	CDC GEST	73	C 23 42	_	45.4	1200971,18
SHARTYCH MONOTAVAE	COF	74	19.4	60	- 558	376.59
OPTICEST-BMM STRATEGIE INT (D)	OPTICEST	75	L. E.	54	2306	1572.58
OFTIGEST-BMM STRATEGIE BYT (C)	OPTIGEST	75	4.5	55	31.05	1581.46
DRSAY UNVESTISSEMENT	ORSAY	77	37502	45	2536	12091,15
PROVENCE INTERNATIONAL (C)	HOTTINGU	78	346	66	1-H.95	1342.31
PROVENCE INTERNATIONAL (D)	HOTTINGU	79	4.00	65	200	1295.39
VERCORS	CDC GEST	20	1 15	_		115269,15
ORSAY ARBITRAGE	ORSAY	81	-	30	38.79	17210,69
LAFFITTE JAPON	BARCLAYS	22	200	64	-57	357.30
BELLIE BLOW		_	" Section of	-		200 200
IMMOBILIÈRES ET FOI	MULEBES					
Performance moyenne		. 49	95 St	5-	17 5	7 84
		-	******		13075	
CONSERVATEUR UNISIC	CONSERVA	1	10.500	1 2	37.22	431,47 541,25
CNP ASSUR PIERRE	CNP	3	34.7	13		
INDOSUEZ RENDEMENT ACTIONS IO	INDOSUEZ	-		14	12.6	767,85
INDOSUEZ RENDEMENT ACTIONS (D)	INDOSUEZ	. 5	1		न द्वार	583,62 86,98
CONVERTIMEND	SG	. 3	A STATE OF	4	17.00	115.29
FRANCIC PIEURE -	CIC PARI	2		15 25	10.25	11108.55
OBJECTIF ACTIFS REELS	UAZARD EPARGNE	4	ALIMAN.	12	14.53	502.76
CHOISSANCE MIMORILIERE		9	10000	21		30,12
PRUCTEMINO	CCBP	30	715	28	2.00	105,48
PLACEMENT INMONUER (D)	SMC:	16	123	23	7.0	105,48
PLACEMENT LAMOBELER (C)	SMC	12	7 3 6 7	16	3.0	1009,89
HALISSMANN PIERRE (C)	WORMS	13	1	17	9.77	932,24
HAUSSMANN PERRE (D)	INDOSLIEZ	14	441	1/2	0836	682
CESTION INMOSTLIER INTE IC	UNDOSUEZ	15	4 44 5	•		491,19
GESTION DAMOBILIER IN(TE (D)	DADOGUEZ	19			12.7	491,17
TIAP AEDITICANDS	UAP	16	77 TZ-1882	18	1785	452,44
NOM INMOBILIER	MDMASSLIR	17	10.46	5	27.88	106,79
UNI-FONCISE	CNCA	18	1242	10	- TAN -	1214,75
PACTIO ENGLICEMENTE.	BNP	19	52.67	3	36.66	1206,50
ACERIMO	AGF	20	13.13	11	36.66	504,37
PONCIER INVESTIGATION	CFF	21		26	237	892,20
FONCIVAL	BRED .	22	A 30.28	6	13.72	226,52
CAPITAL PIERRE INVESTISSEMENT	PALLIEL	28	-	Z	-3.44	551,58
PARTNER IMMOBILIER	LA MONDI	24		7	7 12.6	9581,92
ZURICH ACTIONS PIERRE	ZURICH	25	3 78.53	-	1	1059,07
AGFFONCIER ·	AGF	26	3.57	22	579	\$2,62
PONCTERE LONG TERRITE (C)	VERNES	20		20	8.79	570,65
FONCIERE LONG TERME (D)	VERNES	28	5 15 654	19	3.34	462,53
ARF FONCIÈRE SELECTION	ABF	29	0.679	24	- S.89	3537,84
ALIZES PIERRE	COT NUTU	30	400	29		1009,35
OR ET MATIÈRES PREI	MIERES					
B		-	DO 65	-		- ~

Performance moyenne sur 1 an : 20,78 %, sur 5 ans : 61,68 %

BBL FRAN 1 3 1930,96

ACTI MINES D'OR (C) SELECTION GEOLOGIA ORVALOR PREMIOR ENERGIA AURECIC ORACTION OBJECTIF GEO-CRORESANCE	BBL FRAN OCF SG CDT NORD GAN CIC PARI CNCA LAZARD CROUPAMA	234567890	100 100 100 100 100 100 100 100 100 100	251778849	のない。	2959,1( 130,7) 1492,74 1625,3( 391,8) 1567,7( 1697,8) 10684,8 10404,5
GROUPAMA OR	GRUUPAMA	10	9,34	_	7	(JANA)
CONVERTIBLES						
Performance moyenn	e sur 1 an :	: 13	%, sur 5	ans:	: 48,56 %	•
INDOSJEZ CONVERTIBLES (C) INDOSJEZ CONVERTIBLES (D) DIEZE SANT-HOMORE CONVERTIBLES OBJECTI: CONVERTIBLE OBJECTI: CONVERTIBLE OBJECTIS CONVERTIBLE OBJECTIS CONVERTIBLES CPR CAPITAL EXPANSION (C) PROCEDED CONVERTIBLES PASQUER CONVERTIBLES (D) PASQUER CONVERTIBLES (D) CYRIL CONVERTIBLES (D) OFINA CONVERTIBLES (C) OFINA CONVERTIBLES (C) OFINA CONVERTIBLES (C) HATMEST CONVERTIBLES (D) HATMEST CONVERTIBLES (D) HATMEST CONVERTIBLES (C) PYRAMEDES CONVERTIBLES (C) PYRAMEDES CONVERTIBLES (C) PYRAMEDES CONVERTIBLES (C)	INDOSUEZ (NDOSUEZ (NDOSUEZ CNCA CF ROTHS LAZARD CDT NORD CPRGESTI CPRGESTI CPRGESTI COURCOUX BIMP BIMP CTRIL FI DEIVALMO NATWEST RATIVEST BRCE CIC PARI VETINES VERNES	1 2 3 4 5 6 7 7 9 10 11 12 13 14 15 16 17 18 19 20	2000年 2000年 1	[ [ ] [ ] [ ] [ ] [ ] [ ] [ ] [ ] [ ] [	55.56 50.82 50.82 50.83	11150,8 10786,3 1199,3 1199,3 22218 646,5 1132,7 1132,7 1132,7 11599,4 11599,3 11991,5 1991,5 1991,5 1991,5 11932,5 11932,5 11932,5 11939,5

## Les sicav diversifiées recèlent quelques perles

LES « DIVERSIPIÉES FRANCE » la gestion (45 % d'actions aujourd'hui). se caractérisent par un mélange d'ac-tions et d'obligations françaises destiné à amortir le risque, deux catégories première sur un an, est quelque peu atypique. En effet, la sicav comporte peu d'obligations et la gérance a réussi PUAP et Rhône-Poulenc par des gains L'Oréal, Sodhexo. La répartition géosur des actions européennes.

(8,5 milliards de francs gérés), s'attrivise 70 % de la hausse avec l'indice CAC 40 et 30 % des performances des obligations de un à trois ans ainsi qu'une régularité des cours (grâce à la diversification: le portefeuille comporte soirante-quinze « lignes » d'actions).

Les sicav investies en obligations actions françaises. Mais la répartition véler payante. néelle des placements varie dans le temps en fonction des convictions de

Les « diversitées internationales » combinent dans des proportions diverses les placements en actions et de titres qui out commune bonne an-née. Mais la composition d'Emergence champion toutes catégories sur un an, Poste (1,6 milliard de francs gérés), la trois ans et cinq ans reste « le Portefeuille diversifié » géré par Cogefi (+50 % sur les douze derniers mois I). Cette sicav détient presque exclusiveà compenser les contre-performances ment des actions. Les principaux des actions de privatisées comme postes sont français : Bic, Synthelabo, or des actions européennes.

La plus grande de la catégorie, Inter30 % d'autres pays d'Europe et 11 % sélection France de la Société générale d'américaines) ne devrait plus beaucoup varies: Le gérant, Bertrand Casabue la cinquième place avec un gain de lis, actuellement « plutôt optimiste » 20 % en douze mois. Le gestionnaire sur les actions, estime en effet que les difficultés pour choisir et suivre les bonnes valeurs croissent avec l'éloignement (les « visites d'usine sont indispensables »).

Du côté des sicav aurifères, Acti Mines d'or, de la Banque Bruxelles Lambert, continue de briller. Elle a pratiquement retrouvé son cours le plus convertibles en actions constituent haut de l'année, atteint en mai. Son géune autre solution pour panier sur la rant détient 25 % de mines autrahausse des actions tout en limitant le liennes (dont « les dernières explorarisque. La meilleure sur douze mois tions ont été excellentes »), 25 % de (+23,5 %), indosuez convertibles, vise canadiennes, 4 % de Guyanor (la seule au minimum 60 % des performances mine française) et le reste en obliga-des obligations françaises à 5-7 ans (ac-tions françaises. L'impasse sur les tuellement 5 %) et 40 % des gains des mines sud-africaines continue de se ré-

Alain Vernot

Les déclarations du chef économiste de la Bundesbank, Otmar Issing, ont provoqué des remous sur les marchés financiers internationaux. Le deutschemark s'est renforcé face à l'ensemble des devises, franc excepté

gressé de 0.8 % au mois d'août (soit

M. Issing estime que les condi-

tions monétaires sont réunies pour

sance, mais que son ampleur et sa

durée dépendront des réformes

structurelles de l'économie mises

gime de protection sociale et allège-

ment de la fiscalité. En un mot, la

Bundesbank estime que la balle

n'est plus dans son camp, mais

dans celui du gouvernement et des

Le probable arrêt de la détente

monétaire en Allemagne change en

profondeur la donne sur les mar-

chés financiers internationaux. Les

taux directeurs de la Bundesbank

étaient orientés à la baisse depuis

l'été 1992. Depuis cette date, les

partenaires sociaux.

LINE REACTION MODEREE

permettre une reprise de la crois-

2.8 % sur un an).

financiers internationaux, par les déclarations du chef économiste de la Bundesbank. Otmar Issing, qui a clairement laissé entendre que la détente monétaire est

taux directeurs sont à des niveaux historiquement faibles en Allemagne, et, dans ce domaine, il ne faut rien attendre et rien n'est nécessaire », a-t-il affirmé mercredi

raient marquer un tournant important dans l'évolution des politiques monétaires européennes. Les taux d'intérêt allemands étaient orientés à la baisse depuis l'été

nement favorable à la détente des rendements obligataires, au redressement du dollar, et à l'équilibre du marché des devises europé

production manufacturière a pro- pos de M. Issing a été - jusqu'à présent - modérée. Si le deutschemark s'est renforcé face à l'ensemble des devises - franc excepté -, il a terminé la séance de

tions, reflétées par les cours des contrats à terme, les rendements à 3 mois, actuellement à 3,12 %, ne commenceraient à remonter qu'au printemps de l'année 1997 (3,40 % fin juin). Afin de conforter la reprise économique, la Bundesbank opterait pour un long statu quo moné-

#### en œuvre: assainissement des fi-La lire aux portes du SME nances publiques, refonte du ré-

vendredi à 3,3755 francs, 1 001 lires,

74,40 yens et 1,5220 mark pour un

dollar, en decà de ses niveaux at-

« L'Italie souhaite faire rentrer la lire dans le système monétaire euro-péen (SME) dès l'approbation du budget à la Chambre des députés, sans attendre le vote du Sénat », a déclaré, vendredi 25 octobre, le ministre italien du Trésor, Carlo Azeglio Ciampi. Le vote à la Chambre est prévu pour le 17 novembre.

M. Clampi a souligné que le priocipal problème est la détermina tion de la « parité centrale de la lire par rapport aux autres monnaies ». Les milieux industriels italiens souhaitent faire rentrer la lire au cours le plus bas possible (autour de 1 050 lires pour 1 deutschemark) alors que l'Allemagne et la France sont favorables à la fixation d'un cours-pivot nettement plus élevé (autour de 950 lires pour 1 deutschemark). La lire s'échangeait, vendredi, à la clôture des marchés européens, à 1 001 lires pour 1 deutschemark.

La Banque d'Italie, saluant la rigueur budgétaire gouvernementale et la décrue de l'inflation, a par ailleurs annoucé, mercredi, une baisse de 0,75 % de son taux d'escompte, ramené de 8,25 % à 7,50 %.

teints deux jours plus tôt. Le contrat notionnel du Matif, pour sa

taire, comme l'ont fait la Réserve fédérale américaine de 1992 à 1994 ou la Banque du Japon depuis plus d'un an.

Certains analystes se montrent moins optimistes. Ils estiment que les anticipations de hausse des taux directeurs de la Bundesbank risquent de se renforcer au cours des prochaines semaines si l'économie allemande montre de nouvesox sienes d'amélioration et si la croissance de la masse monétaire resie souterme.

Pour la Banque de Prance, le soénario idéal serait celui d'une longue. période de stabilité des taux en Allemagne. Elle lui permettrait de poursuivre sa politique des très petits pas (le taux au jour le jour a été réduit de 3,38 % à 3,31 % kindi) et d'instaurer une convergence monétaire parfaite avec l'Allemagne, en ramenant ses appels d'offres (3,25 %) au niveau des prises en

pension de la Bundesbank (3 %). A l'inverse, un resseurement de la politique monétaire allemande rapide que prévu placerait la Banque de France dans une situation très délicate, surtout si l'économie française redémarre avec un certain retard sur son homologue allemande (la consommation des ménages a reculé de 1,5 % en France en septembre). « Forcée » de suivre la Bundesbank et de relever ses taux pour assurer la stabilité de la parité franc-mark sans que ce ste soit justifié économiquement, la Banque de Prance s'exposerait immanquablement aux critiques de la classe politique et des milieux industriels, dont l'Histoire récente a moutré à quel point elles suffisent à rompre l'équilibre monétaire

Plerre-Antoine Delhommais

## MATIÈRES PREMIÈRES



L'ORGANISATION internationale du sucre (OIS) vient de rendre publiques, depuis son siège londonien, ses prévisions pour la nouvelle saison sucrière, avec une récolte mondiale de sucre de canne et de betterave en hausse. Celle-ci devrait atteindre, entre septembre 1996 et octobre 1997, 123,8 millions de tonnes de sucre, record jusqu'à présent inégalé. L'année dernière - année faste pourtant -, on avait enregistré 200 000 tonnés de moins.

Cuba a annoncé une récolte de 5,1 millions de tonnes, chiffre que certains professionnels jugent un peu surestimé et l'OIS prévoit d'excellents résultats en Australie (5,8 millions de tonnes), en Afrique du Sud (2,4 millions de tonnes) et en Thallande (6,83 mil-Hons). Elle s'attend aussi à ce que le Brésil renouvelle son exploit de la saison passée, où il avait mis sur le marché 14 millions de tonnes, blen qu'on s'interroge sur le volume de sa récolte, qui commencera en mai 1997.

Les consommateurs seront donc servis au-delà de leurs besoins: l'OIS annonce une consommation mondiale de 121,3 millions de tonnes (en hausse par rapport aux 118,6 millions consommés en 1795-1996) dégagement um somplies de produc-

tion de 2,5 milliones Y aura-t-il pour autant une chute des prix? Ils ont déjà besucoup perdu depuis début septembre. Le sucre roux s'échangesit alors à New-York aux environs de 11.60 cents dar livre el le blanc se traitait à Londres à 350 dollars per tonne. Les prix ont glissé cette semaine autour de 10.70 cents pour le roux et 320 dollars pour le blanc.

L'OIS ne prévoit pas de baisse, au moins dans un premier temps en raison du peu d'abondance des offres de « sucre raffiné de qualité » et des incertitudes brési-Hennes. En outre, la Russie, dont la production a fortement chuté, devrait recourir à un surcroît d'importations. Mais, affirme un analyste parisien, rejoignant l'avis d'autres experts, « le simple état de surproduction permet de pronostiquer une baisse des prix dans un avenir pas si lointain »,

Carole Petit

La semaine a été marquée, sur les marchés arrivée à son terme en Allemagne. « Les 23 octobre. Les propos de M. Issing pour- 1992, ce qui avait fini par créer un environ-

OTMAR ISSING, chef économiste à la Bundesbank, est une personnalité très écoutée sur les milieux financiers internationaux. Moins « politique » que le président de l'institut d'émission, Hans Tietmeyer (très proche d'Helmut Kohl), grand théoricien des questions monétaires, il incarne aux yeux des investisseurs la rigueur et l'orthodoxie de la politique de la

banque centrale allemande. Cette réputation explique l'importance que revêtent les propos qu'il a tenus, mercredi 23 octobre, lors d'un entretien accordé à la chaîne de télévision allemande ZDF. « Les taux directeurs sont à des niveaux historiquement faibles en Allemagne, et, dans ce domaine, Il ne

faut rien attendre et rien n'est néces-

saire », a affirmé M. Issing. Jusqu'à présent, les membres du conseil de la Bundesbank avaient toujours pris soin d'entretenir l'espoir de baisse des taux d'intérêt supplémentaires. Dans nos colonnes, le président de la banque centrale allemande, Hans Tietmeyer lui-même, avait affirmé, il y a une semaine à peine, ne pas pouvoir « prévoir s'il reste une petite marge vers le bas » (Le Monde du 17 octobre).

Otmar issing a, en queique sorte, mis fin, mercredi, aux doutes et aux interrogations de son président. Il n'existe plus, selon lui, « de petite marge vers le bas ». Pour justifier sa position, M. Issing a mis en avant les signes de reprise de l'économie

LE SUCCÈS du compartiment français des |

marchés internationaux de capitaux ne se dé-

ment pas. Les emprunteurs étrangers se

pressent à Paris dans l'espoir de s'y procurer des

ressources et, partant, de s'assurer d'une noto-

riété dont ils ne jouissent pas encore. Ceux qui

sont inconnus des investisseurs français de-

mandent à leur banque de faire d'abord les pré-

sentations en respectant les formes. Il n'est

guère question, comme sur d'autres places, de

se lancer sans ménagement. Il faut obtenir les bonnes grâces des bailleurs de fonds français si

l'on croit à la réalisation de l'Europe monétaire.

car les investisseurs joueront un rôle de premier

plan dans le cadre du grand marché de l'euro, et

la concurrence sera rude entre les emprunteurs.

en francs ne renferme que des signatures de

qualité. Ce sont pour la plupart des établisse-

Pour l'heure, la liste des candidats à l'emprunt

tiennent à la composition des réserves de l

Le cap des 113 vens franchi 113,10

WITTE KIND

En repli face au mark, le dollar s'est apprécié fuce au yen, contre lequel il a atteint ses plus laurts ráveaux depuis le mois de Jauvier 1994

allemande. «L'économie s'est améliorée sensiblement depuis le printemps, même si ce n'est pas spectaculaire, a-t-li expliqué. Les performances, à la fin de l'année, seront meilleures que ce que l'on avait imaginé au début de 1996. » L'indice de climat des affaires, mesuré par l'institut de conjoncture IFO, a progressé au mois de septembre pour s'établir à 95,7 points (après 94,4 points en août), tandis que la

rendements à trois mois allemands ont reflué de 10 % à 3 %, un repli qui s'est étendu aux autres pays européens, notamment à la France. Cette détente monétaire ininterrompue en Allemagne, rendue possible par le recul continu de l'inflation et la faiblesse de la croissance, avait fini par se propager aux rendements obligataires, par contribuer au redressement du dollar et par assurer un certain équilibre sur le marché des devises européennes. La réaction des marchés aux pro-

part, qui avait cédé 42 centièmes mercredi et jeudi, en a regagné 26 Le sentiment des opérateurs seion lequel les taux d'intérêt à court

terme vont rester stables durant de longs mois en Allemagne explique leur sérénité. Selon leurs anticipa-

#### Marché international des capitaux : l'Italie, l'euro et les réserves de change culière. Le Trésor public de Stockholm est tentions du gouvernement italien de participer à l'Union monétaire européenne dès sa création, ils pensent que ce pays n'a pas vraiment besoin de francs. Sa banque centrale s'en est bien passée jusqu'à présent, et si l'Italie est admise dans le cercle des pays qui auront satisfait aux exigences du traité de Maastricht, on ne voit pas pourquoi, d'une façon générale, il lui

faudrait maintenant se procurer des devises européennes. Sa propre monnaie, comme celle de plusieurs de ses voisins, étant appelée dans cette perspective proche à disparaître au profit de l'euro, il se peut que délà l'Italie s'apprête à ne plus considérer le franc français, le mark, le franc beloe ou le florin néerlandais comme des devises étrangères. En revanche, les pays qui auront l'euro comme monnaie nationale auront davantage besoin de yens et de dollars, et peutêtre de francs suisses, qui seront alors les principales devises étrangères.

raient sur son marché national. Quant aux pays

ments publics, des entreprises et des banques Ce n'est là, bien sûr, qu'une interprétation aul de première importance. Plusieurs intermédiaires financiers font de gros efforts pour attireste à vérifier, mais comme elle est conforme aux développements qui se produisent dans rer également des Etats étrangers, mais ceux-ci, d'autres pays européens, il convient de la mentrès rares, se montrent difficiles et tendent à tionner. Que voit-on ailleurs, en Europe, dans préférer d'autres devises. C'est ainsi que l'Italie, dont beaucoup souhaitent qu'elle émette bienles quelques Etats qui empruntent directement sur le marché international? Depuis des mois, tôt des obligations en francs, vient d'opter pour l'Irlande et la Belgique ne lèvent plus de fonds le yen japonais. Cherchant à expliquer le choix du Trésor roen devises européennes. L'Autriche, friande de main, d'aucuns mettent en avant des facteurs francs suisses, fait référence à son propre politiques. Mais d'autres, plus convaincants, y schilling et cherche à obtenir des coûts de fivoient de simples raisons financières qui nancement inférieurs à ceux qui lui incombe-

changes. Impressionnés par la fermeté des in- | nordiques, la situation de la Suède est parti-

souvent présent sur les marchés, mais c'est un débiteur très opportuniste qui ne conserve pas nécessairement les ressources obtenues dans la monnaie dans laquelle sont libellés ses emprunts. Pour ce qui est de la Finiande, qui a émis des opérations en devises européennes cette année, il sera întéressant de suivre la politique qu'elle mènera l'an prochain. Heisinki aura, en 1997, un important programme à remplir à l'étranger qui pourrait atteindre l'équivalent de 7 milliards de dollars, car il lui faudra remplacer rieurs opérations venant à échéance

Le Danemark, pour sa part, lorsqu'il lève des fonds en devises, veut du deutschemark depuis le début de l'année, C'est un outsider qui ne partage pas l'ambition de ses voisins de se plier avec rigueur aux conditions de Maastricht. Quant à l'Angleterre, qui a conservé sa liberté, elle a, à deux reprises, fait appel au marché du dollar pour remplacer une transaction de 4 milliards de dollars qu'elle vient de rembourser.

Parmi ceux qui n'ont guère d'espoir d'être retenus dans la première fournée de l'Europe monétaire, la Grèce est sur le point de contracter un emprunt de 1 milliard de deutschemarks. L'affaire pourrait voir le jour cette semaine, ou Immédiatement après la Toussaint. Il devrait s'agir d'un emprunt à taux fixe d'une durée de dix ans et dont la rémunération pourrait dépasser de quelque 0,9 point de pourcentage celle des obligations du Trésor allemand.

INDICE NIKKE

Christophe Vetter

**NEW YORK** 

DOW JONES

PARIS

CAC 40

FT 100

FRANCFORT 2,22% DAX 30

## Les places financières marquent le pas dans le sillage de Wall Street

L'INFLUENCE prépondérante de intervenants, les ventes bénéfi-Wall Street ne s'est, une fois encore, pas démentie. Il a suffi que la grande Bourse américaine marque le pas cette semaine pour que l'ensemble des places internationales l'imitent. Ainsi, dans le sillage de la Bourse new-yorkaise, toutes les places affichent des scores hebdomadaires négatifs qui vont d'un repli de 0,75 % au Stock Exchange de Londres à un recul de 4,4 % à la Bourse de Tokyo.

ľe,

ю

de

CO

ch

SO

CO

Fr:

La tentation était trop grande: après avoir, au cours de la dernière période, inscrit quatre records d'altitude en cinq séances, les boursiers américains ont mis à profit cette semaine – au demeurant, calme sur le plan des statistiques - pour prendre leur bénéfice. A tel point qu'un instant l'indice Dow Jones est même retombé sous le seuil des 6 000 points. Sur la semaine, les valeurs américaines ont finalement cédé 87,21 points, soit un recul de 1,43 %, pour terminer, vendredi en clôture, à 6 007,02 points. Selon les

Ciaires ont affecté les entreprises sans distinction, que leurs résultats soient supérieurs aux prévisions comme IBM et Microsoft, ou inférieurs comme Salomon Brothers.

Pour la semaine à venir, les opé-Tateurs attendent la publication de plusieurs statistiques économiques américaines, notamment l'indice de confiance des consommateurs, l'indice d'activité des directeurs d'achats du secteur manufacturier et les chiffres de l'emploi pour octobre. Mais l'activité sera également dominée par l'élection présidentielle américaine du 5 novembre. Les investisseurs ont déjà pris en compte une réélection de Bill Clinton, mais le résultat des élections ultérieures - Chambre des représentants et un tiers du Sénat - est, en revanche, plus difficile à prévoir, soulignent les analystes. «La peur commence à s'installer sur le marché », a indiqué David Shulman, de Salomon Brothers. Selon Iui, une victoire des démocrates au Congrès

fait craindre un ralentissement des réformes pour réduire les dépenses du gouvernement, particulièrement dans le domaine des programmes

En Europe, le plus fort recul est affiché par la Bourse de Francfort. D'un vendredi sur l'autre, l'indice DAX a abandonné 60,6 points, soit 2,22 %, pour s'inscrire en clôture de la séance officielle à 2 674,22 points, sous le niveau psychologique des 2 700 points. Selon les courtiers, l'euphorie de ces dernières semaines a été singulièrement tempérée par quelques mauvaises nouvelles en provenance des entreprises et un regain de tension sur le marché obligataire.

PHASE DE CONSOLIDATION

Ce dernier a chuté, et le dollar s'est affaibli face au deutschemark, mercredi, après les propos du chef économiste de la Bundesbank, Otmar Issing, qui suggéraient, de facon inhabituellement claire, que le

mand était révolu. M. issing a rectifié le tir vendredi en soulignant qu'une baisse des taux en Allemagne n'était pas nécessaire actuellement, mais qu'il ne fallait jamais l'exclure, apaisant ainsi le marché. La sernaine a également été marquée par la grande journée de protestation et de débrayages organisée jeudi par le syndicat de la métallurgie et de l'électrotechnique

Comme pour de nombreuses places, cette phase de consolidation n'est pas perçue par les analystes comme la fin de la tendance haussière. La Commerzbank estime notamment, dans son rapport hebdomadaire, que le niveau des 2 700 points est plemement justifié par l'environnement économique

IG Metall contre la réduction des in-

demnités maladie.

Ce n'est donc pas non plus, à Paris, la fin de la tendance haussière, estiment les boursiers. Les valeurs françaises ont terminé la semaine

2 162,43 points, mals elles restent fermement accrochées au-dessus du seuil de 2 100 points. Selon les analystes, seul le franchissement à la baisse de ce niveau pourrait signifier un véritable renversement de tendance. Au cours des trois premières séances de la semaine, l'indice CAC 40 a cédé du terrain, mais, dès jeudi, premier jour du terme boursier de novembre, il est reparti à la hausse. La liquidation du terme boursier d'octobre s'est soldée par un bilan positif de 4,09 %.

C'est le troisième terme boursier gagnant consécutif et le huitième depuis le début de l'année. Seules les liquidations des mois de juin et juillet ont été perdante. Depuis le 2 janvier, les valeurs françaises ont gagné 15,52 %. La cote pourrait être soutenue, la semaine prochaine, par l'anticipation d'un geste de la Banque de France sur les tanx en raison de la grande fermeté du franc contre mark.

Outre-Manche, la Bourse de cycle de détente monétaire alle- sur un recul de 1,04% à Londres, suivant elle aussi les mar-

chés américains et obligataires, a cédé du terrain. L'indice Footsie des cent principales valeurs a terminé vendredi à 4 022,40 points, en baisse de 30,7 points par rapport à vendredi dernier, soit une baisse de 0,76 %. Lundi, en clôture, il avaît toutefois réussi à inscrire un nouveau record de clôture à 4 073,10 points.

De toutes les places, c'est la Bourse de Tokyo qui a payé le plus lourd tribut à la baisse. L'indice Nîkkei a reculé de 872,33 points, soit 4,04 %, à 20 739,97 points, alors qu'il avait gagné 644,14 points au cours de la semaine précédente. Pis, il a aligné cinq séances consécutives de baisse. Les courtiers japonais attribuent ce recul aux ventes effectuées par les investisseurs étrangers. Seion eux, les investisseurs domestiques se sont peu engagés dans l'attente de la formation du nouveau gouvernement de Ryutaro Hashimoto, dont le parti a remporté les élections la semaine dernière.

 $\leq \Delta_{m+1} \wedge 1$ 

2 5275

. F++≃

- - - - - 144-A

100

-----

· 中国管理管理

Whali : Canal Plus

4. 4.36. 3. 5. 5. 4. 1. 17.1

 an second match The final of the property and the second HER FORD TO SEE BY THE FARE OF SHE  $\label{eq:constraints} (1,2) = (1,2) \cdot (1,2)$ 

THE STATE OF PARTY AND THE

"福祉" (A.C.) 11 日本 日本 B. A. - 李维

The Company of the Co

Tables - Am Wall & Mr. A TO ME STATE OF THE 1656 : premiere

rate en championnel The second section is a second - Banker The standard were Be to The Same white THE PATRICE & AND

The section of the said the California de matemp F 2 mg. THE RESERVE SAME Spirate and the same of de l'aces de denvi le par the Basile of Services Their R to et all the bleet a segment The service of the second of the same than a firm De Seinfelde : 4 warter Samitated the wall said the beliefes The state of the state of the state of Cate Cate anguethe a plan A ten fer per Bung. The state of the state of

the got will new tests we PRINCES OF A STANSON But a Court project Sans Services to the Walls Security of the second A STATE OF THE PARTY. A STATE OF THE PARTY OF THE PAR

## AUJOURD'HUI

CYCLISME Le profit de la d'environ 3 870 km, partira de 84° édition du Tour de France, qui se disputera du 5 au 27 juillet, a été dévoilé, vendredi 25 octobre à Paris, par les organisateurs. La boucle,

Rouen, dans le sens inverse des aiguilles d'une montre. • LES PYRÉ-NÉES seront donc proposées avant les Alpes. Le parcours sera plus mon-

cinq fois l'altitude de 2 000 mètres.

LE PROGRAMME prévoit trois arrivées au sommet, une douzaine de

part, répartis en 22 équipes. • LA DOTATION globale aux coureurs sera de 12 millions de francs, dont suite qu'il donnera à sa carrière.

tagneux que celui de la précédente villes-étapes seront inédites, 2,2 millions au vainqueur. Le pelo-édition. Les coureurs franchiront 198 coureurs devraient être au dé- ton attend toujours la décision de ton attend toujours la décision de

## En 1997, le Tour de France prendra de l'altitude

Vingt-sept cols seront proposés aux participants de la quatre-vingt-quatrième édition. Elle partira de Rouen le 5 juillet, avec un hommage à Jacques Anquetil pour le dixième anniversaire de sa mort

ROUEN-PARIS en vingt et un jours. Le vélo n'est décidément pas le moyen de transport le plus rapide. Même les pataches de Flaubert menaient les gens plus vite an siècle dernier. Il faut dire que le peloton du Tour de France 1997 fera, du 5 au 27 juillet, une petite boucle avant d'arriver sur les Champs-Elysées. La dérivation totalisera 3 870 km environ. Le parcours, révélé vendredi 25 octobre à Paris, visitera 36 départements. En coup de vent, les coureurs traverseront notamment les paysages de Bre-tagne, d'Aquitaine, des Pyrénées, des Alpes, d'Alsace et des Vosges. Le tracé ressemble fort à une ronde de douaniers, longeaut le plus souvent les frontières, avec des incursions dans deux pays à la fiscalité avantageuse, en Andorre

La 84 édition débutera donc à Rouen. Dix ans après la mort de Jacques Anquetil, quarante ans après son premier triomphe dans la course à étapes, le Tour de Prance rend hommage à son quintuple vainqueur (1957, 1961, 1962, 1963, 1964), ne à Mont-Saint-Alguan, dans la baulieue de la canitale régionale. Après avoir tournicoté deux jours sur les anciennes routes d'entraînement du champion français, le peloton prendra ensuite le large, emmenant probablement en son sein l'homme qui entend détrôner le Normand (associé à Eddy Merckx et Bernard Hinauit) au palmarès des victoires, Miguel Indurain.

or diagram

THE THEOLOGY

4.5

1000

1.74

2.50

100

100000

 $\pmb{\theta} \sim 29000 \times 200$ 

18 4 1 4 1 March

Les 21 étapes (hors le prologue) se désomposent en 11 éspes de plaine, 3-étapes de moyenne montagne, 5 de haute montagne et 2 étapes de contre-la-montre, ces dernières totalisant 117 kilomètres... re a une fois de Dhis été savant. Selon le voen de Jean-Marie Lebianc, le parcours sera «innovant» et en même temps jamais loin « du souvenir et du cœur ». Le l'année de trop. »

directeur général de la Société du vallée du Louron, dans l'étape du Tour de France affectionne ce mélange de modernisme et de tradition. Si le choix du départ a été dicté par la mémoire, le contre-lamontre du 26 juillet à Disneyland répond à un intérêt économique

Le périple sera plus montagneux que lors de la précédente édition, avec 27 cols classés en deuxième, première et hors catégorie, six de plus qu'en 1996. Dans les Pyrénées, outre les traditionnels Soulor, Tourmalet, Aspin, col de Port et Port d'Envalira, les organisateurs ont déniché deux inédits, le col d'Azet, avant de redescendre sur la

#### Avec Miguel Indurain ?

Miguel Indurate essayera-t-il de remporter un sixième Tour en 1997? Le coureur espagnol hésitait à prendre sa retraite après une saison décevante (échec dans le Tour de France, abandon dans celul d'Espagne). Mais le roi est très courtisé. ONCE. Péquipe de Laurent Jalabert et Alex Zülle, lui a fait une office pour un an, estre 20 et 49 millions de francs, selon les estimations. En réponse, la banque Banesto, son employeur actuel, a promis un salaire à vie au champion, mais a embauché Abraham Olano, afin de ne pas rester sans chef de file. « Nous ferous le Tour avec Abraham Olano, a expliqué Jose Miguel Echa-varri, directem sportif de Banesto, qui conduit le carrière de Miguel Indurain depuis ses débuts. Pour Miguel, je ne sals pas parié et il n'était pas déterminé pour savoir s'il continuait ou pas. Il se demande s'il ne va pas faire

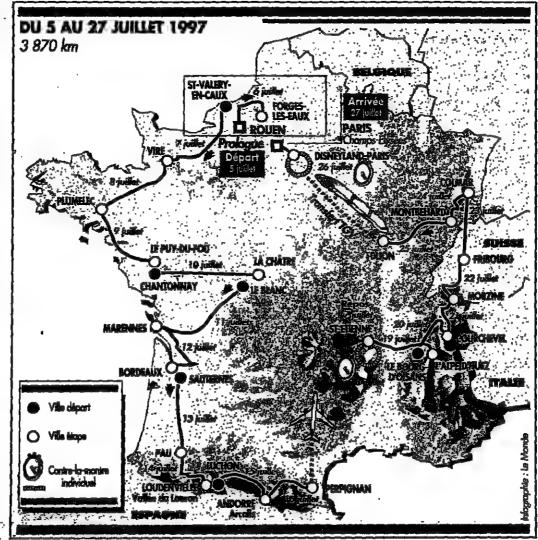
14 juillet, et la montée d'Arcalis, le lendemain. Deux ans après la mort de Fabio Casartelli, le peloton passera au col du Portet-d'Aspet, et devrait rendre un hommage au coureur sur le lieu de l'accident.

Dans les Alpes, le Tour séjourne ra le 19 juillet à l'Alpe-d'Huez, renouant avec une étape qui a souvent réservé de beaux morceaux de bravoure depuis 1952, Suivront deux autres journées à forte dénivellation avec les classiques Glandon, Madeleine, Joux-Plane mais également une moutée inédite vers Courchevel.

Après cela, la traversée des Vosges pourrait sembler mièvre à ce qui restera des 198 coureurs partis des bords de Seine. Le ballon d'Alsace, la première grande difficulté qui fut jadis proposée aux coureurs, clôturera cette boulimie d'ascensions.

Même tracée avec un soin particulier, cette édition sera bien sûr ce que les coureurs en feront. Ceux-ci semblaient plutôt de bonne volonté au sortir de l'exposé de Jean-Marie Leblanc. «Je ne dirais pas qu'il est fait pour moi, mais ce Tour 1997 me plaît vraiment beaucoup », expliquant Bjame Rils. le vainqueur de juillet dernier. « C'est un Tour bien tracé. Il v en o pour tous les soûts. Il me plaît d'autant plus que les étapes dures se succèdent pendant sept jours », tenchérissait Richard Virenque. Mais, si loin du départ et plus loin encore de l'arrivée, il ne s'agit là que

Benoît Hopquin



COMMUNICATION

### CORRESPONDANCE

## Les méthodes de gestion de Georges Ghosn

un second match de Division 1 À L'ISSUE d'un vote « à l'unani- deuxième match sera exclusivede la Ligne nationale de football (LNF) a antorisé, vendredi 25 octobre, la diffusion, en direct sur Canal Phis numérique, d'un second match

Football: Canal Plus pourra diffuser

pionnat de Prance de première divi-Pour retransmettre cette rencontre, la chaîne cryptée devra débourser 6 millions de francs par journée de championnat à compter de la prochaine saison. Ce

lors de chaque journée de cham-

#### Paris-SG : première défaite en championnat

La pressière défaite de la saison du Paris-SG (2-1 à Rennes), vendredi 25 octobre lors de la 14 journée du championnat de première division, pennet à ses deux plus dangereux rivaux, Monaco et Anxerre, de revenir à 3 et 4 points au classement général. La soirée a été marquée par cinq défaites à domicile, dont la première de Bastia à Furiani, face à Lens (1-0), et celle de Metz contre Le Havre (2-1).

Le nouveau revers de Marseille au Stade-Vélodrome face à des Nautais retrouvés (1-0) a provoqué de nouveaux incidents entre supporteurs et forces de l'ordre. Pace à la crise dans laquelle s'en-fonce l'OM, Jean-Michel Roussier, directeur général du club, a déclaré que « des sanctions ne sont pas à exclure ». La crise conve aussi à l'Olympique lyon-nais, en proie au doute depuis plusieurs semaines et qui a subi une déroute à Auxerre (7-0). En revanche, PAS Monaco, en pleine confiance, a largement dominé Lifle à Grissouprez-Jooris (4-1).

mité», le conseil d'administration ment diffusé sur la version numétique, par satellite, de Canal Plus. Les 4,2 millions d'abounés hertziens à la chaîne cryptée n'y auront pas

> Avec le passage de la première division de 20 à 18 clubs, Charles Biétry, patron des sports de Canal Plus, table sur 32 journées, soit 192 mil-lions de francs par saison versés à la LNF. Seion Jacques Thébault, direc-teur général de la Ligue, la signature de cet accord avec la chaîne cryptée répond au souhait de la LNF de « trouver de nouvelles ressources flnancières ». Cet accord permet aussi à Noël Le Graët, président de la LNF, de faire taire les critiques de certains présidents de clubs.

> Autant que l'exclusivité de la diffusion par paiement à la séance (pay per view) du football à Canal-Satellite, filiale de Canal Plus, c'est le montant du contrat qui était en cause. Les contestataires le trouvaient insuffisant en comparaison des sommes versées dans les autres pays européens. Jacques Thébault rappelle que « l'accord rapportera au moins à la Ligue 250 millions de francs sur cinq ans, car Canal Plus verse un minimum garanti de 50 millions de francs par an ». La Ligue est confiante, même si Charles Biétry se refuse encore à dévoiler les premiers résultats de consommation du palement à la séance. « Avec une base de 700 000 à 800 000 décodeurs installés à la fin de 1997, ce système devrait rapporter de 200 à 210 millions de francs par an », estime Jacques Thébault. Des rumeurs avaient circulé sur l'intention de la chaîne de troquer son exclusivité contre l'autorisation de diffuser un second match. «Il n'en a jamais été question », martèle Charles Biétry.

Guy Duthell

A la suite de la publication, dans Le Monde daté 29-30 septembre, d'un article intitulé « Les méthodes de gestion passées de Georges Ghosn sont mises en cause », nous avons reçu de M. Ghosn, ancien: patron du groupe Desfossés înter-national (La Tribune, L'Agefi) et repreneur du Nouvel Economiste, la lettre sulvante :

Le Monde m'a gravement mis en cause, visant non seniement ma fonction de patron de presse, mais également ma famille.

Tout d'abord. Le Nouvel Economiste: il est inexact d'affirmer que le plan adverse apportait 40 millions de francs, il s'agissait de 27 millions. Ce plan, qui, après étude minutieuse des magistrats. ne fut pas retenu par le tribunal, continuait une formule hebdomadaire qui avait prouvé par l'absurde (200 millions de francs de pertes cumulées en quatre ans), qu'elle n'était pas viable. Mon plan sous forme de « quinzomadaire » fut choisi pour son réalisme; et il s'avère au fil des jours.

Sur les aspects judiciaires : vous ne parlez que de M. Georges Ghosn dans ce dossier de reprise. Vous avez occulté le fait que l'un de mes concurrents dans cette reprise avait été également mis en examen, et que la COB avait sanc-tionné « ses méthodes de gestions passées », que vous me reprochez à sens mique. Vous avez évité d'écrire que l'un des anciens actionnaires du Nouvel Economiste avait aussi été mis en examen. Deux poids, deux mesures?

Sur l'« affaire » de La Tribune-Desfossés (qui n'intéresse pas grand monde): vous avez omis volontairement, alors que je m'en étais pourtant ouvert longuement à votre journaliste, d'expliquer les circonstances exactes de la plainte lancée, par vengeance, par un actionnaire minoritaire mécontent du plan de sauvetage du groupe Desfossés International à l'époque de ma présidence, et qui a pourtant permis de sauvegarder La Tribune et L'Agefi. Ot, vous saviez que cette attaque fut orchestrée par un avocat allemand, au rôle pour le moins ambigu, qui reprenaît des allégations et des propos mensonæers contenus dans « une note confidentielle » diffamatoire d'août 1992, et dont les auteurs seront jugés, et vous sont désonnais comus. Vous le savez et n'en avez jamais parié. Pour-

quoi? Vous avez également omis de signaler que La Tribune était au bord du dépôt de bilan et que le l'ai sauvée en octobre 1992 en la fusionnant à La Cote Desfossés, et que, d'une perte mensuelle d'environ 10 millions de francs, nous étions retombés à moins de 1 million par mois dès mars 1993. Vous citez un résultat d'exploitation négatif de 13 millions en mars 1993 soit six mois à peine après la fusion! Yous n'avez donc pas noté le progrès par rapport à la perte de l'ancien actionnaire ?

Mais vous passez à côté de l'essentiel: à mon départ, le 27 septembre 1993, il n'y avait pas 300 millions, mais 60 millions de dettes étalées sur dix ans avec un taux d'intérêt de 1%, et plus de 120 millions de fonds propres. Vous n'avez pas jugé bon de le mentionner.

Quant aux allégations de votre article sur les prestations facturées de l'étranger pour 4 millions, il me semble qu'un journal de votre réputation ne devrait pas - malgré tous les guillemets de circonstance - avancer des chiffres contradictoires (14 MF puis 4 MF). Je vous réexplique ce que je vous avais exposé patiemment, preuves à l'appui ; il s'agissait simplement de prestataires de services, comme il y en a dans tous les journaux, qui accueillent de la publicité internationale ou emploient des correspondants étrangers. Ce n'est pas parce qu'il y a des factures internationales que cela est suspect.

Vous vous étonnez du rôle « in-

Agefi UK. l'ai indiqué à votre en transparence et que le local iournaliste que celle-ci abritait le bureau du quotidien financier L'Agefi et je lui ai même précisé le nom du correspondant à Londres. Il pouvait vérifier. J'ai passé vingt minutes en expliquant, à l'auteur de votre article, que ce bureau londonien devait regrouper à terme les deux postes de journalistes du groupe Desfossés exercant dans deux endroits différents: 1.27 million de francs sur dix-huit mois pour un bureau complet, ses abonnement à Reuter, an stock exchange, son aménagement, ses loyers et trais généraux, ne me semble pas onéreuz.

Je m'indigne, en revanche, de votre traitement de l'information sur la prétendue illégalité des locations par FISA ou Dataexport car chacun des actes était autorisé par le pacte d'actionnaire du groupe Desfossés International et qui est en votre possession. J'al expliqué, pour Dataexport qu'il y avait, d'une part, un contrat de gestion de l'annuaire Desfossés signé dès 1988 avec l'ancien propriétaire (avant le rachat de La Cote), à des conditions minimales, soit 10 % du chiffre d'affaires. Je vous ai envoyé les procès-verbaux des conseils d'administration montrant que cela était clair pour les administrateurs depuis l'origine. Vous continuez à propager l'idée d'un amalgame (volontaire?) entre la facturation au titre de ce contrat et les prestations réelles prises en charge par cette société, qui employait jusqu'à dix-sept personnes pour le compte Desfossés, et qui les refacturait, ce qui est normal.

Les factures de Dataexport, qui yous semblent douteuses, sont justifiées et je suis tranquille. Je vous ai envoyé la copie, par fax vendredi soir, des libellés de celles-ci identifiant leur réalité et j'ai égréné pour vous la liste des salariés, en vous expliquant qu'ils généralent des frais de téléphone. phis de 400 emplois, de même que certain » d'une filiale anglaise : d'envois et de coursiers refacturés

était un établissement secondaire de La Cote Desfossés. Mais si vous trouvez que 500 000 francs par an de loyer (en 1990) pour 450 mètres carrés avenue

George-V est cher payé... Même chose pour le local ache-té par FISA en 1991 et mis à disposition de Desfossés international. le vous avais pourtant fourni la preuve des circonstances de l'opération sous forme d'attestation du vendeur. Vous ne pouvez présenter une situation incomplète au lecteur en ne parlant que de la facturation à Desfossés. Le local qui servait de salle de conseils et de réunions a été loué, car il n'a pas pů être racheté comme prévu, entre les actionnaires de mon

groupe et moi-même. L'acquisition de cet appartement à usage mixte est à replacer dans le contexte du rachat du quotidien L'Agefi en juillet 1991. Nous devions déménager cent personnes dans l'urgence avant septembre, et l'achat de cet appartement, dûment autorisé par un conseil d'administration de novembre 1991, débloquait une situation compliquée pour un immeuble proche de La Cote Desfos-

J'ai agi dans l'intérêt social, évitant une clause pénale forte à mon groupe. En revanche, vous n'avez pas écrit que mon ancien groupe me devait quinze mois de loyer impayé depuis septembre 1993 pour cet appartement pourtant occupé par le président.

Enfin, je souhaite m'insurger contre cette attaque en règle sur ma personne alors qu'il existe une justice dans notre pays. Je découvre qu'il y a des quotidiensmagistrats et qu'ils m'ont condamné depuis longtemps,

semble-t-il. Votre article, disproportionné par sa taille et son contenu, ne peut que vouloir causer du tort par ses affirmations sans réels fondements. L'avenir permettra de voir qui avait raison !

COURTRAL (Belgique) de notre envoyée spéciale Tous les deux ans depuis 1968, la cité flamande de Courtrai (Kortrijk), en Belgique, est le rendez-vous du design dans l'habitat. « Intérieur » répond au Salon du meuble de Milan, et la session qui s'achève dimanche 27 octobre vient de confirmer son originalité : davantage que les seuls échanges entre créateurs et fabricants, Courtrai privilégie un design à la rencontre de son public.

Expositions et sélection sont appréciées parmi les professionnels et, en même temps, attirent nombre de visiteurs (115 000 en 1994), qui sont pour beaucoup de futurs acheteurs. Cette année, Jean Nouvel était le troisième invité d'honneur français (après Prouvé en 1980 et Starck en 1986). La rétrospective thématique montrait les plus étonnantes « tables du XX siècle » et une place était faite au nouveau courant portugais.

Peut-on se passer du design ou des designers? Id. dans cette Europe nordiste, on repond non Le long de cet arc anglo-néerlandaisgermanique imprégné de culture marchande, où, de Rotterdam à Turin en passant par Anvers, Francfort et Stuttgart, l'art et l'argent ne se tournent pas le dos, l'aisance financière s'accompagne souvent d'une ouverture vers les styles contemporains. Ce sont des régions où les consommateurs, et les producteurs, out traditionnellement moins d'inhibition que les Français vis-à-vis de l'actualisation des formes dans leur univers domestique. Prèts à investir, que ce soit pour « paraître » ou pour leur propre confort, ils ont à la fois les moyens et le désir de sulvre l'évolution du goût. Là où une fa-

**Pratique** 

A Courtrai. Blemule

(00-32-56) 216-077.

et exposition « Tables du

« Intérieur », invité : Jean Nouvel,

XXº siècle ». Jusqu'au 27 octobre, de

avec adresses des fabricants, 600 FB

Groeningestraat 37, B-8500 Kortrijk.

Tél. : (00-32-56) 229-522, Télécopie. :

(100 F environ). Renseignements:

e Charlotte Perdand, modernist

pioneer > au Design Museum.

L'œuvre d'une grande dame du

Le Corbusier et Pierre Jeanneret, en

1928, du fauteuil Grand Confort en

Le scooter électrique en ville

commercialise un élégant petit scooter

électrique, sorte de coléoptère alimenté par trois batteries dissimulées sous sa

électrique de série est tristounette, ce

se conduit sans permis n'est pas un

extérieurs précisant le pedigree de ce

performances réduites (assimilé aux

45 km/h): ce scooter est franchement

en ne percevant que le seul bruit des

roues donne parfois le sentiment de

engins de 49 cm³, il ne peut dépasser les

réjouissant. Glisser ainsi sur la chaussée

créateurs du Scoot'élec ont

volontairement réduit les signes

nouvel engin. Peu importent ses

drôle d'engin très joliment dessiné et qui

deux-roues expérimental ou militant. Les

Depuis mardi 1" octobre, Peugeot

caranace. Aussi vif que la voiture

design, cosignataire avec

10 heures à 19 heures. Entrée :

300 FB (50 F environ). Catalogue,

mille française se contente d'adop-ter la nouvelle ligne d'une nouvelle voiture, et continue de vivre dans des meubles hérités, eux semblent moins timorés. Même si le réflexe bourgeois conformiste joue à revers et que la «copie de moderne » remplace parfois la « copie d'an-

Pendant ce temps, le design du mobilier évoluait. Tout en précisant leur sérieux à l'égard des producteurs, les créateurs ont affiné leur comportement : le rêveur incompris a cédé la place à un partenaire conscient qui se plait à trouver la réponse exacte face au marché. Les Milanais, ces petites ou moyennes entreprises qui rassemblent leurs forces autour du savoir-faire lombard, semblent avoir trouvé l'énergie pour rompre l'enchaînement négatif: peu de clientèle, pas de série, donc pas de prix justes et encore moins de clients.

Production dynamique et image forte : les « artistes » qui ont affaire à eux s'accordent à reconnaître aux fabricants italiens une vivacité d'intuition, une attitude confiante et rigoureuse, mais aussi une aptitude à suivre le coup sur le plan industriel. Le résultat est là : sur trente ans, la maestria milanaise s'est imposée et même quand quekques personnalités puissantes ont émergé sur les bords de Seine, comme Philippe Starck au début des années 80 avec le Café Costes puis la commande élyséenne, ce n'est pas en France mais en Italie qu'ils ont eu des interlocuteurs pour fabriquer en série leurs trouvailles, comme le fauteuil

métal et cuir. Design Museum,

Shad Thames, Londres, T&: (00-44-171) 403-69-33, tous les jours

Jusqu'en avril 1997. Entrée : 40 F

● A Paris. Exposition \* Martin

Georges-Pompidou). La chaise

Szekely » au Musée national d'art

longue Pi, des sièges de salon, les

meubles sculptures de la collection

Containers, des pièces de mobilier

urbain et des objets illustrent ie

Jusqu'au 6 janvier 1997, fermé le

individuels le mercredi à 19 heures.

sur sa béquille.

dispose d'un petit avertisseur

un moteur à courant continu. le

Même lorsqu'il s'agit de le mettre

récemment dans le donnaine des

Aucune percée technologique

Visites-conférences pour les

movirous.

moderne (centre

mardi, entrée : 35 F.

Visites de groupe, tel.:

01-44-78-46-25.

devenu un best-seller. Mème si la France, qui rattrape

à trois pattes et dos en bois courbé,

Fauteuil « FIL Milana »,

Jean Nouvel

son retard en architecture, n'a pas encore compensé ses années d'immobilisme dans les disciplines artistiques appliquées à l'industrie, les années 80 et 90 ont été plutôt fastes. Coincidence heureuse: tandis que Nouvel est célébré à Courtrai, Londres rend hommage, au Design Museum, à Charlotte Perriand, mythe vivant, demier témoin des recherches de Le Corbusier cosignées par elle dans les années 30, avant l'exploration de voies plus personnelles. Dans le même temps, à Paris, le centre Georges-Pompidou présente l'œuvre de Martin Szekely, devenu en diz ans une figure marquante et qui, sans s'écarter des collections de meublessculptures commandés par la galerie Neotu qui l'ont fait connaître, tend à se rapprocher du public lorsqu'il dessine des bancs et du mobilier urbain pour la société Decaux, des pylônes électriques pour EDF

Perrier (Le Monde du 11 mars). Qu'est-ce qu'un designer? Un artiste comme Szekely qui, avec la complicité d'un éditeur couvaincu, exprime sa propre ligne formelle.

Jusqu'au jour où son style le fait admettre dans le domaine plus vaste de la commande et du service grand.

Ou bien, c'est un architecte cui. cherchant de nouvelles réponses structurelles, ou voulant explorer des matériaux inconnus, s'aventure du côté du mobilier. Comme Pavaient fait les militants du mouvement moderne. Comme le font aujourd'hui Chaix et Morel, lauréats du dernier Salon du meuble et présents à Courtrai sur le stand de la revue française intramuros avec ieurs tables en verre sablé et leur bureau en bois et métal assemblés.

QUÊTE DE L'« IMMATÉRIALITÉ »

Comme le fait évidenment Jean. Nouvel, apôtre de la ligne pure et dure, illustrée aussi à la biennale par les démonstrations extrémistes du Britannique John Pawson, qui vient de publier un livre à la gioire du bianc, du neutre et du « mini-

comme une «tour sans fin », en cours d'étude avec le fabricant italien Luce Plan. Ou bien, à l'opposé, les volumes robustes du bureau Quasi normal commandé per le fabricant beige Bulo. Le design, c'està-dire l'architecture par d'autres Ni artiste ni architecte, il resterait

Chaise longue « Pi »,

Martin Szekely

au designer à être un médium. Comme le fait brillamment Starck, à la fois Aladin et le génie, qui n'hé site pas à monter sur la scène de son propre théâtre. Et qui veut « plaire ». C'est l'autre tendance, très présente à Courtrai, celle d'une certaine modestie, qui s'amuse avec des matériaux disparates, admet les mariages de formes, le voisinage du bon vieux canapé confortable et d'une série de chaises légères qui iraient aussi bien sous la phile, sur la terrasse, qu'autour de la table de

mum ». Devenu, dit-il, « designer

par hasard et par nécessité », Nou-

vel ne pouvait laisser entraver sa

quête de l'« immatérialité ». D'où la

table en métal, épure extrême, ima-

ginée d'abord pour les bureaux de

Cartier, ou la série de luminaires

salle à manger. Accrocheurs, les éditeurs italiens comme Driade, déclinent cet art de vivre où se côtoient des modèles sinés et volontaires, comme la chaise Lord Yo de Starck, autre bestseller d'un bon rapport qualité-prix, réplique de l'éternel fauteuil en rotin moulée dans une matière plastique et pastel, et des tables en métal, ou des étagères venues du monde du travail, pour composer un ensemble familier, accueillant, vivant qui refuse d'être figé dans une image de catalogue.

Michèle Champenois

plus un investissement de près de 8 000 francs pour l'achat des. batteries. En fonction de la distance parcourue, ce surcoût

sera pius ou moins vite amorti. Car l'avantage financier de ce nouveau deux-roues réside dans la modicité du prix des « pleins » nécessaires. En tarif « heures creuses », la charge des batteries coûte 0,82 francs, soit 2,50 francs environ aux 100 kilomètres. Enfin, la présence d'un antidématrage codé devrait inciter les assureurs à garantir cet engin contre le vol. Optimiste, Peugeot compte vendre trois mille Scoot'élec dès 1997.

Jean-Michel Normand

\* Peugeot Scoot'élec, 12 000 F; prix des batteries, 7 950 F ou 1 000 F puis 48 mennualités de 168 E

Tecno

loubles de buracu

Remises

exceptionnelles

sur le mobilier d'exposition

de 50% à 70%

à partir du 18 Octobre

242, Bd Saint-Germain

Paris 7ème

#### TIEU Le palais « Lord Yo ». du Hanovre Philippe Starck ex-Berlitz

GRAND PRIX de Rome en 1900, disciple et successeur de Victor Laloux à l'Ecole des beaux-arts et à l'institut, Charles Lemaresquier, architecte parisien né à Sète et inhumé au cimetière marin, vécut plus que centenaire. En 1932, le maître n'avait que soixante-deux ans et avait terminé cinq ans plus tôt le Cercle militaire, place Saint-Augustin, à Paris. Est-ce la raison pour laquelle il fera sculpter des palmes à la naissance des colonnes cannelées qui rythment les façades de son chef-d'œuvre, le palais Berlitz, en 1932, l'un des premiers « buildings » de bureaux construit à Paris sur le modèle américain? On pent les revoir, nettoyées et restaurées, après l'enlèvement des palissades d'un chantier qui a duré plus de deux ans, autour du triangle formé par les rues de Hanovre, Louisle-Grand et de la Michodière, dans le deuxième amondissement.

Non loin des pierres encore noirdes du Crédit lyonnais et d'un 5, me des Italiens qui n'est plus ce qu'il était sans être autre chose. l'ex-palais Berlitz, qui avait pris la place du pavillon de Hanovre, est devenu, pour le compte de propriétaires japonais, le « palais du Hanovre ». Cette appellation figure au-dessus de la nouvelle entrée monumentale créée vers la rue du Ouatre-Sentembre à la suite de la complète rénovation reconstruction menée par le cabinet d'architectes Delaage-Tsaroportios.

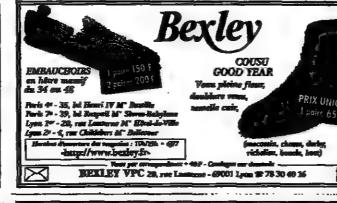
Ayant déjà à leur actif une opération comparable dans le huitième arrondissement - l'ancien immenble de la Shell, rue de Washington, rebeptisé « Washington Piaza » -, les architectes ont conduit ici, près de l'Opéra, les acrobaties tecimiques habituelles à ce genre de projet : on conserve et on maintient les façades (li fallait anesi faire issis an dessus du vide les étages de combles en retrait). on cuesse six siveins de sous-sols pour les parkings, des locaux tech-niques et des salles de cinéma, et on bâtit des étages de bureaux à

l'intérieur de la coque de pierre. Six salles de cinéma, gérées par Gaumont, ouvriront avant la fin de l'année, et leur entrée ne se fera plus comme autrefois à la pointe du triangle, côté boulevard des litaliens, mais à travers trois des arcades à paris coupés reconstituées à l'identique sur les trois rues. Les autres rez-de-chaussée pourront accueillir des boutiques ou seront utilisés directement par la filiale du groupe d'assurances Aza, Uni-Europe, locataire unique de cet eusemble de 26 000 mètres carrés. L'intérieur du bâtiment a été organisé autour d'une cour sous verrière qui n'existait pas et d'un atrium auquel mène un escalier flanqué de deux escalators.

Les rénovateurs ont limité leurs interventions extérieures à la délicate question des huisseries métalliques dessinées dans les larges baies, plutôt réussies dans les étages, maladroites dans certains rez-de-chaussée, si l'on en croit les premiers éléments apparents rue de la Michodière. Ils ont ajouté sur ces façades « considérées comme monument historique sans être toutefois protégées à ce titre » quelques éléments décoratifs, des cabochons et des appliques lumineuses, dans l'esprit arts déco. A l'intérieur de l'atrium les matériaux modernes assument le caractère nouveau de

Pintervention. Avec commerces et cinémas, le palais du Hanovre retrouvera un peu du caractère complexe qui était celui du palais Berlitz, ainsi nommé à cause de la présence de l'école de langues. Jusqu'en 1930, on pouvait voir à cet emplacement un pavillon du XVIIº siècle, dépeudance d'un hôtel particulier qui avait appartenu au maréchal-duc de Richelieu, comu pour une vie aussi longue qu'agitée et dont ou disait qu'il l'avait financé avec les rapines accompagnant ses victoires militaires dans cette province du Hanovre, reprise aux Anglais. De son salon, towné vers ce qui allait devenir la chaussée d'Antin, on avait une vue sur la campagne, dont le pavillon jouit, d'une certaine façon, encore, puisqu'il a été démonté... et reconstruit dans le parc de Sceaux





Tél.: 01 42 22 18 27 Chaque semainen etrouvez la robrique \* ESPACE BOUTTOURS Pour vos annouces publicitaires contactez le ■ 101 4 4 43 7 6 28 Fax 6 4 48 7 3 10 1

Fr.

**FOURREUR** Diffusion LL Scherrer & Guy Lanco 160, av. Daumesnil - 75012 PARIS - 🕿 01.43.43.11.98

on m sense y poire bon. la marque voyager sur un tapis volant. Amusant, maniable et stable, le Pengent 35 kilomètres dans les rues d'une ville. intermédiaire qui émet un curieux son. Ce handicap proche de celui d'un grillon, afin de n'est pas rappeler aimablement à l'ordre le piéton qui se fierait exclusivement à son ouie. car la Capable d'honnétes accélérations grâce à Scoot'élec n'est pas vraiment gêné par le lest de 40 kilos que lui imposent ses trois butterles tromoblocs au nichel-caludum. déterminante n'ayant été enregistrée accumulateurs, ce scooter électrique mis à la disposition du grand public souffre encore d'une autonomie limitée. Seion le dans toutes les chie. type de conduite (et le poids du pilote), il ne faut guère espérer parcomir plus de

Scoot'élec, destiné à un usage exclusivement urbain, peut reconstituer en deux heures la quasi-totalité de la capacité de ses batteries. Pour cela, il suffit de sonlever la selle et d'en entraire un cordon électrique - un peu court, d'ailleurs - que l'on branchera sur une prise domestique ordinaire... à condition que le parking public ou privé en soit pourvu. Malheureusement, cette condition est encore loin d'être remplie

Proposé à un prix d'achat (12 000 francs) un peu supérieur à celui d'un petit scooter classique, le Scoot'élec exige en

tordises

1,000

M. Ch.

## Pluie et nuages au Nord

LES HAUTES PRESSIONS au sud d'une ligne Loire-Champersistent de l'Espagne au sud de la France et à l'Europe de l'Est. Une perturbation aborde dimanche les côtes de la par des nuages élevés. Manche Elle progressera vers - De la Bretagne au Nord-Pasl'intérieur et le vent de sudouest se renforcera en Manche.

Dimanche matin, en Corse et sur la Côte d'Azur, le ciel sera très nuageux avec des petites ondées possibles. Dans le reste d'une très grande moitié sud,



1,578,433

1.00

5.27

100

100

A. 15 ....

100

4.00

 $(\underline{x}_{k})\in X$ 

 $e_{2}=2\pi A$ 

2.57

1. 4.57

 $e^{-1/2-\delta}$ 

1.4

1/4

- i - 🔭 💥

100

1000

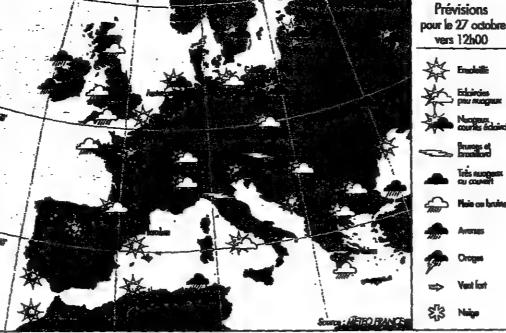


pagne, il y aura par endroit un peu de grisaille puis le soleil brillera. Il sera toutefois voilé

de-Calais, le temps convert et pluvieux gagnera des côtes vers l'intérieur des terres. Le vent de sud-ouest atteindra 80 km/h dans les rafales sur les côtes de la Manche. Des Pays-de-Loire aux Ardennes, le ciel sera bien nuageuz. L'après-midi, la zone de temps convert et pluvieux touchera les régions allant de la Bretagne et des Pays-de-Loire an Nord-Pas-de-Calais et à la région Champagne-Ardennes. Le vent de sud-ouest continuera de souffler à 80 km/h sur les côtes et 50 km/h dans l'intérieur. Du Poitou-Charentes an nord-est, les nuages élevés domineront. Plus an sud, le soleil continuera de briller mais sera toujours vollé par moment. Sur la Côte d'Azer et en Corse, les nuages seront encore là avec un petit risque d'ondée.

Les températures matinales seront comprises entre 5 et 8 degrés en général, et 9 à 12 près des côtes. L'après midi, Il fera 13 à 15 degrés dans le nord-est, 15 à 17 dans le Nord, l'De-de-France, le nord-ouest et le centre-est et 17 à 20 sur les régions méridionales.

(Document établi avec le support technique spécial de Météo-France.)







Situation le 26 octobre, à 0 heure, temps universel



Prévisions pour le 28 octobre, à 0 heure, temps universel

#### IL Y A 50 ANS DANS Le Monde

## Un océan britannique

L'ANGLETERRE est en train d'esquisser en Extrême-Orient une politique nouvelle qui consiste pour elle à s'affirmer dans l'océan Indien. Abandonnant aux Etats-Unis le nord du Pacifique, elle tend à développer son influence dans le sud-onest de cet océan et à grossir l'importance déjà grande de Hongkong au détriment de Shanghai.

Il faut dire que si, après trois ans d'occupation, Hongkong a été retrouvé à peu près indemne, l'occapation y a cependant laissé des problèmes économiques et sociaux qui n'ont pas encore recu de solution. Le coût élevé de la vie constitue le plus sérieux de ces problèmes, et, s'îl n'est pas réglé bientôt, il aura des répercussions facheuses sur la question ouvrière.

La colonie est surpeuplée. Des milliers de Chinois riches et pauvres y font irruption depuis la Libération, les premiers parce qu'ils y trouvent une certaine sécurité sous le drapeau britannique, les seconds parce qu'ils espèrent y avoir des emplois que Canton, aujourd'hui port mort, ne peut plus leur procurer.

Quoi qu'il en soit, le désir de Londres de faire de Hongkong un centre commerçant aussi important que le centre bancaire qu'il était avant la guerre n'en est pas moins certain et s'explique aisément. Désireuse de garantir son influence dans l'océan Indien, la Grande-Bretagne créerait une sorte de glacis qui partirait de la Birmanie - où elle a su recouvrer toute sa situation d'avant guerre et où les Chinois retoument faire du commerce -, se prolongerait par les indes néerlandaises, atteindrait l'Australie et se terminerait en Nouvelle-Zélande. Hongkong serait comme la sentinelle avancée

> André Dubosca (27-28 octobre 1946.)

## MOTS CROISES

PROBLEME Nº 6939

'#'SOS Jeux de mots: 3615 LEMONDE, tapez SOS (2,23 F/min)

現代の大学に発生した 第二十年

13 14 15 Ħ Ш ĪΫ VI IIV VIII IX X XI  $\mathbf{m}$ XIII XIV XV

II. Empêche de foncer. Ancienne mon-naie. Dunée. - III. Fut une vraie sœur pour son épous. Tient moins de place quand il est relevé. - IV. Il ne faut pas l'oubiler quand on fait une fugue. Peut être assimilé à une robe de chambre. – V. Quelque chose de sale. Dure un bon bout de temps. Indiens. Se montra rebelle à toute reconnaissance. -VI. Portait les armes. En faire voir de toutes les couleurs. Une région aride. VII. Article. Basse, dans une ferme.
Quand on le rate, d'est une occasion perdue. - VIII. Donne des couleurs.
Mit dans de bonnes dispositions. iX. Foncer. Pour lui, on a renoncé au ciel. Pas répandu. — X. Pour conclure. Conjonction. Conviendra. - XI. Ce ne sont pas des personnes de bonne foi. Vit dans les bois. — XII. Sans motifs. Devenir très coulant. En France. ~ XIII. Qui a la forme d'un parasol. Lui. Mérite un arrêt. - XIV. Fais du tort. En couche. Ce n'est pas un livre sérieux. -XV. Article. Entre pas à pas. Traversent parfois de beaux quartiers.

### VERTICAL EMENT

1. On tape dessus quand elle est grosse. Qui passera bientôt. — 2. N'arrêtent pas ceux qui savent bien boire. Laisse des plumes. — 3. Broyé quand il y a beaucoup d'os. Coule en Afrique. Partie antérieure d'un os. —

#### HORIZONTALEMENT

4. Peut avoir plusieurs étages. Pour ceux qui commencent à prendre du galon. – 5. Article étranger. Demande du discernement. Parfois de bœur pour une entrée. – 6. Ne sont pas des nommes du monde. Poème. – 7. Parfois courte pour un cappart. Home L'Une personne qui fait de l'effet. -Peuvent être mis dans le bain. – 8. Courant. – 9. Dissipa. Adverbe. Qui n'a plus d'emploi. – 10. Mettre toute la sauce. Bien précisés. – 11. Ils nous évitent d'avoir des ampoules. Démonstratif. Terme musical. Préposition. - 12. Coule dans une 1le. Peuvent faire beaucoup de dégâts quand ils sont apprentis. - 13. Sont faits comme des sacs. Pile. - 14. Animal. Une façon de prendre l'air. - 15. Pas loin de dix. Pour la grosse artil-SOLUTION DU Nº 6938 HORIZONTALEMENT 1. Pacifiste. - II. Réalistes.

VERTICALEMENT

III. Errories. – IV. Poiriers. – V. Obéit. Tes. – VI. Si. Nicole. – VII. Ici. Ourie. – VIII. Sonnée. – IX. Io. Eu. – X. Over-doses. – XI. Nérée. Est.

1. Préposition. — 2. Aérobic. Ove. — 3. Carie. 1s. Er. — 4. Horin. Ocre. — 5. Finition. Dé. — 6. Isée. Cuneo. — 7. Stertoreuse. — 8. Tesselle. Es. 9. Es.

Guy Brouty roport de Copenhague. Entamée

### LE CARNET **DU VOYAGEUR**

CHINE. Les travaux de construction de l'aéroport du barrage des Trois Gorges, en Chine, sont terminés. Situé à Ychang (centre du pays), soit à une cinquantaine de kilomètres du site du barrage et pouvant accueillir 1,4 million de passagers par an, l'aéroport assurera des liaisons aériennes directes avec Pékin, Shanghai (est), Canton (sud), Wuhan (centre) et Chongqing (sudouest). - (AFP.)

■ AUTOROUTES. L'Association des sociétés françaises d'autoroutes (Assecar) a lancé vendredí 25 octobre une campagne pour inciter les automobilistes à moduler leur vitesse et à respecter les distances de sécurité sur les autoroutes. - (AFP.)

M DANEMARK. Les employés au sol de la compagnie aérienne Scandinavian Airlines System ont mis fin jeudi après-midi 24 octobre à leur mouvement de grève à l'aé-

lundi et reprise mercredi, cette grève a touché les comptoirs d'enregistrement, la billetterie, entrafnant des retards de dix à vingtcinq minutes pour les vois internationaux de SAS. - (AFR)

de ce rempart.

■ GRANDE-BRETAGNE. compagnie britannique British Airways a retiré sa franchise à British Mediterranean pour la desserte des capitales libanaise, syrienne et jordanienne. Brithish Airways continuera d'assurer deux vois hebdomadaires à destination de Beyrouth et Damas, et quatre vers Ammar. - (AFP.)

ESPAGNE. Dès le 27 octobre, les passagers de la classe affaires de la compagnie espagnole Iberia disposeront de plus d'espace et de confort grâce à une nouvelle configuration des cabines et d'un service de restauration amélioré: ils pourtont désormais choisir entre deux menus au déjeuner et au dîner.

TUROUTE, La Turquie va se doter d'un deuxième aéroport international, situé à environ 25 kilomètres à l'est d'istanbul. La construction devrait être achevée d'ici deux ans. - (AFP.)

## ABONNEMENTS 3615 LE MONDE CODE ABO

tin à renveyer accompagné de votre règlement à : Le Monde Service abdonnement.

14, avenue du G\* Leclerc - 60646 Chantilly Cedex - Tél. : 01-42-17-32-90.

Je cholst Source Source, Autres pays facte Je cholski la dance statusen 2960 F 2 086 F ··· 1 890 F 1 an 1 560 F 1 123 F 1 038 F 🗘 6 mois 790 F 572 F 3 mois «12 MORRE» » (USPS = 8007727) is published daily for \$ 202 per year « LE MORRE» » (USPS = 8007727) is published daily for \$ 202 per year « LE MORRE» » (It is, year Calcula Berry Posts). Paris, Codex 65, Princes, periodicular postage publi at Champiala N.Y. US, and additional mailing of POSTMASTER: Send address changes to USFs of N.P. Bert Sisk, Champian N.Y. 12919-1518
Trea by absorberate princeds and USPs (INTERNATIONAL MEDIA SERVICE, bec. 3307 Pacific, America Self-USPs (INTERNATIONAL MEDIA SERVICE). SS MES USA: INTERNATIONAL MEDIA SERVICE, INC. Vaginia Brach VA 23-51-240 USA 741: 180.408.74.25

Prénom: .. Non: .. Adresse: \_\_ Ville: \_ Code postal: -Pays: \_\_ . FF par chèque bancaire ou Ci-joint mon règlement de : ... postal; par Carte bancaire

Signature et date obligatoires Changement d'adresse : • par écrit 10 jours avant votre départ. PP. Peels OTN per téléphone 4 jours. (Merci d'indiquer votre numéro d'abonné.) Par telephone 4 jours. (Mezro u imagica monte e Suspension vacances.

Renseignements : Portage à dormicile e Suspension vacances.

Tarif autres pays étrangers e Paiement par prélèvements automatiques mensuels.

331 42-17-32-90 de 8 h 30 à 17 heures du imadi au vendredi.

Par Minitel 3615 code LE MONDE, accès ABO.

....

A STATE OF THE STA

#### LES SERVICES Mande

יטע	ZHUHUL
Le Monde	01-42-17-20-0
Telématique	3615 code LE MONE
CompuServe : Adresse Internet	GO LEMONE: http://www.lemonde.
Documentation sur minitel	n. 3617UMDO ou 08-38-29-04-5
LE MONDE sur C	D_ROM 01-44-08-78-5
Index et micro	films: 01-42-17-29-5

Films à Paris et en province : 08-36-68-03-78 ou 3615 LE MONDE (2,23 Filmin) Yves Jaslet). Ce This mode est édite par la SA Le Monde, procés anomine aux directions est conseil de surveillance.

La reproduction de tout article est infendite sans

l'accord de l'administration. Commission paritaire des journaux et publications n° 57 437. ISSN : 0395-2037

Imprimerie du Monde : 12, rue M. Gursbourg, 94852 hry-Cedex. 94852 My-Cedex.
PRINTED IN HRANCE.

& Honk Dominique Aldus Directeur général : Gérand Monto:

#### PARIS EN VISITE

### Mardi 29 octobre

**■ LE FAUBOURG SAINT-GER-**MAIN : les salons du petit hôtel de Villars (55 F ou 100 F les deux), 10 h 30, sortie du métro Solférino; les salons de l'Hôtel de Gallifet (55 F ou 100 F les deux), 14 h 30, sortie du métro Solférino (Pierre-

II MUSEE JACQUEMART-ANDRÉ (50 F + prix d'entrée), 11 heures, 158, boulevani Haussmann (Christine Merie).

III LE QUARTIER MOULIN VERT-SABLIÈRE (60 F), 11 beures, sortie du métro Alésia devant l'église (Vincent de Langlade).

M LE QUARTIER DE BELLEVILLE (45 F + prix d'entrée), 15 heures, devant le café La Vielleuse à l'angle de la rue de Belleville et du boulevard de Belleville (Monuments historioues).

MUSEE CARNAVALET: exposition Madame de Sévigné (50 F + 133, averuse des Champs-Elysées
75408 Paris Cedex 08

Tél.: 0144443-75-00; fax: 014443-77-30

tion Madame de Sévigné (50 F + prix d'entrée), 12 h 30, 23, rue de Sévigné (M= Cazes); 1789, la Ré-

volution (25 F + prix d'entrée), 14 h 30, 23, rue de Sévigné (Musées de la Ville de Paris).

MUSÉE BOURDELLE (50 F + prix d'entrée), 14 heures, 16, rue Antoine-Bourdelle (Institut culturel de Paris).

II LA CONCIERGERIE : visite pour les jeunes (35 F + prix d'entrée), 14 h 30, 1, quai de l'Horloge dans la cour (Monuments historiques). I L'ÉGLISE SAINT-ÉTIENNE-DU-

MONT (50 F), 14 h 30, 1, place Sainte-Geneviève (Connaissance de Paris).

BLE FAUBOURG SAINT-JACQUES et ses couvents (40 F), 14 h 30, devant l'église du Val-de-Grace, place Alphonse-Laveran (Sauvegarde du Paris historique). IL L'ORATOIRE DU LOUVRE (45 F + priz d'entrée), 15 heures, 4, rue de l'Oratoire (Monuments histo-

MARAIS: du Cirque d'hiver à la fontaine des Handriettes (50 F), 14 h 30, devant les guichets du métro Filles-du-Calvaire (La Pari-

MUSÉE D'ORSAY: visite par thème, les impressionnistes (36 F + prix d'entrée), 14 h 30 (Musées ILE PALAIS DE JUSTICE en activité (55 F), 14 h 30, devant les grilles

du palais (Europ explo). MUSEE RODIN: exposition Marbres de la collection Thyssen (50 F + prix d'entrée), 14 h 30, 77, rue de Varenne (Tourisme culturel). ILA PAGODE DU BOIS DE VIN-CENNES (50 F + prix d'entrée), 14 h 40, porte Dorée, devant le café Les Cascades (Christine Merle).

L'ÎLE SAINT-LOUIS (50 F), 14 b 30, 2, rue d'Arcole (Paris autre-

m MARAIS: bôtels, jardins et place des Vosges (50 F), 15 heures, sortie du métro Saint-Paul (Résurrection du passé).

■ LE QUARTIER MONTSOURIS (60 F), 15 heures, boulevard Jourdan devant l'Hôpital universitaire (Vincent de Langlade).



## CULTURE

POLITIQUE Mairie de Toulon contre Châteauvallon : le combat s'intensifie. Depuis avril, les attaques du maire Front national, Jean-Marie Le Chevallier, contre Gérard Paquet,

directeur du Théâtre national de la danse et de l'image (TNDI), ont été incessantes et de tous ordres : interventions médiatiques, procès, audit, rumeurs. OLE SEUL LIEU CULTUREL

prestigieux du Var est convoité. Depuis le refus de Gérard Paquet de recevoir toute subvention de la ville, la mairie n'a de cesse de récupérer le lieu. • LE 15 OCTOBRE, le tribunal de

grande instance de Toulon a donné gain de cause à Jean-Marie Le Chevallier en suspendant le directeur de Châteauvalion pour trois mois, et en nommant un administrateur provi-

soire. Le ministre de la culture, Philippe Douste-Blazy, soutient Gérard Paquet. Certains s'interrogent sur le rôle de Jean-Charles Marchiani, pré-fet du Var.

## Histoire de Châteauvallon, assiégé par le Front national

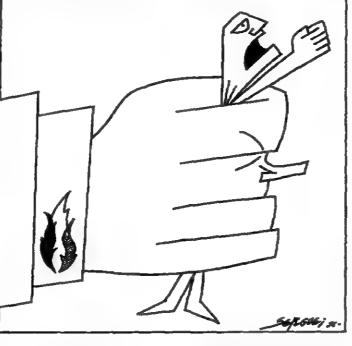
Le Théâtre de la danse, dirigé par Gérard Paquet, résiste depuis plus d'un an aux attaques répétées du maire lepéniste de Toulon, Jean-Marie Le Chevallier. Chronique d'un affrontement où l'on s'interroge sur le rôle du préfet du Var

DEPUIS l'été 1995, Châteauvallon est l'enjeu de l'opposition fondamentale entre le Front national et un homme, seul au début, et qui a désormais regroupe autour de lui et de son combat ceux qui s'opposent au lepénisme, à ses méthodes et à sa « culture ». Au fil des mois, l'affaire est devenue le lieu d'un affrontement tendu où l'Etat, via le préfet du Var, le « pasquaien » Jean-Charles Marchiani, joue dans l'ombre un rôle étrange. ici, dans cette pinède qui domine Toulon, tous les acteurs sont réunis pour une représentation exem-

« Châteauvalion contre mairie de Toulon » : tout a commencé, le dimanche 17 juin 1995, au soir du second tour des élections municipales. Jean-Marie Le Chevallier (FN) est élu à la mairie de Toulon. Pour la première fois une ville de plus de 100 000 habitants passait aux mains des lepénistes. Dès le lendemain, Gérard Paquet, directeur du Théâtre de la danse et de l'image (TNDI) de Châteauvalion, décidalt d'« entrer en résistance ». Il refuse les 4,7 millions de francs de subvention de la nouvelle municipalité. Cette position sans équivoque, venant du dirigeant d'une institution culturelle prestigieuse, eut, et a, plus que jamais, valeur de symbole. De courage aussi.

Face à ceux - journalistes, hommes politiques, militants, simples citoyens - qui hésitent en-core sur l'attitude à tenir face à Jean-Marie Le Pen, Gérard Paquet a tranché. Il oblige le Front natio-nal à réagir et à dévoiler sa conception de la liberté d'expression, de la libre circulation des idées. Et contraint la droite traditionnelle et les partis de gauche à prendre posi-

Il a fallu à la mairie un an d'observation pour fourbir ses armes. Le 14 mai, Jean-Marie Le Chevailler écrit à Jean-Jacques Bonnaud, président de l'association qui gère Châteauvalion, et dans laquelle siège la ville de Toulon. Le maire lui



demande de «bien vouloir mettre fin à la mission de Gérard Paquet », invoquant la mauvaise gestion du

TNDI – sans en apporter la preuve. Que s'est-il donc passé de si grave à Châteauvalion, entre le 18 juin 1995 et **ie** 14 mai 1996, pour que, du jour au lendemain, une uerre de tranchées éclate? Trois hypothèses. D'abord, le Tremplin hip-hop des 23 et 24 février irrite la municipalité (Le Monde du 27 février): de la drogue aurait circulé. Ensuite, le 16 mars a lieu, au TNDI, le colloque « La préférence nationale, la place de l'étranger». Le philosophe Etienne Balibar et Sami Nair, professeur de science politique, y participent. Ce dernier y condamne « les lois de 1993, dites lois Pasqua, qui constituent non seulement une attaque systématique contre les immigrés et les étrongers, mais aussi une sorte de légitimation de la rhétorique d'extrême droite ». Le préfet du Var, Jean-Charles Marchiani, aurait été à cette occasion sérieusement réprimandé par

Charles Pasqua. Enfin, la programmation, le 26 juillet, du groupe Nique Ta Mère, plus connu sous les initiales NTM, dans le cadre d'un festival de rap, Connexions hiphop. M. Marchiani prend position. Le 3 juin, il écrit à Jean-Jacques Bonnaud, président de l'association du TNDI, le sommant de déprogrammer NTM, menaçant de supprimer la subvention de l'Etat si ce concert est maintenu. Le préfet du Var se dit « choqué en tant que représentant de l'Etat, chrétien et homme ». Réaction de Gérard Paquet : 1 amunie NTM, « redoutant les affrontements physiques sur le site de Châteauvalion », précisant qu'il ne s'est « pas déterminé en fonction des menaces de suppression de subventions car la manifestation

Le feu couvait en réalité depuis le 12 avril. A cette date, lean-Marie Le Chevallier convoque à la préfecture le comité de tutelle de Châteauvalion - ville, région, Etat - dans le but

le budget global ».

Connexions hip-hop est prévue dans

de vérifier si les fonds publics étalent employés selon les missions définies par les statuts de l'association. A la suite de cette réunion, Jean-Charles Marchiani demande à Gérard Paquet de ne plus organiser « Toulon, Orange, Marignane, Purgence de comprendre », les rencontres publiques mensuelles qu'il a lancées en janvier. La politique n'est pas la danse! Dans la foulée, et toujours au mois d'avril, le préfet demande, cette fois au Trésor Public, de vérifier si les subventions sont utilisées à bon escient.

La programmation indésirable de NTM semble, avec le recul, n'avoir été qu'un prétexte, médiatisé avec habileté par le préfet. Le 10 juin, Stéphane Martin, directeur du cabinet de Philippe Douste-Blazy, ministre de la culture, fait savoir au Monde qu'il a donné un avis défavorable à une éventuelle suppression de subventions: « Il s'arit davantage d'une divergence de conception dans la lutte contre le Front national. Mais lutte-t-on contre le populisme en utilisant les mêmes méthodes que lui?» Le 15 juin, Alain Juppé apporte son soutien - tardif - au préfet.

Les 15 et 16 juin, en pleine effervescence, se tient le colloque «Le populisme nationaliste, une question posée à une certaine idée de la France ». François Léotard, pré-

sident de l'UDF, parle de «l'ur- écrit à Jean-Charles Marchiani gence de ne pas se taire » Catherine pour lui demander de « bien vouloir gence de ne pas se toire ». Catherine Trautmann, maire (PS) de Strasbourg, estime que « le pire danger serait de ne pas traduire nos discours dans nos actes » (Le Monde du 18 juin). Le Festival de danse se passe sans incidents, du 4 au 29 juillet. Mais Jean-Marie Le Chevallier n'a pas pour autant abandonné le terrain juridique. Le 23 inillet, le tribunal civil de Toulon. lui donne gain de cause : il réciamait la transmission de pièces comptables de l'association. Gérard Paquet s'exécute. Fin juillet, les résultats du contrôle demandé par le préfet sont connus : l'inspecteur principal du trésor n'a décelé aucune anomalie dans l'utilisation des subventions, hormis certaines cotisations d'adhérents non percues par le TNDL La préfecture ne publiera les conclusions de ce rapport que le 6 octobre.

Dès septembre, les événements se précipitent. Le 11, Jean-Marie Le Chevallier repasse à l'attaque. Il convoque de nouveau le comité de tunelle. A l'issue de cette réunion, il déclare: « Châtequvallon vit dans l'illégolité », prenant le contrepied de l'administration fiscale. Arguant du fait que certains adhérents n'ont pas payé leurs cotisations -environ 800 F sur un budget globai de 14,5 millions de francs -, il

s'agit de neutraliser la liberté d'expression d'une institution culturelle capable de dénoncer aux portes de Toulon une idéologie malfaisante dont les signes sont aujourd'hui de plus en plus visibles. » Le 2 octobre, le maire introduit une procédure en référé afin que soit mis fin à la mission de Gérard

suspendre toutes subventions à l'as-

sociation (\_), et de procéder à la no-mination d'un administrateur provi-

soire. » Gérard Paquet réagit :

« Sous le masque du légalisme, il

Paquet. Le 5 octobre, à 15 heures, se tient le conseil d'administration de l'association de Châteauvalion. Ni le maire ni le préfet ne s'y rendent. Les représentants du ministère de la culture votent le bud-get 1996, équilibré à 13 millions de francs. Les différents membres règient le problème des cotisations. Jean-Jacques Bonnand regrette « ki tournure ciochemeriesque que prend le dossier ». 15 octobre : le tribunal des référés demande la suspension de Gérard Paquet pour trois mois, et nomme Hemi Nespoulous, administrateur provisoire. Le groupe FN du conseil régional, encourage par le jugement, dépose un peu vite une motion contre Châteauvalion. Elle est rejetée. Même ceuz qui disent periors que Gérard Paquet est l'arbre qui cache la forêt se

Le 21 octobre, une manifestation de soutien, regroupant de nombreuses personnaimés du spectacle des intellectuels et des politiques se rémit su Théâtre de la Bastille, à Paris. Gérard Paquet doit faire appel du jugement rendu le 15 octo-bre par le tribunal des référés. Le 23 octobre, à 15 h 30, il recevait pour la première fois Hemi Nesponious, l'administrateur provisoire. « Un homme très correct. commente Gérard Paquet. On a l'impression d'être à nouveau dans un état de àroit.»

Dominique Frétard

## La voix de la préfecture

Jean-Charles Marchiani, préfet du Var, ne souhaitant pas s'exprimer personnellement sur « l'affaire Châteanvallon », a laissé à son directeur de cabinet, Jean-Christophe Bertrand, le soin d'exposer au Monde le point de vue de la préfecture.

« Monsieur Marchiani ne sonhaite pas ajouter à la polémique. Il n'a pos à commenter une décision de justice, qui découle de l'ordre naturel des choses : remettre de l'ordre dans la gestion. Il faut aussi repenser la structure juridique de Châteauvallon. L'offensive du Front national a mis tout le monde d'accord. Y compris Gérard Paquet. C'est l'affaire du directeur du TNDi de croire qu'il y a collusion entre la mairie et la préfecture. La mécanique est menée par la mairie. Monsieur Marchiani, ini, n'est intervenu publiquement qu'au moment de la programmation de NTM. Ne trouvez-vous pas anormal, en effet, que l'argent du contribuable serve à accueillir un groupe qui insulte la police, la franille, et qui, pour ces raisons, est sous le coup d'une décision de fustice? Le procès NTM doit avoir lieu le 14 novembre. Au plan culturel, Gérard Paquet a le soutien du charmant ministre de la culture, si f'en crois vos colonnes! »

### La municipalité préfère BB à Marek Halter

« Monsieur le maire estime que l'hommage à M. Marek Halter n'est pas opportun », selon la responsable du service culturel de la mairie de Toulon, à l'occasion de la Pête du livre qui se déroulers à Toulon du 22 au 24 novembre. Pour le maire (FN), M. Le Chevallier, il s'agit là d'une manvaise interprétation de ses propos. Moyennant quoi, il préfère tout de même se passer de la présence de Marek Halter, auquel il préfère Brigitte Bardot, « qui connaît aujourd'hui un très grand succès de librairie ».

fronisant avec élégance, M. Le Chevallier lance à la cautonade: « On va penser que je ne l'aime pas parce qu'il est barbu. » Bouleversé par cette attitude, « la première de [sa] carrière », Marek Halter « regrette d'être confronté au racisme et à l'exclusion à Toulon, après avoir déconvert la démocratie en France ».

Après son récent combat contre l'extermination des pigeons toulonnais « dont le gazage est insupportable et suscite révoite et indignation », Brigitte Bardot avait en droit, de la part du maire, à un joli compliment en forme de syllogisme : « BB aime Le Pen et les pigeons. Le Pen aime BB et les pigeons. Le Chevallier aime BB, Le Pen et les pigeons. Tout devrait donc s'arranger pour le plus grand bien des Toulonnais et des pigeons. »

## Les réflexions d'un utopiste combatif

GÉRARD PAQUET, cinquantetrois ans, né à La Seyne-sur-mer, ville mitoyenne de Toulon, considère que Châteauvallon est «[sa] vie ». Que à ce titre, on ne saurait le muter comme le commun des mortels. «Combattre le FN? J'ai toujours été prêt, affirme-t-li, c'est inscrit dans l'esprit même qui a présidé à la création de Châteauvallon. en 1965. je dors bien. je ne somatise pas. Le droit est de notre côté. Bien sûr. Îl v a la tension de devoir faire attention à tout. Quand on est dans un combat, on n'a plus d'états d'âme. Je serai înebranlable. On a commencé Châteauyallon avec 300 francs en poche et l'aide bénévole des Toulonnais. l'en revois certains qui reviennent dans la tour-

J.F. DEVAUD

peintures, dessins

10 actilire - 9 novembre 96

mente actuelle. Ça fait plaisir. » Gérard Paquet a vingt-deux ans quand, avec l'architecte Henri Komatis, il se lance dans l'aventure de Châteauvallon. Il s'agit au départ de remonter une ruine. « On était plutôt babas cool se rappelle le directeur de Châteauvallon. Mais très vite le projet d'un lieu de rencontre et de vie prend forme, ouvert sur l'humanisme, les arts et les sciences. Le centre est resté fidèle à sa vocațion première. »

### · REPONSE WILLITTVE »

Théâtre couvert, amphithéâtre de plein air, puis restaurant, studios de répétitions: Châteauvalion devient un complexe culturel d'envergure. De 1972 à 1976, le

EAN-PIERRE SCHNEIDER

centre sera comm dans le monde entier pour son festival de jazz. La danse prend le relais en 1980. En 1986, il devient le Théâtre de

la danse et de l'image (TNDI). Qui aurait jamais pensé qu'un maire Pront national serait élu à Toulon? \* Le colloque "Pour une utopie réaliste" qui célébrait le trentième anniversaire du centre en 1995, préparé de longue date, était au fond une réponse intuitive. Sans imagination, la politique ne résout rien, elle gère des crises. Les artistes inventent des propositions pour demain. Les intellectuels aussi. L'économie a été longtemps la puissance dominante ; la culture, l'imaginaire, vont avoir un rôle primordial à jouer. L'utopie me passionne.

Le Frant national est le symptôme de cette annoisse, de cette incapacité de voir l'avenir. »

L'avenir à court terme de Châteauvallon? Changer de structure juridique et devenir un Centre de rencontres, à l'instar de l'abbaye de Royaumont. Une solution qu légitimerait la volonté du TNDI d'organiser colloques et débats. « Il faudra aussi affiner le projet arbistique, reconnaît Gérard Paquet. Réunir l'art du temps et de l'espace est mon idéal. Réussir à vivre en se projetant dans la durée est pour moi le comble de l'harmonie, » Sur la colline de Châteauvallon, face à l'éternité?

D. F.



"PORTRAITS" PEINTURES - SCULPTURES 8. ALADJEM - G. BECARUD du 14/10 au 10/11/98 GALERIE TED

27, run Henri-Barbusse

08300 AUGERVILLIERS - MF 4 Chamics

TAL: 01.40.11.96.82-TLJ: 14 h - 19 h

Tom he jours de 12 h à 18 h scuf le bendi guidia : marceal et amed à 14k30 Tel. : 01.40.46.55.35/35.27 MONNAIE DE PARIS Janine TASSY -. sculptures v

10 minute - 9 movembre 9/1

**GALERIE ALIAS** 

6, rue des Contures 8t-tiervais

'5003 Paris - Pres du Muser Picasso

Récenses acquisitions du sée de la Mounaie (1989-1996)

TRÉSORS de la MONNAIE

Du 25 septembre au 24 auvembre 1996

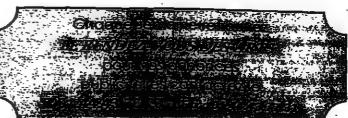
Hôtel de la Monnaie

II, Quai de Couti - Paris 6e

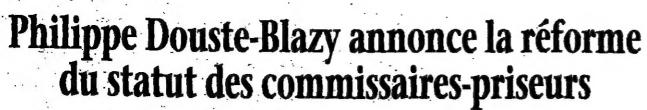








37 de ac d'i Fr. CQ



Le ministre de la culture présentera un projet de loi au conseil des ministres fin novembre

La réforme du statut des commissaires-priseurs

français devrait être l'objet d'une loi présentée ché français des ventes aux firmes étrangères, le au conseil des ministres à la fin du mois de no-

gislations nationales (TVA, droits de suite...) qui défavorise le camp français.

LE MINISTRE de la culture, Philippe Douste-Blazy, présentera, fin novembre, son projet de loi visant à réformet les ventes aux enchères en France. Dans un entretien aux Echos du 25-26 octobre, le ministre de la culture a rappelé les grandes lignes d'un projet débatin avec la profession depuis un an (Le Monde du 20 novembre 1995). Les commissaires-priseurs, qui ont le statut d'officiers ministériels, transformeront leurs études en sociétés commerciales, sauf pour les ventes judiciaires (20 % à 30 % de leur activité), pour lesquelles elles conserveront leur ancien statut.

Première conséquence : le marché français va s'ouvoir et les maisons de ventes étrangères, notamment les Britanniques Christie's et Sotheby's, vont pouvoir commercer en France. « C'est extrêmement positif », juge Laure de Beauvau Craon, président-directeur général de Sotheby's France, qui annonce d'«importantes ventes à Paris» des que la loi sera mise en œuvre, en principe le 1º janvier 1998. « On n'imagine pas l'ampleur du retour du marché de l'art à Paris; nous vendrons ici, et non plus à Londres, les œuvres qu'on nous proposera en France. >

#### RUDE CONCURRENCE

SERVE STREET

Un signe, Sotheby's quittera, fin 1997, ses trois petits « appartements balzaciens » pour 2 300 mètres carrés de locaux installés sur le Faubourg-Saint-Honoré, en face de l'Elysée. Chez Christie's, en revanche, on attend de voir «le contenu exact de la loi » avant de prendre des décisions.

Pour faire face à une concurrence seurs viennent opérer sur leurs qui s'annonce rude, le ministre rappelle que les commissaires-priseurs français pointront « renforcer leur assise financière » en faisant appel à « des capitaux extérieurs ». Gérard Champin, président de la Chambre nationale des commissaires-priseurs, ajoute que la profession recevra, en raison du changement de statut, des indemnités qui iraient « de 500 000 francs à physieurs millions de francs ». Il rappelle que « des regroupements d'études se dessinent » pour mieux lutter face à la concurrence.

En revanche, les sociétés de vente françaises ne pourront toujours pas effectuer de l'« achat-revente pour leur propre compte », contrairement aux maisons britanniques, même si ces demières précisent que cette activité est « marginale ». Cette interdiction vise à rassurer les galeries et les foires qui craignent que les commissaires-pri-

plates-bandes. Philippe Douste-Blazy a également rappelé la créa-tion d'une sorte de COB du marché de l'art, qui « veillera à l'observation de strictes règles de déontologie ». Ce conseil supérieur des ventes sera constitué « de commissaires priseurs, de représentants de l'Etat et de spécialistes de l'art », précise Gérard

Cette réforme a pour but de « permettre à la France de conserver un marché de l'art qui compte dans le monde, affirme le ministre. Sans cette réforme indispensable, les ventes d'œuvres d'art se délocaliseront en Angleterre ou aux Etats-Unis, voire en Suisse ». N'est-ce pas déjà le cas? Paris est en effet pénalisé par rapport à Londres, en matière de fiscalité. La TVA à l'importation d'oeuvres d'art est en effet de 5,5 % dans tous les pays du marché commun sauf en Grande-Bretagne, avec seulement 2,5 %. «Et n'ou-

#### Enrayer la fuite du patrimoine

Le ministre de la culture, dans l'entretien accordé aux Echos, aumonce qu'il présentera, « d'ici ou début de l'année prochaine », un projet de loi « qui redounera à la France le moyen de conserver son patrimoine ». La situation est en effet inquiétante, tant l'Etat n'a « plus les moyens juridiques ni surtont financiers », pour enrayer la fuite de ses chefs-d'œuvre.

Pour qu'un tableau ne soit pas exporté, l'Etat peut l'acheter, mais ses moyens sont trop modestes. Il peut le classer et l'interdire de sortie, is une jurisprudence récente de la Cour de cassation oblige les pouvoirs publics à dédommager le propriétaire. De plus, suivant une loi de 1992, un certain nombre d'œuvres n'out pu être bloquées que pour trois ans et pourraient quitter la France début 1997, à moins que l'État ne les achète. Mais, là encore, l'argent manque. Joint vendredi 25 octobre, Philippe Douste-Blazy nous a fait savoir qu'une piste à explorer serait d'imposer au vendeur qu'il désigne l'acheteur à l'étranger avant de pouvoir soitir son bien du territoire.

blions pas que les manuscrits, numi matiques et une partie du mobilier sont assujettis à une toxe à l'importation de 20,6 % », rappelle Gérard Champin. Le ministre soutient pourtant que « d'ici la fin du siècle, on peut espérer que le marché fran-çais pourra rivaliser avec Londres ». Scale une modification d'une directive européenne pourra faire baisser ces taux, mais elle ne pourra intervenir – au mieux – qu'à son expiration, le 30 juin 1999. «D'ici là, les Anglais auront intérêt à vendre à Londres, car le coût du transport est marginal. Sotheby's expédie de Paris un camion d'acuvres tous les jours », explique Gérard Champin. Et de confier : « Je ne sens pas une

fermeté extraordinaire de la France

pour modifier cette directive. »

LE DROIT DE SUITE

Autre problème, le droit de suite. Inexistante en Grande-Bretagne, cette taxe de 3 % sur les ventes aux enchères d'œuvres réalisées depuis moins de soizante-dix ans est versée à l'artiste ou à ses héritiers. Le droit de suite a été imaginé pour alder des artistes en difficulté. Mais « 90 % de la recette sont redistribués à huit familles seulement, qui ne sont pas vraiment dans le besoin », affirme Gérard Champin. Ce dernier propose de ramener ce droit à 1% pour toute œuvre supérieure à d'aujourd'hui 10 000 écus (65 000 francs environ). Une directive est à l'étude à Bruxelles. Le président de la Chambre nationale des commissaires-priseurs sera-t-il

Michel Guerrin

## Trois ministres de la culture plus un, André Malraux

Lors d'un colloque, Jorge Semprun, Jack Lang et Philippe Douste-Blazy ont confronté leur vision de l'écrivain et de l'homme d'Etat

DUNKERQUE

de notre envoyé spécial Cigarette au bec, un André Malraux en trench-coat, photographié par Gisèle Freund, est placardé sur la facade du Bateau-feu, la scène nationale de Dunkerque. C'est là que, le 24 octobre, s'est tenu un colloque dont le thème, « Culture et politique », tournait tout entier autour de la personnalité de l'auteur de La Voie royale. Parmi une dizaine d'intervenants, dont les débats étaient menés par Jacques Rigaud, PDG de RTL, aux côtés de Michel Delebarre, maire (PS) de la ville, trois ministres de la culture, Jorge Semprun, Philippe Donste-Blazy et Jack Lang, sont venus témoigner de leur vision de l'écrivain et de l'homme d'Etat.

Pour l'ancien ministre du gouvernement socialiste espagnol de Felipe Gonzalez, seul finalement compte l'intellectuel. Celui pour qui s'est joué en Espagne une scène capitale : « Le fil rouge de son engagement aux côtés de la République espagnole traverse toute son œuvre comme sa vie publique, a expliqué Jorge Semprun. Il commencera ici son travail de deuil vis-à-vis du communisme, mais restera fidèle à son humanisme trogique comme à son antifascisme. »

Philippe Douste-Blazy a hérité de Malraux une sorte de discours de la méthode : « Pour sortir de la crise, il faut un projet commun, et la seule issue possible semble être celle de la culture. C'est l'unique réponse au malaise de notre civilisation. » Mettant en garde contre les « usines du rêve » chaque jour plus nombreuses à dévoyer la culture,

il insiste sur le rôle de son minis tère : \* L'Etat n'est pas fait pour diriger l'art, mais pour le servir. » Encore du Malraux. Servir, cela ne veut pas dire rester passif: l'Etat doit faire pour la culture ce que la III République a fait pour l'enseignement. Face aux extrêmismes, il doit aussi être le garant de la tolé-

RETROUVER L'HOMME RÉVOLTÉ

Jack Lang a préféré improviser un portrait d'André Malraux à petites touches impressionnistes. André Malraux dont il a souligné les contradictions de son « œuvrevie » puisqu'il est impossible de repérer en lui « ce qui relève de la réalité ou de la reconstruction imaginaire ». Honorer Malraux, à l'heure de sa « panthéonisation », ce n'est pas lui vouer une dévotion frileuse, mais retrouver le subversif. le révolté. l'anticolonialiste plutôt que le chantre de la V\* République, le défenseur des Paravents plutôt que le censeur - par omission - de La Religieuse; le protecteur du cinéma français plu-tôt que l'exécuteur d'Henri Langlois: le sauveteur du patrimoine plutôt que le spectateur indifférent au bétonnage de nos villes. Jack Lang a salué celui qui déclarait devant les députés venus fulminer contre Jean Genet: « La liberté n'a pas toujours les mains propres mais il faut toujours choistr la liberté. » Il a conclut en rappelant, avec Mairaux, que « la politique ne doit pas être l'art du possible mais de l'impossible ».

Emmanuel de Roux

## CARNET

M<sup>-</sup> Josiane Lablou, sa belle-file,

Ex toute la famille, out la douleur de faire part du décès de

M= Helène PAIRAULT.

née BARRILLOT,

professeur bonoraire de leures classiques.

survenu le 25 octobre 1996, dans sa

- Grèzes (Haute-Loire). Marsellle. Loudes (Haute-Loire).

Fabien ROUSSEL.

Ses obsèques ont en lieu à Grèzes (Hanta-Loire), suivies de l'inhumation so cimetière de Sangues (Haute-Loire), le 17 octobre 1996.

On nons prie d'annoncer le décès, survenu le 21 octobre 1996, au cours de su

Robert TENGER. officier de la Légiou d'houneur, avocat à la cour d'appel de Paris, doyen de l'ordre, professeur à l'Ecole mationale

professeur à l'Ecole mationale d'administration (ENA, promotion Jean-Girandoux), ofesseur à l'Institut d'études politique l'université de Puris, Juris doctor de la faculté de droit de l'université Columbia de New York, procedure sercosié de l'A experision.

membre associé de l'Association

of the Bar of the City of New York.

Les obsèques ont eu lieu dans la plus sricte intimité.

Nos abounés et nos action-

naires, bénéficiant d'une

réduction sur les insertions

da « Carnet da Monde »,

sont priés de bien vouloir

tous communiquer leur

numéro de référence.

104, avenue Raymond-Poincaré, 75116 Paris.

M. et M= Bernard Roussel

Catherine et Louis Senat,

M= Nancy Douspls,

out l'immense douleur de faine ;

décès de

quatre-vingt-unième année.

25, rue des Villes, 86000 Poitiers.

B EUGÈNE POLYAKOV, mattre de ballet à l'Opéra de Paris, est décéns la nun du 24 octobi l'âge de cinquante-trois ans. Né à Moscou le 27 avril 1943, formé au Bolchol, il préférait, à l'instar de George Balanchine, le titre de maître dé bailet à celui de chorégraphe, jugé trop technique et pompeur. Maure de ballet, c'est, en effet, l'homme irremplaçable qui connaît le répertoire et le transmet. Eugène Polyakov quitte la Russie en 1976 pour jouer ce rôle de guide à La Fenice de Venise, avant de créer sa propre compagnie, Viva la Danza, en 1977. Directeur de la danse au Teatro communale de Florence de 1978 à 1983, il quitte la Toscane quand Nourcev arrive à l'Opéra de Paris. Le Tatar ne jure que par lui. Il avait une confiance éperdue dans l'enseignement de son compatriote. Ils parlaient la même langue, le même langage du corps. Nomeev mort, Polyakov repart à Florence de 1992 à 1995, date à laquelle il revient à l'Opéra de Paris. Polyakov était aussi celui qui savait les chorégraphies de Nourcev il allatt de par le monde, à Vienne.

ROGER PILLAUDIN, ancien collaborateur de la radio de service publique, RTF, ORTF et Radio-France, vient de mourir à l'âge de soixante-neuf ans. En 1955, il avait obtenu comme producteur le Prix Italia pour Ruisselle, une œuvre radiophonique sur une musique de Maurice Jarre. Il avait en outre adapté de nombreuses œuvres littéraires pour la radio (Les Misérables, Jacques le Fataliste, Les Chemins de la liberté...). Ami de Jean Vilar, il a signé pour le TNP, en 1961, le livret de Loin de Rueil, une comédie musicale de Raymond Queneau et Maurice Jame. An Festival d'Avignon, il a participé avec Prance-Culture aux expériences de théâtre musical avec un oratorio dramatique Un contre tous, d'après les discours politiques de Victor Hugo, sur une musique d'Ivo Malec (1971), et Il faut rêver, dit Lé-nine, sur une musique de Prancis Miroglio (1972). Il restera surtout comme le producteur délégué de l'émission « Dialogues », qu'il avait lancée en 1973 et dans laquelle il recevait des personnalités françaises et étrangères.

A CHANGE WA

-

## DISPARITIONS AU CARNET DU . MONDE »

 Le département Ciuéma de l'université Paris-VIII. Les esseignants, le personnel, Et les étudiants, perragent la douleur de ceux qui aimnient

Philippe ARNAUD.

- M Albert Bendahan Ses catanas, petits-entimes, Sa famille, ont la douleur de faire part du décès de

M. Albert BENDAHAN.

survenu le 20 octobre 1996.

Les obsèques ont cu lieu dans

— M™ Marguerite Bétrémieux et ses enfants, Philippé, Anne et Hélène, ont la deuleur de faire part du décès de

M. Roland BÉTRÉMIEUX,

servenn le 23 octobre 1996.

Un dermer hommage bi sera rendu le mardi 29 octobre, à 10 h 30, au crématorium du cimetière du Père-Lachaise, à Paris.

Cet avis tient lieu de faire-part.

8, rue des Clos. 78650 Beynes.

- M= Pierre Fournier, Ame-Marie et Robert Perroud, Michel et Simone Fournier, Panl et Josette Fournier. Leurs enfants et petits-enfants, Les Pètes André et Maurice Fournier,

font part du décès, à l'âge de soixante

Pere François FOURNIER, S.L.

La cérémonie religieuse aura lieu en la chapelle des Pères jésnites, 20, rue Sala, Lyon-l\*, le mardi 29 octobre 1996, à

- On nous prie d'annoncer le décès du

Robert NICOIDSKI,

surveno le 23 octobre 1996. Ceux qui sonhaitent lui rendre

hommage se retrouveront auprès de sa famille, le mardi 29 octobre, à 15 heures,

#### - M. François Painsult, Anniversaires de décès - Il y a trois ans, le 28 octobre 1993.

Annie RAYNAUD

nous quittait.

Elle vis dans le souvenir de ceux qui l'out aimée.

Jean TUFFET,

28 octobre 1960-3 août 1995.

Cher papa,
Aujourd'hoi, nous surions fêté ton
amiversoire. Mair m n'es plus là. Nous
ne t'oublions pas et nous sommes tristes.
Cinque jour, tu nous manques.

Constance et Samuel Depretto-Tuffer.

Remerciements

sa fille, Et ses proches, remercient mutes les personnes qui lestr out apporté le témoignage de leur sympathie à l'occasion du décès de

Pierre BONNAFÉ, ancien élève de l'Ecole normale supérieure, agrégé de l'Université, chercheur honoraire au CMRS (Centre d'études africtines de l'EHESS).

25, avenne de la République, 75011 Paris.

### Avis de messe

- Une messe sera celébrée le vendredi 1º novembre 1996, à 10 heures, en la chapelle des Pères rédemptoristes, 170, bonlevard du Montparnasse, Paris-14, à l'attention de

M-PHAM THI LAC NHÂN, décédée le 21 soût 1996, à Chicago.

Souvenirs 1 4 1

- Le 28 octobre,

Joëlle Marie Gabrielle CURAN.

Dominique, Antoine, Mailys.

**CARNET DU MONDE** Télécopieur : 01-42-17-21-36 Téléphone : 01-42-17-29-94

ou 38-42

FESTIVAL CINÉMATOGRAPHIQUE 4" COMPÉTITION EUROPÉENNE DU COURT-MÉTRAGE

Y aura-t-il de la neige à Noël? Lundi 28 octobre à 21 h 15

Un été à la Goulette Mercredi 30 octobre à 21 h 15.



Tout le

36 15 LEMONDE

cité de la musique Frans Brüggen Intégrale des Symphonies Parisiennes de Joseph Haydn Orchestre du XVIII<sup>e</sup> Siècle du 1° au 3 novembre M Porte de Pantin réservations 01 44 84 44 84

90-81): Escurial, 13 (01-47-07-28-04:

reservation: 01-40-30-20-10); Mistral,

19º (reservation: 01-40-30-20-10).

les Halles, 1er; Rex, 2º (01-39-17-10-00);

UGC Montparnasse, 6°; UGC Odéon, 6°; Gaumont Ambassade, 8° (01-43-59-

Saint-Lazare-Pasquier, 8 (01-43-87-35-

Normandie, 8°; UGC Opéra, 9°; Maies-

vation: 01-40-30-20-10); Les Nation,

124 (01-43-43-04-67: réservation: 01-

01-40-30-20-10); Gaumont Parnasse,

14° (reservation: 01-40-30-20-10); Gau-

mont Alésia, 14º (01-43-27-84-50; rè-

Beaugrenelle, 15° (01-45-75-79-79);

Gaumont Convention, 15 (01-48-28-

42-27 : réservation : 01-40-30-20-10) :

Majestic Passy, 16º (01-42-24-46-24; ré-

servation: 01-40-30-20-10); Pathé We-

nier, 18t (réservation : 01-40-30-20-10) :

DEAD MAN (A., v.o.): Cinoches, 6º (01-

.o.): L'Entrepàt, 14° (01-45-43-41-63).

FARGO (\*) (A., v.o.) : UGC Ciné-Cité les

Halles, 1": 14-Juillet Odeon, 6" (01-43-

25-59-83; réservation: 01-40-30-20-

10); Gaumont Ambassade, & (01-43-

59-19-08: réservation: 01-40-30-20-

10); UGC Triomphe, 87; Gaumont Opé-

ra Français, 9º (01-47-70-33-88; réser-

vation: 01-40-30-20-10); Gaumont Go-

belins Fauvette, 13 (01-47-07-55-88;

reservation: 01-40-30-20-101; Gau-

mont Alésia, 14º (01-43-27-84-50; ré-

servation: 01-40-30-20-10); Les Mont-

parnos, 14 (01-39-17-10-00; réservation: 01-40-30-20-10); Sept Par-

nassiens, 14° (01-43-20-32-20); Pathé

Wepler, 18t (réservation: 01-40-30-20-

FEW OF US (Lit., v.o.) : Les Trois Luxem-

bcurg, 6 (01-46-33-97-77; réserva-

FOURBI (Suis.): Lucernaire, 6º (01-45-

ABBEH (Ira., v.c.) : 14-Juillet Parnasse,

HAPPY HOUR (A., v.o.) : Gaumont les Hailes, 1" (01-40-39-99-40 ; réserva-

tion: 01-40-30-20-10); Espace Saint-

Michel, 5: (01-44-07-20-49): 14-Juillet

Odéon, 6ª (01-43-25-59-83; réserva-

tion: 81-40-30-20-10); Gaumont Am-

bassade, 8º (01-43-59-19-08; réserva-

tion: 01-40-30-20-10): Gaumont Opéra

Français, 9 (01-47-70-33-88; réserva-

tion: 01-40-30-20-10); La Bastille, 11º

(01-43-07-48-60) ; Gaumont Grand

nasse, 14º (réservation: 01-40-30-20-

INDEPENDENCE DAY (A., v.o.) : UGC CI-

né-Cité les Halles, 1° : UGC Odéon, 6° :

mont Gobelins Fauvette, 13\* (01-47-07-

55-88; réservation: 01-40-30-20-10);

Miramar, 14° (01-39-17-10-00; réserva-

LE JAGUAR (fr.) : Gaumont les Halles

tion: 01-40-30-20-10).

01-40-30-20-10); George-V, 8\*; Ga

aumont Marignan, 8º (réservation :

1..... 01-40-30-20-10).

6' (01-43-26-58-00).

01-40-30-20-10).

46-33-10-82).

Bastille, 11 (01-47-00-02-48; réser-

chel. 5º (01-44-07-20-49).

OU'Y A-T-IL de commun entre France Gall et Valérie Lemercier? Rien, si ce n'est une certaine envie de chanter. Qu'y a-t-il de commun entre Juliette Gréco et Serge Gainshourg? Tout, sauf wae vision très différente de l'art de la survie et du plaisir. Tous ceux-là font de la chanson, ils aiment à iongler avec la simplicité des mots, qu'on ne confondra jamais avec le simplisme. Le 27 octobre à 15 heures, un débat reprendra le vieux débat lancé par Gainsbourg un jour de déprime provocatrice : la chanson est-elle un art mineur? En confiant l'ouverture de ce festival à France Gall et la suite des événe-



chaleureusement mené.

## **UNE SOIRÉE À PARIS**

Super Rail Band de Bamako.

Boubacar Traore Du buffet de la gare de Bamako, on retiendra qu'il fut le creuset des meilleurs groupes de musique africaine, et qu'a la descente du train en provenance de Dakar il y eut toujours de quoi danser. Le Super Rail Band de Bamako ne déroge pas à la regle dépuis. Swing à l'africaine, fraicheur des cuivres et des guitares (albums chez Label bleu/Harmonia Mundi). Pour le blues profond, Boubacar Traoré assure au rayon des New Morning, 7-9, rue des Fetites-

sentiments bien enleves. Ecurles, Paris Io. M. Chatzaud'Eau. 19 heur 21, le 27. Tel. : 61-45-23-51-41. Do 110 F & 150 F. Tito Puesila Saisa Tig Bar Dans le cadro de festival « Mor: York is never the Hot Brace, leprestigicum calesco, alezzapica da lazz latin at des outwas à la cubaine face a Mariette. Tito Puente fait una descento à Paris. Toujours vert.

Hot Brass, 211, ceanue fear-faures, Paris 19. M. Porte-de-Pantin... 20 h 30, les 27 et 28. TeL : 01-40-50-66-98. 140 F.

tie 27). Marka, Maurane (le 28). Valérie Lemercier et Kent (le 29). les Innocents, Dominique A (le 30), Zazie, Jane Birkin (le 31), les Têtes Raides, Oneyed Jack (le 1 novembre) apportent leur concours à ce festival automnal.

\* Troves, du 26 octobre au 1\* novembre. Tél.: 03-25-73-75-97. De 45 Fà 175 F.

> LES DERNIERS JOURS D'EMMANUEL KANT (Fr.): Lucernaire, 6º (01-45-44-57-LES ENFANTS DE LA NATURE (islandais,

Good Riddance, The Vandals Trois représentants du retour du vacarme punk. En vedette, les Américains No FX, gang de collégiens turbulents. Beaucoup de bruit, quelques mélodies sautiliantes et une intransigeance puriste aux principes de base du rock alternatif.

La Cigale, 120, boulevard Rochechouart, Paris 18. Me Pigalle. 19 heures, le 26. Tél. : 01-42-23-15-15, 130 F. Freddy Cole Trio

Fianiste et chanteur, Freddy Cole interpreta sa propie musique, des chefs-d'esuvre du janz recal, des Canderds aubliés, det Mémes pas orajouro átildepis, las chemocos da ton Data Net Mag Cole. In yok: inclà, le jeu de piemo plaisant (ECTYCE CD A Chick of Lors. Pantany/WEA). Freddy Cole se définit dans Les inscekuptibles (p. 76) comme un entertainen un bomme de speciacle dona.

La Villa, 29, rue Jacob, Paris &. M' Saint-Germain-des-Prés. 22 h 30, les 28 et 29. Tél. : 01-43-26-60-00. De 120 F à 150 F.

Ecran Italie, 13 (01-45-80-77-00; réservation: 01-40-30-20-10); Gaumont Par-

## CINEMA

NOUVEAUX FILMS

cł.

de

ďi

CO

de

фı

ve

de

Fc.

SO

CO

au

Fr

ter

A SAN FRANCISCO Film américain de David R. Ellis VF: UGC Ciné-Cité les Halles, 1"; Rex 2" (01-39-17-10-00); Rei, 2" (01-39-17-10-00) : Gaumont Marianan, & (réser vation: 01-40-30-20-10); @ac.gc-V, & Paramount Opéra, 9º (01-47-42-56-31 : réservation : 01-40-30-20-10) ; UGC Lyon Bastille, 12°; UGC Gobelins, 13°; Gaumont Pamasse, 14º (réservation 01-40-30-20-10); Mistral, 14t (01-39-17-10-00; réservation: 01-40-30-20-10); Gaumont Convention, 151 (01-48-28 42-27; réservation: 01-40-30-20-10); Pathé Wepler, 18º (réservation : 01-40-30-20-10) ; Le Gambetta, 20· (01-46-35-10-96; réservation: 01-40-30-20-10).

MISSION: IMPOSSIBLE Film americain de Brian DePalma VO: UGC Ciné-Cité les Halles, 1º ; UGC Ciné-Cité les Halles. 17 : 14-Juillet Beaubourg, 3° (01-42-77-14-55): 14-Juillet efeuille, 6 (01-46-33-73-38); 14-Juillet Odéon, 6, (01-43-25-39-83; réservation: 01-10-30-20-15); 5retagns, 6" (01-39-17-10-00; reservation: 01-10-30-20-10); Gaumont Marignan, & (reservation: 01-40-30-20-10): Publicis Champs-Elvsées, 8: (01-47-20-76-23: réservation : 01-40-30-20-10) ; UGC Normandie, 8º; Max Linder Panorama, 9 (01-48-24-88-88 : réservation : 01-40-30-20-10); UGC Opéra, 9°; UGC Lyon Bastille, 12: Gaumont Grand Ecran Italie, 13 (01-45-80-77-00; réservation: 01-40-30-20-10): Gaumont Grand Ecran Italie, 13º (01-45-80-77-00; réservation: 01-40-30-20-10); 14-Juillet Beaugrenelle, 15° (01-45-75-79-79); Gaumont Kinopancrama, 154 (réservation: 01-40-30-20-10); Majestic Passy, 16º (01-42-24-46-24; reservation: 01-40-30-20-10); UGC Maillot, 17°; Pathé Wepler, 18th (réservation : 01-40-30-20-

10); 14 Juillet-sur-Seine, 19: (reservation: 01-40-30-20-10). VF: Rex, 2º (01-39-17-10-GO); Rex (le Grand Rex), 2º (01-39-17-10-00); UGC Montparmasse, 6°; Paramount Opéra, 9" (01-47-42-56-31; réservation : 01-40-30-20-10); Paramount Opéra, 9º (01-47-42-56-31; réservation: 01-40-30-20-10); Les Nation, 12 (01-43-43-04-67; réservation : 01-40-30-20-10) ; UGC Lyon Bastille, 12°; UGC Gobelins, 13°: UGC Gobelins, 13°; Gaumont Parnasse, 14 (réservation : 01-40-30-20-10) ; Mistral, 14º (01-39-17-10-00; réservation 01-40-30-20-10) : Mistral, 14º (01-39-17-10-00 : réservation : 01-40-30-20-10) : Saumont Convention, 15 (01-48-28-42-27; reservation: 01-40-30-20-10); Majestic Passy, 16 (01-42-24-46-24; réservation: 01-40-30-20-10); Pathé We01-40-30-20-10): Le Gambetta, 20- (01-45-36-10-95: réservation: 01-40-30-20-

Film français de Catherine Breillat 14-Juillet Beaubourg, 3" (01-42-77-14-55); 14-Juillet Odéon, 6º (01-43-25-59-63; reservation: 01-40-30-20-10); George-V, 8 ; 14-Juillet Bastille, 11 (01-43-57-90-81) : Sept Parnassiens, 14" (01-43-20-32-20); 14-Juillet Beaugrenelle, 15\* (01-45-75-79-79).

Film américain de Steve Barron VO: Gaumont les Halles, 1º (01-40-39-99-40: reservation: 01-40-30-20-10): Gaumont Ambassade, 8º (01-43-59-19-08; reservation: 01-40-30-20-10); Sept Parnessiens, 144 (01-43-20-32-20). VF: Gaumont les Halles, 1" (01-40-39-99-40 : réservation : 01-40-30-20-10) : Rex, 2º (01-39-17-10-00); Gaumont Ambassade, 8 (01-43-59-19-08; réservation: 01-40-30-20-10); George-V, 8°; Paramount Opéra, 9º (01-47-42-56-31: ráservation: 01-40-30-20-10); UGC Lyon Bastille, 12°; UGC Gobelins, 13°; Geument Alésia, 14. (01-43-27-84-50; rasarvation: 01-40-30-20-10); Miramar, (01-39-17-10-00; reservation: 01-40-30-20-10); UGC Convention, 15°; Pathé Wepler, 18 (réservation : 01-40-30-20-10).

LES EXCLUSIVITÉS

À TOUTE VITESSE (Fr.): UGC Ciné-Cité les Halles, 1" ; Epée de Bois, 5" (01-43-

L'APPARTEMENT (Fr.): UGC Ciné-Cité les Halles, 1"; Bretagne, 6° (01-39-17-10-00; réservation: 01-40-30-20-10); UGC Danton, 6: UGC Rotonde, 6: UGC Normandie, 8°.

AU LOIN S'EN VONT LES NUAGES (Fin., v.o.): UGC Ciné-Cité les Halles, 1"; Gaumont Opéra Impérial, 2º (01-47-70-33-88; reservation: 01-40-30-20-10); Saint-André-des-Arts 1, 6º (01-43-25-18); La Pagode, 7º (réservation: 01-40-30-20-10); La Bastille, 11º (01-43-07-48-60); Gaumont Grand Ecran Italie, 13 (01-45-80-77-00; réservation: 01-40-30-20-10); Gaumont Parnasse, 14° (réservation: 01-40-30-20-10); Gaumont Alésia, 14 (01-43-27-84-50; réserva-

BEAUTIFUL THING (Brit., v.o.): UGC Forum Orient Express, 1"; Lucernaire, 6" (01-45-44-57-34); L'Entrepôt, 14º (01-45-43-41-63).

BREAKING THE WAVES (\*) (Dan., v.o.): UGC Ciné-Cité les Halles, 1°; 14-Juillet Beaubourg, 3º (01-42-77-14-55); 14-Juillet Hautefeuille, 6º (01-46-33-79-38); UGC Danton, 6º; UGC Rotonde, 6"; UGC Champs-Elysées, 8"; UGC Opéra, 9"; 14-Juillet Bastille, 11" (01-43-57-

pler, 18: (rèservation : 01-40-30-20-10) ; 14 Juillet-sur-Seine, 19 (réservation :

PARFAIT AMOUR (\*\*)

PINOCCHIO

1\* (01-40-39-99-40 ; réservation : 01-40-30-20-10) ; Rex, 2• (01-39-17-10-00) ; UGC Montparnasse, 5°; UGC Odéon, 6°; Gaumont Ambassade, 8° (01-43-59-19-08; réservation: 01-40-30-20-10); Publicis Champs-Elysées, 8º (01-47-20-76-23; réservation: 01-40-30-20-10); Saint-Lazare-Pasquier, 8º (01-43-87-35) 43; réservation : 01-40-30-20-10); Gaumont Opéra Français, 9 (01-47-70-33-86 : réservation : 01-40-30-20-10) ; Les Nation, 12º (01-43-43-04-67: réservation: 01-40-30-20-10); UGC Lyon Bastille, 12°; Gaumont Gobelins Fauvette, 13\* (01-47-07-55-88; réservation: 01-40-30-20-10): Gaumont Parnasse, 14º (réservation : 01-40-30-20-10) : Gaumont Alésia, 14º (01-43-27-84-50; reservation: 01-40-30-20-10); Miramar, 14\* (01-39-17-10-00: reservation: 01-40-30-20-10); 14-Juillet Beaugrenelle, 15 (01-45-75-79-79); Gaumont Convention, 15 (01-48-28-42-27; réservation: 01-40-30-20-10); Majestic Passy, 16° (01-42-24-46-24; réservation:

37-57-47).

LE JARDIN (Fr.-Sio., v.o.): Action Christine, 6 (01-43-29-11-30). LABYRINTHE (Fr.-Arm.-Tch., v.o.) : L'Enôt, 14° (01-45-43-41-63). LE LIVRE DE CRISTAL (Suis.) : Reflet Médicis I, 5° (01-43-54-42-34). LONE STAR (A., v.o.) : UGC Ciné-Cité les Halles, 1ª; Reflet Médicis II, 5º (01-43-54-42-34); Gaumont Ambassade, 8 (01-43-59-19-08; réservation: 01-40-30-20-10) ; Sept Parnassiens, 14° (01-43-20-32-20). tion : 01-40-30-20-10).

LES NOUVELLES AVENTURES DE WALLACE ET GROMIT (Brit., v.f.) : Lucernaire, 6º (01-45-44-57-34). PARTY (Fr.): Latina, 4 (01-42-78-47-86); Le Quartier Latin, 5° (01-43-26-84-

01-40-30-20-10); UGC Maillot, 17°; Pa-

thé Wepler, 18 (réservation : 01-40-30-

20-10); 14 Juillet-sur-Seine, 19 (réser-

vation : 01-40-30-20-10) ; Le Gambetta,

20- (01-46-36-10-96; réservation: 01-

40-30-20-10).

PONETTE (Fr.): Gaumont les Halles, 1= (01-40-39-99-40; reservation: 01-40-30-20-10) ; Gaumont Opéra Impérial, 2º (01-47-70-33-88; reservation: 01-40-30-20-10); L'Arlequin, 6° (01-45-44-28-80: réservation: 01-40-30-20-10): Ely-

sées Lincoln, & (01-43-59-36-14); UGC Gobelins, 13°; Les Montparnos, 14° (01-39-17-10-00; réservation: 01-40-30-20-

14 (01-39-17-10-00; réservation: 01-40-30-20-10); 14-Juillet Beaugrenelle, LA PROMESSE (Bel.): 14-Juillet Beau-151 (01-45-75-79-79); Bienvenüe Montpamasse, 15° (01-39-17-10-00; réservabourg, 3º (01-42-77-14-55); Racine tion: 01-40-30-20-10); UGC Maillot, n, 6º (01-43-26-19-68; réserva-Odéo 17°; Pathé Wepler, 18° (réservation : 01-40-30-20-10); 14 Juillet-sur-Seine, tion: 01-40-30-20-10); Saint-Andrédes-Arts I, 6\* (01-43-26-48-18); Le Baizac, 8° (01-45-61-10-60); 14-Juillet Bastille, 11 (01-43-57-90-81); Bienvenüe CAMELEONE (Fr.): Espaçe Saint-Mi-Montparnasse, 15º (01-39-17-10-00 : ré-CAPITAINE CONAN (Fr.): UGC Ciné-Cité servation: 01-40-30-20-10).

> LA RENCONTRE (Fr.): Saint-André-des Arts I, 6º (01-43-26-48-18). LES SABLES MOUVANTS (Fr.) : Le Quartier Latin, 5 (01-43-26-84-65).

19-08; réservation: 01-40-30-20-10); SECRETS ET MENSONGES (Brit., v.o.): 43; réservation: 01-40-30-20-10); UGC UGC Ciné-Cité les Halles, 1º : Gaumont Opéra impérial, 2º (01-47-70-33-68 ; réservation : 01-40-30-20-10) ; 14-Juille Hautefeuille, 64 (01-46-33-79-38); UGC Danton, 6º: UGC Montgarnasse, 6º: La 40-30-20-10) ; Gaumont Gobelins Ro-din, 13\* (01-47-07-55-88 ; réservation : Pagode, 7º (réservation: 01-40-30-20-10); Gaumont Champs-Elysées, 8° (01-43-59-04-67; réservation : 01-40-30-20-10); La Bastille, 11° (01-43-07-48-60); Gaumont Gobelins Rodin, 13° (01-47servation: 01-40-30-20-10); 14-Juillet 07-55-88; réservation: 01-40-30-20-10) ; Sept Parnassiens, 14 (01-43-20-32-20); 14-Juillet Beaugrenelle, 15° (01-45-75-79-79); UGC Maillot, 17°; Pathé Wepler, 18 (réservation : 01-40-30-20-10); 14 Juillet-sur-Seine, 19 (réserva-tion : 01-40-30-20-10). 14 Juillet-sur-Seine, 19 (réservation :

THE CELLULOID CLOSET (A., v.a.): 14uillet Beaubourg, 3° (01-42-77-14-55); L'Entrepôt, 14° (01-45-43-41-63). THE VAN (Brit., v.o.): UGC Forum Orient Express, 1"; Epée de Bois, 5' (01-43-37-57-47); Cinoches, 6' (01-46-

33-10-82); Lucernaire, 6º (01-45-44-57-TIME VIB MORMALE (Brit\_ v.o.): 14-Juillet Beaubourg, 3 (01-42-77-14-55). LES VOLEURS DE CINÉMA (It., v.o.) : La-

tina, 4\* (01-42-78-47-86). LES VOLEURS (Fr.): UGC Forum Orient Express, 1"; Majestic Bastille, 11" (01-47-00-02-48; reservation: 01-40-30-20-10); Gaumont Parnasse, 14º (réservation: 01-40-30-20-10).

WALKING AND TALKING (A., v.o.): UGC Forum Orient Express, 1"; Les Trois Luxembourg, 6" (01-46-33-97-77; réservation : 01-40-30-20-10) ; Elysées Lincoln, 8º (01-43-59-36-14); Sept Parnassiens, 14° (01-43-20-32-20), WITTGENSTEIN (Brit., v.o.): Lucernaire. 6º (01-45-44-57-34).

LES REPRISES

LA BELLE AU BOIS DORMANT (A., v.f.): Grand Pavois, 15 (01-45-54-46-85 : réservation: 01-40-30-20-10); Saint-Lambort, 15' (01-45-32-91-68).

LES 101 DALMATIENS (A., v.f.): 14-Juil let Parnasse. 6º (01-43-26-58-00); Club Gaumont (Publicis Matignon), 8º (01-42-56-52-78) ; Grand Pavols, 15\* (01-45-54-46-85; réservation: 01-40-30-20-10) : Saint-Lambert, 151 (01-45-32-91-

CITIZEN KANE (A., v.o.): Grand Action, 5 (01-43-29-44-40). LE CRI DE TARZAN (Fr.): 14-Juillet Seaubourg, 3º (01-42-77-14-55); Grand Pavois, 15º (01-45-54-46-85; réservation: 01-40-30-20-10). LA JETÉE (Fr.) : 14-Juillet Beaubourg, 3<sup>a</sup>

(01-42-77-14-55). LE ROI ET L'OISEAU (Fr.) : Denfert, 14 (01-43-21-41-01) ; Grand Pavois, 15\* (01-45-54-46-85 ; réservation : 01-40-30-20-

UNE FEMME QUI S'AFFICHE (A., v.o.) : Mac-Mahon, 17º (01-43-29-79-89) UNE FEMME SOUS INFLUENCE (A. v.o.): 14-Juillet Beaubourg, 3º (01-42-77-14-55); Studio Galande, 5º (01-43-26-94-08; réservation: 01-40-30-20-

LE VOLEUR DE BICYCLETTE (IL, V.O.): Le Champo - Espace Jacques-Tati, 5 (01-43-54-51-50 ; réservation : 01-40-30-20-10) : Denfert, 14\* (01-43-21-41-01).

LES SÉANCES SPÉCIALES

CONTES IMMORAUX (\*\*) (Fr.): Acca-tone, 5\* (01-46-33-86-86) dimanche

21 h 10. LE CRIMINEL (A., v.o.): Saint-Lambert, 15 (01-45-32-91-68) samedi 18 h 30. DANS LA VILLE BLANCHE (Suis.-Por. v.o.): 14-Juillet Beaubourg, 3" (01-42-77-14-55) dimanche 11 h 25. DUNE (A., v.o.): Grand Pavois, 19 (01-45-54-46-85; réservation: 01-40-30-20-

10) samedi 21 h 40. LA PARTY (A., v.o.) : Reflet Médics II, 5 (01-43-54-42-34) dimanche 12 h 05. LE PETIT CIRQUE ET AUTRES CONTES (Fr.): Denfert, 14 (01-43-21-41-01) di-

manche 10 h 30, LA PLANÈTE SAUVAGE (Fr.-Tch.) : Accatone, 5º (01-46-33-86-86) dimanche

QUARTET (Brit., v.o.): Studio 28, 18 (01-46-06-36-07; réservation: 01-40-30-20-10) samedi 17 h, 19 h, 21 h. LA ROSE POURPRE DU CAIRE (A., v.o.) : Grand Pavois, 15 (01-45-54-46-85; réservation : 01-40-30-20-10) samedi 20 h.

LE SACRIFICE (Pr.-Su., v.o.): Accetone, 5" (01-46-33-86-86) samedi 16 h 50. SALO OU LES 120 JOURNÉES DE SODOME (\*\*) (it., v.o.): Accatone, 5 (01-46-33-86-86) dimanche 19 h. THELONIOUS MONK (A., v.o.): Ima d'ailleurs, 5º (01-45-87-18-09) samedi

22 h 10. VIRIDIANA (Mex., v.o.): Accetone, 5: (01-46-33-86-86) samedi 19 h 30.

FESTIVALS

CARTE BLANCHE À RIVAGES NOIR (v.o.), Grand Action, 5 (01-43-29-44-40). L'Ami américain, sam. 16 h 10, 18 h 10, 21 h; Il était une fois dans 'Ouest, dim. 14 h, 17 h 20, 20 h 40; Mean Streets, lun. 14 h, 16 h, 18 h, 21 h; Un monde parfait, mar. 14 h, 16 h 25, 18 h 50, 21 h 15. CHARLIE CHAPLIN (v.o.), L'Entrepôt, 14º (01-45-43-41-63). Les Temps mo-

dernes, dim. 14 h, 16 h, 18 h, mar. 22 h;

Le Dictateur, sam. 16 h 30, 19 h, 21 h 30; Monsieur Verdoux, lun. 14 h, 16 h 30; 19 h, 21 h 30; Les Feux de la rampe, mar. 14 h, 17 h.

CINE-CLUB CLAUDE-JEAN PHILIPPE (v.a.), L'Artequin, 6º (01-45-44-28-80). Carla's Song, dim. 11 h. CINÉ-CONCERT-THÉATRE, L'Arlequin, 6º (01-45-44-28-80). Le Voleur de Bag-

dad, mar. 20 h 15. CINQ CHEFS-D'GUVRE DU CINÈMA EROTIQUE JAPONAIS (v.o.), Espace Saint-Michel, 5º (01-44-07-20-49). Marché sexuel des filles, lun. 12 h 25 ; Rue de la joie, dim. 22 h 50, mar. 12 h 25; La Véritable Histoire d'Abe Sada, dim. 12 h 25; La Maison des perversités. sam. 22 h 50, mar. 22 h 50; La Barrière de la chair, lun. 22 h 50. COURTS-CIRCUITS, Le République, 11º

(01-48-05-51-33). La Petite Mort, mar. CYCLE LES FRÈRES JOEL ET ETAN COEN (v.o.), Le Champo-Espace Jacques-Tati, 5" (01-43-54-51-60). Miller's Crossing, sam. 18 h 05, 22 h 10, mar. 14 h, 18 h 05, 22 h 10; Blood

Simple, fun. 14 h, 18 h 05, 22 h 10; Arizona Junior, dim. 14 h. 18 h 05, 22 h 10. CYCLE MARX BROTHERS (v.o.), Le Champo-Espace Jacques-Teti, 5º (01-43-54-51-60). Une nuit à Casablanca, dim. 12 h 15, mar. 12 h 15; La Soupe au canard, sam. 12 h 15; Plumes de cheval, lun. 12 h 15.

DOCUMENTAIRE SUR GRAND ÉCRAN, Le Cinéma des cinéastes, 17° (01-53-42-40-20). Les Années déclic, dim. 10 h 30; A la recherche de Christian B, dim. 18 h; Muhammad Ali the Greatest dim. 20 h.

ENFER DE DANTE, Auditorium du Louvre, 1\* (01-40-20-52-99). l'Enfer, sam. 18 h : Pestilent City, sam. 20 h 30 ; L'Enfer de Dante, sam. 20 h 30 ; Le Paradis, dim. 16 h; Inauguration of the Measure Dome, dim. 16 h; Maciste en enfer, dim. 19 h; Maciste en enfer, lun. 20 h 30.

WERNER FASSBINDER (v.o.), Accatone, 5º (01-46-33-86-86). Tous les autres s'appellent Ali, lun. 12 h 20; Les rmes amères de Petra von Kant, lun. 22 h 10; La Femme du chef de gare, mar. 16 h.

FESTIVAL DE BIARRITZ (v.o.), Le Cinéma des cinéastes, 17º (01-53-42-40-20). Caïaçara, lun. 14 h ; Floradas na serra, mar. 16 h : La Parole donnée, mar. 18 h ; O Cangaceiro, lun. 18 h 15, mar. 14 h ; Scario, dim. 22 h ; Sol de Otono, sam. 22 h ; Tico-Tico no fuba, lun. 16 h. FESTRAL MORETTI (v.o.), Reflet Médicis II, 5º (01-43-54-42-34), Sogni d'oro,

mar. 12 h 10. ALFRED HITCHCOCK (4.0.), Le Champo Espace Jacques-Tati. 5 (01-43-54-51-60). L'Inconnu du Nord-Express, sam. 16 h 05, 20 h 10 ; la Loi du silence, dim. 12 h, 16 h 05, 20 h 10; Soupçons, lun. 12 h. 16 h 05. 20 h 10 : Mais curi a tué Harry 7, mar. 12 h, 16 h 05, 20 h 10. LES INDÉPENDANTS AU RÉPUBLIC, Le République, 11º (01-48-05-51-33). Muriel fait le désespoir de ses parents,

lun. 20 h 30. MIZOGUCHI RETROUVÉ (v.o.), Europa Panthéon (ex-Reflet Panthéon), 5° (01-43-54-15-04). Les Contes des chrysenthèmes tardifs, sam, 16 h 30, 19 h 10, 21 h 45; Les Musiciens de Gion, dim-14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h; Les Coquelicots, lun. 13 h 50, 16 h 30, 19 h 10, 21 h 45 ; L'intendant

13 h 50, 16 h 30. NUIT DE LA SÉRIE CULTE TY (v.o.), Max Linder Panorama, 9º (01-48-24-88-88). Le Fugitif, sam, 0 h 30.

NUIT SERIAL KILLER (v.o.), Racine Odéan, 6º (01-43-26-19-68). Le Sixièm Sens, sam. 0 h ; Seven, sam. 2 h ; Serial Mother, sam. 4 h.

PASOLINI (v.o.), Accatone, 5º (01-46-33-85-86). Quatre histoires comiques, dim. 15 h 20 ; Œdipe roj, dim. 17 h 10, mar, 19 h 40.

RICHARD OURNE (v.o.), Action Scoles. 9 (01-43-25-72-07). L'Adorable Voisine, dim. 14 h 10, 16 h 10, 18 h 10, 20 h 10 ; Deux têtes foiles, sam. 16 h 10, 18 h 10, 20 h 10, mar. 14 h 10, 16 h 10, 18 h 10, 20 h 10 ; L'inquiétante Dame en noir, lun. 14 h, 16 h 30, 19 h, 21 h 30.

OUINZAINE DU CINÉMA FRANCOPHONE. Centre Wallonie Bruxelles, 4º (01-42-71-26-16). Matameta et Pilipili, sam. 18 h 30 ; Ma-

cadam Tribu, sam. 20 h 30. RÉTROSPECTIVE AKI KAURISMAKI (v.o.), Studio des Ursulines, 5º (01-43-26-19-09). La Hille aux allumettes, sam. 20 h, dim, 16 h, mar, 15 h 10 : l'ai engagé un tueur, lun. 15 h 35 ; Tiens ton foulard, Tatiana, sam. 18 h 40, lun. 17 h 15, 20 h 15; Ariel, dim. 21 h, mar. 13 h 40; La Vie de bohème, dim. 14 h; Au loin s'en vont les nuages, sam. 21 h 30; Shadows in Paradise, sam. 16 h 50, dim. 17 h 30; Hamlet Goes Business, dim. 19 h 15, mar. 16 h 35; Crime et Châtiment, lun. 13 h 45 ; Les Leningrad Cow-Boys rencontrent

Moise, kun. 21 h 35. RÉTROSPECTIVE BERTRAND TAVERNIER, Le Cinéma des cinéastes, 17º (01-53-42-40-20), Autour de minuit, sam. 16 h, 19 h, 22 h; Coup de torchon, mar. 17 h ; La Passion Bé trice, mar. 14 h; Que la fête commence, dim. 13 h 15, lun. 13 h 45, 16 h 30, 19 h, 21 h 30; Un diman la campagne, dim. 13 h 30, 15 h 30, 17 h 30, 19 h 30, 21 h 30 ; La Mort en direct, iun. 17 h 30, mar. 13 h 30, 16 h,

18 h 30, 21 h. RÉTROSPECTIVE LARS VON TRIER (v.o.), Le Cinéma des cinéastes, 17º (01-53-42-40-20). Element of Crime, dim. 15 h 30, mar. 20 h 30 ; Europa, dim. 13 h ; The Kingdom, sam. 19 h, 21 h 45, lun. 20 h 30 ; Epidemic, sem. 18 h, dim.

RÉTROSPECTIVE RISTO JARVA (v.o.), Institut finlandais, 5 (01-40-51-89-09). Le Temps des roses, sam. 16 h. ÉRIC ROHMER. Le Champo-Espace Jacques-Tati, 5º (01-43-54-51-60). Ma nuit chez Maud, dim. 13 h 50, 20 h,

22 h; Perceval le Gallois, dim. 15 h 50; Les Nuits de la pleine Lune, sam. 20 h, mar. 13 h 50, 20 h; Le Genou de Caire, sam. 22 h, mar. 15 h 50, 22 h; L'Arbre, le Maire et la Médiathèque, lun. 13 h 50, 20 h; le Rayon vert, lun. 15 h 50, 22 h.

THE LUBITSCH TOUCH (v.o.), Action Ecoles, 5 (01-43-25-72-07). The Shop around the Corner, dim. 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h; La Folle ingénue, iun. 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h; La Huitième Femme de Barbe-Bleue, sam. 17 h 20, 19 h, 20 h 40, 22 h 20; Sérénade à trois, mar. 14 h, 15 h 40, 17 h 20, 19 h, 20 h 40, 22 h 20.

UNE HISTOIRE DU CINÉMA MONGOL (v.o.), Epée de Bois, 5. (01-43-37-57-47). Les Cinq Couleurs de l'arc-en-ciel, sam. 18 h; le Ta-mir limpide, mar. 16 h; Le Garçon de la capitale, dim. 16 h; Les Liens du sang. sam. 20 h, lun. 16 h; Akdas, kun. 18 h; Le Réveil, dim. 20 h, mar. 18 h; L'Ombre, dim. 18 h, mar. 20 h; L'Aigle fier, sam. 16 h, kan. 20 h.

VISION DU FUTUR (v.o.), Studio 28, 18 (01-46-06-36-07), Fahrenheit 451, dim WIN WENDERS (u.o.), Accatone, 5- (01-46-33-85-86), Jusqu'au bout du monde, sam. 21 h 10; Alice dans les villes, kun. 17 h 05; Nick's Movie, mar.

18 h. BELLY WILDER (v.o.), Action Christine. 6º (01-43-29-11-30). Témoin à charge, sam. 16 h 30, 19 h, 21 h 30; ta Garçonnière, dim. 14 h, 16 h 30, 19 h, 21 h 30: Assurance sur la mort, lun. 14h, 16h, 18h, 20h, 22h; Certains 'aiment chaud, mar. 14 h, 16 h 30.

LA CINÉMATHÈQUE

Palais de Challiot (01-47-04-24-24) DEMANCHE Youssef Chabine: L'Appel des amants (1960, v.o. s.t.f.), de Youssef Chabine,

16 h 30; Un homme dans me vie (1961, v.o. s.t.f.), de Youssef Chahine, 19 h ; Le Vendeur de bagues (1965), de Yousse Chahine, 21 h. MARO

Conférence de Michèle Laguy : Mettre en sobre l'histoire, 18 h 30.

100

\$ 4000

12 12- a

. 215 com., ....

(SUP)E/

Ŋ;

52

Paneta

. . . .

3

स्थातिक १० मा 🛎

(01-47-04-24-24)

DIMENORE Le Cinéma de la cruenté : L'Applit (1953, v.o. s.t.f.), d'Anthony Mann, 17 h; Les Amaqueurs (1990, v.o. s.t.f.), de Stephen Frears, 19 h 30; Le Divin Marquis de Sade (1971, v.o. s.t.f.), de

Cyril Enfield, 21 h 30. CENTRE GEORGES-POMPIDOU

Salle Garance (01-42-78-37-29)

Le Cinéma tchèque et sloveque : Sacrifice pour un pota (1982, vo. s.t.f.), d'A. Born, J. Doubrava, M. Macourek; Au feu les pompiersi (1967, v.o. s.t.f.), de Milos Forman, 14 h 30; Excese (1932, v.o. s.t.f.), de Gustav Mediaty, 17 h 30 : Photographie des habitants d'une maison (1968, v.o. s.t.f.), de Dusan Tranck; l'Orgue (1964, v.o. s.t.f.), de Stefan Uhec, 20 h 30.

La Cinéma tribétura et deservos : la Si rène (1947, v.o. s.t.f.), de Karel Stekly, 14 h 30; Un jour un chat (1963, v.c. s.t.f.), de Vojtech Jasny, 17 h 30 ; l'Après-midi d'un vieux faune (1983,

v.o. s.t.f.), de Vera Chytilova, 20 h 30. VIDÉOTHÈQUE DE PARIS 2. grande galerie. porte Saint-Eustriche.

Forum des Halles (01-44-76-62-00)

DIMANCHE

Le Cinéma africain dans la ville : Picc Me ; Zan Boko (1988), de Gaston Jean-Marie Kabore; Kin Kiesse (1982), de Ngangura Mweze: Jom (1981), d'Ahabacar Samb Makharam, 14 h 30; A nous la rue (1987), de Mustapha Dao: Baara (1978), de Souleymane Cissé : Le Franc de Djibril Diop Mambety; Nyamarrton (1986), de Cheick Oumar Sissoko, 16 h 30; Le Certificat d'indigence (1982), de Moussa Yoro Bathily; La vie est belie; Cinq jours d'une vie (1972). de Souleymane Cissé; Badou Boy, 18 h 30; Matanga de David-Pierre Fila; Contras' City; Grand Combat; Quagadougou, puaga deux roues (1986), d'Idrissa Ouedraogo; N'Jangaan,

MARDI A nous deux, la ville : Seule à Paris (1965), de Robert Guez; Le Paris des Auvergnats (1994), de Jean-Pierre Beaurenault, 14 h 30; Rossignol de -mes amours (1991), de Christian Merret-Palmair ; Mirage de Paris (1932), de Fédor Ozep, 16 h 30; les Mardis de la Scam, 19 h; Pot-Bouille (1957), de Julien Duvivier, 21 h.

GALERIE NATIONALE DU JEU DE PAUME

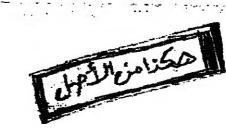
(01-47-03-12-50)

DIMANCHE Un Hamlet de moins (v.o.), de Carmel Bene, 17 h 30. MARD

Notre-Dame des Turcs (1968), de Carmelo Bene, 17 h 30. (\*) Films interdits aux moins de 12 ans. (\*\*) Films interdits aux moins de 16

TOUS LES FILMS PARIS/PROVINCE 3615

ou tél.: 01-36-68-03-78 (2,23 F/ mn)



\* 9

(A) 

. ........ 1 P

De e Ze

\* 54 mg

-

774 1 200

....

SETT WE

1272 B

-1 124, g

## France 2

る意を

- H--

FOLLE DE MOI

Un adolescent qui refuse de rencontrer et passer le week-end seul avec sa future belle-mère va changer d'identité avec son camarade

## HOLLYWOOD NIGHT Série. Intervention immédiate, de Paul Lynch, avec Andrew Clay, Robert

Un groupe de terroristes prend en otage l'organisatrice et les candidates d'un concours de

beauté diffusé en direct à la 0.20 L'Hôtel des passions. Série. Chauve qui peut. 1.15 Journal, Météo.

125 Les Rendez-vous de Peninsprise (redif.). 130 TF i mit. 139 Histoire des inventions. (60 min, passage de Pacture d'été à l'heura d'hiver). 2011 Phopne. 230 TF i mit. 3.00 et 3.50, 4.55 Histoires naturelles. 4.45 Mandre

## 52' JUSTE POUR RIRE Diverissement présenté par Bruno Solo. Les mellieurs moments des cinq galas du Festival de Montréal. Avec Minie Mathy, Michel Muller, Anne. Roumanoff, Manue Riotte, Pascai Légitimus, Anthony Kavanagh, Michel Courtemanche. (55 min). S048201 0:200 Journal, Météo.

► LE CŒUR

Divertissement présenté par Patrick Sébastien. Spécial Georges Brassens, im Raymond Devos, Serge Lama Brillant, jordy, etc.

**AU SHOW** 

0.10 La 25 Heure. Magazine. Albert Speer le nazi repenti, de Martin Davidson 9070737

1.15 Botilion de cuintre (rediff., pas-sege de l'heure d'été à l'heure d'hi-ver). 1.20 Enrocops. Série, Jouer avec le feu. 2.45 Cossicayak. 3.10 Sin Aver-

### France 3

20.50 CHIENNE DE VIE

Téléfèm de Jacques Weber, avec Marie Laforêt, Bernard Menez 444830 (30 ma). Un acteur connu, dont la corrière connuit quelques ratés, accepte de participer au pied levé à une pièce écrite par son

#### 22.20 LES DOSSIERS

DE L'HISTOIRE Au début des années 50, une équipe d'artistes du ballon rond domine le football mondial et devient l'emblème de tout un peuple : le "onze" hongrois.

23.30 Journal, Météo. 23.55 Musique et compagnie. Les enfants prodiges russes (60 mln). 9.55 Le Thélère de José Arthuz. Invité: Robert Lamoureux, pour Si je peur me permetir au Thélère des Nouveaunés. 1.15 Capitaine Furillo. Adleu Mr. Soripas. Série. 2.00 Missigne Graffiti. Ceuvres de Lisza, par Françoise Buffet-Arsenijevic, plano (20 min).

20.45 TANNER FOR PRESIDENT ullieton [1/10] de Robert Altman, avec Michael Murph mela Reed (80 min).

Panea Reed (80 min). 38808-1988. Alors que la campagne présidentielle américaine bat son plein, Robert Altman invente un candidat fictif qu'il place dans le contexte réel de la course au pouvoir. Satire au vitriol sur la monipulation par l'image... 22.05 Métropolis. Magazine (60 min).

MUSIC PLANET Magazine. World Collection. Carlinho Bahla, de Claude Santiago (50 min). Portrait de Carlighas Brown, percussionniste, compositeur, mais aussi agitateur social et idole des bidonvilles, qui côtoie depuis plus de vingt ans les grandes stars de la musique brésilienne.

0.00 L'Air : Le Jour de mon anniversaire Téléfilm de Joao Botelho, avec Jessica Wei joso Lagarto (1992, v.o., rediff., 62 min).7892572 Pour son anniversaire, un garçon reçoit un ballon, un livre d'images sur le ciel et les étailes, et le retour de son père, libéré pour bonne conduite... Le thème de l'air dans la série portugaise des « Quatre éléments » diffusés sur Arte en 1993.

1.65 Guestle d'amour E E E Film de jean Grémilion evec jean Gablo, Mireille Balin (1937, N., rediff., 90 min).

**AUX FRONTIÈRES DU RÉEL** 

M 6

20.50

Duchovny. La visite. Skinner, chef adjoint du FBI, est au cœur d'une affaire de meurtre. Scully prend contact avec le psychiatre de ce suspect inattendu... Le seigneur du magna. Un écrivoin, à qui son éditeur vient de commander un livre sur un enlèvement commis par des extraterrestres, contacte Scully.

complot qui bouleverse leur confiance mutuelle. 23.25 Cauchemar Téléfilm de John Pasquin, avec Victoria Principal 2102581 (90 min). 1.05 Rock express. Magazine. 1.35 La Nuit des clips.

Hallucinations. Mulder et Scully mettent au jour un

#### Canal +

COUP DE BLUES Téléfilm de Xa avec Feodor A

enquête sur des flics ripoux. 22.25 Le Printemps des phoques de Weddel.

## TRUE

ROMANCE # # Film de Tony Scott avec Christian Stater (1993, 116 min). 6496 0,55 Le Bonheur Film d'Agnès Varda

avec Jean-Claude Drouot. (1965, 77 min). 9818 Film de Thomas Gilou avec Tabatha Cash (1994, 86 min). 3.40 The Rock'n'Roll Hall of Fame. Mi

5.40 Forrest Gump # #

(1994, +, 137 min). 8047268

Les films sur les chaînes

## européennes

TSR 0.10 Le Tueur du fuine. Film de Rachel Talaisy (1994, 90 min). Avec Karen Allen, Chris Mulkey. Famostique.

### Radio

France-Culture 20.45 Fiction: Nouveau

répertoire dramatique. Le Porteur de cadavres, d'Yve Ravey.

22.35 Musique: Décibels.
Auroportrait de Carles
Santos; Atefier de Gamelar
la Ché de la musique; Ecrit
et critique musique; Ecrit
et critique musique; Ecrit
et critique musique; Ecrit
et critique musique; Ecrit
et concert en apparitement de
Pierre Henry.

0.05 Fiction: Tard dans la nuit.
Nouvelles de Pierre Siriac: Quelques
mots avant de partir; Adieu ma beauté. 0.55 Chronique du bout des
heures. 1.00 Les Nuits de FranceCulture. (rediff.).

#### France-Musique

20,00 Opéra.
Donné en octobre, à l'Opéra
Bastille, à Paris, par le Choeur
et l'Orchestre de l'opéra
national de Paris, dir. Ingo
Metzmacher: Katia
Kabanova, de Janacek, (opéra
en trois actes).

22.45 Entracce.

23.05 Le Bel Aujourd'hui. Karlheim
Stockhausen de vive voix
(ir partie des entretiens de
février, à Leipzig). - Octobre
en Normandie. Concert
donvé le 9 octobre, au
Conservatoire de Rouen, par
le Quatuor Anditti et la Tokyo
Sinfornietta, dir. Kunistala
Kokalji : Quatuor à condes, de
Nodaira ; Hensrophony, de
Nishimura ; Dherquences pour
quatuor, de Taira ; Rain Spell,
de Talzeminsu ; Recurrence, de
Ichiyanagi ; Lydian pour de Takemitsu : Recurrenci Ichiyanagi : Lydian pour orchestre de chambre, de Emura : Seven Choral Variations For Silence, de

1.00 Les Nuits de France-Musique

### Radio-Classique

20.40 Les Soirées J LES SOTTES

de Radio-Classique.

La Pologne, Polonaise
britane, de Wieniswski ;
Quinerte op. 34, de Zarebski,
dir. Wilanow ; Javrusta
ouverure, de Monkessko, par
la Fitharmonia Pomoriska.
Bertosver, dir Sananuski .

22.40 Da Capo. Ceuvres de Franck, Bach, Haendel, Purcell, Mozart. 0.00 Les Nuits de Radio-Classique.

### Les soirées sur le câble et le satellite

TV 5 20.00 Julie Lescent. Double rousse. 21.30 Télécinéma.

des cinq continents. 22.00 journal (France 2). 22.35 Spécial Fa si la chamber (France 3 du 15/10/96) 0.30 Solr 3 (France 3).

Planète 20.35 Kenzaburô Oe et son fils Hilkari. Une afaire personnelle 21,20 Orques en liberté.

12.50 A VISI (由)

Série. La Justicibile Walles

15.05 Un tandem de chec.

Série, SOS pizza.

de Paim Beach.

14.15 Arabesque Série.

14.00 Les Dessous

Prères d'armes. 16.45 Disney Parade.

18.00 Des millions

19.08 7 sur 7.

le temps, ser

22.40

(1981, 95 min).

1 7' E

1 - 2

20

 $\mathbb{R}^{2^{n-1}}$ 

de copains.

Léstaré (60 min). 20.00 journal,

Tierce, Méséo.

FOREVER YOUNG

Film de Stese Milner, avec Mei Ginson Jamie Lee Curtis (1992, 102 min). 1486

22.30 Ciné dimenche.

Une fable sur l'amour qui défie le terres, seminientalisme

ingnan. Pour ceux que Mei

PÉTROLE, PÉTROLE

997084

rum de Christian Gion, avec Bernard Biler, Jean-Hame Martele

Un émir du pétrole augmen prix du baril. Le PDG d'une

importante société l'accable de flatteries, mais un pempiste se place en concurrent imprésa.

Or il est marié à une jeune femme aui est, sans le savoir, la

0.25 Histolie des inventions, 1.20 et 2.20, 3.20-TF | unit, 1.30 et 2.30, 3.30, 4.20, 5.10 Histolies naturelles, 4.50 Musicon

femme qui est, sons le savo fille de... Comédie bâciée.

0.15 Journal, Météo.

Les vacances de l'amous.

Magazine. Iswité : François

21.50 15 jours sur Planète. 22.15 Sous un toit de Paris. 23.10 Une mission scientifique de Discovery. 0.00 Tags (50 min).

**Paris Première** 20.30 Voitures et voiliers de légende. 22.05 Björk.
D'Emmanuel Pumpuri
ex Fablen Raymond. 22.30 Nova.

France 2

12.52 Secret de chef. 12.55 et 13.15 Météo.

13.00 Journal. 13.25 Dimanche Martin.

Le monde est à vous avec

L'école des fans avec Gilbert

invités : Smain, Cristiana

A cheval, Météo.

Adoption furtive. Pendant que Benton se rétablit, Carter foir preuve de grands talents.

Il y a des jours comme ça. Le docteur Ross voit sa conduite et docteur Ross voit sa conduite et cuite de la conduite et cuite et cause par

son internat remis en cause par

CETTE ÉPROÚVETTE

Quelles sont les réactions des enfants qui découvrent que leur vie a commencé dans une

xivette ? Une enquête

su cocur de la danse.

1.35 Crocedile Ballon. 1.50 Et la vie contisse. Série. 2.50Les locumus du mont Blanc. 4.30 Les Fons du cinque.

Gala de ballet. « Honumage

0.05 journal, Météo.

4 Yarsovie >

0.20 Musiques

6479973

MON PÈRE,

ngoureuse.

15.05 L'Hoomse à la Roll's.

16.00 Dimmorbe Martin.

Les cavernes englot

17.48 et 4.55 Stade 2.

19,30 Déjà le retour.

20.50

URGENCES

Sight (100 min).

invité : Yannick Noah. 18.50 Déjà dimanche.

Robert Charlebois.

23.25 Concert:

12.50 Loto.

France Supervision 19.25 Ballet:

Notre-Dame de Paris. En deux actes d'après le roman de Victor Hugo. 21.35 Cap'tain Café. (nvité : Cheb Maral 22.35 La Provence

de Paul Cézanne De Charles Lartigue. 23.00 Claude Monet. De Dominique Ven 23.45 Motocyclisme. Ciné Cinéfil

20.50 Le chib : Samuel Hadida 22.05 Le Meilleur du cinéma britannique. Les conédes musicales

France 3

11.44 Flash d'information.

11.48 Télévision régionale.

12.32 Journal. 13.00 Keno. 13.05 Lignes de mire. Invités : Jean d'Ormesson Henri Sannier, Alexandre

14.00 Paint pas rever (rediff.).

Tierce, en direct;

15.30, Coupe d'Europe de

Loup, yes-tu?; j'aurai ta

peau ; Chambra noire ; Pizza americana.

19.08, Journal régions

15.00 Sport dimanche.

17.50 Strip-tease.

18.55 Le 19-20 de l'information

20.05 Y a pire affectrs.

INSPECTEUR

Série, avec Horst Tappert, Fritz

Wepper. Expulsion, de Günter Griswert. Descente en enfer, de Günter

Invité : Alain Madelin

22.55 Dimanche soit.

23.45 Journal, Météo.

comunis un vieux cél

Etats-Unis – dans une

adaptation d'un roman de

1.40 Musique Graffiti. (20 min).

DERRICK

20.15 Mr. Bean.

20.50

23,00 Appel d'un inconnu **E E** Firm de Jean Negulesco (1952, N., vo., 95 min) 40907336 0.35 Les Temps modernes E E

Ciné Cinémas 20.20 Une femme detrière l'objectif Téléfim de Lawrence Schi (95 min) S 21.55 Ciné Cinécourts. 3727799 23.00 Upe nouvelle vie = = Film d'Olivier Assayes (1993, 120 min) 72750

(1936, N., 85 min) 23226

Série Club 20.45 Collection avenures. 22.00 Jake Cutter.

21.00 Earth Two. Mutatio 21.50 Friends. 22.10 Chronique californienne. 22.15 Nonante. 23.15 Le Fugitif. A un fil.

22.45 Code Quantum.

**Canal Jimmy** 

23.40 Panique aux Caraïbes.
0.30 La Famille Addams.
On t'a reconnu (30 min).

Eurosport 15.30 Golf. En direct de Valderrama (Espagne). PGA européenn Masters : 3º tour (150 min)

18.00 et 19.30 Tennis. 21.00 Sumo. 22.00 Boxe.

### DIMANCHE 27 OCTOBRE La Cinquième

12.00 Les Lumières du music-hall. Les frères 12.00 Les Lumières du music-hall. Les frères jacques. 12.30 Arrêt sur images. 13.30 Les Dernières Promières de l'Himalaya. Au coeur des glacieri [8/3]. 14.00 L'Esprit du sport. Invité: Pierre Mondy. 15.00 Tevz. Le petit monde du grand corbesu. 16.00 Joseph Balsamo. Feuilleton [3/7]. 17.00 Le Sens de l'Histoire. Spécial élections américaines. Invités: Nicole Bacharan, Thomas Johnston. 18.30 Va savoir. Vouson en terre d'Aubrac. stor. 18.30 Va savoir. Voyage en terre d'Aubrac.

19.00 Cartoon Factory. Dessits animés (50/59). Alice Solves the Puzzle (1925); The h Ship (1930); Darkest Africa (1933); All's Fair at

the Pair (1935). 19.30 Maestro. Magazine. Leonard Bernstein : concerts pour les jeunes. Un concert devinette : êtes-vous musicien ? Avec l'Orchestre philharmonique de New York

20.30 8 1/2 journal.

20.45 SOIRÉE THÉMATIQUE: TENNIS, JEUX ET ENJEUX

Présentée par Hervé Claude. 20.46 Les Maîtres du je Documentaire de GR de Kermadec et Rafati Ferré-Sentis (59 min). Jean-Paul Loth analyse le jeu de huit grands champions : Sampras, Mc Enroe, Seles,

Borg, Conners, Graf, Navratilova, Evert. 21.45 Une histoire du tennis. Documentaire de Gabriel Peynichou et.

Jean-Christophe Piffaut (30 min). 985138
22.15 Jeu et enjeux. Documentaire de Derri Berkani 23.15 Jeu, set et match

(Hard, Fast and Beautiful) Film américain d'Ida Lupino avec Claire Trevor Sally Forest (1952, N., v.o., 80 min). 1748805 Les rapports de domination et d'aliénation d'une mère avide de succès sociaux et d'une Aidé par sa maîtresse, un mauvais garçon cherche à faire accuser d'un meurtre qu'il a fille passionnée de tennis. 0.30 Métropolie, Limérature : Jean-François Lyotard ; expo-sition Jim Dine ; théfitre de rue à Marseille ; colère : Alain Dugrand ; l'abécédaire de Gilles Deleuze : R comme Résis-tance (1) (rediff.), 1.30 Tamer.for President, Feuilleton [V10] de Robert Altman (rediff., 80 min). misanthrope dont la tête ne piaît pas aux gens de son quartier. La noirceur réaliste de Duvivier — revenu des

M 6 12.40 Troisième planète après le Soleil. Série. Guerre des sexes. 13.15 Le Film d'une vie.

Téléfilm [1 et 2/2] de Vincent Sherman avec Mark Harmon, Vincent Gardenia (184 min). 68446843 16.45 Telé séries. Magazine. 17.20 Les Belles Américaines.

Tëlëfilm de Carol Wiseman avec joanna Cassidy, Guy Marchand (80 min). 18.55 Models Inc. Série.

Par tous les mo 19.50 Génération Net. Magazine. 19.54 Six minutes d'information. 20.00 E = M 6. Magazine.

## 20.35 et 1.55 Sport 6.

CAPITAL Magazine présenté par Emmenuel
Chain, Planètre ado. Reportages :
victimes de la mode. Cherche J.H.
pour devenir pop-star. La bataille des
jeux vidéo. Baby banque. Le boom du
scooter (125 min). 58804718

scooter (125 min). 22.55 Culture pub.

## TROUBLES, AMOURS

DÉTOURNÉES TECTIM de Don McBreaty et Alinn Issermann, avec Emily Lloyd, Ben Gazzara (78 min). 4661485 Téléfilm, composé de trois épisodes (Un amour au féminin, Le Point de non-retour, Quiproquo), dans lequel on retrouve des acteurs comme Ben Gazzara, acteur fétiche de Jahn Cassavetes, ou

Emily Lloyd (Too Much). 0.55 Best of 100 % nonveamés, 2.05 Jazz 6, 3.05 Backstage: Patricia Raas, Documentaire, 3.30 Fréquenstat, Alain Chamfort, 4.15 Prenez-les vivants, Documentaire, 4.40 Top models, oh 12 Ta! Documentaire, 5.30 Hot Forme, 5.55 Boulevard des clips.

## Canal +

➤ En clair jusqu'à 14.05 12.30 C Net. Magazine 12.45 Le Vrai Journal 13.30 La Semaine des Guignols

14.20 Tirs croisés Téléfim de Chuck Bowman, avec Dennis Franz (86 min). 7939195

16.00 Babylon 5. Série. L'esplon. ➤ En dair jusqu'à 18.00 17.00 Roraima, la montagne Sacree OV

18.00 Le Lutin magique 🔳 🖼 Film de Don Bluth (1994, 72 min). 94850 ► En clair jusqu'à 20,35 19.15 Flash d'Information.

## 19.25 Ça cartoon.

20.35 FLESH AND BONE Film de Steve Kloves avec Dennis Quald, Meg Ryan (1994, 121 min). 975824

Film noir dans la tradition des années 40-50. 22.35 Flash & information

22.40 L'EQUIPE DU DIMANCHE

1.15 Coups de feu sur Broadway = Film de Woody Allen avec Dianne Wiest

(1994, v. p., 99 min). 6824732 Décors et atmosphère rétro, références oux films rétro, regerences dux juite de gongsters des débuts du parlant, dialogues hyperalléniens pour une collection de personnage névrosés à souhait. Un

2.50 Surprises (10 min.).

#### Les films sur les chaînes européennes

RTL9 20.30 Le Baiser empoisoune. Film de Norman Rene (1992, 110 mln). Avet Alec Baidwin. Comédie dramatique.
22.20 L'homme qui voulut être roi. Film de John Huston (1975, 125 mln). Avet Sean Connery. Avetures.
0.40 La Têre contre les murs. Film de Georges Franțu (1959, N., 95 min). Avet Jean-Pierre Mocky. Prume.

### TMC

20.35 C'était demain. Pilm de Nicholas Meyer (1979, 115 min). Avec Malcolm McDowell. Fantastique.

Radio France-Culture

14.05 et 15.45, 16.40, 17.50, 19.10, 20.25 Dimanche

20.05 Laissez-passet. Jazz: Interview de Sonny Rollins; Laurent Dehors. 20.35 Le Temps de la damse. Maryse Delente; Présentatio du ballet de Vin Vandekeybus.

de Vin Vandessynus.

21.00 Atalier de cristion radiophonique. 22.25 Poèsie sur parole.
Michel Butor (6).

22.35 Musique : Le Concert.
Transcorsinentales. Erregistré
le 22 octobre.
au studio Charles Trenet de
Radio-France. Le Quimeste de
Cerry Hemingway.

0.85 Clair de nair. Tentatives premières, par Benoît Muracciole: Dieu sans paroles ?; Rub a dub dub-carnets de voyage; Rémanences: Accostage précaire; Des mots dans le vent, poères radiophonique; La Durée du oui: Nature morre Two. 1,00 Les Nuits de France-Contrue. (rediff.). Jackson Pollock ou Forigine de la peinture (1): 134, Quelques hommages à la vols de ma mère, de Mathieu Bénezet; 2.55, Entreciens avec Pierre Mac Orian; 5.37, La chanson documentaire - Pierre Mac Orian; 3.57, Damiel Larrieu, Philippe Decoufié (1).

France-Musique 20.05 Voix souvenirs. 20.05 Voix souvenirs.
Ninon Vallin, soprano. L'Exole
(acc il et ili), de Chabrier, par
l'Orchestre de la Radio suisse
romande, dir. Ernest Ansermes
(enregistré en 1941); ceuvrés
de Montesverdi : Lasciatemi
morire (Lamento d'Arianne,
Livre VI) (enregistré en 1947);
Se i lenguidi miet sguardi (La
lettera amorosa, Livre VII)
(enregistré en 1940).
21.00 Table d'écoute.
22.30 Transyersales.

21.00 Table d'écoute.
22.30 Transversales.
1. Dédic : Teresa, (mélodrame fantastique en quatre tableaux, sur un livret de Pierre Bourgeade), de Marius Constant, au Théitre des Arts de Rouen/Opéra de Normandie. - 2. Les Magiclens de la Terre : Ouzbédistan : de Samarcande à Boulchara : Syrie : musique des derviches tourneurs : Bresagne : terre ceite, de Gwenaël Kerféd. - 3.
Charsons. - 4. Le jazz probablement : Sam Rivers, parcours d'un sauophoniste à

propadiement : Sain parcours d'un saxophoniste à bec chercheur : Comerence of The Birds, de Holland ; Live in Tokyo, de Davis.

## 1.00 Les Nuits de Prance-Musique

radio-Classiqu.

20.00 Soirée lyrique.

Le Vaisseau Famôme, de
Wagner, par le Chœur du
Deussche Oper et la
Staatskapele de Berfin,
dir. Konwitschry,
Fischer-Dieskau (le
Hollandiss), Schech (Senta),
Frick (Daland), Schock (Erik),
Wagner (Mary), Wunderlich
(le timonler).

Diverses Concernia

22.25 Diverses conceptions du Vaisseau fantôme et interpréta-tions wagnériennes historiques. 0.00 Les Nuits de Radio-Classique.

 Signalé dans « Le Monde Télévision-Radio-Multimédia ». On peut voir. Ne pas manquer.

♦ Sous-titrage spécial pour les sourds et les malentendants.

classique.

### Les soirées sur le câble et le satellite

TV 5 20.00 7 sur 7.

21.00 Temps présent. 21.55 Météo des cinq continents. 22.00 Journal (France 2)-22.35 Comme un boomerang Film de J. Glovarni (1976, 100 min) 72305824

0.75 Il ne faut jamais jurer de rien. 0.30 Soir 3 (France 3). Planète 20.35 Chroniqu d'un été à l'ombre. 21.20 Christophe. 21.45 Le Mystère Kourniko.

22.35 Armés jusqu'aux dents.

23.20 Darien, la terre de rencontre. (50 min).

Paris Première 20.00 Anx arts et caetera. Invité: William Rubin pour l'exposition « Picasso et le

20.30 Top Flop. 21.00 Manhattan **H H H** Film de Woody Ašen (1979, N., v.o., 95 min) 94707282 Philippe LEOTARD presente ce soir à 22h40 MON PERE CETTE **EPROUVETTE** 

22.35 Concert: Sonny Rollins. Enregistré au festival International de jazz de Montréal, en 1982 (60 min)

France Supervision 20.30 Le Colosse de Rome Film de Giorgio Ferroni (1964, 90 min)

22.00 Concert : Les Nuits du New Morning. (35 mln). 22.50 Tennis de table.

0.40 Concert: Renaud. Enregistré aux Francofolies à La Rochelle (85 min). 98373916 Ciné Cinéfil

20.30 Les Temps modernes II II Fitm de Charles Chaplin (1996, 72384283 N\_85 min) 72384263 N\_85 min) 72384263 21.55 Feta rouge E Film de Roy Del Ruth (1949, Film de Roy Del Ruth (1949,

23.20 Marche ou Crève ■ Film de Georges Lautner (1959, N., 100 mln) 39871398

Ciné Cinémas

20.30 La Dame aux camélias Film de Mauro Bolognini (1980, 110 min) 59684( 22.20 La Danse du Ilion Film de jacky Chan (1980, 90 min) 100873 23.50 La Couleur

de l'argent 
Film de Martin Sco
v.o., 120 min) Série Club

19.55 Robocop. 20.45 La Famille Addams. 21.15 Colonel March. 21.40 Histoires vraies. 22.05 Le Choix de... Ted Tetzlaff. Aventure à bord du Titanio 22.30 Jake Cutter. Le singe.

23.20 Code Quantum. La chute d'une ésoile (50 min).

5

**Canal Jimmy** 20.00 Seinfeld.

20.25 Dream On. 20.55 Le Meilleur du pire. 21.30 Pather Ted. 21.55 La Semaine sur Jimmy. 22.05 New York Police Blues. 22.55 Sessions. 23.25 Friends.

23.45 Batman. Le Pingouin en campagne. - Un candidat emballé (50 min). Eurosport 11.00 Motocyclisme En direct de Catalunya (Espagne). Euro Open : Dernière manche

(115 min). 13.45 GOLf.
En direct de Valderrama
(Espagne), PCA européenne
Masters : 4º 10ur (180 min). 18.00 Cyclisme. 19.00 Nouvelle vague. 19.30 Tennis. 22.00 et 0.00 Motocyclisme.

1.00 Sports (30 min).

# . .

## Une gendarmerie attaquée à la roquette à Porto-Vecchio

L'attentat n'a pas fait de victimes

UN ATTENTAT à l'arme lourde a été commis dans la nuit du vendredi 25 au samedi 26 octobre en Corse-du-Sud. Un cantonnement de gendarmerie de Porto-Vecchio a été la cible d'un tir de roquette. Personne n'a été blessé mais l'engin a traversé une porte blindée avant de finir sa trajectoire dans une chambre où dormaient deux gendarmes.

Cette action n'avait toujours pas été revendiquée samedi en fin de matinée, mais on note qu'elle intervient deux jours après une série d'interpellations, sur l'île et sur le continent, dans le cadre de l'information judiclaire ouverte après l'attentat contre l'hôtel de ville de Bordeaux, le 5 octobre. Cet acte terroriste avait été revendiqué par le FLNC-canal historique.

GARDES À VUE

Sur les douze personnes sympathisantes présumées du FLNCcanal historique interpellées jeudi, sept étaient toujours en garde à vue samedi matin mais seulement deux d'entre elles étaient

retenues pour des raisons en relation directe avec l'attentat contre la mairie d'Alain Juppé. Dans la région de Bordeaux, ce sont quatre personnes - et non pas deux comme certaines infor-

mations l'avaient indiqué - oui avaient été interpellées jeudi dans le cadre d'une vaste opération de police. Par ailleurs François Santoni,

secrétaire général d'A Cuncolta naziunalista, la vitrine légale du FLNC-canal historique, a demandé à l'Etat une indemnisation à la suite de la tentative de meurtre dont il avait été victime fin mai 1995 à Ajaccio. Il y a en effet un fonds de garantie des victimes d'infractions pénales et un fonds de garantie des victimes d'actes de terrorisme. Le leader nationaliste portait un gilet pare-balles et n'avait été que légèrement blessé, mais son garde du corps, Stéphane Gallo, avait été tué.

L'enquête est menée par le juge d'instruction parisien spécialiste des actes de terrorisme, Laurence Le Vert.

## Le Conseil d'Etat va rendre un arrêt sur le « pantouflage » des hauts fonctionnaires

La nomination de M. Beaufret au poste de sous-gouverneur du Crédit foncier est contestée

TEAN-PASCAL BEAUFRET, sous-gouverneur du Crédit foncier de France (CFF), va peut-être faire son entrée dans les manuels de droit. Le décret du président de la République du 29 décembre 1994 le nommant sous-gouverneur du CFF fait en effet l'objet d'un recours en annulation devant le Conseil d'Etat. En section du contentieux, le commissaire du gouvernement a demandé, vendredi 25 octobre, l'annulation de ce décret. Les sages du Palais-Royal n'ont pas pris de décision et se réuniront prochainement en assemblée plénière du contentieux pour rendre leur arrêt, qui risque d'avoir de lourdes conséquences sur le « pantouflage » des hauts

Le Conseil d'Etat a été saisi par Alain Géniteau, qui a formé un recours en annulation le 22 février (Le Monde daté 30 juin-1= juillet). Cet administrateur judiciaire de Brest est un stakhanoviste du contentieux judiciaire. Au nom de la défense des intérêts des actionnaires, il a déjà

attaqué le Crédit lyonnais, Bernard

Tapie, Jean-Luc Lagardère et Michel Cicurel, patron de Cerus.

M. Géniteau accuse M. Beaufret de violer la loi sur le « pantouflage », qui interdit pendant cinq ans à un fonctionnaire d'exercer des fonctions dans une entreprise, privée ou publique du secteur concurrentiel, qu'il a contrôlée. M. Beaufiet a été nommé au Crédit foncier de France, alors qu'il était chef de service des affaires monétaires et financières à la direction du Trésor. Il avait donc, selon M. Géniteau, autorité sur le Crédit foncier, ce qui lui interdisait d'en devenir sous-gouverneur avant cinq ans. Le décret du président de la République violerait la loi et devrait donc être annulé.

DES DIZAINES DE CAS

Mª Frédéric Thiriez, avocat de M. Beaufret, conteste cette analyse : « Le Conseil d'Etat n'a pas à se substituer au juge pénal. Le code pénal sanctionne le débauchage d'un fonctionnaire par une entreprise,

pas prouvé que M. Beaufret le contrôlait. »

Le commissaire du gouvernement, au contraire, a demandé l'annulation du décret. Selon lui, la loi sur le pantouflage s'applique, car le Crédit fonder est une entreprise privée, comme en témoignent son actionnariat et ses activités, qui dépassent le cadre des prêts aidés au logement. En outre, « il est difficile d'imaginer que M. Beaufret [lorsqu'il était au Trésor! n'a pas exprime d'avis sur le Crédit foncier », a-t-il affirmé. M. Beaufret a, par exemple, parti-cipé en 1993 à l'élaboration du plan de sauvetage du Comptoir des entrepreneurs - dont il était censeur - et pour lequel le Crédit foncier a apporté 200 millions de

Si la nomination de M. Beaufret était annulée, comme le suggère une jurisprudence de 1969, il se retrouverait de facto en infraction poursuites

pas une entreprise privée et il n'est comme l'a rappelé le comme du gouvernement - son intégrité personnelle n'est pas en causc. Pour que ces poursuites solent enses, une personne « ayant intérêt à agir », par exemple un actionnaire du CFF comme M. Géniteau

doit déposer une plainte. La décision du Conseil d'Etat sera lourde de conséquences das M' Thiriez, avocat de M. Beaufret, blique. Des dizaines de fonctionnaires sont dans le même cas que M. Beaufret et passibles de poursuites pénales ». «L'application stricte de la loi rendrait impossible le recasement des fonctionnaires aphaut fonctionnaire. Mais, comme l'Etat soit irréprochable ». Réponse

.)

## Mobilisation en Nouvelle-Calédonie autour des mines de nickel

LE FRONT DE LIBERATION NATIONALE KANAK SOCIALISTE (FLNKS) a appelé les salariés des mines de nickel à participer, lundi 28 octobre, à une journée de « mobilisation générale », afin d'« exiger de l'Etat le rezour du patrimoine naturel et son contrôle par les structures du pays ». Il a convoqué, par ailieurs, une manifestation, mardi à Nouméa, pour dénoncer « le phénomène de migration qui étouffe le développement de la population kanake ».

Selon un dirigeant du FLNKS, Raphaël Pidjot, le gouvernement s'est montré déterminé à tenir ses engagements pour favoriser l'implantation d'une usine de traitement du nickel dans le nord du Caillou. Le ministre de l'industrie, Franck Borotra, se serait même engagé à préciser par écrit, « sous quinzaine », les modalités de poursuite des études de faisabilité de « l'usine du Nord ». Le FLNKS, qui juge ce projet vital pour le rééquilibrage économique de la Nouvelle-Calédonie, a fait du règlement de ce contentieux un préalable à la reprise des négociations politiques sur l'avenir institutionnel du territoire.

Le ministère de l'outre-mer se montre toutefois plus prudent. Dans l'entourage de Jean-Jacques de Peretti, on a assez peu apprécié qu'Yves Rambaud, PDG d'Eramet, qui possède les gisements du Nord, ait choisi ce moment délicat pour aller organiser, à Nouméa, la résistance des ac-

DÉPÊCHES

■ ACCIDENT: vingt-cinq enfants et cinq adultes ont été légèrement blessés après l'effondrement d'un gradin sous le chapiteau du cirque Zavatta à Valenciennes (Nord), vendredi 25 octobre dans la matinée, lors d'une représentation destinée aux scolaires. Entendue sur la question de la sécurité du chapiteau, M Lydia Zavatta, propriétaire du cirque, et quatre de ses collaborateurs ont été placés en garde à vue sur décision du procureur de Valenciennes, Eric de Montgolfier.

■ NATIONS UNIES: notre correspondante aux Nations unies, Afsané Bassir Pour, a reçu le 2º prix de la meilleure couverture internationale de l'ONU pour 1996. Le premier prix a été attribué au correspondant de la BBC. Les prix ont été remis par le secrétaire général de l'ONU, Boutros Boutros-Ghali, jeudi 24 octobre, lors d'un diner rassemblant trois cents ambassadeurs et journalistes à New York.

■ GRANDE-BRETAGNE: le voyage de Jacques Chirac au Proche-Orient a înspiré une exceptionnelle – et très flatteuse – manchette en français à la « une » du quotidien The Independent du samedi 26 octobre. « La paix, la justice, l'amitié – et un grand tour de force » : c'est en ces termes que le journal britannique évoque la tournée d'une semaine du président de la République.

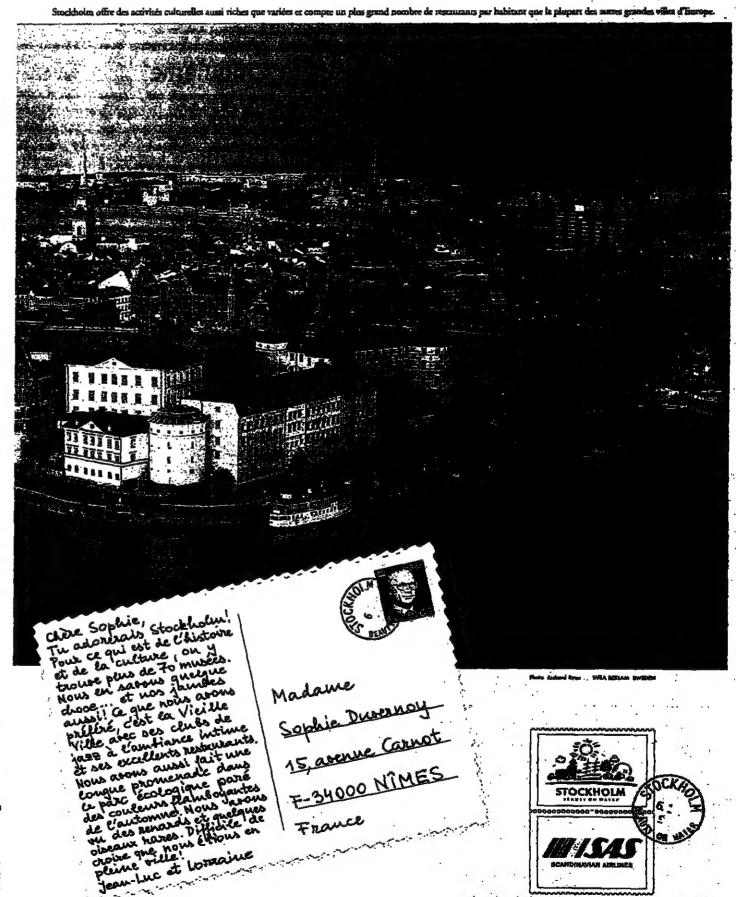
■ ARTS : l'exposition consacrée au peintre Francis Bacon, qui vient de fermer ses portes au Centre Georges-Pompidou à Paris, a accueilli près de 380 000 visiteurs en 95 jours, indique un bilan du centre. Ce chiffre est comparable à ceux des expositions « Paris-Moscou » ou « Paris-Berlin », et place celle sur Bacon parmi les dix expositions les plus visitées depuis l'ouverture en 1977. Le catalogue (Ed. du Centre-Pompidou) a été vendu à 16 000 exemplaires. L'exposition sera présentée à Munich (Allemagne) du 3 novembre au 31 janvier 1997, à la Hans der Kunst.

■ BANDE DESSINÉE : les aventures de Tintin ont été sacrées officiellement « BD du siècle » par le jury du public, au cours du vingtième Festival de bande dessinée de Chambéry (Savoie), qui a lieu du 25 au 27 octobre. Le jury de la presse a aussi élu Tintin comme « BD du siècle », tandis que le jury des professionnels de la communication a décerné ce titre à Astérix. Le demier jury, formé de six historiens du « neuvième art », a élu Corto Maltese (Hugo Pratt). Le trophée d'hommage à Tintin a été remis par Philippe Douste-Blazy, ministre de la culture, à Fifi Tchang, fille de Tchang, que Hergé avait immortalisé dans Le Lotus bleu. \* Notre collaborateur Alain Rollat, en déplacement à l'étranger pendant un mois, reprendra sa chronique du samedi le 23 novembre.

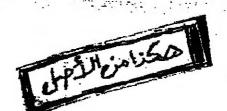
## L'arme budgétaire est-elle cassée ?

Pour agir sur l'économie, les gouvernements disposent tradition-nellement de deux leviers : la politique monétaire et la politique budgétaire. La première est, depuis dix ans, largement subordonnée à celle de la Bundesbank. La seconde ne répond plus aussi bien qu'avant. Elle est en outre bioquée dans un seul sens : la réduction du déficit. Fautil alors redouter pour 1997 des effets récessifs? A lire lundi dans « Le Monde Economie ».

Tirage du Monde daté vendredi 25 octobre 1996 : 493 937 exemplaires



La durée du vol jusqu'à Stockholm est d'environ 2 heures sans escale. Choisissez parmi les nombreux forfaits la formule qui vous convient le mieux. Pour en savoir plus, contactez l'Office Suédois du Tourisme, vel. 01 42 72 58 77, faz 01 42 72 58 49, ou votre agent de voyages, ou informez-vous par Minitel 3615 FLY SAS (2.23 F/mn). Que diries-vous d'envoyer quelques cartes postales de Stockholme



ф Fr.